THE EMPERSITY OF MEDIAN LE MONDE diplomatique Canada : 1.50 \$c. Roy.-Uni : 50 p. Espagna: 70 pes. Suisse: 3 F.S.

LA JUSTICE

🛮 N° 286 - 25° année 🖿

présente à ses lecteurs es meilleurs vœux pour 1978,

Diplomatie et propagande

des Italiens, 75427 Paris Gedex 69

Par CLAUDE JULIEN

ANS un monde où les communications de masse jouent un rôle si important, il est bien naturel qu'elles aient trouvé leur place dans la important, il est bien naturel qu'elles cient trouvé leur place dans la panoplie du diplomote. Il est moins satisfaisant de constater qu'elles obscurcissent parfois le fond du problème au lieu de l'éclirer, le dénaturent ou le relèguent au dernier plan. Tel fut le cas avec la spectaculaire visite de M. Sodate à Jérusalem, qui a suscité un espoir excessif en éclipsont provisoirement des obstacles qui n'out pas tardé à réapparaître. Tel est encore le cas avec les prisonniers du Polisario, dant la capture puis la libération laissent dans l'ombre les données essentielles d'un dossier mal connu du grand public (1).

L'efficacité des techniques de relations publiques obéit à des règles. Lorsque, sous la dictature de Batista, les révolutionnaires, dont la propagande officielle disait qu'ils étaient à bout de souffle, s'emparèrent, en plein jour, en plein centre de La Havane, du célèbre coureur automobile Fangio, le retentissement de cette action d'éclat fut considérable. Il en fut encore accru lorsque, au bout de quelques jours seulement, les révolutionnaires cubains libé-rèrent Fangio, qui ne tarisseit pas d'éloges sur la parfaite courtoisie de ses gardiens et sur la générosité de leur programme politique. Ce lointain précédent montre bien que l'efficacité dans l'opinion publique dépend de l'oction d'éclat elle-même — enlèvement et libération — olors qu'une détention

AIS la dénonciation d'une prise d'otages relève pour une part, elle aussi, de la technique des relations publiques. Paris n'a guère convaincu que son attitude à l'égard des Français détenus puis libérés par le Polisario était dictée par une morale supérieure et un souci humanitaire. L'extrême discrétion observée dans des cas analogues, le grand retard avec lequel un négo-ciateur fut saisi du dossier, les péripéties du retour, etc., démentent l'impression que l'on voulut créer. Ainsi, toute l'affaire n'a pas pu dissimuler les véritables motivations de l'intervention française dans la crise du Sahara occidental, intervention antérieure à l'enlèvement de Français en Mauritanie.

Une fois de plus, la politique française en Afrique s'inspire de considé rations qui paraissent beaucoup trop étroîtes pour répondre convenablement aux intérêts à la fois des Africains et des Français.

nier principe de cette politique fut formulé au printemps dernies propos de la fourniture d'une aide logistique au Zaîre. Il s'agissait alors d'assurer « la sécurité, l'indépendance et la stabilité » des Etats. Le même l'aviation française, le régime de Novakche't eût été beaucoup plus rudement ébranté par les coups du Polisario. Mais cette stratégie comporte, et pour la France et pour l'Afrique, un inconvénient majeur : c'est en théorie seulement qu'elle écorte toute distinction entre régimes conservateurs et progressistes, et un jour viendra où sera menacé un État dont Paris n'osera pas ou ne voudra pas protéger la « stabilité ». Alors éclatera au grand jour le choix dont en voudrait faire croire qu'il n'a pas été fait.

E second principe n'a pas été et ne sero pas formulé. Il concerne les intérêts économiques de la France en Afrique. Aucun rideau de fumée se sourait le dissimuler, et oucune rhétorique ne peut convaincre que les interven-tions d'une nation industrialisée sont désintéressées, qu'elles répondent exclu-sivement à des considérations touchant le respect des régimes en place et des

La préférence marquée à l'égard de certains régimes n'a cessé de détériorer les relations de la France avec des pays africains appelés à un grand avenir. Elle privilégie les intérêts économiques immédiats au détriment de calculs à plus longue portée. Elle discrédite les principes dont on entend parer des actions qui ne leur doivent rien. Elle écarte la France de la mission conciliatrice qui pourrait être la sienne.

(1) Voir le Monde diplomatique d'août et décembre 1974, août 1975, février 1976, juin et août 1977.

LES ÉQUIVOQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

THE LIBRARY --

Un carrefour de cynisme et d'espérances

N juin 1971 au congrès d'Epinay, M. François Mitterrand et les conventionnels avaient soutenu un amendement visant à éliminer des un amendement visant à éliminer des statuts l'appartenance du nouveau parti à l'Internationale socialiste (1). 27 novembre 1976 : dans l'immense salle des conférences de l'Organisation internationale du travail à Genève, s'ouvre le XIII congrès de l'Internationale socialiste. Le président de la séance solennelle d'ouverture s'appelle François Mitterrand. Son discours programmateur sur « le socialisme démocratique dans le monde d'aujourd'hui » ouvre trois jours de d'aujourd'hui » ouvre trois jours de travaux et de débats qui devaient bouleverser l'organisation et ouvrir le chemin de sa renaissance.

L'Internationale socialiste représente aujourd'hai une paissance considerable: elle regroupe trente-trois partis membres qui, ensemble, comptent plus de huit millions de militants; le seul S.P.D. allemand réunit plus d'un million de membres. Près de cent rillions de membres vivant en millions de personnes vivent — en Occident — sous un gouvernement Occident — sous un gouvernement socialiste. Et si l'on compte les citoyens d'autres pays où des socialistes, sans être majoritaires, participent d'une façon décisive à la direction de l'Etat, ce chiffre dépar

Falt surprenant : l'Internationale, qui abrite quelques-uns des hommes politiques les plus cyniques de ce siècle (M. Helmut Schmidt, d'Allemagne, ou M. Daniei Obduber, du Costa-Rica) reste aux yeux des peuples une institution morale, une autorité de foi Illusion, mensonge? Non L'Inter-nationale charrie la raison d'Etat comme elle charrie la morale de juscomme elle charrie la morale de jus-tice (2). Elle est, de ce fait, une organisation ambiguë, équivoque. D'une part, une sorte de club privé où se rencontrent les chefs et ministres de gouvernements socialistes; d'autre part, le lieu où se croisent les espé-rances, où s'investissent les rêves de milliers de militants. Mais surtout elle est un incomparable instrument potenest un incomparable instrument poten-tiel pour la lutte de classe, la lutte anti-impérialiste.

Il existe aujourd'hui un imaginaire scialiste, un « imaginaire de convo-cation » (Regis Dehray) (3). Cet imaginaire s'incarne dans l'Interna-tionale socialiste. Ou, plus précisément, Par JEAN ZIEGLER *

les espérances immenses qu'éveillent chez les peuples dominés du tiersmonde les progrès des partis socialistes en Europe se reportent sur l'Internationale. Cinq partis arabes (le FLIN. algérien, le Néo-Destour tunisien, l'Union socialiste d'Egypte, le Bass syrien, l'Union populaire des forces progressistes du Maroc), quatre partis africains, six mouvements latino-américains se rapprochent aujourd'hui américains, se rapprochent aujourd'hui de l'Internationale. Celle-ci (résolution

de Madrid du 17 octobre 1977) appuie la lutte du peuple sabraoui. En sep-tembre, M. Olof Palme a conduit une mission d'information et de solidarité de l'Internationale en Afrique australe, à travers les cinq Etats de la « ligne

de front ».

M. Mario Soares, M. Bernt Carlson m. Mario Soares, M. Bernt Carison et des délégués des partis français, italien, suisse, vont partir prochainement au Mezique, au Costa-Rica, au Venezuela et en République Dominicaine, afin de resserrer les liens de l'Internationale avec les mouvements socialistes d'Amérique latine.

Face à l'eurocommunisme

I INTERNATIONALE charrie avec lelle un certain nombre de pro-blèmes anciens. Ils restent dangereux, parfois paralysants. Il y a d'abord un problème d'organisation : l'appareil de l'Internationale est faible. Exemple : le nouveau — et efficace — secrétaire général, M. Bernt Carlson (ancien secrétaire international du parti sué-dois), siège dans des locaux exigus à doisi, siège dans des locaux exigus à Londres, entouré de deux secrétaires à plein temps et de deux collaborateurs à temps partiel. Le seul parti socialiste dans les affaires de son rays — occ ne à Rome un somptueux immeuble de cinq étages. Il compte, dans son seul siège central, plus de deux cent cin-quante fonctionnaires à plein temps.

Le XIIIe congrès a pris des résolu-tions : le nouveau président. M. Willy Brandt — qui met une fin heureuse à l'ere Pittermann (ancien président et ancien vice-chanceller d'Autriche) exige une reforme et un renforce-ment du secrétariat, qui devrait en plus être soustrait à la tutelle du parti travailliste britannique et déménager son siège à Genève; mais, une année après le congrès, aucune de ces déci-sions n'est réalisée, les fonds, curieusement, manquent.

ment, manquent.

Problème difficile : du temps de la présidence Vandervelde et jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'Internationale était en mesure d'imposer les résolutions de ses congrés aux partis membres récalcitrants. Contre la raison d'Etat — parfois — la morale de la justice triomphait. Léon Blum avait des sueurs froides lorsqu'il devait expliquer sa politique espagnole l'Internationale, (4). Autre exemple en 1904 l'Internationale (congrès de Bruxelles et d'Amsterdam) impose pratiquement — à Guesde et à Jaurès — la réunification du parti fran-

L'actuel déséquilibre qui s'accentue depuis 1945, entre l'appareil adminis-tratif et financier déficient de l'Inter-nationale et la puissance des appareils de certains partis membres (notamment allemand, italien, autrichien) limite le pouvoir d'intervention et de contrôle de l'Internationale dans l'application de ses résolutions.

Deuxième problème : un fossé sépare les partis membres qui pratiquent une politique d'union des gauches et ceux qui, tels les partis allemand, scandinave, autrichien, restent farouchement opposés à toute collaboration avec un parti communiste quel qu'il

Jun 1972 commun en France. Quelques semaines après, l'Internationale se réunit à Vienne. M. François Mitterrand et le parti français restent isolés.

parti français restent isolés.

Mai 1975: M. François Mitterrand réunit à Latche les dirigeants des partis socialistes du sud de l'Europe: MM. Mario Soares, Felipe Gonzalez, Beno Craxi, les dirigeants du PASOK grec et du P.S. belge. La position du P.S. français et de son premier secretaire est la suivante: « Il s'agu de savoir comment développer dans nos pays l'union des masses autour et avec les partis politiques représentant les forces populaires. Ce qui pose le problème de l'alliance, de l'union, de la cohésion entre P.S. et P.C. Il s'agu pour nous tous d'un choix socialiste. Voilà l'aspect particulier, nouveau, moderne de nos préoccupations » (6).

(Lire la suite nace 2.)

(1) Claude Estler, la Plume au poing, préface de François Mitterrand, Ed. Stock, Paris. 1977, page 304. L'amendement n'a pas réuni 10 % de suffrages. (2) Colette Audry : les Militants et leur morale, Ed. Flammarion, Paris, 1976. Colette Audry analyse le conflit permanent. à l'intérieur du mouvement permanent, à l'intérieur du mouvement socialiste, entre la morale de l'efficacité et la morale de la justice.

(3) Régis Debray, les Rendez-vous manqués. Sd. du Seuil, Paris, 1975, page 38. (5) Michel Bataille, Jaurès, préface de François Mitterrand, Ed. Pygmalion, Paris, 1977. (6) Claude Estier, la Piume au poing, op. cit., page 306.

* Député socialiste de Genève au Conseil national suisse, professeur de sociologie à l'université et à l'Institut d'átudes du dévaloppement de Genèva.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris. Franciors, Bruxelles, Prague Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. Au rythme de vos affaires. AIR ALGERIE

«Révolution verte» et besoins alimentaires

LES ÉCHECS D'UNE POLITIQUE ANTISUBVERSIVE EN ASIE

TL y a une dizaine d'années, l'Asie non communiste vivait dans le rêve de la « révolution verte ». C'était l'époque de l'engagement militaire américain au Vietnam, de l'arrivée au pouvoir des militaires et du massacre de centaines de milliers de « communistes » en indonésie. Il s'agissait alors, pour les stratèges et les experts des organismes internationaux comme la Banque mondiale puis la Banque asiatique de développement (BAD), de faire l'économie d'une - révolution rouge - menaçante,

Dans ce numéro :

La répression du terrorisme et le droit

Vers un nouvel ordre régional au Proche-Orient (Pages 6 & 8.)

Le Soudan, grenier du monde

arabe ?

(Pages 10 et 11.)

Par PATRICE DE BEER

grace à une injection massive de matériel et de nouvelles techniques. Il fallait faire faire à l'agriculture un bond en avant afin de satisfaire les besoins alimentaires de la population et d'assurer une stabilité économique et sociale indispensable au maintlen de l'ordre établi. H s'agissait aussi, pour l'agrobusiness occidental, de trouver un nou-veau marché pour ses produits, et de nouveaux fournisseurs de matières premières pour ses usines.

La technique suppléait la politique; l'Irrigation, les engrals et les semences miracies mises au point au centre de Los Banos, aux Philippines - qui servit aussi è des expérimentations moins paci-fiques pour la guerre du Vietnam devaient permettre de faire échec au communisme. Riz miracle IR-28 contre fusil AK-47 i La batallie paraissait trop inégale entre le progrès et la prospèrité promis par les savants et la guerre de libération, le sang, les larmes et l'Idéologie dont se réclamaient les maqui-

Le temps semble venu de dresser le premier bilan, près de trois ans après l'effondrement de la politique américaine dans toute l'indochine, En effet, la Banque asiatique de développement a rédigé, en 1977, son deuxième rapport agricole décennal — pour la période 1965-1975 (1) — qu) est en fait

sulvie en matière de développen avec une franchise que seuls peuvent se destinés au grand public. Au risque parfois, pour cet organisme financier reprél'économie laponaise, d'énoncer des

 Les gouvernements (asistiques) ne peuvent plus se permettre de freiner le en pourvoyant aux besoins de la minorité de privilégiés. La pauvreté doit être réduite et cela doit se faire en fournissant des emplois productits aux masses qui ont falm. » En effet, les « structures hiérarchiques » ont un « effet négatil sur vues les plus optimistes, la situation allmentaire dans la région (asiatique) n'est par beaucoup plus mauvaise qu'il y a dix ans. (...) En général, l'impact de la « révolution verts » sur l'emploi e probeblement été très modeste dans la plugouvernements asiatiques pour déve-loppe des systèmes de crédit viables pour les pelits paysans n'ont pas beaucoup réussi. . . il y a peu de preuves que l'utilisation des tracteurs alt eu beaucoup d'effet sur le rendement des

(Lire la suite page 11.)

Vers un approfondissement théorique et politique

L'EUROCOMMUNISME ET LA CRISE DE LA GAUCHE

ES interpretations multiples, parfois contradictoires, de la détérioration des relations à l'intérieur de la gauche en France réac-tualisent un débat ancien relatif à la nature des liens qu'entretient le P.C.F. avec le mouvement communiste interavec le indivenient comminée mational. On voit sinsi refleurir les formules expressives — œil, main, or... de Moscou — qui ont longtemps tenu lieu de raisonnement pour rendre compte de la nature de ces liens. A ces exhumations — en forme d'interroga-tions — qui invitent à réfléchir sur le passé en longue période s'ajoute une question tout à fait actuelle : quelle question tout à fair actuelle : que counte est la validité de la voie eurocommuniste? Ou, encore, la rupture provisoire ou définitive de l'union de la sauche ne remet-elle pas en cause la notion même d'eurocommunisme et ne réinstalle-t-elle pas le P.C.F. dans l'orbite soviétique? Ce qui, accessoi-rement, pourrait administrer la preuve qu'il n'en est jamais véritablement

Pour répondre à ces questions, il repondre a ces questions, in convient de repenser l'eurocommunisme dans son processus historique et son devenir politique. Et. dans ce contexte, replacer l'évolution du P.C.F., mise en cause par sa politique, à l'intérieur de la gauche.

Flou, difficile à saisir, parfois contesté d'une façon ponctuelle par ses propres protagonistes, selon les aléas de leur politique intérieure et de leurs relations inter-partis, hypothétique pour de nombreux spécialistes et teurs, l'eurocommunisme existe

Certes, le concept en soi pose pro-blème, mais ce qu'il couvre comme processus et ce qu'il contient comme processus et ce qu'il contient comme caractéristiques semblent s'insérer dans l'histoire du communisme ouest-euro-péen des dernières vingt années. Hantant le monde politique de l'Est et de l'Ouest (pour des raisons bien différentes), exacerbant les spécula-tions intellectuelles (les colloques et les ouvrages qui lui sont consacrés l'attestent), entraînant des réponses ambigues et partielles de la part de ses principaux artisans, l'eurocommunisme apparaît pour certains comme une mode, une boutade, un bluff, pour d'autres comme un sujet de contestation et de mise en cause permanente, pour d'autres encore comme l'espoir, la seule alternative possible à la crise économique et politique du monde

S'agit-il d'une nouvelle organisation, ou simplement d'un état d'esprit? S'agit-il d'un communisme substan-tiellement nouveau ou bien d'une socio-démocratisation de certains P.C.

s'agit-il enfin que d'une tactique, opportuniste, parlementaire, sous la-quelle se cacherait la vraie nature, éternelle, stalinienne des P.C.? Une étude sérieuse de l'évolution des

de l'Europe capitaliste telle qu'elle ressort de l'analyse de leurs documents internes (travaux des congrès et sessions des comités cen-traux) et externes (documents et interventions aux conférences interna-tionales et européennes et déclarations établies à l'issue de rencontres bi et multilatérales) permet de formuler une définition provisoire de l'euro-communisme compris comme phénomène international.

L'eurocommunisme signifie bien une notvelle variante du mouvement com-muniste, exprimée à travers une ten-dance à l'inorganicité; se situant en rupture avec une série de concepts léninistes et avec l'héritage de l'Interlennistes et avec l'infinage de l'inter-nationale communiste en ce qui concerne les relations inter-partis; dégageant, enfin, une stratégie gra-duelle de conquête du pouvoir et de passage vers une société socialiste caractérisée par le pluralisme politique et idéologues.

et ideologique.

Si on décrypte, l'une après l'autre, les caractéristiques que contient cette définition, et si on les situe dans l'évolution du P.C.F. depuis le XXII congrès, on se rend compte qu'elles ne sont pas remises en cause par la politique récente de celui-ci à l'intérieur de la gauche.

rieur de la gauche. Ce congrès stabilise l'évolution euro-

La tendance à l'inorganicité

Mars à part cet aspect, certes de taille, les caractéristiques de la définition de l'eurocommunisme proposée ci-dessous résistent à la secousse qu'a suble la gauche en France. Le cheminement eurocommuniste engagé par certains partis dès 1956 (le P.C. italien notamment), par d'autres à partir de 1968 et surtout de 1973 (comme le P.C. espagnol), par le P.C.F. enfin depuis 1976 n'est pas arrêté. L'eurocommunisme ne se présente pas comme un modèle, ayant une vocation universalisante. Ce refus de D'où le refus d'apparaître comme D'on le refus d'apparative comme un nouveau pôle du monde communiste, comme une nouvelle régionalisation, et par conséquent de créer un nouveau centre. Ce refus de toute organicité, même dans le seus du polycentrisme togliattien, exprime la caractéristique principale et irrévarsible de l'eurocommunisme. D'où le prius eurosé par les partis eurocoments refus opposé par les partis eurocom-munistes à toute structure — fût-elle sporadique comme les conférences -qui pourrait, de quelque façon que ce soit, porter atteinte à leur autonomie. vocation universalisante. Ce refus de se présenter comme une voie à suivre est constant dans le discours euro-communiste qui met l'accent sur les voies nationales. Il implique, d'abord D'où la recherche de formes nouvelles de contact et de solidarité, épisodiques pragmatiques, hors de tout rituel de tout formalisme. voges nationales. I implie, de sur de tes urbout, le droit de chacun à forger son propre programme politique et à avoir sa propre vision des allances. Ce n'est qu'à partir de la prise en compte des différences et des diver-

Des ruptures (abandon du concept de dictature du prolétariat) et les mutations conceptuelles (substitution de la notion d'internationalisme prolétarien par celle de solidarité interna-

* Fondation nationale des sciences

Par LILLY MARCOU *

communiste du P.C.F. dont les pré-mices historiques remontent aux évé-nements de 1968 — révolte étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qu'exprime pour la première fois le Manifeste de Cham-

pigny (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois — d'une façon plutôt implicite qu'explicité — à l'égard de son allié d'hier ou de demain, si elles ne remettent pas en cause le voie europement. cause la voie eurocommuniste, reposent en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou, plus précisément, le point de vue du P.C.F. sur ce pro-

Les documents des P.C. espagnol, français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégénoile à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problèmatique liée au principe léniniste selon lequel le parti communiste est le parti de la classe ouvrière, « son count-parte » priscuil est le sont détenteur de la classe ouvrière, « son avan-garde », puisqu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxis-me (1). Les thèses eurocommunistes n'ent pas encore formulé une position définitive sur ce principe, blen qu'un processus de réflexion semble s'enga-ger surtout dans les P.C. Italien et

tionale) s'inscrivent dans une stratégle de changement qui prend en compte les erreurs du passè et ce qu'ont de négatif les expériences socialistes exis-tantes. Cette évolution de certain P.C. negani es experimento de certains P.C. occidentaux, à laquelle le P.C.F. depuis le XXII congrès est partie prenante, n'est elle non plus, pas remise en cause par la rupture de l'alliance à l'intérieur de la gauche en France.

Louis Althusser a certes raison lorsqu'il marque la distinction entre le sens théorique et le sens politique qu'on accorde à un concept donné. Si, sur le plan théorique, il est inconcevable de supprimer un concept par une décision politique parce qu'il « jait corps avec un ensemble d'autres concepts », la décision politique en soi, prise comme un « acte symbolique », marque le tournant du P.C.F. « ouvrant la voie à un autre socialisme (que la voie à un autre socialisme (que celui qui règne en U.R.S.S.) » (2).

De même, le fait que le concept de parti unique a depuis bien longtemps disparu du discours communiste ouest-européen marque encore davantage ce phénomène de rupture avec les expé-riences concrètes de socialisme ailleurs dans le monde.

La mutation s'observe an niveau des c rites » légués par l'Internationale. Le concept d'internationalisme prolétarien, tel qu'il fut défini par le sixième congrès de l'Internationale en 1923, codifiait et figeait les relations inter-partis à l'intérieur du mouvement communiste, en fonction d'un attachement et d'une allégeance incondition-nels à l'Union soviétique. Ce principe, qui au fil de l'histoire se révèla plusiems fois néfaste pour les positions nationales des P.C., est complètement nationales des P.C., est completament exclu — et sûrement d'une façon irréversible — de la démarche euro-communiste. D'où le refus systèmatique de cautionner ce que les pays societistes comportent de contraire à leur propre projet de société; d'où le refus de continuer d'assimiler anti-contétique et anticommunisme : d'où soviétisme et anticommunisme; d'où leurs critiques ponctuelles sur une série de faits concrets qui se passent en URSS, notamment sur l'absence

La démarche eurocommuniste signifie que chaque P.C. forge son propre programme de conquête du pouvoir, choisit sa propre tactique d'alliance, dresse son propre projet de société socialiste. La cohésion d'ensemble, le dénominateur commun sont constitués par la volonté de réconcilier le socia-lisme avec la démocratie, et surtout avec les libertés conquises par les masses populaires, libertés auparavant qualifiers de « bourgeoises et jor-melles », maintenant considérées

de libertés individuelles et collectives

Enfin et surtout, il s'agit d'une voie nouvelle d'édification du socialisme, voie différente de celles qui ont été suivies par les autres pays. « L'histoire a ses lois universelles, mais elle ne se répète pas. Il ne s'agit pour aucun peuple de mettre ses pas dans ceux d'un autre et la question n'est pas de recommencer la révolution d'Octobre 2 (3), précise avec nettaté Francis Cohen lors de la conférence Internationale organisée par la revue l'internationale organisée par la revue Problèmes de la paiz et du socialisme de Prague (l'unique vestige du mouvement communiste organisé) à l'occasion du solvantième anniversaire de la révolution d'Octobre.

L'ensemble de caractéristiques qui contribuent à définir l'eurocommunisme ne peuvent pas être remises en cause par les aléas des alliances contractées par les P.C. dans leur contexte national.

Mais la nature et le contenu des alliances — provisoires ou durables, de type frontiste ou d'union nationale — ainsi que le sens qu'on donne à l'hégé-monie à l'intérieur de l'alliance, monte à l'intérieur de l'alliance, devront être davantage repensés aussi bien au niveau théorique que politique. Il s'agit d'un des points faibles de l'eurocommunisme, par le bials duquel sa crédibilité peut être remise en cause. Cependant cet aspect du problème n'est que l'une des composantes de la démarche eurocommuniste.

C'est pour cela qu'on ne peut pas gommer d'un trait l'eurocommunisme en le considérant soit comme un épi-phénomène, soit comme une tactique éphémère, uniquement parce que l'« union de la gauche » se porte mal en France, on parce que le « compromis historique » rencontre des problèmes en Italie. L'eurocommunisme est avant tout un processus historique qui s'insère dans une stratégie de

Si la cause de la crise à l'intérieur de la gauche française est actuelle-ment difficile à saisir dans ses motivations complexes, cette crise ne gomme en aucun cas une évolution qui la dépasse par son étendue et sa profandeur. On peut attendre que cette crise, en même temps qu'elle révèle un retard, sera l'occasion d'un approfondissement théorique qui aboutira à une politique d'alliance efficace et

(1) Cf. Pernando Cisudin, l'Eurocom-munisme, François Maspero, Paris, 1971, 181 pages, et le compts rendu de Daniei Singer, le Monde diplomatique, no-Singer, le Monde diplomatique, no-vembre 1977. (2) Louis Althusser, Vingt-deuxième congrès, Prançois Maspero, Paris, 1977. pages 32-33.
(3) Cf. la Nouvelle revue internationale,

DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EQUIVOQUES

(Suits de la première page.)

Internationale se réunissent à Else-neur (Danemark). Le conflit est à son comble : un violent incident oppose M. Helmut Schmidt à M. François

Aujourd'hui le conflit est en voie de résorption. La politique conséquente, rigidement unitaire, courageuse du parti français a fini par impressionner même les socialistes allemands.

sités, soulignées et accentuées, qu'est entreprise la recherche du commun et

Un conflit nouveau, plus dangereux, plus chargé de menaces que tous les précédents, divise aujourd'hui l'Internationale : il s'agit du combat à mener contre la domination impé-rialiste des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie par les États capita-

La question du tiers-monde

C HAQUE jour, douze mille personnes meurent de faim sur notre planète. Le monde où nous vivons n'est qu'un immense Auschwitz. Pour les trois quarts des hommes, chaque nuit qui passe, chaque jour, ne sont qu'un interminable martyre. Le monde des Etats est un monde de froide cruauté, de calculs de force (les Etats socialistes n'y faisant nas exception). listes n'y faisant pas exception).

Les vieux marxistes allemands (Hor-kheimer, Marcuse, Bloch) l'ont dit, inlassablement : l'instauration du socialisme commence par une rupture épistémologique. C'est par la destruc-tion de la vieille parole humaniste, bourgeoise, génératrice de toutes les indifférences. de toutes les làchetés, indifférences, de toutes les làchetés, de tous les meurtres qui se commettent en toute légalité, que commence la fin du règne du capital. Edgar Morin : « La morele antérieure ou juscisme d'où est issu, justement, le fuscisme est naturellement la morale humaniste bourgeoise, celle qui glorifie l'homme abstrait et couvre de silence

le meurtre quotidien de l'homme

concret » (7). Deux camps s'affrontent au sein Deux camps s'affrontent au sein même de l'organisation : le premier est celui des social-démocraties allemande et anglo-saxonne, dont le but est la redistribution du revenu national selon des paramètres d'équité, la construction d'un Etat social et d'une Europe anticommuniste s'appuyant sur l'Amérique. Elles ne mettent en question ni le mode de production capitaliste, ni la propriété monopolistique des moyens de production, ni la rente foncière, ni aucune des structures de base de la société inégalitaire bourgeoise.

Face aux peuples dominés du tiersrate aux peunes données du liers-monde, la position du S.P.D. et du parti travailliste est simple : c'est l'augmentation du produit national brut, l'action « bénéfique » des sociétés multinationales, des empires bancaires et, pourquoi pas, de certains régimes musclés d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique qui assureront à ces peuples

Tel Rédaction : 248-72-23

Telex : Le Monde 650-572 Paris

de la nuit une lente et progressive évolution vers le bien-être. Pour cela, il faut, en accord avec l'allié nord-américain, combattre les mouvements révolutionnaires, « communistes » et « anarchistes » du tiers-monde. Une institution financée par les syndicats allemands justement s'y emploie : l'Institut latino-américain de recherche sociale (ILDIS), dont le siège était au Chili jusqu'en 1964 et maintenant à Quito, en Equateur (8). L'argent du S.P.D. allemand domine

arjourd'hui encore l'Internationale. La Friedrich Ebert-Stiftung (9) est sa première source de financement — les partis socialistes portugais et espagnol en savent quelque chose. La Fondation Friedrich-Ebert dispose d'un énorme budget, dont le chiffre réal est un secret jalousement gardé. Plus de trois cents personnes travaillent dans son secret jalousement gardé. Plus de trois cents personnes travaillent dans son seul « département international ». Elle a des succursales dans un grand nombre de pays, surtout en Amerique latine (10). Sa direction est entre les mains des personnalités les plus réactionnaires du S.P.D., parmi lesquelles M. Walther Hesselbach, président de la Bank fuer Gemeinwirtschaft (le principal institut financier de la S.P.D. et du mouvement syndical), qui dirige son conseil de surveillance. A ses côtés siègent le président de l'IG-Metail (le syndicat le plus puissant), M. Eugen Loderer, le ministre de la défense, M. Georg Leber, le président dn Deutsche Gewerkschafts-Bund (Confédération des syndicats allemands), M. H.O. Vetter. MM. Loderer et Vetter sont intimement liés aux dirigeents américains et participent, à la demande de M. David Rockefeiler, à la Commission trilatérale, où is rencontrent depuis des années MM. Carter, Vance et Brzezinski. Derrière MM. Vetter, Loderer, Hesselbach, il y a M. Helmut Schmidt, chancelier de la plus puissant nation d'Europe, fidèle allié du nouvele sur service le le plus puissant nation d'Europe, fidèle allié du nouvele sur le product en mention de le plus puissant nation d'Europe, fidèle allié du nouvele sur le product en le plus puissant nation d'Europe, fidèle allié du nouvele sur le product en le plus puissant nation d'Europe, fidèle allié du nouvele sur le product en le plus puissant en le plus plus alle de le plus puissant en le plus plus alle de le plus puissant en le plus plus alle de le plus puissant en le plus plus alle de le plus puissant en le plus plus alle plus en le plus plus alle plus en le president de a M. Heimut Schmidt, chancelier de la plus puissante nation d'Europe, fidèle allié du pouvoir américain. La Commission trilatérale élabore la stratégie à long terme de l'agression capitaliste impérialiste contre les peuples de la périphérie.

Le deuxième camp est conduit par le parti français. Au récent congrès de Nantes, ses dirigeants ont évoqué l' « empire germano-américain ». Devant les représentants du FRELIMO.

Devant les representants du FRELIMO (Mozambique), du M.P.L.A. (Angola), de la SWAPO (Namilie), de l'A.N.C. (Afrique du Sud) et de Carlos Altamirano (secrétaire général du P.S. chi-lien). M. François Mitterand a promis le soutien sans réserve du parti — et éventuellement du gouvernement de demain — aux mouvements de libération que combat justement l'ILDIS...

M. François Mitterrand : « Faut-il, lorsqu'on défend la liberté et qu'on lorsqu'on défend la liberté et qu'on avance hardiment, faut-il regarder où l'on met les pieds ou faut-il avoir le regard haut sans s'occuper de tout cela, et dire partout la vérité que l'on ressent? — Je dis bien que nous avons le devoir d'intervenir auprès de la conscience universelle, et, le cus échéant, auprès de la politique universelle quand nous parvient l'écho des

fusillades d'Iran, d'Indonésie est si longue! Nous aiderons les mouvements révolutionnaires d'indépendance partout où cela sera pos-

sible » (11). Pour les socialismes français, scandinave, belge, suisse, la tâche du mouvement socialiste est l'unification graduelle de toutes les forces pro-gressistes d'un pays (plus tard, du monde) : l'abolition de la propriété monopolistique des moyens de production : la transformation des rapports de travail ; la décentralisation des appareils de production et de décision ; en bref, la création de toutes les conditions objectives nécessaires pour que puissent naître, dans la liberté, la complémentarité des communautés autogérées d'hommes et de femmes responsables de leur destin. La tâche du mouvement socialiste est enfin de faire disparaître du monde la faim et

Mais l'Internationale socialiste ne se Mais l'Internationale socialiste ne se résume pas à cette simple opposition entre projets divergents. Les choses sont plus compliquées : le S.P.D. est aujourd'hui un parti profondément divisé. A Hambourg, 15 novembre 1977, la gauche et la droite du congrès du S.P.D. c'affrontent durement sur le Is gauche et is droite du congres du S.P.D. s'affrontent durement, sur le Berufverbot, la question nuclèsire, la lutte contre le « terrorisme ». M. Ehmke dit : « C'est un miracle que cette coalition d'idées aussi diverses et souvent contradictoires puisse se maintenir » (12).

Aile gauche et raison d'Etat

EN 1976, une sorte de « répartition tacité des compétences » s'est effectuée au sein du S.P.D.: l'aile droite tuée au sein du S.P.D.: l'aile droite garde le pouvoir en Allemagne (gouvernement, parti, syndicat) et l'aile gauche s'occupe de l'Internationale (13). C'est ainsi que M. Willy Brandt (président du S.P.D.) devint président de l'Internationale. Derrière M. Brandt, il y a M. Horst Ehmke. Homme fascinant, originaire de Dantzig. M. Ehmke arrive en Allemagne de l'Ouest après la guerre. Il devient professeur de droit à l'université de Fribourg-en-Brisgau, rénove les « Reuter Kreise » (sortes de clubs de réflexion portant le nom du premier maire de Berlin-Ouest), qui renouvellent la pensée socialiste allemande, ouvrant ainsi la voie aux mouvements étudiants de 1968 et aux Jusos des années 70. Il est 1968 et aux Jusos des années 70. Il est l'est aux jusos des années vo. 11 est ministre conseiller auprès de M. Brandt, son chef de cabinet (titre officiel : Kanzleramts-Minister). Après la démission de M. Brandt, il devient le chef de l'aile gauche au sein du groupe socialiste du Bundestag et son morte-name de politique étrangère. prote-parole de politique étrangère. Lui et ses amis (tel M. Karsten Voigt, ancien président des Jusos, aujour-d'hui député de Franctort) subissent d'illi deputé de Franciort) subissent alors tout le poids de l'hostilité de M. Schmidt. Le rayonnement international de M. Brandt, le cerveau politique de M. Ehmke. le discret appui de M. Egon Bahr (secrétaire géneral du S.P.D., ancien ministre et négociateur de M. Brandt), font que la nouvelle équipe allemande placée à la tête de l'Internationale éveille, chez les progressistes de tous les partis les progressistes de tous les partis membres des espoirs certains. Espoirs dégus? Non. Mais la raison d'Etat devis ? Non. Mais la raison d'Etat allemande (ou plus précisément ger-mano-américaine) semble peser lourde-ment sur l'actuel président de l'Inter-nationale (et comme maigré lui). Les conférences régionales décidées par le XIII congrès à Genève et destinées à porter la parole socialiste dans les régions d'outre-mer sont annulées. La conférence de Dakar n'auta pas lieu conférence de Dakar n'aura pas lieu. Celle de Mexico (ou Caracas) est reportée sins dis. L'admission des partis frères arabes est bloquée. En

matière de politique proche-orientale, M. Yitzhak Rabin, vice-président de l'Internationale, fait la loi Deux misslons Kreisky au Proche-Orient n'engendrent aucune suite concrète.
L'internationale est toujours absente
du conflit palestino-israélien.
Aujourd'hui il existe, à l'intérieur de l'Internationale, un équilibre fragile entre l'aile pro-impérialiste et l'aile anti-impérialiste. M. Willy Brandt, grâce à son prestige personnel, tente d'arbitrer.

JEAN ZIEGLER.

JEAN ZIEGLER.

(7) Cf. Edgar Morin. Autocritique, Ed. du Seuil, coil. « Points », Paris, 1975, page 268.

(8) C'est le gouvernament Frey, sous is pression de l'aile gauche de la démocratie chrétienne, qui a mis l'ILDIS à is porte du Chili.

(8) Ebert, dirigeant socialiste de la République de Weimar, ordonns l'erramenent du mouvement spartaitiste et du mouvement des Consells allemands, étouffant dans le sang la révolution ouvrière de l'immédiat après-guerre (1819-1924) Les finances de la Fondation opèrent à partir de plusieurs bases, et notamment de la Suisse.

(10) Cf. l'example de l'ILDIS.

(11) Texte du discoura dans le Monde du 21 juin 1977.

(12) Hoist Ehmke, cité par Gérard Sandoz dans le Nouvel Observateur du 28 hovembre 1977.

(13) Cf. Der Spiegel, nº 50, 1976.

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

LIBRAIRIE DELAMAIN 155, rue Saint-Honoré. 75001 PARIS.

Sur simple demande, envoi gratuit de notre bultetin < les Livres du mois >.

8 (s.

Prix de l'abonnement annuel (en francs) VOIR NORMALE France, DOM. TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivotre, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République majgache, Mail Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroud Toko, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale. Andorra, Monaco PAR AVION (abonnement et textes): 111

ement et textes):

Iran, Irak, Isrsël, Jordanie,
Liban, Syrie

Sirmanie, Brunel, Chine, Corée,
Hongkong, Indonésie, Japon,
Mascao, Maleisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Talwan,
Thallende, Vietnam, Australie,
Nouvelle-Guinée, Pidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge,
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du
Sud, autres pays d'Arrique,
d'Amérique et d'Asie DOM, Cameroun, Centrarrique. Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabou, Guinée, Mali, Mauri-tanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volts. Territoire Français des Afars et des Istas 186 TOM (sauf T.F.A.L), République malgache, Etat comorien Libye, Egypte, Arabie Sacudite. (Cheque posts) : Paris no 4207-23)

Redaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Tel Abonnements: 830-63-03

Adresse télégraphique : Journonde, Paris

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondsteur: Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN

- LEMONDE DIPLOMATIQUE - JANVIER 1978 - 3

LA CONVENTION EUROPÉENNE POUR LA RÉPRESSION DU TERRORISME

Recul du droit et « vestiges d'inculture »

La lutte contre le terrorisme en Europe occidentale continue de susciter de graves inquiétudes que certains estiment tout à fait injustifiées. M. Heribert Golsong, directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe, nous

I. était une fois, en Occident, d'archaiques figures de crimes, non moins aberrantes pour le droit pénal que la « question » pour la procédure. On crut, pendant le dix-neuvième siècle, les avoir pour toujours expulsées de la docarine, la loi positive en conservant encore que l'que s'formes résiduelles, comme dans des bocaux. On les retrouve à propos de l'incendie, on du sacrilège (porter la main sur la personne du prêtre à l'occasion d'une cérémontie religieuse, déclenchant ainsi des résultats criminels non voulus, non prévisibles), ou de l'enlèvement, ou de l' « exposition » d'enfants.

tion » d'enfants.

Carrara les stigmatisa dans son programme tout illuminé, encore, par les Lumières (1). Mezger les dissèqua dans son traité, à l'époque plus sombre des croix gammées et de l'après-guerre (2). Car elles étaient réapparues et s'étaient muitipliées dans la nuit et le brouillard. La paix et les miracles économiques semblèrent les avoir exorcisées. Mais voilà qu'elles reprennent force et menacent de s'étendre à nouveau sur le monde civilisé. Radotage d'un vieux juriste alchimiste, histoire d'un fou racontée par histoire d'un fou racontée par un idiot, allégorie, faux conte de Noël? C'est malheureusement un récit moderne rigoureusement vrai, voire scientifique, bien que raccourci, portant sur certains types penaux que les théoriciens allemands appellent des « délits qualifiés par le résultat ».

prévu et voulu un fait — on bien l'avoir voulu et en avoir prévu ses plus graves conséquences sans toutefois les avoir voulues mais en persistant cependant dans le vouloir d'un tel fait. De son côté, la négligence — qui produit des « quasi-délits » — consiste à ne pas souhaiter l'effet ultérieur d'un acte, et à ne l'avoir même pas prévu bien qu'il fût possible de le prévoir et qu'on dût l'avoir prévu conformément « au devoir moral qui incombe à tout homme d'être ditigent dans la prévision des conséquences de ses propres actes » (Carrara, Opuscule « Culpa »). En outre, il existe aussi des situations anormales dans lesquelles on ne trouve pas une action exclusivement malicieuse (un doi), ou exclusivement nègligente ou tout à fait fortuite. Par exemple, lorsque le fortuite. Par exemple, lorsque le résultat le plus grave a pour cause un cas fortuit, blen que cette cause ait été précédé d'une position illicite de l'auteur d'une position illicite de l'auteur d'un premier crime ou délit qui déclenche objectivement une situation où le cas intervient. Le lien de causalité est alors subjectivement rompu : l'auteur n'a ni prévu ni voulu le résultat final, il ne pouvait pas le prévoir et n'avait même pas le devoir raisonnable de le prévoir.

Si cependant la loi lui inflige une pe i ne correspondant au résultat, c'est qu'on « qualifie le délit par le résultat », sans que celui-ci soit, à son tour, qualifié par la culpabilité. Il s'agit de la plus grave des atteintes

e la plus grave des atteintes

En saine doctrine, le crime au principe absolu du droit
suppose toujours la culpabilité.
C'est-à-dire qu'il faut avoir culpa.

dictature, un parti politique clandestin qui s'oppose à elle est intrinsèquement voue au « terro-risme ». Selon l'article 2, ali-

risme 1. Selon l'article 2, an-néa 1, de la convention, tout Etat contractant (en l'espèce, une dictature) peut ne pas consi-dèrer comme infraction politique

ou connexe ou inspirée par des mobiles politiques (ou, plus clai-rement, il peut considérer comme

terroriste) a tout acte de violence qui n'est pas visé à l'article pre-

mier et qui est dirigé contre (...) la liberté des personnes ». Vio-lences contre la liberté ? Mais,

pour toute dictature avoir des opinions politiques qui iui sont contraires, les manifester, agir en conséquence, a toujours été faire violence à la « liberté ». Et

une violence « grave ». De telle sorte que l'article 2 permet

d'avance, aux éventuelles dicta-tures, l'extension indéfinie de la notion de « terrorisme ».

notion de « terrorisme ».

c) Les Etats qui auraient des raisons sérieuses de croire que l'extradition d'une personne leur est demandée en raison de ses opinions politiques ne sont pas obligés par l'article 5 à la refuser.

Non Cet article leur permet sim-plement de ne pas extrader. Un Etat peut avoir de fort sérieuses

raisons de croire qu'une dicta-ture veut écrouer ou tuer quel-qu'un pour ses optnions politiques, et la convention ne ini interdit

et la conventin ne in internit pas de consentir, selon son bon et beau plaisir, à l'extradition. d/ Pour l'autoriser à ne pas extrader, l'article 5 ne demande pas seulement à l'Etat sollicité d'avoir des c raisons a mais des

d avoir des & raisons », hais de e raisons sérieuses ». A croire qu'il y aurait parfois des raisons peu sérieuses dans la tête des Etats... Mais, contredisant un autre membre du Conseil de autre de l'accommendation de l'accom

autre membre du Consen de l'Europe, auquel il infligerait ainsi l'offense de le considérer comme une dictature, l'Etat requis d'extrader rendra-ti publiques ses sérieuses falsons de refuser l'extradition? Au grand jamais... Le caractère sérieux des

aux lois penales internes. L'istat, qui se réserve le droit de refuser l'extradition et donc d'appliquer ses propres lois pénales est assujetti (« engagé », dit la convention) à « prendre dûment en considération, lors de l'évaluation du caractère de l'infraction de caractère de l'infraction de caractère de l'infraction. piazion du caractère de l'infrac-tion, son caractère de parti-cultère gravité ». On peut certes excuser les cacophonies et la syntaxe de cette prose conven-tionnelle (5). Mais on ne peut certes pas se dissimuler que,

raisons du refus devra être établi au cours du procès d'extradition, en accord avec les règles des autres conventions d'extradition. Et la démonstration qu'il existe des raisons « sérieuses » de refuser l'extradition devra être faite par qui ? Par le procureur ? Ose-t-on l'imaginer ? C'est au pauvre « opinant politique » qu'il appartiendra de prouver qu'il y a des raisons de croire que. — en oui ! — et que ces raisons sont bien « sérieuses ». Ainsi on renperse nécessairement la charge de la preuve. Le soupconné sera pre-sumé coupable. Même s'il est soupconné de complicité dans une tentative d'avoir une opinion... Absurde? Mais cels ressort de l'analyse concordante de l'arti-cle 5 et de l'article 2, alinéa 3. Prénumé coupable... Ce détour par l'hypothèse d'une dictature sollicitant une extradition nous ramène au point de départ : le danger est réel qu'une lutte aussi empressée et nerveuse contre le terrorisme fasse fi des principes occidentaux qui défi-

Le mouton à cinq pattes

P ASSONS maintenant à l'article qui a plus particulièrement trait à la substance du droit pénal, l'article 13. L'Estat requis « se réserve le droit de refuser l'extradition » parce qu'il considère l'infraction (« terroriste », selon les définitions de l'article premier) « comme une infraction connexe à une infraction connexe à une infraction connexe à une infraction inspirée par des mobiles politiques ». Enfin, diration, voillà que la souveraineté de l'Estat est à l'abri, ses tribunaux conservent leur compésous cette cape, perce une épée.
La convention internationale,
qui prend le pas sur les textes
légaux internes (6), ajoute de
nouveaux éléments aux figures
ou types pénsux définis par le
législateur. L'Etat et ses tribunaux doivent désormais faire des naux doivent desormais faire des « considérations » sur le « coruc-tère » des infractions pénales décrites par la loi interne, ils doivent en faire des « évalua-tions » en portant suriout atten-tion à la « particultère gravité » que la convention surimpose dès maintenant aux actes politique-ment motivés. de l'Etat est à l'abri, ses tribunaux conservent leur compétence; bref il y a tout lieu d'être
rassuré. Cette lourde prose sur
les infractions politiques sur
les infractions politiques définis salon les lois
internes, etc., redore le biason
des principes démocratiques.

Il n'en est pas ainsi.
Car, avec ses allures ilhérales,
cet article 13 est, en fait, celui
qui porte le plus gravement
atteinte aux principes de droit:
il impose des conditions externes
aux lois pénales internes. L'Etat,
qui se réserve le droit de refuser

que la convention surimpose des maintenant aux actes politiquement motivés.

Serati-ce tout? Aucunement. Les paragraphes a), b) et c) de l'article 13, alinéa 1, précisent quelques-unes de ces formes superfétatoires qui feront de chaque délit politique un véritable monstre polycéphale ou... un mouton à cinq pattes. Le paragraphe a), par exemple, oblige à juger avec une particulière sévérité l'infraction qui « a créé un danger collectif pour la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes. Et encore faudrait-il, dans ce cas, punir la complicité dans une tentative de créer un tel danger... Voyons donc ! Si cela n'ouvre pas la possibilité de créer des « délits qualifiés par le résultat »... C'est biem ce paragraphe a) qui recèle lui-même un réel danger collectif pour la vie, l'intégrité et la liberté des personnes.

Le bout des temps civilisés ?

L'E paragraphe b) de l'article 5, personnes étrangères aux mo-pour sa part oblige l'Etat, qui biles du délit entraient dans la réserve sa juridiction, à considérer le caractère de parti-culière gravité d'une infraction lorsqu'elle « a atteint des per-sonnes étrangères aux mobiles qui l'ont inspiré ». Très bien : il faut protéger les innocents, les anonymes, étrangers aux mobiles qui inspirent les crimes politiques. Cette formulation semble viser les otages dont les terroristes qui s'en emparent entendent faire un instrument de chantage, mais elle va plus loin. Au nom de mobiles politiques, quelqu'un commet une infraction at en avurs de la longue abelia et, au cours de la longue chaîne des effets de l'action, des per-sonnes tout à fait autres que celles qui étaient visées devien-nent victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mo-biles » et pouvaient bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devalt-il prévoir de tels effets expessifs? Un devoir tout spécial lui incombait de prendre le soin tout particulier de les épargner.

La lettre du texte cité ne le La lettre du texte cité ne le dit pas. Bien que le mal causé à ces personnes ait été, semble-t-il, étranger aux mobiles, il suffit que l'infraction ait porté « atteinte » à ces personnes : c'est le résultat seul qui est considéré, et l'intention, au regard du résultat, n'est pas prise en compté.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recéleurs s'il y a lien de les considérer comme complices. Osera-t-on dire que les effets les plus graves qui ont atteint des

subjectivité de tels « complices » ?
Qu'à cela ne tienne! Leurs
actes devrunt être évalués et
punts conformément au résultat
le plus grave, sans qu'il soit question d'invoquer leur culpabilité effective à cet égard

Bref, on ouvre le « type pénal » à des catégories possibles de « délits qualifiés par le résultat ». On pourrait continuer l'analyse des tentatives de ce genre qui ont cours sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Mais il suffit. On crée politiquement un devoir arbitraire qui exige un soin particulier de ceux qui commettent certains actes (fantes, délits ou crimes). De par cette obligation externe, sans lien nécessaire avec la conscience ou la volonté du sujet, on lui impute des résultats néfates. Il voulait quelque mal, on le rend responsable d'autres maux, de tout le Mal — et on le condamne en conséquence. Cela n'est pas dans la tradi-tion de l'Occident. Ni Beccaria au dix-huitième siècle, ni Grotius

au dix-butitème siècle, ni Grotius au dix-septième, ni même le roi Alphonse X le Sage, empereur d'Occident, au treizième, ne l'admettaient. Pour eux tous, à chacun selon sa culpabilité. L'enfer de Dante a des cercles. « Le mai même obéti à des lots » écrivait Barrès à Charmes en 1912. Et neu aunarant : « Le non-

vait Barrès à Charmes en 1912. Et, peu auparavant : « Le pro-verbe, d'après Maurras, dit : Qui s'éloigne d'Avignon, s'éloigne de la raison » (7).

Tout cela ressemble à un conte du bout de l'année, à un conte du Jour de l'an. Ne faut-il pas plutôt craindre que ce soit un chapitre supplémentaire de la triste et véritable histoire du bout des temps civilisés?

— Le glas du droit d'asile ?—

Par HERIBERT GOLSONG *

L'OCCASION d'une affaire récente, de nombreuses critiques A ont été portées contre la convention européenne pour la répression du terrorisme ouverte à la signature des États membres du Conseil de l'Europe le 27 janvier 1977.

Je voudrais me référer à celle qui me semble la plus grave et la plus mai fondée : la convention européenne sonnerait . le glas du droit d'asile ». La passion et les préjugés peuvent expliquer une certaine confusion et des conclusions hâtives. Mais II est temps, à présent, d'apporter des clarifications et des précisions.

il est en particulier nécessaire de rappeler deux idées essen-

- L'asile territorial : c'est le fait pour un État de permettre à un étranger de rester sur son territoire alors qu'il y a des raisons sérieuses de croire que le refoulement de cette personne sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses coinions poli-

— Le champ d'application géographique de la convention européenne : seuls les Etats membres du Conseil de l'Europe peuvent devenir parties à cette convention

Le simple sapprochement de ces deux idées fait apparaître le caractère excessif, sinon déplacé, de certains arguments qui empruntent des exemples au passé ou en dehors des États membres actuels du Conseil de l'Europe pour faire apparaître les aspects « redoutables » de cette convention. Non, la France n'aurait pas été obligée de livrer une personne au gouvernement du général Franco et ne sera pas obligée de le faire à l'égard du régime chillen. Lorsqu'elle deviendra partie à la convention européenne, elle sera simplement amenée à répondre favorablement à des demandes d'extradition présentées par l'un de ses partenaires du Consell de l'Europe, organisation qui regroupe des Etats démocratiques. Tous ont signé la convention européenne des droits de l'homme et, à l'exception des derniers membres, le Portugal et l'Espagne, ils l'ont retifiée. Cette convention, on le sait, impose aux parties contractantes des obligations de droit international étendues et précises dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le respect de ces engagements est placé sous le contrôle de deux organes indépendants, la Commission européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme. Et leur action de contrôle peut être décienchée non seulement par des gouvernements mais aussi, en ce qui concerne la plupart des États contractants, par des

Entre États démocratiques

C'EST là une donnée fondamentale que l'on semble avoir oubliée, dans un pays où, il y a encore peu de temps, on reprochaît au gouvernement de ne pas se-décider à ratifier la convention européenne des droits de l'homme.

Ce n'est donc pas utiliser un subterfuge que d'atfirmer qu'entre les Etats membres du Conseil de l'Europe l'asile territorial ne devrait pas trouver d'application pratique. Il est en tout cas normal que l'on soit parti de ce principe, sans lequel l'organisation n'aurait plus de sens comment des Etats qui aux termes mêmes du statut du Conseil de l'Europe, sont « inébrantablement attachés aux valeurs apirituelles et morales qui sont le patrimoine commun de leurs peuples et qui sont à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du droit, sur lesquels se tonde toute démocratie véritable », et qui se sont engagés à reconnaître « le principe de la prééminence du droit et le principe an vertu duquel toute personne placée sous (leur) juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés tondamentales », pourralent-ils tolérer que l'un d'entre eux persé-

Mais, dira-t-on, il n'est pas impossible qu'un régime dictatorial se mette en place, même dans un Etat membre du Consell de L'exemple de la Grèce soumise au régime des colonels a montré qu'un tel État ne peut pas continuer à appartenir à l'organisation. Par ailleurs, et surtout, la convention pour la répression du terrorisme elle-même prévoit que, dans une telle situation, l'Etat requis d'accorder l'extradition peut refuser d'extrader la personne demandée. Cette rêge est susceptible de jouer non seulement dans les circonstances exceptionnelles où un Etat membre du Conseil de l'Europe aurait perdu tout caractère démocratique mais aussi dans les cas d'espèce, lorsque l'Etet requis a des doutes sur les véritables intentions de l'Étet requérant, sur les garanties qui seront accordées à la personne. Dans un tel cas de refus d'extradition, la convention auropéenne fournit à l'Etat requis une possibilité juridique qui n'existait pas nécessairement en vertu des accords d'extradition applicables : celle de déférer l'auteur de l'infraction devant ses propres juridictions compétentes aux fins de jugement. Ainsi, l'auteur d'un acte de terrorisme pour lequel l'extradition ne serait pas accordée pourra cependant être poursuivi et jugé, c'est-à-dire que les Etats ne serom plus mis devant le choix d'extrader ou de libèrer une personne ayant

La convention européenne pour la répression du terrorisme est destinée à s'appliquer uniquement entre Etats démocratiques et, en ce sens, elle se situe dans le prolongement direct de la convention européenne des droits de l'homme. La rejeter, inviter les Etats à ne pas la ratifier sous prétexte qu'elle mettrait en danger le droit d'asile, c'est finalement nier à ces Etats leur caractère démocratique. Quiconque est libre d'avoir sur ce coint une opinion, mais il faut bien en percevoir toute la porté

· Directeur des droits de l'homme su Conseil de l'Europe.

« Opinions » et « activités » politiques

TORSQUE des figures pénales de cet ordre apparaissent dans la législation d'un pays, ou à plus forte raison dans des traités internationaux, c'est que, dans tout le domaine juridique des infractions visées, foisonnent des atteintes à l'exigence de culpabilité. La définition doctrinale du « délit » n'est alors plus « l'action typquement antifuridique et coupable » (Mezger).

En somme, les « délits qualifés par le résultat » constituent des cas où s'est produit une rupture totale du lien de causalité : le resultat punissable n'était aucunement présent dans la culpabilité attribuable à leur auteur. bilité attribuable à leur auteur. Elle fait totalement défaut, et dans la conscience et dans la volonte, et dans la représentation et dans la prévision que l'auteur faisait, pouvait faire, devait faire, des ultimes effets de sa première action delictueuse.

Punir pour un fait qui n'était pas en rapport avec la culpabi-lité (3) ? Barbare, dissit Carrara au dix-neuvième siècle; intolérable, é c r i v a i t Mezger au vingtième. Et cependant on trouve de ces

e vestiges d'inculture > (4) dans les initiatives concernant la lutte internationale contre le terrorisme. Telle n'est peut-être pas l'intention de leurs auteurs, mais les résultats se moquent parfois

des intentions...
On peut supposer que les régimes politiques engagés dans cette lutte sont analogues, comme cela sembla être le cas pour la convention européenne pour la répression du terrorisme. Et si, un beau jour, un des pays signataires de la convention devenait une dictature. cesseralt-on d'être engage à son

egard? Certes non.
Mais, dira-t-on, des précautions contre une telle extrémité ont été prises dans l'article 5 de la convention. Cet article auto-rise, en effet, les Etats à ne pas accorder l'extradition s'ils ont « des raisons sèrieuses de croire » qu'elle est demandée aux fins de poursuivre ou de punir ime personne pour, entre autres, des considérations d'« opinions politiques », ou encore s'ils ont

serait-il alors sauvé ? Les choses doivent être vues de plus près : a) L'article 5 ne sauvegarde que les opinions politiques. Or l'opinion est le sentiment de celui qui opine et délibère, le

(1) « Dans les principes cardinauz, écrivait Cerrara. les lois criminelles sont absolues. » « Le
délit n'est pas une entité de fait
mais une entité jurdique. » « Le
cas ne sera jamais imputable s'il
n'y a pas (...) négligence (culpa)
ou maise (dolua). » « Et u doit
en êtra ainsi pour une reison
ontologique et absolue. Toute entité
est modifiée par les changements
de ses conditions intérieures et ne
peut pas l'être par des accidents
externés. » (Francesco Carrara.
Programme du cours de droit criminel, prélace et sections 10 et 1111,
note 1)

note 1.)
(2) « Pas de petre suns culpabilité Ce postulat constitus une
partie intégrants de la conscience
juridico-pénale de notre temps.
C'est, en premier lieu, seulement
un programme; pour le droit en
vigueur. Il signifie un principe
juridique reconnu de laçon générale qui n'a pas toujours été mis
en pratique; pour l'interprétation
du droit positif, c'est un principe

régissant les cas douteux; et. pour le droit pénal à venir, il constitue un principe et un but, dont la réalisation pratique est impérieusement exigée par la consolence culturelle de notre tem ps. » e Peut-être la ligne la plus dangereuse de l'égarement contemporatin dans le domains de la pure culpabilité est l'évolution des délitriustifés par le résultat. » (E. Mezget, Traité de droit pénal, deurième partie A, section 3 s. 34 II.)

(3) Et pourquel ne pas punir inalement le cas crituit et la force majeura, pourquel pas le « guilt through association », la responsabilité collective que connurent des clans et tribus d'entrefois ?

(4) Be l'in g. Unschuld. 1910. page 13; dens Metger, op. cit.

(5) La convention à été rédigée e en français et en anglais, les deux textes laisant également foi » (6) Article 55 de la Constitution de la République française.

(7) Mes Cahiers, L. IX, pages 310 et \$62.

«ULRIKE», un film de Nadja et Florence

A RRETEE en juin 1972, entermée durant deux A ans dans f«alle morte» de la prison Cologne-Ossendori, puis transférée en 1976 à Stammheim, Ulrike Meinhof, qui avait rejoint la hande à Baader - dès 1970, sera trouvée morte. le dimenche 9 mai 1976, pendue à un barreau

Sulcide ? Exécution déquisée ? Toutes les questions formulées à propos des morts de Baeder, Ensailn et Respe dans la même pris se posaient défà. Deux lemmes cinéastes sont parties enquêter à Francfort au lendemain de la disparition d'Ulrike. La film qu'elles en rapportent remonte l'itinéraire politique de la RAF, rappelle les grèves de la faim, « offensives » contre les conditions de détention, mais insiste surtout aur les abus de pouvoir commis par le gouvernement allemend. Elles montrent comment la délation est érigée an vertu civique en reproduisant des émissions télévisées où d'almables présentateurs

sollicitent la complicité du pays : « La possibilité de réprimer, dit l'un d'eux, dépend de façon décisive de la collaboration de la population »; des primes sont offertes, des portraits géants des personnes recherchées sont exhibés à flanc de fourgon à travers les villes, la police va même luaqu'à contectionner une poupée-robot ayant les traits physiques d'une = terroriste = traquée, et habiliée des mêmes vêtements, qu'elle promène dans les quartiers de travailleurs immigrés (en lançant des appeis en turc et serbo-croate) supposés plus nécessiteux et donc plus sensibles, aux compensations économiques

 La pouvoir, déclare dans le film Daniel Cohn-Bendit, a tenté d'accréditer l'idée que l'extrême gauche n'appartenait pas au genre humain - ; dans ce but, il a répandu des intormations alarmistes solon lesquelles la RAF allait lancer des roquettes contre des stades durant

des metches de tootbell, empoisonner l'eau potable des grandes villes ou prendre des entants en otages. « On a fait croire, dit le cinéaste Volker Schlöndorff au cours d'un entretien, que six personnes pouvaient terroriser

En enquêtant sur la mort d'Ulrike, les cinéastes déclarent avoir parçu dans le discours de l'extrême gauche le 4 même renfermement - que dans des discours officiels. Laur film apporte des matériaux originaux qui sana doute favoriseront une réflexion globale aur ce qu'il est convenu d'appaier ? « affaire allemande ».

POUR DES PROJECTIONS-DEBATS : Ublike, réal. Nadja et Florence, 1977, Vidéo 1/2 pouce, noir et blanc, 45 min. — Diffusion : Mon Gell, 20, rue d'Alembert, 75014 Paris. Tél. :

UN LIVRE DE JOSEPH COMBLIN

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine

EPUIS le début du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire dès l'émancipation des anciennes colonies espagnoles, l'Amérique latine a été la terre d'élection des tyrans galonnés. Mais la routine des pronunciamientos ne doit pas cacher l'essentiel. Naguère, comme dans les aventures de Tintin, le général Taploca rempiaçait le général Alcazar, dans une sorte de ballet où le ridicule l'emportait fréquemment sur le tragique. Aujourd'uni, les nouveaux centurions qui ont pris le pouvoir dans de nombreux pays entendent le garder au nom d'une doctrine : celle de la «sécurité nationale ». Le livre du Père Joseph Comblin, le Pouvoir militaire en Amérique latine (1), démonte les onages de cette « idéologie » esquissée et mise en œuvre dans les années 60 par une poignée d'officiers brésiliens. De par son sujet, cet ouvrage est l'un des plus importants qui atent été publiés ces dernières années sur l'amérique latine.

Joseph Comblin ne croit pas que les militaires brésiliens, chillens ou argentins au pouvoir soient des butors ou des dupes. Il éclaire leurs plans, ou du moins le plan de cette minorité d'entre eux qui l'a emporté : car c'est, entre autres, l'intérêt de cet ouvrage de démontrer que, dans la plupart des cas, il y a eu deux coups d'Etat : celui qui a renversé les civils, et celui qui a ensuite permis aux tenants de la « sécurité nationale » de s'imposer au sein de l'armée.

« Sécurité nationale », qu'est-ce à dire ? Pour parvenir à son noyau dur, il faut d'abord débarrasser le concept des oripeaux « géopolitiques » et « organicistes » (2) dont l'ont affuhié, comme pour faire plus sérieux, ceux qui l'ont pris pour axe de leur réflexion. Cela fait, il reste deux ou trois axiomes qui fondent une doctrine d'une effrayante simplicité.

Première affirmation : la nation est la réalité centrale de la vie sociale. Elle agit par l'Etat, s'exprime par l'Etat. Plus que son incarnation, l'Etat est son essence même. L'Etat est aussi le défenseur de la nation. Car la nation est menacée. De l'extérieur, d'abord. De l'intérieur, ensuite, en raison de la nature particulière du monde contemporain.

Un deuxième axiome est que la planète est aujourd'hui partagée en deux camps irréconciliables : l'Occident chrétien et l'Orient communiste. L'histoire, la géographie, la culture : tout démontre que l'Amérique latine, dans son ensemble, fait naturellement partie de l'Occident. Il importe, en conséquence, d'organiser la « sécurité nationale » de chacun des Etats du sous-continent en fonction de cette donnée. En tenant compte, bien entendu, du fait que l'Occident a un leader naturel : les Etats-Unis, auxquels écholent donc des responsabilités — mais aussi des prérogatives — particulières.

Le corollaire de tout cela est qu'une guerre « permanente », « totale », ravage aujourd'hni la planète. L'agresseur est l' « impérialisme soviétique », plus souvent nommé le « mouvement communiste international » ou encore le « M.C.I. ». Il s'agit d'une guerre « froide », non déclarée, d'allure « révolutionnaire » : l'ennami, au lieu de lancer à l'attaque ses avions et ses tanks, utilise l'arme de la « subversion » — ce cancer qui ronge les forces vives des nations. Celles-ci doivent réagir par tous les moyens afin de protéger leur sécurité menacée.

Ainsi se justifie la prise du pouvoir par les militaires. A la différence des politiciens, corrompus et incapables, ils ont su, eux, comprendre la vraie nature du danger. En outre, qui mieux que les forces armées saurait mettre la nation à l'heure de la mobilisation générale et permanente contre le « M.C.I. »?

Guerre aux opposants

CETTE succession d'affirmations peut paraître simplette ; ses conséquences n'en sont que plus redoutables. La guerre étant une situation extrême, il faut s'y préparer avec des moyens extrêmes. D'où la mise en place d'un « système » renforçant considérablement le pouvoir de l'exécutif — représenté par un général-président désigné à ce poste par ses compagnons d'armes. Ce chef suprème est, le plus souvent, assisté par un conseil national de sécurité, où siègent les plus influents de ses collègues, et aidé par une police politique qu'il contrôle directement. En l'absence d'un Parlement — dissous lors du coup d'Etat — un conseil d'Etat, ou tel autre organe désigné, exerce : « fonction législative ». Les partis pollitiques, symboles des divisions de la nation, sont suspendus ou interdits. Des magistrats à la botte exercent la « fonction fudiciaire ».

Les violations des droits de l'homme, si souvent dénoncées à propos des pays sud-américains, s'expliquent ainsi aisément : lorsque la critique n'est plus considérée comme l'expression normale d'une divergence, mais comme un acte visant à saper les bases de la sécurité du pays, l'opposant n'est plus un simple adversaire politique, mais un véritable ennemi. Il convient de le mettre hors d'état de nuire, y compris par les moyens les plus extrêmes — torture, emprisonnement, assassinat, exil. Ceux-ci justifient la fin : la survie de la nation.

Par JEAN-PIERRE CLERC

Le Père Comblin a recherché les origines de cette doctrine. Aux sources philosophiques, il a trouvé Hobbes — le pessimiste auteur du Leviathan. convaincu que pour étancher leur soif éperdue de sécurité, les citoyens doivent s'en remettre à un Etat tout-puissant. Aux origines politico-militaires, il y a le général allemand Lidendorf : cet « anti-Clausesits » pour qui — en un vingtième siècle où les conflits peuvent être totaux — la guerre devient la donnée centrale et la politique sa simple poursuite par d'autres moyens.

Le Père Comblin voit dans la « sécurité nationale » une théorisation de pratiques modernes. Américaines d'une part, avec le vote, en 1947, du National Security Act, qui a crée, outre le Conseil national de sécurité et la C.I.A., une mystique — dont le maccarthysme devait être l'expression la plus grinçante. L'un des cinq chapitres de l'ouvrage est consacré à ce pèlerinage aux sources américaines. Il montre comment la doctrine a émigré au sud : par l'intégration progressive des forces armées de tout le



continent; par l'aide militaire et les ventes d'armements de Washington; et par les programmes de formation d'officiers latino-américains dans les collèges de guerre des États-Unis et de la zone du canal de Panama. Théorisation de pratiques françaises, d'autre part : et l'auteur se réfère longuement aux écrits sur « la guerre contre-révolutionnaire » des colonels Trinquier et Château-Jobert, et aussi du général Beaufre — après leurs expériences vietnamiennes puis algériennes.

L'auteur étudie, d'autre part, les traits nationaux de cette idéologie quasi continentale. La «sécurité nationale» ne s'incarne pas de la même façon au Brésil, qui a été son berceau, et en Argentine, où un nationalisme rémanent lui interdit de s'épanouir pleinement; au Chili, où le modèle est porté à son paroxysme, et au Pérou ou en Equateur, où les impératifs de sécurité ont été longtemps mis en parallèle avec ceux du développement économique et de la promotion sociale des masses; en Uruguay, où les militaires se cachent derrière le paravent d'un président civil, et en Bolivie, où la «sécurité nationale» demeure mâtinée d'un populisme hérité d'époques antérieures.

Une converture idéologique

L'en dernier chapitre, intitulé « la patr et la politique », pose plusieurs questions de fond. Où aboutit, se demande l'auteur, cette recherche effrénée de la « sécurité nationale » ? Il répond : à l'insécurité absolue. En accroissant indéfiniment ses moyens de protection, défensifs et d'fensifs, un Etat est, en effet, conduit à menacer ses volsins ou adversaires potentiels de façon de plus en plus intolérable. Ce livre qui dénonce maints aspects néfastes de l'action des Etats-Unis en Amérique latine s'ouvre sur une

citation du général Eisenhower : « Le fondement d'un ordre stable est la sécurité relative — et donc l'insécurité relative de ses membres. »

A l'intérieur, la répression se révèle rapidement insuffisante pour assurer la protection de l'Etat. Celui-ci doit donc passer à l'action préventive — détectant non seulement ses ennemis cachés, mais aussi ses adversaires virtuels, les indifférents, et enfin les tièdes. Sa logique le conduit donc à faire, peu à peu, un vide effrayant autour de lui.

un voce estrayant autour de iul.

Joseph Combin se demande si « toute cette armature conceptuelle » n'est pas « une simple couverture idéologique et pseudoscientifique servant à cacher un système de domination et
d'exploitation des travailleurs par des bourgeoisles habites et
capables de se servir des forces armées pour leurs intérêts privés...
Peut-être y a-t-il toujours [chez les militaires] une part d'illusion,
volontaire ou non, à côté de la volonté de tromper et d'exploiter.
Toujours est-ul que, de fait, les objectifs nationaux coincident de
mantère surprenant avec ceux de la bourgeoisie ». La « sécurité
nationale » vise en effet à assurer la survie de la nation. Mais
la nation, qu'est-ce à dire?

Ce n'est pas seulement un territoire à défendre contre les armées étrangères. C'est « un certain nombre d'attributs considérés comme essentiels à sa survie : des croyances, une religion, des institutions... » La nation est donc, aussi, une certaine manière d'être, un certain mode de vie. Or, en Amérique latine, il y a su moins deux modes de vie bien différents : celui des privilégiés, et celui des laissés-pour-compte. La conviction s'impose donc que la « sécurité nationale » exprime ce désir des classes bourgeoises de ne pas être contraintes de changer d'existence par la pression populaire. Le « communisme » est l'ennemi principal. Mais on le craint moins, tout compte fait, sous son avatar international — dont on est protégé par le « parapluie » américain — que sous sa manifestation nationale (3).

L'auteur s'interdit d'examiner les systèmes de « sécurité nationale » en fonction d'une analyse politique partisane. Il les soumet à un examen de passage intellectuel, s'attachant à débusquer les erreurs, les contre-vérités, les sophismes, les mensonges, les « fumisteries » qui émaillent les raisonnements des théoriciens.

Prètre, il juge, enfin, le système à l'aune du christianisme « Il n'y a pas d'autre moyen de produire du christianisme que de le pratiquer », conclut sévèrement ce jésulte belge, qui travaille aujourd'hui au Chili, à l'adresse des croisés bottés de l'Occident. Explicitant ce point de vue à l'occasion d'un entretien que nous eumes récemment avec lui à Paris, il déclarait : « La sécurité nationale est totlement incompatible avec le christianisme, car elle part d'une conception radicalement pessimiste de l'homme, considéré comme « un loup pour l'homme ». Elle ne jait aucune configuee à ses capacités de rédemption. Cela supprime toute l'expérience chrétienne, et tout ce qui se fait pour incarner cette expérience dans l'histoire. Comme chez Maurras, le christianisme n'existe plus que comme signe d'identité nationale — en ce qu'il s'oppose au communisme athée. » Après ce livre, il sera, en tout cas, moins facile aux tenants galonnès de la « sécurité nationale » de proclamer que Dieu est de leur côté.

(1) Ed. Jean-Pierre Deiarge, Paria, 1977, 229 pages, 50 F. Le numéro d'acût-septembre 1977 de la revue Critique a consacré, de son côté, plus de cent pages aux « Enarchies militaires » d'Amérique latine avez, notamment, des articles de Philippe Meyer, Hubert Lafont et Alain Joze, Editions de Minuit. 9, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris, 28 F.

Alam John Editions de Minuit. 9, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris, 28 F.

(2) La « géopolitique » est l'étude des facteurs géographiques qui influencent la vie des États, avec la préoccupation d'en tirer des orientations pour une politique. Le premier des géopoliticiens a été l'Allemand Prédéric Ratxel (1844-1904), qui a développé la théorie de l' « espace vital », trouvée chez H.G. von Treistachie. Mais le terme de « géopolitique » a été inventé par le Suédois Rudoir Kjellen, auteur, d'autra part, de la théorie « organiciste » — selon laquelle l'Etat est un véritable organisme, un être vivant, qui naît, grandit et meurt.

(3) Etant entendu que l'on disqualifie, sous le vocable de « communiste », quiconque manifeste des opinions réformistes. Les libéraux eux-mêmes sont souvent appelés, par la droite, en Amérique latine, les « toutos utiles » — littéralement « les idiots utiles »; sousantendu : su communisme international.

● L'Association des journalistes spécialistes de l'Amérique latine et des Caraïbes (AJALC.) vient d'être créée à Paris. Elle a pour but de promouvoir la connaissance de l'Amérique latine et des Caraïbes en France, ainsi que de faciliter la circulation de l'information relative à cette région du monde. Le comite directeur de l'AJALC. est ainsi constitué : président, Edouard Bailby (l'Express) ; vice-présidents. Jean-Pierre Cierc (le Monde) et José Fort (l'Humanité) ; secrétaire général. Jean Rey ; secrétaire général adjoint, Bernard Cassen (le Monde diplomatique). La prochaine assemblée générale de l'AJALC. aura lieu le samedi 4 février 1978, à 14 h 30, à l'Institut des hautes études d'Amérique latine, 28, rue Saint-Guillaume, Paris-7°.

«L'acteur et le système» —

L'art d'évacuer les rapports de classes

Volci un onvrage qui interpelle deux dimensions décisives de la sociologie contemporaine et qui est, à ce titre, particulièrement stimulant (1). Il refuse d'une part les approches déterministes, que celles-ci se réclament de la tradition fonctionnaliste en termes de fonctions, statuts et rôles; qu'elles relèvent d'une approche culturaliste en termes de socialisation des valeurs et des attitudes; ou enfin qu'elles s'inscrivent dans la tradition marriste. Il condamne, d'autre part, une tendance générale à théoriser—même si cette théorisation se dissimule souvent sous les apparences de recherches empiriques— en l'absence d'une connaissance concrète suffisante de la résulté concrète. Plus généralement, Michel Croxier et Erhard Friedberg opposent au caractère rétrospectif et déductif dominant dans les recherches actuelles une démarche hypothético-inductive e qui se sert de l'expérience vécue des participants pour proposer et vérifier des hypothèses de plus en plus générales sur les caractéristiques de l'ensemble » (p. 394).

S'appuyant sur les recherches empiriques memées depuis plusieurs années dans le cadre du Cemtre de sociologie des organisations, rejetant tout medèle de rationalité a priori, ils placent au centre de leur approche le concept de « stratégie ». « Il n'y a donc plus, à la limite, de comportement irrationnel. C'est l'utilité même du concept de stratégie que de s'appliquer indifférentment aux comportements en apparence les plus rationnels et à ceux qui semblent tout à fait erratiques. Derrière les humeurs et les réactions affectives qui commandent ce comportement au jour le jour, il est en effet possible à l'analyste de découvrir des régularités, qui n'ont de sens que par rapport à une stratégie. Celle-ci n'est donc rien d'autre que le fondement inféré « ex post » des régularités de comportement obsarvées

empiriquement. Il s'ensuit qu'une telle « stratégie » n'est nullement synonyme de volonté, pas plus qu'elle n'est nécessairement consciente » (p. 48).

Mais ne risque-t-on pas alors de centrer exclusivement l'analyse sur l'acteur au détriment du système dans lequel il agit, et de tomber dans le volontarisme en voulant échapper au déterminisme? Les auteurs répondent à cette objection en complétant l'analyse des stratégies d'une approche systémique. La première est inductive et fondée sur un modèle de négociation et de calcul;

Par JACQUES CAPDEVIELLE *

la seconde est déductive et renvoie à une logique de finalité et de cohérence. Contradictoires, ces deux approches n'en sont pas moins, pour les auteurs, indissociables, leur rencontre se réalisant dans le concept de « jeu » :
« Au lieu de nous centrer sur une gérie de concepts bien délimités, structure, rôle, personne, qui ne nous permettent pas d'appréhender les phénomènes que nous jugeon sessentiels et qui sont des phénomènes de relations, de négociations, de pouvoir et d'interdépendance, nous nous centrons sur les mécanismes d'intégration de ces phénomènes eux-mêmes (...). Le jeu est l'instrument que les hommes ont élabore pour régler ieur coopération. C'est l'instrument essentiel de l'action organisée. Le jeu concilie la liberté et la contrainte. » (p. 87).

* Attaché de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques. CI apparait la dimension nettement « instrumentaliste » et « intégratrice » de cette démarche, en même temps que son point faible : le concept de pouvoir. En limitant le pouvoir à une relation entre acteurs, en refusant de le considérer comme un attribut, en privilégiant exagérément la « zone d'incertitude », d' « imprévisibilité » que chaque acteur contrôle face à ses partenaires, les deux auteurs traitent des modalités d'exercice du pouvoir (on même, plus souvent d'ailleurs, des phénomènes de délégation du pouvoir) et non du pouvoir lui-même, de ses fondements, de sa source, contrairement à ce qu'ils laissent supposer. Chaque acteur disposant tonjours d'une certaine marge de négociation, d'un certain contrôle d'incertitude, il dispose donc tonjours d'une certaine part de pouvoir. Le pouvoir, dans cette construction, est donc partout et de ce fait... nulle part. Michel Crozler et Ehrard Friedberg sont ainsi conduits à nier les rapports de classe, mais aussi à minimiser leurs formes phénoménales, ainsi par exemple dans le rôle marginal qu'ils attribuent au marché comme facteur de contrainte.

En fait, en passant directement (quelles que soient les médiations prises en compte : contraintes extérieures de l'environnement) de l'étude du fonctionnement des organisations à l'étude du fonctionnement de la société. les auteurs tombent dans le travers qu'ils sont pourtant les premiers à dénoncer. la généralisation dans une théorie macro-sociologique de résultais relevant de la micro-sociologie. Si le concept de « classe sociale » est opérationnel au niveau de la compréhension théorique d'un mode de production donné, il est évident qu'on ne saurait en déduire l'existence des classes comme dounée empiriquement repérable l'aus une société donnée à un moment donné, mais on ne peut pas davantage en faire l'économie. En évacuant les rapports de classes dans leur définition du pouvoir, Michel Croxier et Ehrard Friedberg limitent la portée que pourrait avoir le concept de stratégie dans une analyse concrète des classes sociales aujourd'hui, dans une étude de la crisc et du devenir de l'actuel « bloc au pouvoir ».

(1) Michel Crozier et Erhard Priedberg, l'Acteur et le système, éditions du Seuil, Paris, 1977, 488 pages, 65 F.



N° 4

ÉNERGIE ET CROISSANCE

Prix du numéro : 15 F. En vente dans les siceques ou au 13, bd Scint-Mortin, 75003 PARIS. Tél. : 887-76-42.

Edité par la S.A.R.I. le Monde. Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sanvagest.

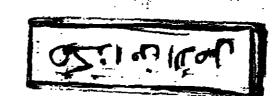


Imprimerie du « Monde » r. des Italiens PARIS-IX»



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaire



Remous autour d'un référendum

Le référendum organisé par le général Pinochet le 4 janvier a provoqué des dissensions au sein de la junte elle-même, en même temps qu'il suscitait de divers côtés des hostilités natiement marquées. C'est ainsi que le « contrôleur général » de la République a publiquement contesté la validité constitutionnelle de cetta initiative. Unanimes, les évêques chiliens out estimé qu'il convenait d'annuler ou, au moins, d'ajourner le consultation populaire. Au nom de la démocratie-chrétieune. l'ex-président Eduardo Frei a rejeté le référendum « dans sa forme et dans sa substance ». Conçu comme une tentative de donner une légitimité à la junte, l'appel aux urnes a marqué avec un certain échai les faiblesses de la dictature. Ce sentiment est renforcé par une décision de la Cour suprême qui, réunie le 19 décembre en séance plénière mais en l'absence de son président, avait annulé par dix voix contre deux un décret-loi du mois de mai retirant la nationalité chilienne à un syndicaliste chilien. M. Hum-

V OILA déjà cinquante mois que j'écrivais mon premier article d'exilé pour étaler la détresse d'un Chilien devant le spectacle de l'Etat historique détruit par les militaires, de la nation abandonnée par une classe qui se disait « supérieure » tout en abdiquant ses valeurs au profit de l'étranger (1).

fit de l'étranger (1).

Quatre ans plus tard, bien que chacun sache que l' « on n'a pas de patrie ni de joyer définitif sur la terre » (2). Il faut bien étayer le drame d'être chilien. Comme l'écrivent les évêques dans leur « lettre aux Chiliens du dehors », « l'exil vous a finalement permis de connaître d'autres hommes, d'autres idées, d'avoir d'autres expériences. (.) Peu après la Nativité, la jamille de Jésus connut aussi la souffrance de l'exil. La fuite en Egypte de Joseph, de Marie et de l'enjant ressemblait assez à l'exil de beaucoup d'entre vous, et elle jut accompagnée des mêmes augoisses, déchirements et privations que vous connaîtrez. Nous voulons dire que nous sommes avec vous » (3).

Le Chili sous la botte, c'est encore le Chili au pilori. Le régime des militaires n'est pas seulement brutal : il s'ébat entre la honte et le ridicule, a Ils ne sont pas, eux, ma patrie, je le dis à qui voudra m'ouir dans ces contrèes » (4).

contrées » (4).

Le penchant au ridicule a voulu que les « experts » proposés aux relations publiques de la junte aient, voilà quelques mois, passé contrat avec Gallup pour substituer aux élections un sondage d'opinion. « Etes-vous satisfait du sens de l'autorité que manifeste le président Pinochet? » Telle était la question-clé. Réponses très satisfaisantes, on peut s'en douter. Jusqu'au moment où, trop empressé ou enthousiaste, quelque technocrate américain, laissant une marge involontaire à l'humour noir du peuple meurtri, formula ainsi la question fatale : « Le général Pinochet est-û très intelligent — ou d'une intelligence simplement courante? » Et vint la réponse écrasante : d'une intelligence simplement courante. Fin de

(1) Le Monde déplomatique, novembre 1973. (2) Lettre des évêques aux Chiliens du dehors, à l'occasion de Noël 1977, dans El Merourio, de Santiago, du 17 décembre 1977.

(3) Id.: les caractères en romain correspondent à des mambres de phrases sonlignés dans l'original.

(4) Pablo Neruda, Chant général, XIII. 9.

(5) Le Monde, 24 décembre 1977.
(6) Max Weber, The Theory of Social and Economic Organization, Edited by Talcott Parsons, Oxford University Press, New-York, pages 333-341.

(7) Id., pages 328 et 341-358.

(8) Id., pages 358-392

(9) Pensées, nº 299 : « On a justifé la force, afin que le juste et le fort fussent ensemble et qua la pair fût, qui est le souversin blen. » Nº 298 : « La force sans la justice est tyrannique. » Note sul Machiavelli sulla politica e sullo stato moderno : « Rist = société politique + société civile, d'où l'hégémonie cuirassée da coercition » (Opere di Antonio Gramsci, Quaderni del Carcere, 4, Giulio Einsudi édit., Turin, 1966, page 132).

10) Voir Peter E. Smith, Political Legitimacy in Spanish America, dans l'ouvrage collectif New Approaches to Latin American History, publié sous la direction de B. Graham and P.H. Smith, Univarsity of Texas Press, Austin et Londres, 1974, pages 238-255.

(11) Voir Henry Kissinger, A World Bestored, traduct française: Les Chemins de la paix, chap. I.

mins de la pair, chap. I.

(12) Voir, par exemple, le discours de l'ambasadeur de la junte aux Nations unies expliquant son vote hostile à la résolution qui la condamne (quatrevingt-dis-huit voix pour, douse contre), et El Mercurio du 17 décembre 1977; voir aussi l'éditorial de ce journal la 9 décembre : « Le double standard des Nations unies ».

(13) Le Chill a été condamné depuis

Nations unies ».

(13) Le Chili a été condamné, depuis 1973, par toutes les instances manitonnées et par d'autres encore, notamment les deux dernières Assemblées de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) et cinq résolutions de l'Assemblée gânérale des Nations unies, la dernière en date étant le plus grave par son contenu, par sa portée et par les arplications de vote, y compris callé des Etats-Unis, l'un des co-auteurs de la résolution, dont l'intervention va plus loin que le texte voté.

des Philatélistes

Spécimen sur simple demande. 11 bis, bd Haussmann, 75009 PARIS. l'opération Gallup, du marketing politique, des « élections » par sondage.

Alors, le 21 décembre dernier, après le plus récent camouflet reçu par la junte aux Nations unies, Pinochet annonce la décision solennelle de sonder les intentions du pauvre marché politique chilien par le moyen d'un « référendum ». La date du 4 janvier 1978 a été choisie pour ce nouveau recensement, à la Hérode, des immocents voués au massacre. Telle est la proclamation sur laquelle le peuple chilien était invité à se prononcer par oui ou par non :

« Face à l'agression internationale dont le gouvernement de notre patris

oui ou par non:

« Face à l'agression internationale
dont le gouvernement de notre patrie
est victime, s'appuie le président
l'inochet dans sa défense de la dignité
du Chili et je réaffirme la légitimité
de la République pour mener souverainement le cours de l'institutionnalisation du pays » (5).

Contra correstiellement en miser de

sation du pays » (5).

C'est essentiellement en raison de cette « agression internationale » que, plus de quatre ans après leur méfait, Pinochet et ses complices cherchent encore, désespérément, la légitimité perdue. Pendant que se poursuit noire longue traversée du désert, les militaires et l'engeance sociale qui, dans l'ombre, les guide fouinent en pure perte, sans pouvoir trouver cet objet d'autrui. Pourtant, il existe en théorie plusieurs formes de légitimité, et Max Weber en avait identifié trois, qui, aujourd'hui encore, constituent des critères de base.

D'abord, l'autorité « légalement » exercée (6), dont le type le plus pur, s'appuyant sur un corps bureancratique administratif, consiste en une « compétence » dans la sphère des lois généralement commes et s'exprime par une hiérarchie clairement délimitée, rationnellement définie. Bref, un Etat de droit. Mais la junte a démantelé l'appareil bureaucratique chillen sous prétexte d'épurations idéologiques et de libéralisation économique. Elle n'a pas été capable de définir les limites du pouvoir dans un pays où les dispositions de rang constitutionnel s'écheloment, ou plutôt s'enchevêtrent, à cinq différents niveaux d' « impertum » :

a) La Constitution de 1925, trouée comme une écumoire aux formes vagues et incartaines; nul ne peut

a) La Constitution de 1925, trouée comme une écumoire aux formes vagues et incertaines; nul ne peut dire quelles normes de cette Constitution sont encore en vigueur et lesquelles ne le sont plus.

b) Les décrets-lois signés lors de la première étape de promuigations sauvages des règles concernant les

Par ARMANDO URIBE

droits et devoirs des citoyens, entamant les préceptes constitutionnels, souvent de façon implicite et tacite. c) Les décrets-lois qui, selon une déclaration de fin 1974, se réfèrent de manière explicite à la Constitution de 1925 en y introduisant des réformes.

de 1925 en y introduisant des réformes.

d) Les actes constitutionnels, qui créent par exemple un Conseil d'Etat fantoche ou proclament des droits personnels vite éliminés par décrets-lois; tel fut le cas pour le droit à la protection légale et judiciaire, qui ne convenait évidenment pas aux besoins de l'arbitraire, comme on le vit à propos d'une station de radio démourate-chrétienne, fermée par la force, et d'un ancien ministre de M. Frei, expulsé du pays par la force.

e) La « Déclaration de principes » de la junte, au lendemain de la prise du pouvoir, et d'autres fils naturels de la dictature, comme la « Déclaration de l'objectif national », ou l'éloquence normative à laquelle se livre parfois le chef de la junte, par exemple en annonçant le référendum du 4 janvier.

du 4 janvier.

Mais ce serait se donner beaucoup trop de peine que de vouloir analyser sérieusement l'embrouillamini légal et constitutionnel de la junte : ils ont tué Allende, président légal et constitutionnel de la République, et avec lui mourut la légitimité « légale » et l'autorité administrative « compétente » au Chill. On peut donc abrèger toute référence à la légitimité traditionnelle qui se fonde dans « la croyance établie en la sainteté des truditions tumémoriales et dans la légitimité du statut de ceux qui exercent l'autorité en accord avec ces traditions » (7).

En second lien, militaires et civils e juntistes » font appel aux traditions ètatiques fondées dans les années 1830 par Diego Portales, à l'autorité impersonnelle arbitrant le pouvoir d'une bourgeoisie nationale alors naissante, au nationalisme en expansion de la république portalienne du dix-neuvième siècle. Ils arrivent parfois à se rattacher, de façon déguisée, à l'ancien régime de la belle époque coloniale, avant l'indépendance. Mais rien de tout cela ne résiste à l'examen. Leur paétention à une fidélité nationale et traditionnelle est infirmée par leur politique de « compradore » à l'égard des sociétés multinationales (le Chili est désormais associé par contrat avec I.T.T., en dépit des ingérances de cet Etat souverain privé, et hil a payé des compensations financières indues, comme d'ailleurs aux sociétés Anaconda et Kennecott, contre qui le Parlement chilien avait unanimement statué en 1971 en nationalisant le cuivre) et surtout par le nombre et la qualité des agents de la C.I.A. aujourd'hui au pouvoir à Santiago. Etre agent des Etats-Unis n'était pas, autrefois, au Chill, un titre suffisant pour prétendre à l'exercice de hautes fonctions.

Le troisième type de légitimité concerne l'autorité charismatique (8). Faut-il citer Weber quand on parle de Pinochet? Ce dernier est l'anticharisme à un degré rare et, toutes choses égales, ses trois compagnons de la junte ne sont pas mieux partagés.

simultanées. La concurrence de divers indices de légitimation provoque parfois une situation d'ambiguité qui, dans des époques de transition, a l'avantage de l'incertain. L'hypothèse d'une légitimation par l'ambiguité vient d'être présentée dans un mémoire à l'université de Paris-I. Le secret et le mystère arrivent parfois à faire office éphémère de moyens de légitimation des nouveaux pou-

de légitimation des nouveaux pouvoirs. Malheureusement, le régime de

la junte n'a rien de clandestin, il est sans équivoque, le Chili est public et notoire.

Reste la légitimité par un système international (11). Il existe actuelle-

L'argument du double standard

DES sociologues et historiens contemporains out élaboré d'autres arguments qui permettratent que la violence d'Etat, la coercition, la dictature soient légitimées par le biais idéologique, fondant ainsi l'Etat; c'est la « force justifiée » de Pascal, l' « hégémonte cutrassée de coercition» selon Gramsci (9). Ces nouvelles notions de légitimité sont peut-être plus discutables que celles de Weber, Mais la science politique, aujourd'hui, a autant de conceptions de la légitimité que le politicien possède de justifications au jour le jour.

Ainsi, au cours de la dernière décennie, des Américains ont développé, pour l'Amérique latine, le concept valable, selon eux, depuis les caudillos modernisants et positivistes de la fin du dix-neuvième siècle jusqu'aux régimes militaro-technocratiques de nos jours, d'une légitimité par « l'ordre et le progrès » (Martin C. Needler), par l'efficacité ou effectiveness (Seymour Martin Lipset), et par l'achievement – expertiss (Peter Smith) (10). Le régime de Pinochet serait-il technocratiquement progressiste, efficace, expert et accompli? Avec les « Chicago-boys » de Milton Friedman incrustés dans son apparell économique, il a bien cherché une efficacité de technocrates accomplis. Mais les résultats montrent à quel point cette politique est régressive. Leur « économie sociale de marché » n'arrête ni l'inflation ni les spasmes des taux d'intérêt, elle accroît le chômage, installe la famine, désagrège le capital d'Etat, suce des crédits à court terme et à un coût énorme tout en effrayant les investisseurs. La santé, l'éducation, la Sécurité sociale sont en peau de chagrin, le produit national brut et le revenu par tête diminuent, et de même le nombre de têtes chillennes : un million d'émigrés et d'exilés selon le cardinal de Santiago (déclaration du l'a mai 1977) L'Eglise catholique, grande institution légitimairice en Amérique latine, leur en fait grief. Du point de vue de la rationalité économique et sociale, le Chili a rétrogradé de plusieurs décennies. Décidément, son « efficacité » ne saurait légitimer la junte.

On sait bien que l'autorité se légitime à travers plusieurs procédures organisée des nations, une opinion publique mondiale, informée et souvent agissante, et des groupes, laiques ou religieux, qui, au nom de la conscience et de l'histoire, suivent les activités des gouvernements. Les rapports ou déclarations d'Amnesty International, du Cooseil mondial des Églises, des commissions ou associations internationales de juristes, d'autres organismes non gouvernementaux reconnus par les Nations unies, et surfout les résolutions de l'ONU ellemême et des systèmes régionaux qui s'y ratischent, autant d'instruments de délégitimation ou d'illégitimation privilégiés.

C'est du moins ce que considèrent

privilégiés.

C'est du moins ce que considèrent les gouvernements ainsi atteints. Parmi les règimes condamnés par les Nations unies pour violation de ses principes figurent, notamment, l'Afrique du Sud et le Chili, tandis que blen d'autres violateurs des droits de l'homme et des peuples sont épargnés. Pourquoi es double standard, pourquoi le Chili, se demandent les galonnés de la junte comme les civils du Mercurio (12)? Ils n'y comprennent goutte — hométement. Pourquoi pas l'Ouganda ou l'U.R.S.S., Bokassa ou Fide!?

Pourquoi ? Parce que le Chili était une démocratie. L'Etat chilien était parmi les plus vieux d'Occident. Le peuple chilien connaissait, avait expérimenté et exercé les droits humains dans leur version laigue et chrétienne. Ces droits de l'homme étaient, au Chili, culturellement « internationalisés ».

Le Chili ne peut être jugé à l'aune de l'Ouganda, du Cambodge ou de la Chine; au Chili, il n'y a pas eu de tsars, comme dans l'histoire de l'Union soviétique; le Chili n'est même pas une réplique de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay ou du Guatemala. Sous l'égide des militaires, le Chili, qui ne produit pas de bananes, s'est transformé en « Banana Republic ». Une République ? Pinochet est allé jusqu'à dire que, ni de son vivant

mi sous son successeur, le régime ne changerait. Regem habemus !

Un autre mémoire de 1977 à l'université de Paris-I a raisonnablement conclu que là cause des droits de l'homme ne connaît d'essor international que dans les cas où les valeurs historiques, culturelles et traditionnelles dans le pays mis en cause correspondent aux principes qu'on lui demande de respecter. Ce qui n'est évidemment pas le cas de l'empire centrafricain ou d'autres empires pentratries.

La junte se proclame occidentale et chrétienne. Ces traditions politiques, le Chili, effectivement, les a. La junte, pas. Du point de vue formel, pratiquement tous les membres des Nations unies se sont engagés à respecter les conventions internationales concernant les droits de l'homme, les droits politiques et sociaux, les droits et devoirs économiques des Etats. Mais, au fond, les pays sont, en première instance, comparés à eux-mêmes plutôt qu'à des normes internationales. Et, par rapport à lui-même, le Chili tenu sous la botte manque gravement à ce qu'il a été, à ce que, sans plus, il est.

Les traditions chrétiennes de a Afrikaners de souche protestante, des Chiliens « occidentaux et catholiques », requièrent d'eux un soin tout particulier dans le maniement de certains principes. D'où les condamnations du Chili de la junte (13). Elles sont en faveur du Chili et des Chiliens. La junte crie au danger international. Pinochet, son régime, ses serviteurs, leurs actes sont la source du véritable danger international, extrêmement grave en ce moment, auquel le Chili est exposé.

Farce qu'ils ont eu la bonté de ne pas nous tuer tous, simplement de nous exiler, ils semblent croire que, reconnaissant leur magnanimité, nous devrions nous taire et attendre le bon plaisir des dieux et des mattres. Las, nous sommes ingrets et, comme des morts en sursis, nous écrivons leur épitaphe : Homo nullo numero...

L'image de la dictature en France

MCIEN ambassadeur du Chili en France (1966-1970), puls principal consaîtler diplomatique de la junte entre 1973 et 1976, M. Enrique Bernstein a publié à Santiago un erticle dans lequel il aneiyse l'attitude de la France à l'égard de la dictature chilienne (1). Dans un précédent article, il avait expliqué qu'il avait été invité par le gouvernement trançais à faire une visite au cours de laquelle il a eu, explique-t-li, des entretiens avec des « leaders de la majorité politique qui appule le gouvernement » trançais. Il cite MM. Poher, président politique qui appule le gouvernement » trançais. Il cite MM. Poher, président di Sénat : André Colin, président de la commission sénetoriale des atfaires étrangères : Couve de Murville, Michel Debré, Jean Lecanuet ; Jean de Lipkowski, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. « Tous, croit-il devoir préciser, sont clairement antimarxistes » et ont « montré une connaissance claire et précise » de la attuation qui règne au Chili. M. Enrique Bernstein écrit :

précise » de la situation qui règne au Chill. M. Enrique Bernstein écrit :

« Je résume leur pensée sur le présent et sur l'avenir de notre pays.

J'écris « leur » pensée, parce qu'elle fut unanime.

- (...) Ils reconnaissent le rôle très particulier que nous avons eu en Amérique latine comme gardiens jaloux d'une démocratie effective et de droit. Mais, en même temps, ile sont conscients que le régime de l'unité populaire nous conduisit au désastre économique, moral et social. En l'absence d'une issue politique; et devant l'imminence d'une guerre civile, il ne restait d'autre solution que l'intervention des forces armées. Ils savent qu'elle eut un appul immense des citoyens, ils comprennent aussi que, après ce qui s'est produit, il n'est pas facile de rétablir la démocratie traditionnelle. Ils pensent que le Chill est libre de choisir la modèle de gouvernement qui lui convient le mieux et, bien entendu, qu'il appartiendra au peuple de choisir ce gouvernement. Sur cette centendu, qu'il appartiendra au peuple de choisir ce gouvernement. Sur cette passe, ils reconnaissent qu'il est possible et désirable de maintenir de bonnes relations d'amitié et de coopération avec des régimes constitutionnels différents du système traditionnel qu'ils préconisent pour la France.

Un peu plus ioin M. Bernstein sjoute :

« les sont eincèrement préoccupés du respect des droits de l'homme. Les dénonciations de la torture, des disparitions, des détentions arbitraires dans des camps de concentration les impressionnent de manière spéciale parce qu'elles leur rappellent l'occupation nazie. Ils sont conscients que beaucoup de nouvelles diffusées à l'étranger sont teusses ou exagérées. »

Il est évident que la situation serait plus aimple si de telles nouvelles n'évalent pas été diffusées...

C. J.

(I) Henrique Bernstein, « Nuestra imagen en Francia », dans Eroilla, Sendiago-du-Chill. 21 décembre 1977.





The second secon

VERS UN NOUVEL ORDRE

Réticences arabes et perspectives de règlement séparé

Après l'euphorie du mois de décembre, c'est de nouveau l'in certitude au Proche-Orient. Le « plan de paix » de M. Begin, publié ou lendemoin de su rencontre à Ismailia avec le président Sadate, a rappelé que les dirigeants israéliens, quelle que soit leur appartenance politique, ne pouvaient envisager en Cisjordanie et à Gaza des concessions qui laissent la moindre chance aux résentants de la résistance palestinienne de prendre un jour en main la destinée d'un éventuel Etat polestinien. Moyennant un allégement du régime d'occupation militaire actuel, l'autor oux habitants de la Cisjordanie, pour une durée indéfinie, devruit laisser le temps faire son office pour ruiner le crédit des partisons de l'O.L.P., rendus responsables du maintien de la présence israélienne sur ce territoire. Comme si dix années d'occupresence programme aux ce territoire. Comme si ux antices d'occupation n'avaient pas contribué au renforcement de l'influence de l'O.L.P. chez les Palestiniens; comme si le propre de toute occupation étrangère n'étoit pas d'engendrer sans cesse de nouveaux espoirs de résistance et de libération.

Un député israélien

DOUR la première fais depuis les pourpariers d'armistice de 1949 à Rhodes, l'Egypte et leraël s'assoient à la même table et, dans une atmosphère sereine, discutent d'une paix récile au Proche-Orient, Mais la rencontre en Egypte des deux chefs d'Etat, qui n'était que la partie visible d'un iceberg de négociations et de discussions, a au marqué la fin de l'acte i, scène 1 de l'étonnant spectacle inauguré au Proche-Orient par l'initiative du président Sadate. Les discussions de Mena House ont mis fin à l'euphorie et ouvert un marchandage serré autour d'une mission Impossible : mettre un terme à la guerre qui, pendant trente ans, a opposé israèl aux Etats arabes.

La guerre la plus longue de notre époque s'est terminée sans confrontation finale, sans valinqueurs ni vaincus. israēl n'était pas dirigée contre un gouvernament ou contre una politique. Ella symbolisalt le refus total de l'idée même d'un Etat juif au Proche-Orient. Il n'est pas facile, même dans les circonstances les plus favorables, de mettre un terme à un conflit aussi émotionne et aussi durable. Mals les circonstances sont loin d'être les plus favorables et sont, en outre, aggravées par deux obstacles apparemment insurmonts

Tout d'abord, le président Sadate exige un règlement global su nom de tous les autres Etats de la confrontation et au nom des Palestiniens. Cependant, au moins la Syrie et l'O.L.P. refusent d'envisager avec lui un marchandage — la paix en échange de territoires et elles ont renforcé leurs attaques verbales contre Israēl — et contre l'Egypte, — accroissant ainsi les sourcons d'israēl et sa crainte d'un retrait qui aurait pour effet de réduire la disennemis vengeurs.

Ensulte se pose, bien sûr, le problème de la rive occidentale et des Palestiniens. Le premier ministre Begin remporté les récentes élections grâce à un programme qui exclut formellement une a domination étrangère » sur toute partie d'Eretz-Israél, y compris la Judée et la Samarie. M. Begin n'emploie jamais le terme « Palestiniens » (sinon pour parier des « Arabes palestiniens » et li a réaffirmé le droit des Juifs à e'installer n'importe où sur la rive occidentale Cela étant, son projet d'accorder l'autonomie à la rive occidentale et à Gaza, dans le cadre d'une sou-veraineté non définie et en les maintenant sous le contrôle militaire israéllen. représente, certes, une concession magnanime par rapport à ses vues doctrinaires antérieures, mais il reste insuffisant par rapport à ce que Sadate

Un commun besoin de paix

considère comme une exigence minimum.

ET capendant, malgré cas divergences entre deux positions inconditionnalles, on peut trouver blen des raisons d'être optimiste en se fondant sur toute une série de facteurs. Et d'abord la nécessité objective, à la fois pour Israël et pour l'Egypte, de mettre un terme aux menaces de guerre. L'engagement important de l'Egypte dans le conflit judéo-arabe était surtout le résultat de la politique de Nasser, laquelle reposait sur deux pillers de « non-sagesse » : le panarabisme sous hégémonie égyptienne et l'hostilité à l'Occident. Sadate ayant détruit ces deux principes, toute justification s'écroule d'une guerre longue et coûteuse contre Israël, Les problèmes intérieurs de l'Egypte réduisent à peu de chose les slogans de guerre traditionnels, Simple détail significatif à cet égard : le nombre des pauvres et des sans-abri en Egypte est supérieur à celui des réfugiés pales tiniens qui recoivent l'alde de l'ONU et dont la sort est devenu une affaire

L'Egypte ne veut pas - et peut-être ne le peut-elle pas — traiter avec israel sur une base bilatérale. Cependant, si les concessions israéliennes sur la rive occidentale sont substantielles et raisonnables, et si le « Front du refus » continue à dire « non » à la paix. M. Sadate peut être tenté d'offrir un règlement global à la Jordanie, à la Syrie et aux Palestiniens, leur falsant comprendre que c'est . à prendre ou à laisser - La responsabilité de l'échec incombera alors è ceux qui refusent la

Après trente ans de guerre un optimisme justifié

Par AMNON RUBINSTEIN *

paix et non à l'Egypte, се qui роита inciter M. Sadate à accepter un аггалgement séparé avec israēl, la paix avec les autres parties restant en suspens dans l'attente de leur acceptation.

Ou bien la Jordanie peut faire sienne (avec l'appul tacite de l'Arebie Saoudite) la sentence du président égyptien voulant que « Tripoli a annulé Rabat », moyennant quoi la décision de considérer l'O.L.P. comme l'unique représen-tant des Palestiniens est nulle et non avenue. Sì la Jordanie adopte ce point de vue et prend part aux négociations de paix, les deux autres parties concer-nées, la Syrie et l'O.L.P., auront perdu leur capacité d'infléchir le cours des événements et d'empêcher un réglement

somme, des concessions israéliennes eur Gaza et sur la rive occidentale. L'idée d'une « division fonctionnelle » dans ces rėgions — c'est-à-dire autonomie plus militaire d'israēi -- prés bien des inconvénients et ne peut que rencontrer de vigoureuses objections de Mais sa force réside dans sa faiblesse : il s'agit d'un concept vague et souple. L'importance de ses deux composantes (autonomie interne et contrôle militaire Israéilen) peut être modulée au cours des négociations. Selon les dirigeants du Likoud, le fait qu'il n'exige aucune légale des territoires par Israel est un avantage supplémentaire. La présence militaire israélienne compenseralt ainsi les principales rectifications des frontières que presque tous les Israéliens considèrent comme abso-

lument indispensables à leur défense, e que tous les Etats arabes refusent. En outre, si cette division fonctionnelle et l'autonomie palestinienne sont considérées par les deux parties non comme ire provisoire susceptible d'être. périodiquement, réexaminée et renégociée, la formule deviendre moins inacceptable de l'autonomie peut et doit être considérée comme un passage menant à la seule solution viable à long terme : deux nations indépendantes dans la Palestine originelle, expriment toutes deux le besoin d'autodétermination des juits et

Régime de transition pour les Palestiniens?

IL existe des précédents internationaux à ce centre d'accord provisoire, en certaines régions où aucun Etat n'exerce une pleine et entière souveraineté. Peut-être l'exemple qui se rapproche le plus de la conception de M. Begin à propos des régions palestinlennes autonomes est-il le régime qu'a connu la Sarre entre 1947 et 1957, date de son retour à l'Allemagne occidentale. Sous ce régime, la Sarre jouissait de l'auto-

* Député du Mouvement démocratique pour le changement (Dash) membre de la commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset.

nomie politique, elle avait un Parlement élu et son propre premier ministre (Johannes Hoffman). La Sarre était liée à la France dans une union dipiomatique et économique et elle était soumise au contrôle militaire français. En signée en 1950, ses mines furent concédées pour cinquante ans à la crance. L'Allemagne de l'Ouest s'étant affirmét comme un partenaire pacifique et démocratique de l'Europe unle, et les appréhensions en France d'un renouveau du militarisme germanique s'étant atténuées, la Sarre put être rendue à l'Aliemagne et elle devint, le 1er janvier 1957, le dixième Land de la République fédérale. Un scénario analogue peut être envisegé pour la rive occidentale et la bande de

Les précédents internationaux ne sont utiles que s'il existe des dirigeants désiconstructif. Tout indique que MM. Begin et Sedate sont également décidés à salsir l'occasion unique de mettre fin à la guerre Indiscutablement, tous deux historique et de l'appui de l'opinion publique de leurs pays respectifs. Le clairvoyance et le courage du président M. Begin ont déjà créé une réalité nouvelle au Proche-Orient. Le spectacle de cette nouvelle réalité, qui apparaît chaque soir sur les écrans de télévision, exerce un effet dynamique sur l'évolution poli tique. Les manifestations publiques d'amitié entre israël et l'Egypte modifient l'état d'esprit dans les deux peuples. Pour les Israéllens, l'idée d'une paix véritable a brusquement cessé d'appartenir au domaine du rêve. Les Egyptiens, quant à eux, découvrent des

la guerre, sa passion pour la paix. Les mentalités nationales ont évolue dans les deux pays d'une manière probablement sans précédent, du moins à l'époque où la télévision n'existait pas. Un retour à la querre entre Israel et l'Egypte les événements spectaculaires du Proche-Orient engendrent leur propre dynamique, mais ils créent aussi des effets irréversibles. Après une ruineuse guerre de trente ans, il y a place, en dépit des oppositions et des réserves. pour un optimisme justifié.

REGIL

Une alliance informelle entre l'Egypte Israël et l'Iran?

Avant même que la visite du prési-dent Carter à Téhéran attire l'attention sur l'entrée en scène de l'Iran dans les efforts de paix au Prochefaisait état (numéro daté du 2 janvier) de certaines spéculations qui avaient cours à ce propos en Egypte à la fin du mols de décembre : « Au Caire, des Egyptiens spéculaient, la semaine demière, sur l'éventualità d'une alliance informelle entre l'Egypte, Israèl et l'Iran qui unirait trois pays aux assises économiques complémentaires : main-d'œuvre (égyptienne], technologie occidentale [Israēl] et richesse pétrolière [Iran]. Pour la oremière fois. l'Egypte aurait des alliés non arabes dans la région. Le fondement d'une telle association serait une opposition commune à l'extension de l'influence des Soviétiques ou des forces de gauche au Proche Orient - ce qui reflète la conviction de Sadate que, pour lui, le réel danger est représenté par l'Union soviétique et non par israēl. .

Un intellectuel égyptien

La sécurité par le développement des liens économiques?

Par MOHAMED SID-AHMED *

ERTES, le voyage de M. Sadate à Jérusalem a été une surprise renversante, mais c'est aussi l'aboutissement logique de toute une évolution an Proche-Orient. Depuis longtemps déjà, pour les parties arabes en mesure d'orienter le cours du conflit, la recherche de la paix était conflit, la recherche de la paix était moins déterminée par les revendications nationales arabes que par des considérations de classe, par la volonté de sauvegarder la structure des rapports inter-arabes échafaudés à partir de la nouvelle richesse pétrolière, par la stabilisation d'intérêts énormes menacés tout autant par la perpétuation de la non-paix que par une paix aux conditions israéliennes.

Depuis dėjà longtemps, la satisfac-Depuis déjà longtemps, la satisfaction des revendications palestiniennes
n'est plus pour les négociateurs arabes
le fond même du réglement. C'est là
une hypothèse que la guerre civile
libanaise a amplement vérifiée. La
coalition de la résistance palestinienne
avec la gauche au Liban a été perçue
par les régimes arabes comme un
elément de subversion, menaçant la
structure du monde arabe bien plus
qu'Israël ne peut le faire. Dès lors, il
ne s'agissait plus de satisfaire ces qu'Israel ne peut le faire. Des lors, il ne s'agissait plus de satisfaire ces revendications, mais plutôt de circonvenir le danger qu'elles représentalent. Désormals, le réglement du contentieux avec Israel se posait en termes de persuasion bien plus que de dissuasion : « Accordez aux Palestiniens suffisamment pour empêcher qu'ils ne deviennent un élément de subversion contre nous ; nous vous garantirons en contrepartie qu'ils ne soient plus un élément de subversion contre vous. »

Pace à l'intransigeance du Likoud, M. Sadate s'est senti obligé de fran-chir le seuil que ses pairs arabes n'osaient aborder. Dans une logique du règlement où ce sont les positions de force, et non pas les droits violés, qui déterminent la conduite des protago-nistes l'Esparie occupe une place toute determinent la conduite des protago-nistes, l'Egypte occupé une place toute spéciale: elle est le plus vulnérable des interlocuteurs arabes, vu l'effon-drement accéléré de ses infrastruc-tures; mais aussi, si l'Egypte à elle seule ne peut pas faire la paix, sans elle les autres États arabes ne peuvent pas lancer une guerre. En prenant ouvertement et directement contact avec l' « enpemi signiste » M. Sactoavec l' « ennemi sioniste », M. Sadate, apparemment, coinçait tout le monde :

Les Étais-Unis, qui, soucieux de ne pas subir les retombées d'un piéti-nement de plus en plus évident dans la préparation de la conférence de

Genève, avaient cherché à multiplier les engagements mutuels et étaient allés jusqu'à réintroduire l'U.R.S.S. dans le circuit de la négociation (par dans le circuit de la négociation (par le biais d'une déciaration conjointe), après que M. Kissinger eut tout fait pour l'exclure. Or voici que M. Sadate, en engageant avec Israël un dialogue direct, libérait du même coup toutes les autres parties de leurs engagements antérieurs. Il ne pouvait plus être question d'une délégation arabe unifiée à Genève. L'administration Carter, toutefois, n'avait d'autre choix que de lui emboîter le pas (elle avait toujours préconisé la nécessité de négociations directes), quitte à s'évertuer après coup à récupérer les parties arabes récalcitrantes;

_ Les Etats conservateurs arabes : c'était leur intimer que leur manque de générosité envers l'Egypte l'avait conduite à un réalignement que quelle que soit leur répugnance, ils ne pouvaient qu'avaliser. Après tout, c'est grâce aux sacrifices de l'Egypte, à son sang abondamment versé au cours des batailles « victorieuses » d'Octobre, que le quadruplement de leurs revenus du pétrole avait été possible :

du petrole avait ete possible;

- Les régimes arabes militants:
c'était leur lancer le défi que leur hostilité ne pouvait être qu'inconséquente; ils pouvaient bien protester avec véhémence, proférer des accusations de trahison et de capitulation, – pouvaient-ils sans l'Egypte arrêter à l'égard d'Israël une politique plus

Entreprises de récupération

Le peuple égyptien a grosso modo suivi son président, non seulement parce que, en vue de produire cette impression, les appareils bureaucratiques officiels ont été totalement mobilisés, parce qu'aucun véritable débat public n'a été toléré et que l'on a privé les oppositions de tout moyen d'expression, mais aussi à cause d'une propagande insidieuse, menée de lonpropagande insidieuse, menée de lon-gue date, qui faisait valoir les frustra-tions légitimes des Egyptiens envers la prodigalité arrogante des nouveaux riches arabes : au lieu de chercher dans une politique de servilité à leur

égard les raisons profondes du mécon-tentement populaire, cette propagande présentait la volonté de résistance arabe comme un mai dont l'Egypte seule devait subir le fardeau. Dans un certain sens, il s'est agi d'une réaction certain sens, il s'est agi d'une réaction qu'on pourrait comparer aux troubles de janvier 1977. Dans les deux cas, il a été question d'une révolte contre une situation économique insupportable. En janvier 1977, la révolte éclatait contre le président. Cette fois-ci, ce dernier, en présentant son voyage à Jérusalem comme une promesse de paix et de prospérité, récupérait la révolte à son compte.

révolte à son compte.

Or, en se rendant à Jerusalem. M. Sadate offrait à Israël l'essentilei de ce que l'Etat hébreu exigeait de l'Egypte : la preuve tangible qu'une normalisation future des relations, voire l'admission, fût-elle implicite, par l'Egypte, « du droit historique des juijs à la terre de Palestine », étaient déjà choses acquises. Cela était encore corroboré par l'abandon de l'O.L.P. en tant qu'unique représentant légitime du peuple palestinien. Cet abandon est gros de signification, non pas tellement parce que c'est une violation des résolutions du « sommet » arabe de Rabat, ou encore de résolutions, dont certaines très récentes, de l'Assemblée générale de l'ONU, mais surtout parce que l'O.L.P. cristallise toujours la résistance arabe à l'oppression sioniste en Palestine ; — et cette fois, l'O.L.P. étant déconsidérée et acculée à la dislocation, même s'il fallait abandonner quelques enclaves aux Palestinens, il deviendra plus facile au gouvernement égyptien de récupérer la résistance arabe à son profit.

L'offre sans contrepartie de M. Sadate présentait tout de même un inconvénient sérieux. Le seul atout de négociation qui lui restait, c'était que son propre territoire occupé, le Sinai, devienne un instrument de marchandage pour Israël. En effet, Israël surait tout avantage à ne céder du territoire à l'Egypte que dans la mesure où un repli l'aiderait à mieux manipuler les parties arabes qui lui résisteraient toujours, à les induire à suivre la voie inaugurée par M. Sadate. suivre la voie inaugurée par M. Sadate

² Journaliste égyptisn, auteur de Quand les canons se seront tus (Editions Bel-fond, Paris, 1976).

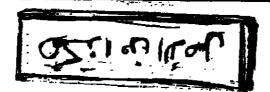
Or le jour où l'Egypte aura recouvré l'ensemble de ses territoires occupés, Israël aura perdu cet instrument. Contradiction inhérente qui fait que la satisfaction d'une des deux parties ne peut que désavantager l'autre. Pourtant une solution, que tant M. Sadate que M. Begin pourraient présenter comme totalement satisfaisante, n'est pas exclue. Le Sinaî ne constitue pas pour M. Begin une partie d' « Eretz Israël ». La sécurité d'Israël, la garantie qu'aucune autre guerre avec l'Egypte ne pourra avoir lieu (quels que soient les changements qui y interviennent), peuvent être assurées, une fois l'évacuation décidée, par des moyens autrement plus efficaces que moyens autrement plus efficaces que la seule interposition de zones démi-

Déplacement des contradictions

L'EGYPTE en ce monague quesi d'une situation économique quesi désespérée. Il lui serait difficile de désespérée. Il lui serait difficile de EGYPTE en ce moment souffre désespérée. Il lui serait difficile de parer aux atteintes à sa souveraineté qu'impliquerait une éventuelle invasion économique venant de l'extérieur. C'est plutôt elle qui se débat, par l'entremise de sa politique d' « ouverture », en vue d'attirer des investisseurs qui demeurent encore très réticents. Or Israël pourrait très bien se porter garant de gros investissements en Egypte, ayant recours aux capitaux juifs, aux milieux d'affaires internationaux qui ont toujours soutenu Israël et ont longtemps été boycottés par les pays arabes. Déjà diverses propositions ont été faites, concernant l'exploitation en commun

RECTIFICATIF. - Plusieurs lecteurs — dont certains ont oms we mentionner leur adresse, — ainsi que mentionner leur adresse, — ainsi que l'ambassade d'Israël, nous prient de préciser qu'il n'existe sur les portes de la Knesset aucune carte d'Israel « allant du Nil à l'Euphrate », contrairement à ce qu'écrivait Marie Christine Aulas dans son article du mois dernier « Une victoire de l'Egypte égyptien-

iNous avons reproduit dans notre na-méro de Juin 1977 (page 21) le document officiel qui illustre la politique des autorités israéliennes pour ce qui concerne les frontières de l'Etat.]



RÉGIONAL AU PROCHE-ORIENT

L'Egypte s'étant détachée du monde arabe à la suite de la politique d'« ouverture » du président Sodate et de son voyage à Jérusalem, l'État d'Israël se trouve pourtant délivré, dans les circonstances présentes, de la principale menoce milituire dirigée contre son existence. Si le président égyption et ses alliés occidentaux n'arrivent pas à convaincre rapidement les autres Etats taux à arriveur pas à conveniere represent les autres erais arabes directement intéressés à un règement global du conflit de se rendre aux conditions de paix israéliennes, un règlement séparé entre Jérusalem et Le Caire devra intervenir pour souver le régime de M. Sadate en échange d'avantages économiques substantiels

Jusqu'à présent, l'aide financière à l'Egypte — principalement d'origine socudienne — était savamment dosée pour lui permettre tout juste de maintenir à flat une économie ruinée par la guerre et ai les investissements étrangers n'arrivent pas. Fidèle alliée de l'Amérique, l'Arabie Saoudite ne réserve cependant pas ses lar-

esses financières à la seule Egypte : elle doît servir de relais gesses financières à la seule egypre : élle doir servir de remus
à la pénétration des capitaux pétrollers dans d'autres par pays islamiques d'Afrique et d'Orient, comme au Soudan, par exemple,
où les projets de développement agricole sont censés ouvrir de
larges perspectives au monde arabe (voir pages 10 et 11 l'article

Lors de son récent voyage, le président Carter ne s'est pas contenté de rencontrer le rol Hussein de Jordanie à Téhéran. Il a aussi consacré une bonne part de ses enfretiens avec le chah aux perspectives de règlement du conflit israélo-arabe. Non seulement il a couvert le souverain iranien d'éloges « personnels », mais il a aussi marqué à cette occasion sa volonté d'ossocier plus étroitement cet autre partenaire privilégié aux efforts de stabilisation de la région. L'Iran n'est pas un pays arabe, mais « il n'existe aucun pays qui solt plus proche de nous en ce qui concerne la programmation de notre sécurité militaire mutuelle », a précisé

M. Carter. La participation de Téhéran à la mise en place du nouvel ordre économique régional permettrait du même coup de gommer la dimension proprement arabe du conflit.

Devant de telles perspectives, les Etats arabes « modérés » ou du nouveau « front du refus » apparaissent d'autant plus désunis qu'ils sont tous engagés dans le même choix de développement, qu'ils disposent ou non de revenus pétroliers. Le morge de manœuvre des actuels dirigeants de l'O.L.P. n'en apparaît que plus réduite. L'intransigeance du refus palestinien, réaffirmée par le comité exécutif de l'Organisation après la conférence d'Ismailia, est-elle désormais la meilleure carte pour l'avenir du

Les trois opinions ci-dessous et l'article de Selim Turquié sur les relations syro-palestiniennes (page 8), traduisent la nouvelle complexité du problème que la diplomatie américaine s'emploie maintenant à résoudre à partir des surenchères israélo-ágyptiennes.

du pétrole du Sinaï et de la mer Rouge, l'aménagement de terres au Sinsi et l'aménagement de terres au Sinsi et leur bonification, la désalinisation de l'eau de mer par l'entremise de cen-trales nucléaires. Des projets blen plus ambitieux, recouvrant l'ensemble de ambitieux, recouvrant l'ensemble de l'Egypte, pourraient être envisagés. M. Sadate serait en mesure de dire qu'il a obtenu non seulement l'évacuation des territoires, mais aussi une impressionnante collection de projets audacieux, donnant finalement plein essor à sa politique d' « ouverture » et garantissant, avec l'avènement de la paix, une ère de prospérité. Cet acquis

ميزيج مخته lia evec to printing

ens, quelle to ten

moindre cher: 34

de prend-c = 100;

icstinien, Warrange

e actuel, | surraime

our une dume mie

pour ruiner and de Si dia ann a sau.

ent de time. de

le propre \$385 5755 3: 13U-

re informalla

TERRET.

of Mining

35 ÷

pour l'Egypte sera présenté comme un modèle pour l'ensemble du monde

arabe. En fait, ce décollage de la politique em fait, ce décollage de la politique d' « ouverture » ne sera envisagé que dans la mesure où il se produira en passant par Israël. Pour les investisseurs auxquels Israël fera appel, il s'agira moins de renflouer l'économie égyptienne que d'assurer la sécurité de l'Etat hébreu. Ce dernier, étant la partie garante evigera en contrepartie. partie garante, exigera en contrepartie un droit de regard. L'économie égyp-tienne devra être organiquement liée à l'économie israélienne, tant et si

bien que, jamais plus, il ne pourrait ètre question de guerre. En fait, il ne s'agira pas seulement de la sécurité d'iaraël, mais aussi de la mise en condition de l'économie égyptienne afin de résoudre les problèmes de l'économie israélienne. La contradic-tion nationale entre l'Egypte et Israél n'aura pas été éliminée; elle aura tout simplement été déplacée pour venir exacerber encore davantage les contra-dictions sociales au sein même de la dictions sociales au sein même de la société égyptienne, même si cette exacerbation des conflits sociaux devait être pour un temps camouflée par

l'euphorie d'une soudaine réanimation de l'économie qui, en définitive, ne pourrait qu'accentuer encore davantage les clivages et disparités sociaux et économiques. L'Egypte ne sera pas la seule à en pâtir. Des réalignements au Proche-Orient, faisant fi des aspirations légitimes de toutes les parties concernées, peuvent éventuellement déboucher sur un réglement, mais n'immunisent pas la région contre de nouveaux facteurs de déstabilisation, prenant des expressions inédites.

MOHAMED SID-AHMED.

Un Palestinien de Cisjordanie

Scepticisme nuancé d'espoir sur la rive occidentale du Jourdain

Par BACHIR BARGHOUTI *

A rive occidentale du Jourdain (Cisjordanie) est au premier plan des speculations sur l'avenir de l'O.L.P. et sur les perspectives de paix au Proche-Orient, Car, après tout, la position prise par les Palestiniens vivant en territoire occupé sera déterminante, tant pour les projets d'autodétermination que pour l'ap-probation par les Palestiniens d'un quel-

Ce falt est clairement compris par toutes les parties en cause qui se disputent la rive occidentale et la bande de Gaza. Le gouvernement Israéilen a essayé, par tous les moyens, de crée une base sociale susceptible de légitimer sa présence sur la rive occidentale : mais en valn. Les résultats des élections municipales d'avril 1976 ont prouvé l'influence considérable de l'O.L.P. Pour sa part, le gouvernement jordanien, dont les anciens haute fonctionnaires de la rive occidentale cherchent très activement à obtenir le soutlen, n'ont pas réussi, par des moyens financiers économiques ou administratifs à enlever la vedette à l'O.L.P.

Mais, par une fronte du sort, le succès de l'O.L.P. fut, en même temps, la cause de nombreux ennuis pour certains éléments de cette organisation. Se fiant à l'Arabie Saoudita, l'alle droite de l'O.L.P. pensalt que la constitution d'un Etat palestinien sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza étalt imminente. Elle essaya donc de contenir la gauche sur la rive occidentale tout en entreprenant de faire des avances aux éléments conservateurs, tel le maire de la ville de Gaza (nommé par Israël), et d'entretenir une atmosphère de doute et de suspicion parmi les éléments bourgeois des conseils municipaux. Elle encouragea aussi les élé-

ments religieux à se réorganiser. Ces activités finirent par entraîner la désintégration du Front national palestinien que l'O.L.P. considérait comme un poste avancé au sein des territoires occunes. A l'heure actuelle, les conséquences de cette politique sont plus eensibles qu'elles ne l'ont jamais été.

Les nouvelles initiatives prises par le président égyptien, en contraste avec la politique officielle de l'O.L.P., ont déclanché un processus de différenciation accrue entre les classes sociales de la rive occidentale. Tous les éléments conservateurs appuyèrent activement les démarches de M. Sadate, alors que les éléments de gauche continuèrent à soutenir la politique de l'O.L.P.

En d'autres termes, le processus de différenciation visait à partager en deux groupes ce que l'on considérait comme le camp nationaliste. L'un de ces groupes conçoit le retrait israélien comme un prétude à l'indépendance politique ; l'avire cherche seulement à se débarrasser de l'occupation israélienne et se montre favorable à une réintégration au sein de la Jordanie. La conférence de la paix au Caire et la visite en Israel du président Sadate ont encourage le second groupe à manifester publiquement son opposition à la politique de l'O.L.P. il bénéficie des encouragements des autorités israéliennes. Il serait cependant erroné d'en conclure qu'll exerce une grande influence. Jusqu'à présent, ses représentants attendent l'issue

Censure au Maroc Comme nos lecteurs le savent, le Monde diplomatique est interdit au Maroc depuis le mois de janvier 1977. Cette mesure relève de la souveraineté marocaine et ne peut qu'illustrer l'usage qui en est fait. Mais plusieurs citoyens français résidant au Maroc nous signalent que les services de la douane marocaine retiennent les exemplaires de ce journal que leur famille leur envoie chaque mois sous enveloppe. Cet abus est intolérable non pas parce qu'il génerait « le Monde diplomatique », mais parce qu'il viole la liberté de correspondance de ressortissants français.

de la conférence du Caire. Si elle débouche eur de vrais progrès, on peut s'attendre qu'ils se montreront enclins à soutenir la politique de l'O.L.P., notamment dans des villes importantes comme Napiouse, Hebron et Gaza,

Mais II ne faut pas non plus minimiser l'influence de ces éléments que l'on désigne habituellement sous le nom de e chafs traditionnels ». Certaines personnalités politiques, notamment parmi les maires, ont tendance à négliger leur importance en prenant argument des résultats des élections municipales au cours desquelles ces mêmes chefs traditionnels n'avalent pas réussi à obtenir le soutien populaire. Ce raisonnement néglige le fait qu'ils exercent une grande influence dans les campagnes, où la majorité des payeans n'ont pas participé aux élections municipales. Toutefols, le Mouvement national sur

la rive occidentale qui fait partie de l'O.L.P. est encore le plus fort et le plus important. Récomment, vingt maires sur vingt-cinq, de concert avec des représentants des syndicats, des personnalités religieuses et d'autres institutions, ont maient leur désaccord sur la visite de M. Sadate en Israël et leur appui à la politique de l'O,L.P. De plus, la rue est encore contrôlée par les étudiants et autres jeunes favorables à 1'O.L.P.

nos raisins...>

M AlS on ne saurait négliger l'impact des nouveaux développements dans la recherche d'un règlement du conflit du Proche - Orient. Dans les territoires occupés, l'opinion des Patestiniens peut se résumer dans cette remarque que nous faisait un simple paysan : « Nous voulons manger nos raisins, nous ne voulons pas evoir à nous quereller avec des gardiens »; en d'autres termes, ce qu'ils souhaitent, c'est d'être libérés de l'occupation, peu importe comment. Mais, en même temps, ils mettent en doute la sincerité et l'efficacité de la méthode choisie par le président Sadate, notamment parce qu'elle dépend un peu trop des bons offices du gouvernement américain. En général, les Palestiniens se méfient ucoup de la politique américaine au Proche-Orient. Ces soupçons s'expriment presque quotidiennement dans la presse arabe de la rive occidentale ou dans les déclarations de maires importants, en particulier ceux de Ramallah, Napiouse et Tulkarem.

Les Palestiniens des territoires occupés ne se laissent pas fasciner par les mois

et les promesses. Vivant sous l'occupation depuis plus de dix ans maintenant, ils estiment être les mieux placés pour Juger des intentions du gouvernement israélien. Tout au long des négociations à appliquer sa politique consistant à installer de nouvelles colonies, à confisquer des terres, à appliquer des lois d'exception discrétionnaires, à dénier aux Palestiniens le droit à l'autodétermination, à prendre des dispositions économiques appauvrissant la rive occidentale et à contraindre un nombre croissant de leunes à émigrer. En 1976, environ vingt mille

quant à la capacité et à la crédibilité des efforts de M. Sadate pour obtenir la restitution des territoires occupés en iwn 1967.

Dans l'attente d'une initiative de l'O.L.P.

C EPENDANT, le maintien de l'occupa tion est leur préoccupation principale : aussi apportent-lis résolument leur soutien à un réglement pecifique qui leur assurerait un Etat indépendant à l'intérieur des frontières de 1967 et qui

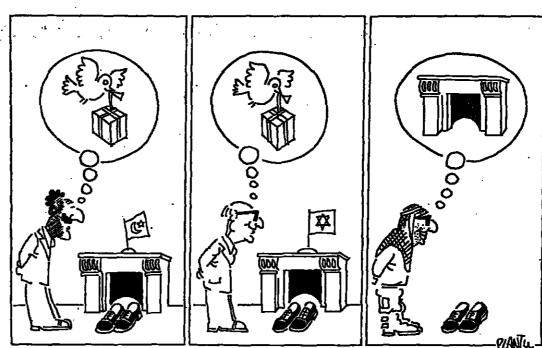
fournirait une solution équitable au pro-bième des réfuglés de 1948. Pour les tation d'une telle formule de réglement répond à des nécessités concrètes. Pour eux, ce serait un soulagement et un gain. Quoiqu'ils ne solent pas fascinés par la « méthode Sadate », ils attendent de l'O.L.P. qu'elle leur offre un plan réaliste qui leur permettralt de recouvrer leur statut national.

Si I'O.L.P. y faililt, il n'est pas déraisonnable d'envisager une modification de l'équilibre des forces sur la rive occidentale en faveur des éléments conservateurs. Un peuple de petite propriétaires terriens vivant en permanence sous la menace de l'expropriation et de l'anéantissement politique et économique peut-il. en effet, se satisfaire du refus pur et simple de la méthode Sadate? D'autre part, la conférence de Tripoli, en dépit de certains effets positifs, n'a pas offert une solution de rechange bien convain-

En somme, l'unanimité est à peu près complète, parmi les personnalités nationalistes influentes, sur la nécessité de changer l'équilibre des forces en faveur des Arabes, et cela comme condition préalable à un règlement pacifique et équitable.

Le prestige et l'influence de l'O.L.P. dépendent finalement, en grande partie, de son aptitude à offrir une solution de rechange concrète à ce que proposent ses adversaires. Les habitants de la rive occidentale sont plus pragmatiques que leurs compatriotes de l'étranger. Ils ont en propre des soucis terre à terre assez différents des idéaux largement répandus à l'étranger.

(1) 1 dounam = 0,0919 ha.



et autres, sont partis travailler dans les

pays voisins. Les espérances éveltiées par la visite du président égyptien en lerabl se sont estompées quand les Palestiniens ont constaté que cela ne changeait rien aux pratiques des autorités Israéliennes. Dans la région de Nabi-Saleh, où réside l'auteur de ces lignes, 450 dourams (1) ont été confisqués le jour même où la président Sadate était reçu à Jérusalem. Ce sont de tels procédés, malheureusement fréquents, qui forcément détermi-nent la manière de penser des habitants de la rive occidentale. Et, dans ces

conditions, leurs doutes s'aggravent Journaliste palestinien de Cisjordanie.

«PARATROOPERS»

Un film de Yehuda Judd Ne'eman

 $I^{\rm L}$ axiste des films antimilitaristes bien plus violents, bien mieux construits. L'intérêt de Paratroopers cependant est de mettre en question, de l'intérieur, la réputation quasi mythique de Tsahal, l'armée laraéllenne. Depuis trente ans, les guerres du Proche-Orient ainsi que des opérations spectaculaires comme l'intervention à Entebbé ont contribué dans les médias

occidentaux à dessiner l'image d'une armée sans peur et sans reproches. Le cinéma américain y a largement aidé, dans des tilms passionnément aionistes comme Rosebud (1974), d'Otto Preminger (1) ou Victoire à Entebbé (1976), de

Marvin Chomsky.

Paratroopers dénonce, quant à lui, le climat qui règne dans les camps d'entreînement des jeunes volontaires parachutistes. Le réalisateur, Yehuda Judd Ne'eman, membre du Shelli, a (ul-même servi dans le corps des parachutistes durant la guerre de six jours en 1967. L'œuvre de fiction lui oftre l'occasion de décrire la vie quotidienne dans un campement où les nouvelles recrues reçoivent leur première instruction. Sous prétexte qu' « Israël a encore des guerres à gagner », les officiers exigent de leurs hommes des efforts absurdes, humiliants et inhumains. Les mythes de la traternisation avec les officiers ou de la motivation sioniste des soldats, entre autres, s'elfondrent. L'armée qui nous est présentée se plie aux rites militaires de la plupart des armées du monde : gradés distants et indiscutables, priorité de la discipline, valorisation des qualités physiques, corvées, punitions... Le tout baignant dans une vuigarité troupière pétrie de machisme et de sexisme.

Qu'un soldat se montre, dans ce milieu, plus fraglie que les autres et les brimades des officiers, les douteuses plaisanteries sexuelles de ses camarades ou les « passages à tabac » qu'il devra supporter le mettront dans un tel état psychologique qu'aux premières manœuvres il se tuera en suivant les ordres suicidaires de son supérieur. Dès lors, l'armée fera jouet la solidarité ; on mentira à la famille sur les eleconstances de cette mort et on affectuera une enquête pour mieux laver l'officier de toute responsabilité. Envers les hommes qui rechignent devant ces procédés, on redoublers la discipline, les marches

(I) Voir « Regards sur la racisme », dans le Monde diplomatique de juin 1975. POUR DES PROJECTIONS-DEBATS

Paratroopers, réal.: Yehuda Judd Ne'e'man, 1977, couleur, scope, 90 min.

Diffusion: ERE-Films, 93, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris, Tél.;

540-80-30 et 540-80-38.

Le Monde réalise chaque semaine **UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER

Numéro spécimen

sur demande

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS, Cedex 09

A la lumière de la guerre civile au Liban

L'ALLIANCE CONFLICTUELLE ENTRE LA SYRIE ET LES PALESTINIENS

INTERVENTION militaire syrienne en faveur de la droite libanaise, au cours de l'été 1976, avait dressé les Palestiniens contre le régime de Damas Aujourd'hui, l'Organisation de la Palestine (OLLP.) compte la Syrie parmi ses plus fermes soutiens face aux initiatives égyptoisraéllennes. Plusieurs facteurs avaient déjà contribué à pousser le président Assad à infléchir sa politique dans un sens favorable à l'OLLP, avant que le chef du gouvernement égyptien prenne la decision de se rendre à Jérusaiem : l'attitude agressive de la droite libanaise et son alliance avec Israél au Sud-Lihan; les conséquences de la victoire électorale du Likoud qui compilquait les perspectives d'un règlement de paix négocié, et aussi le discret chantage financier exercé par l'Arabie Saoudite.

Mais ce nouveau retournement

exarcé par l'Arabie Saoudite.

Mais ce nouveau retournement d'alliance de la part de Damas s'est trouvé limité par les méfiances accumulées de part et d'autre et par la volonté syrienne de tenir la balance égale entre les protagonistes du conflit libanais. Les Syriens ont réussi à mettre fin aux hostilités au Liban, ce qui leur a valu une certaine popularité parmi les chrétiens et surtout parmi les musulmans, mais le « gel » de la situation a enfraîné la paralysie de leur politique. Ils n'ent pu résoudre les problèmes fondamentaux qu'i avaient conduit à la guerre civile, ni atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixès en intervenant militairement.

Ainsi la pinnart de leurs tentatives

Ainsi, la plupart de leurs tentatives visant à faire passer les Palestiniens sous leur coupe ont-elles été battues en brèche. Leurs efforts pour imposer la Salka, pro-syrienne à la direction de l'OLP, se sont heurtés à l'habileté

manœuvrière de M. Arafat et de ses amis et à des pressions extérieures, notamment saoudiennes (1). Dès lors, le régime syrien s'est employé à circonscrire l'implantation palestinienne au Liban, où l'O.L.P. et ses alliés locaux avaient été conduits à se substituter dans une large mesure à l'Etat. C'est de ce rôle que l'armée syrienne, sitôt Beyrouth investle, a voulu dessaisir la centrale palestinienne. Elle interdit le déplacement de ses forces armées hors des camps de réfugiés, exiges et obtint la fermeture des bureaux palestiniens installés dans les quartiers populaires, demanda le regroupement et le ramassage des armes lourdes et insista pour l'application des accords du Caire de 1969 régissant la présence de la résistance au Liban, particulièrement dans le Sud.

Dans un premier temps, l'opération se solds par un demi-succès, l'OLP, cédant du terrain mais conservant la majeure partie de son artillerie et de ses arsenaux. Ensuite, tout au long de l'année 1977, le régime syrien devait moduler ses exigences selon les rebondissements politiques et la pression militaire exercée au Sud-Liban par Israël et la droite chrétienne. Ce mouvement de balancier ne l'a pas empêché, toutefois, de pour-

Opération de division de la gauche

P LUS d'un an après l'occupation du Liban, le régime de Damas n'avait donc pas réussi à éliminer un seul des mouvements palestiniens qui lui étalent ouvertement hostiles. Sa tentative pour séparer l'O.L.P. de ses alliés locaux, groupés au sein du

Par SELIM TURQUIE

suivre ses efforts visant à diviser le mouvement palestinien à son profit. Par exemple, utilisant les liens privilégiés du F.D.L.P. (2) avec l'Union soviétique, la Syrie a maintenu de bonnes relations avec ce mouvement et tenté de jouer cette carte contre les autres formations de la résistance. les autres formations de la résistance. Plus significative est la scission qu'elle a provoquée au sein du FPLP.-C.G. (3) et qui a conduit à l'affrontement entre les deux ailes de cette formation, l'une lui étant favorable et l'autre hostile. Saisissant l'occasion de ces combats, la Force arabe de dissuasion (FAD), composée en grande majorité de troupes syriennes, a procédé le 10 février à l'encerclement des camps palestiniens de Beyrouth.

camps palestiniens de Beyrouth.

Le principal prétexte d'intervention a cependant été fourni par les tentatives répétées de rétablir la Salka dans les positions qu'elle occupait et dont elle avait été violemment expulsée au moment où les troupes du président Assad franchissaient la frontière libanaise. Des formations palestiniennes, notamment celles appartenant au Front du refus, se sont opposées sans relâche à cette réintégration.

Mouvement national libanais, n'a pas

chite. Plus généralement, les repré-sentants d'un ordre que la guerre avait brutalement aboli éprouvaient quelque peine à jouer leur rôle, alors que ne se dessinait aucune solution à

que que peine à jouer leur rôle, alors que ne se dessinait aucune solution à la crise interne libanaise.

La Syrie n'a pas été plus heureuse dans ses rapports avec la droîte chrétienne, qui s'était d'abord placée ostensiblement sous sa protection. Une fois le danger de la défaite écarté, sa médiance ancestrale a resurgi à l'égard de ce voisin entreprenant, bien que les troupes syriennes alent su faire preuve, en a pays chrétien », d'une mansuétude qu'elles n'accordaient pas au camp adverse.

L'occupation s'est faite ici plus légère, de vastes régions échappant même complètement au contrôle des hommes de Damas. La droîte a pu poursuivre l'entraînement de ses combattants, allant jusqu'à organiser des parades à la sortie de chaque nouveile promotion. Alors que les accrochages militaires entre Syriens et Palestiniens étalent monnaie courante, un seul afirontement sanglant, dans la région de Bécharré, a opposé la FAD aux combattants de la droîte. Longtemps, la censure s'est exercée de façon beaucoup plus souple pour les journaux conservateurs, et la station émetrice d'Amehit, située en de laçon beaucoup plus souple pour les journaux conservateurs, et la station émetrice d'Amchit, située en zone chrétienne, n'a pas cessé de fonctionner. La droite a continuté de prélever des impôts et la construction de l'aéroport de Hamat, dans la région de Bahroun, a été tranquillement aphatés

Dans ces conditions, la droite liba-naise a pu relancer la guerre civile sur le seul terrain encore incontrôlé, le Sud-Liban, concrétisant, à cette occasion, son alliance avec Israël. Le Sud continuait, en effet, d'abriter les camps d'entraînement de la résistance palestinienne et du Mouvement natio-

nal libanais.

Le 15 février, trois mois après l'entrée des troupes étrangères à Beyrouth, les milices chrétiennes, soutenues par l'artilierie israélienne, lancèrent une offensive qui allait leur permettre de contrôler, en quelques jours, la quasi-totalité de la région frontalière. S'ils avaient réussi à consolider leurs positions, les combattants phalangistes auraient « résolu » le problème de la lutte armée palestinienne en privant les fedayin du dernier front dont ils disposaient pour attaquer Israël. Par la même occasion, en introduisant directement l'Etat sioniste dans le jeu d'alliances, ils montraient à Damas qu'il lui fallait désormais tenir compte d'un contrepoids à son autorité.

C'était plus que ne pouvait accepter la Syrie, certes déterminée à controler les Palestiniens mais peu désireuse de laisser la droite jouer les forcestampons et prendre une trop large autonomie. D'où le prudent retournement d'alliance opéré par le régime du président Assad. Dès le mois d'avril, il permet à des forces palestiniennes de transiter par le territoire syrien pour aller renforcer les positions du Sud. Mieux, il ordonne à la Salka de participer à l'offensive qui se soidera par le reflux des troupes de droite et le rétablissement de la situation antérieure. Dès lors la guerre du Sud, marquée par un engagement croissant des forces israéliennes, ne va pratiquement plus connaître de répit.

Le 9 août, M. Begin fait monter

connaître de répit.

Le 9 août, M. Begin fait monter les enchères en reconnaissant publiquement que son pays apporte une aide directe à la droite et en proclamant la détermination d'Israël à a protéger » la communauté chrétienne du Liban. L'attitude de Damas se durcit alors à l'égard du « pays chrétien » : l'occupation s'y fait plus massive, le comtrôle plus sevère, la censure plus tatillonne. Ces rebondissements poussent insensiblement la Syrie à se prévaloir de sa nouvelle politique pour tenter de gagner la confiance des Palestiniens et les amener à accepter plus volontiers son autorité. Mais ceux-ci, maigré une apparente amélioration de leurs son autorie. Mais ceux-ci, maigre une apparente amélioration de leurs rélations avec Damas, sont demeurés réservés à l'égard d'un régime qui avait fait donner son artillerle contre eux et qui, depuis, encerclait de ses blindés les camps de réfugiés.

-«La Syrie, le rêve et la rupture»-

Un livre de Claude Palazzoli

ARQUEE dans les années 50 et 60 par « le radicalisme et la violence, l'instabilité et les déchirements », la Syrie est-elle devanue depuis 1970 un Elat « assagi », qui réhabilite la libre entreprise, « filite » avec les monarchies arabes et met au pas les fedayin palestiniens? Après le rêve, seralt-ce donc

Ancien professeur aux universités de Beyrouth et de Damas, Claude Palezzoli salt admirablement dépeindre l'ambiance dans laquelle a baigné une Syrie en pleine ébuilition, exprimer la tiuldité de son paysage politique. Pulsant sa docutentation à d'excellentes sources, l'auteur recense méthodiquement tous les tacteurs qui pèsent sur la vie politique syrienne : clivages régionaux, ethniques, religieux, socio-économiques ; oppositions villes-campagnes, nomades-sédentaires. Il fournit de préclauses indications sur la ganèse et l'orientation idéologique de l'armée et du parti Baas, les affinités entre ces deux institutions. Il met en reliei les constantes (interventionnisme des militaires) et les variantes (alternances dic-tature-démocratie, conservatisme-progressisme) du jeu politique : li expose les conséquences positives des premiers coups d'Etat militaires « qui ont préparé Il analyse aussi les causes de l'union avec l'Egypte, puis de la sécession, et souligne le contraste entre les mérites de la politique économique du régime de Salah Jedid (1966-1970) et le caractère - aventuriste » de sa diplomatie.

Le lecteur ne s'aitardera sans doute pas à certains détails contestables icernant, par exemple, l'ordre de succession de Abd er Razzag el Dandachi et de Sabri el Assali à la tête de la Ligue d'action nationaliste, le lien de parenté entre Antoun et Abdailah Saadé, leaders du P.P.S., ou l'évaluation des effectits du Baas en 1958. Mais on jugara tout de même un peu hâtil le jugement selon lequel - les Frères musulmans ne sont jamais parvenus en Egypte et en Syrie à faire de leur association un mouvement politique à racines populaires étendues. ». Ce qui conduit l'auteur à ne consecrer que dix-huit lignes à ce mouvement intégriste actualisment en plain assor.

On regrettera ausci que certains aspects de l'évolution de la politique syrienne soient un peu escamotés : à peine le phénomène de la formation récente - pour la première fois dans l'histoire de la Syrie moderne - d'un apparell d'Etat centralisé et amniprésent est-il efficuré. On comprend des lors l'étonnement de l'auteur : « Comment concevoir qu'en ausai peu d'années l'impétueuse Syrie ait à ce point changé, viellii ? » L'intervention syrienne au Liban, en 1976, est présentée comme une « faute » du président Assad, qui serait tombé dans un « piège », sans que l'auteur tienne grand compte du « grand dessein national » poursulvi par Damas depuis 1970 pour rassembler sous son égide les membres épars de la Grande Syrie historique (Liban, Palestine et Jordanie).

La régime de Halez el Assad n'a sans doute pas abandonné le rêve unitaire. Mais les hommes d'Etat ont succédé aux cheis révolutionnaires...

(1) Claude Palazzoli, le Rêve et la Rupture, Editions Le Sycomore, 72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. 1977, 293 pages, 47 F.

eu davantage de succès. Par contre, la Syrie est parvenue à semer des gernes de division à l'intérieur de ce dernier, en amenant le Parti socialiste progressiste (P.S.P.), dirigé par M. Walid Joumblatt, à se joindre au Peront parione au progressiste progressiste au Peront parione a M. Walid Joilmblatt, à se joindre au Front national pro-syrien créé le 12 septembre. Opération qui etit été impossible sans l'assassinat, le 16 mars, de Kamal Joumblatt, dont l'hostilité à l'intervention de Damas au Liban ne s'était jamais démentie. C'est d'ailleurs sous précente de mettre un terme auty représsibles déaleachées d'ailleurs sous prétexte de mettre un terme aux représailles déclenchées contre les chrétiens de la région, à la suite de cette disparition que cinq mille hommes de la FAD avalent investi le Chouf, fief du principal dirigeant de la gauche libanaise. Le terrain occupé, il fallut bien six mois pour contraindre le fils de Kamal Joumblatt à souscrire à un accord qu'il ne pouvait accepter qu'à contrecœur. Une tactique similaire a été suivie à l'égard d'une autre organisation appartenant au Mouvement suivie à l'égard d'une aufre organi-sation appartenant au Mouvement national, le Parti populaire social (PPS.), implanté dans le Koura, région qui avait été investié durant la guerre civile par la droite. En en reprenant le contrôle et en permet-tant le retour des habitants qui avaient fui par crainte des repré-sailles, l'armée syrienne se donnait de puissants movens de pression pour se puissants moyens de pression pour se rallier le P.P.S. Une scission officielle du Mouvement national Ilbanais, qui aurait représenté le seul succès important de la Syrie dans la vie politique libanaise et qui aurait provoqué l'isolement du parti communiste, de l'O.A.C.L. (4), des Mourabitoun (5) et du Baas pro-irakien, n'a finalement été empêchée que par l'annonce du voyage du président Sadate à Jérusalem.

Au Liban le cérime de Davas pe

Au Liban, le régime de Damas ne s'est pas borné à diviser le Mouve-ment national II a aussi cherché à neutraliser des personnalités dont l'hostilité était manifeste. Après avoir été victime de trois tentatives d'assas-sinat. M. Raymond Eddé a été contraint à l'exil. Les émissaires du président Assad ont été chargés de la tâche difficile de remettre en selle les directions politiques musulmanes traditionnelles que la guerre avait plus ou moins rejetées à l'écart. A Tripolt, dans le nord du pays, où les troupes syrieunes se comportent en armée d'occupation et contraignent la gauche à la clandestinité, l'entente n'a été cordiale ni avec M. Rachid Karamé, dirigeant local important et ancien premier ministre, ni avec M. Farouk Mokadem, son jeune rival. Dans le Sud, chaque fois que les relations s'amélioraient avec l'imam Moussa Sadr, chef spirituel et poli-tique des musulmans chiites, elles se dégradalent avec M. Kamel El Assasd, dirigeant féodal également

Face aux initiatives égyptiennes

L'INITIATIVE du président Sadate est venue bouleverser les données du problème. L'occupation du Liban par l'armée syrienne n'avait été possible que grâce au consensus arabe réalisé lors du « sommet » de Ryad, le 16 octobre 1976. Placée sous l'égide de l'Arabie Saoudite, cette conférence le 16 octobre 1976. Placée sons l'égide de l'Arabie Saoudite, cette conférence avait été marquée par la réconcilia-tion du Caire et de Damas, dont la querelle ouverte datait de la signature par l'Egypte, le 3 septembre 1975, du deuxième accord de dégagement des forces dans le Sinal En décidant de se rendre à Jérusalem, le président Sadate rompait, pour la seconde fois DODE la fragile solidarité arabe restaurée non sans mai un an plus tôt.

Les conditions de la présence syrienne au Liban s'en sont trouvées modifiées. En particulier, la nécessité de resserrer les liens avec l'O.L.P. et le Mouvement national libanais est devenue impérative. Le projet syrlen de provoquer une rapture du Mouve-ment national a été mis en veilleuse. Des contacts officiels ont même été Des contacts officiels ont meme ele-pris, pour la première fois, avec ce Mouvement en vue d'organiser une grande manifestation populaire à Beyrouth-Ouest — la première depuis l'intervention militaire de Damas —

contre l'initiative égyptienne. contre l'initiative égyptienne.

Mais les mécanismes de l'alliance conflictuelle n'ont pas été détruits pour autant. Ainsi, au lendemain de l'annonce du voyage à Jérusalem, Damas a une fois de plus, demandé à l'O.L.P. de retirer ses troupes du Sud-Liban pour enlever à Israël tout prétexte à la poursuite d'une offensive militaire déjà largement engagée. Conscients de leur relative position de force, les Palestiniens ont cependant refusé de se plier à cette condition. Ne faisant plus de ce retrait un préalable, la Syrie s'est alors décidée à déclencher une campagne commune d'opposition à la politique du président égyptien.

Dans la méfiance réciproque,

Dans la méfiance réciproque,

l'alliance entre l'O.L.P. et la Syrie a été ainsi quelque peu restaurée. Jusqu'à quand? Elle a des chances de Jusqu'è quand? Elle a des chances de durer tant que les deux parties resteront exclues d'un règlement de paix. Pour M. Arafat, comme pour M. Assad, la solution nègoclèe reste la seule perspective de solution du conflit du Proche-Orient. Ils sont, l'un et l'autre, engagés dans une stratégle qui ne diffère pas, quant au fond, de celle de M. Sadate, Mais ce dernier, en prenant de l'avance sur eux, en faisant cavaller seul et en reconnaissant pratiquement l'Etat d'Israël sans contrepartie, les a placés dans une dangereuse position d'isodans une dangereuse position d'iso-lement et a fait surgir le spectre d'un règiement séparé. Le front qu'ils ont alors été amenés à constituer à Tripoli avec les Etats et les mouvements hostiles à un réglement négocié s'explique par des nécessités tactiques.

Mals ce rapprochement est loin de correspondre à une modification profonde de stratégie. Car ni pour la Syrie ni pour l'O.L.P. il ne peut être question de se ranger de façon durable dans le camp du Front de refus arabe. D'un autre côté, is ne peuvent se joindre à la négociation — au risque de provoquer une profonde crise avec les pays réunis à Tripoli et, probablement, un éclatement fatal de la centrale palestimente intal de la centrale palesti-nienne — que s'ils obtiennent l'assu-rance de substantielles concessions israéliennes concernant la Cisjordanie et le Golan. C'est, en définitive, cette situation d'attente inconfortable qui favorise le rapprochement actuel de l'O.L.P. et de la Syrie.

l'O.L.P. et de la Syrie.

L'initiative du président Sadate pourrait aussi avoir pour conséquence de mettre une sin brutale à l'impasse libanaise. L'alliance fragile entre l'O.L.P. et la Syrie se consoliderait si des propositions acceptables, visant à inclure l'une et l'autre dans un règlement de paix. étaient avancées. Par contre, elle volerait en éclats—entrainant la sin sanglante du gel » de la situation libanaise—si des perspectives étaient ouvertes au seul M. Arafat ou au seul M. Assad. Car, en réalité, il y a un peu plus d'un an la guerre civile et les multiples l'ut te s'd'influence qui l'ont accompagnée n'ont pas connu leur terme seul seul des perspectives d'un pas connu leur terme seul seul l'ont pas connu leur terme seul seul l'ont pas connu leur terme des leurs d'influence qui l'ont pas connu leur terme seul l'ont pas connu leur terme des la conseque de l'ont pas connu leur terme des la conseque de l'ont pas connu leur terme de l'accempagnée n'ont pas connu leur terme de la conseque de l'ont pas connu leur terme de l'accempagnée n'ont pas connu leur terme de la consequence de l'accempagnée n'ont pas connu leur terme de la consequence de la consequence de la consequence de l'accempagnée n'ont pas connu leur terme de la consequence de la consequence de la consequence de l'accempagnée n'ont pas connu leur terme de l'accempagnée de l'accempagnée de l'accempagnée de la consequence de l'accempagnée de l'accempagnée de l'accempagnée de l'accempagnée de la consequence de la consequence de l'accempagnée de la consequence de l'accempagnée de la consequence de l'accempagnée de la consequence de la consequence de l'accempagnée de la consequence de la consequence de l'accempagnée de la consequence de l'accempagnée de la consequence de l'accempagnée de la consequence de l'ac accompagnée n'ont pas connu leur terme final : elles ont simplement été interrompues. La relance de la négo-ciation israélo-arabe remet donc en danger le Liban et les populations qu'il abrita qu'il abrite.

(1) Le projet ne semble pas tout à fait shandonné comme l'indiquerait cette déclaration récente de M. Zohair Mohsen, chef de la Salka : « Nous sommes convenus que M. Arajat pourrait rester à la tôte de l'O.L.P. dès lors qu'il a accepté de se soumettre à la volonté, de la grande majorité de la résistance. « (Le Monde du 3 décembre 1977.)

(2) Front démocratique pour la sibé-ration de la Palestine, dirigé par M. Nayel Hawaimeh

M. Nayel Hawatmen.

(3) Le Front populaire pour la libération de le Palestine - Commandement général est une formation appartenant au Front du refus. La scission favorable à la Syrie a été conduite par M. Ahmed Jebril lui-même, chêf du FPL.G.-C.G. La majorité est cependant restée fidèis aux positions antérieures de l'organisation.

(4) L'Organisation d'action communiste au Liban dérend des positions très pro-ches de celles du parti communiste dont elle sat partiellement issue. (5) Les Mourabitoun constituent une organisation d'obédience nassérienne dirigée par M. Brahim Kolellat. En dépit de multiples tentatives, la Syria n'a pas réusal à se les railler.

والمستدار المهجون

ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES Nº 22 - OCTOBRE 1976 - JANVIER 1977

Président-Fondateur : Gaston BOUTHOUL Secrétaire Général : René CARRÈRE

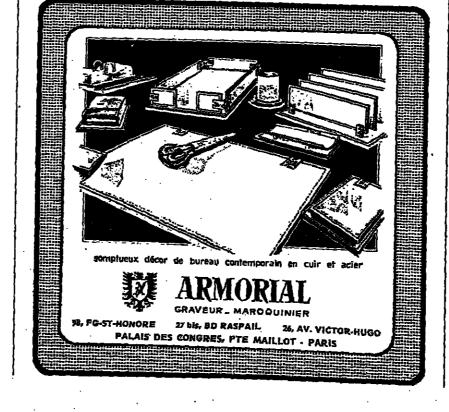
- Goston BOUTHOUL et Rané CARRÈRE: La violence mondiale de
- 1968 à 1976 (de la paix à la guerre et de la guerre à la paix). • Louis GERMAIN : L'Amérique latine et les situations belligènes (avec séquence prospective 1977-2007).

Un projet de recherche 1978-1979 et de livre de l'I,F,P,:

LE CHAMP DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

(des origines de l'humanité à 1978, avec notamment quatre mille guerres et révolutions, d'Alexandre le Grand à Mao Tse-toung, analysées avec

Le numéro (120 pages) ; 15 F français (frais d'expédition compris). Envoyé sur demande (avec mandat ou chèque de 15 F français) adressé à : INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOLOGIE Hôtel national des Invalides 129, rue de Grenelle, 75007 PARIS





LA POÉSIE **PALESTINIENNE** ENTRE LA BLESSURE ET LE RÊVE DE LA TERRE

Par TAHAR BEN JELLOUN

« Je suis venu d'une famille d'argile et du verset « Amen » sur les épaules du passé sur les épulies au passe favais un rêve, une mère favais un suc d'étolles je suis venu de n'importe où des promesses d'une jemme blessée je suis sorti de la déchirure d'un tissu » (...) (1).

ELUI qui parle est un soldat, un combattant des sables, né sous la tente, dans un camp de réfugiés, avec une identité vacillante, une identité à reconquérir, un nom à porter et à défendre. C'est un enfant de la blessure et du rêve. Un rêve fou : une patrie, une terre et l'olivier. Le soldat est aussi un poète. C'est la voix de Mahmoud Darwich, poète de la résistance palestinienne.

La poésie paiestinienne est contem-poraine du temps brutal et de l'histoire falsifiée. Le peuple palestinien, expulsé de sa terre, dissémine entre les tentes noires et le désespoir, a tôt élevé la voix Pas uniquement pour clamer des discours, mais aussi pour dire le quo-tidien de la mémoire entassée dans les camps, dire le rêve urgent, celui d'origine.

Aucun peuple n'a vécu sans poésie. Aucun peuple na vecu sans poesse. Le peuple palestinien, peut-être plus que tout autre peuple, a mêlé la poésie à la lutte pour la survie, au combat militaire, à la résistance. C'est ce qui explique que la poésie palestinienne est d'abord un outil de combat qui se soucie peu des modes littéraires.

cela n'enlève rien à sa qualité et à sa force. Elle a suivi de près l'évolution politique. Ainsi, des poèmes des années 60 où le Palestinien cherche à faire entendre sa voix, on est arrivé aujourd'hui à des poèmes qui témoignent de la détermination d'un peuple à recouvrar sa terre et son identité. Poésie pour l'existence, essentielle dans la mémoire du peuple, exigeante, elle dérange. Sa portée est réalle, d'où la subversion redoutée, notamment par les autorités d'occupation. Rares les institutions politiques et militaires qui n'ont pas essayé d'étouffer la voix du poète. Un grand poète palestinien, très populaire. Hummayad, fut assassiné en 1950 par l'occupant en Galilée. Il était aimé parce qu'il parlait pour ceux qui n'avaient pas droit à la parole. Sa poèsie était contagieuse. Les chants de Hummayad continuèrent de circuler dans les camps, sous les tentes. Ce n'était pas la première fois qu'une voix était étouffée. Le poète marocain Abdellatif Laâdi rappelle dans son anthologie (2) le texte d'un jeune Palestinien anonyme qui fut pendu un matin de 1936 : O nuit
Laisse le prisonnier terminer ses lamentations
Ne crois pas que c'est la peur
qui me fait venir les larmes
je pleure sur ma patrie
et sur les enfants que fai laissés à la maison
Qui les nourtira après moi
alors que mes deux frères
avant moi
ont été pendus...»

Dans Chronique de la douleur palestinienne, Mahmoud Darwich, repondant à la poétesse Fadwa Tougan

t Depuis vingt ans A jette sa chair à l'oissau, aux pois A la jette dans toutes les directions

était un champ de mais et de jommes de terre n'aimait pos l'école almait la prose et la poésie

DES AMBASSADES

(_.) Il était facile comme l'eau simple comme le diner du pauvre... »

(4) Le tirage des recuells de Darwich dépasse généralement dix mille exem-plaires.

6 décembre dans les salons de l'am-

● M. Appagny Tance, ambassadeur

de Côte-d'Ivoire en France, a offert une réception le 7 décembre à l'occa-

sion du dix-septième anniversaire de

• Le chargé d'affaires du Kénya

et Mme Simani ont donné une récep-tion le 12 décembre à l'occasion de

A l'occasion de son départ, M. An-dré Guillabert, ambassadeur du Séné-

la proclamation de l'indépendance.

leur arrivée à Paris.

« Nous n'étions pas, avant Juin, des nouveau-nés c'est pourquoi notre passion ne s'est pas émiétiée entre les chaînes voici vingt ans, o ma sœur que nous n'éctivons pas des poèmes mais que nous combattons.»

(1) La Plainte du soldat éloquent, poème paru dans Afrique-Asie, nº 99, tra-duit de l'arabe par T.B.J.

(2) Abdellatif Laåbi, la Poesis pales-tinienne de combat, êd. P.J. Oswaid, Paris/Atlantes, Casablanca, 1970. (3) Rached Hessine, mort accidental-lement l'hiver dernier à New-York, est un poète qui a appartenu à plusieurs courants de la poèsie palestinienne. Il était très lu et aimé. Après sa mort, Mahmoud Darwich écrivit un long poème à sa mémoire. Il dit de lui :

M. Said Abdallah Salman, ambas-

sadeur des Emirats arabes, a offert

une réception le 1º décembre à l'oc-

■ L'Association des amitiés franco-

albanaises a organisé une journée de

l'amitié franco-albanaise le 3 décembre

à la salle Wagram, en présence de

M. Dhimiter Lamani, ambassadeur de

la République populaire socialiste

A l'occasion de la visite de

M. Jorge Diaz Serrano, directeur gé-néral des pétroles mexicains, l'ambas-

sadeur du Mexique et Mme Flores de

la Pena ont donné une réception le

casion de la fête nationale

d'Albanie en France.

CARNET

Pour Samih Al Qassim, poète des territoires occupés, la poésie n'est pas seulement un combat, c'est aussi le souffle de la vie : « La poésie pour moi veut dire : je suis vivunt, femiste. » Exister. Exister en dehors des légendes lassantes semées par les ancêtres, être de la terre, être la terre même, c'est cela la quête de l'identité Samih Al Qassim, né en 1939 à Zarqah, rive orientale du Jourdain, n'a pas quitté la terre de ses ancêtres. Il a refusé l'exil, et il a fait de ce refus une résistance et un symbole. Il dit : « La mère symbolise les Anbes qui sont restés à l'intérieur du pays. » Son premier recueil — en vers rimés — a paru en 1958. Son titre : Cortège du soleil. Mais c'est avec la défaite de soleil. Mais c'est avec la défaite de juin 1967 que la poésie palestinienne a jailli comme l'urgence d'une nou-velle naissance. « Le 5 juin 67, je suis né de nouveau », dit Samih Ai Qassim. Il écrit :

du mois de fuin dernier nous avons retourné à la mort ses valises diplomatiques

le cinq du mois de juin dernier nous avons démuni le vent occidental de toutes les décorations entachées du sang des enjants et de la honte [des décombres (...) mais pour que tout_le monde

ce que j'ai dit je le répète le 5 juin dernier nous sommes revenus au monde.»

Avec cette génération de poètes palestiniens, nous sommes loin du courant pessimiste et lyrique de la poésie arabe en général. Il y a là pins qu'un appel à la résistance ; il y a la naissance d'un homme arabe nouveau, l'homme du refus qui martèle les mots dens la violence de l'histoire. dans la violence de l'histoire, l'histoire

dans la violence de l'histoire, l'histoire d'une révolution.

La réalité des camps et de l'exclusion, le vécu de la blessure et de la brutalité, imposent au poète palestinien la rupture avec la rhétorique classique et le refus de la lamentation. C'est une poésie qui se démarque d'un passé récent ou lointain, empreint de nostalgie; elle ne fait pas de concessions; elle dit la chute des masques et « la truhison des frères ». La rupture ne signifie pas l'abandon du patrimoine populaire. Au contraire, un poète comme Al Qassim a su revaloriser et intégrer ce patrimoine menacé de disparition dans cette nouvelle vision. C'est ce que fit, avec la même exigence, Tawfiq Az Zayad, qui fut aussi est resté en Galilée. Il n'a pas quitté sa terre. Il a voulu être, avec son peuple.

son peuple,
« gardiens de l'ombre
des orangers et des oliviers
Il dit, dans l'étreins vos mains,
s'adressant à ceux qui tentent de le
déloger:

« Nous semons les idées comme la [levure dans la pâte nos nerjs sont de glace mais nos cœurs expulsent le jeu si nous avons soif nous presserons
[les pierres nous mangerons de la terre

si nous avons faim. MAIS NOUS NE PARTIRONS PAS et nous ne serons pas avares (de notre sang

notre avenir... s

Fadwa Touqan est née à Naplouse où elle resta après l'occupation de 1987. Témoin de la défaite et objet de l'humiliation quotidienne, elle dit la blessure évidente et insiste sur la haine qu'on a déposée dans son corps :

« O ma haine terrifiante . ils ont tué l'amour en moi ils ont transformé le sang [de mes veines en glycérine et goudron. »

Mme Hersleb Vogt ont offert un

■ Le directeur du bureau d'infor-

A l'occasion de l'anniversaire du

roi Birendra Bir Bikram Shah Dev,

l'ambassadeur du Népal et Mime T.N. Uprairy ont offert une réception le

Nécrologie

On annonce le décès de M. David

mation des Communautés européennes et Mme François Fontaine ont donné

une réception 1: 19 décembre.

cocktail le 14 décembre.

23 décembre,

On reprocha à un certain moment à Mahmoud Darwich d'avoir quitté les territoires occupés. (Il partit pour un an à Moscou puis revint s'installer à Beyrouth, où il dirige aujourd'uni la revue Chou'une Falas-

tenia, qu'édite le centre de recherches de l'OLP.) Tout à fait à ses débuts, Darwich avait écrit un poème Carte d'identité, devenu l'un des poèmes les plus célèbres de la poésie palesti-

ristris je suis arabe le numéro de ma carte est cinquante mille j'ai huit enfants et le neuvième... viendra après l'été te mettras-tu en colère?

je suis arabe je suis arabe je travaille avec mes camarades de peine dans une carrière j'ai huit enjants je leur arrache du roc le pain les habits et les cahiers et je ne viens pus mendier à la porte et je ne me plie pas devant les dalles de ton seuil te meitras-tu en colère?

et faime par-dessus tout l'huile d'olive et le thym

Dans ce poème, clair et direct, se reconnaîtrait tout homme à l'identité confisquée, humilié par une autorité occupante. Poème-tract, militant, il fut nécessaire au moment où l'entité palestinienne ne s'était pas encore imposée au monde. Mahmoud Darwich considère que ce poème est aujour-d'hui dépassé, dans sa forme comme dans son contenu. Quand le public le lui réclame lors d'un récital, il refuse de le dire et se met en colère, car c'est politiquement que ce cri est dépassé. Continuer à le clamer serait ne pas tenir compte de l'évolution de la résistance et de ses acquis.

Les derniers textes de Mahmoud Darwich déconcertent ceux qui s'attendent à trouver une poésie de résis-

dent à trouver une poésie de résis-tance classique, avec des slogans et des morceaux de bravoure. Mahmoud Darwich, devenu en quelque sorte l'« ambassadeur du rêce palestinien »,

a su éviter le piège de l'événementiei et du circonstanciel. Non seulement il a contribué à donner à la poésie palestinienne de nouvelles dimensions, mais il a participé, au même titre que le poète syrien Adonis, à la révolution de la poèsie arabe d'aujourd'hui. Riche et difficile, complexe et très élaborée, la poésie de Darwich dépasse de loin le cadre d'une poésie de résistance et s'impose à l'avant-garde de l'écriture arabe.

On ne peut pas en dire autant de la poésie de Moine Bessissou, connu pour son art du récital. Il sait parler aux foules. Il a vécu la guerre civile du Liban et a été témoin de la chute de Tell-El-Zaatar. Cette présence sur les lieux de la tragédie l'a incité à écrire quotidiennement des poèmes dans le courant du réalisme symbo-lione.

Les camps et les massacres

L A jeune génération, celle qui s'af-firme en ce moment, ne tranche pas beaucoup sur le groupe Qassim-Tougan-Darwich. Eile n'a pas plus d'audace dans le processus de refus et de rupture avec la poésie arabe classique. Disons que ces voix nou-velles ont tendance à politiser encore plus leurs écrits. plus leurs écrits.

plus leurs écrits.

Khaled Abou Khaled, né en 1944 en Cisjordanie, travaille avec minutle la structure du poème. Sa démarche voudrait répondre à ses convictions marxistes. Ayant vêcu et étudié au Caire, on sent encore dans sa poésie

l'héritage des deux poètes égyptiens qui ont marqué la génération des années 60, Abd Assabour et Ahmed Higazy.

Voix paysanne, Khaled Abou Khaled ne s'écarte pas des thèmes constants de la poésie palestinienne : la terre, le retour. La terre chantée avec lyrisme. Un chant à plusieurs voix, une façon de dire la complexité d'un vécu en sugners. Cette parale est eussi celle en suspens. Cette perole est aussi celle de la simplicité et de la sérénité, celle de la lucidité qui nomme les choses, comme dans cet extrait d'Un

 Vers toi, je suis emporté par l'oiseau de la nostalgie qui s'empare d'un petit ruisseau et d'une branche d'olivier où reposer ses alles

derrière une saison de verdure.

(...) Ces temps cruels, entendront-ils un jour la voix d'un sage annonçant l'approche de notre Jérusalem? »

Auteur de cinq recueils, Khaled Abou Khaled vient de publier Ne me connaît que l'olivier, poème sur la guerre civile du Liban, où il était parmi les combattants.

Ahmed Dhahbour est, sans conteste, la révélation de ces dernières années.

Certains le considèrent comme le nou-

certains le considerent comme le nou-veau Darwich. Après le massaire de 1970 à Amman, il publia Karbala, un des plus beaux textes de cette nou-velle génération des camps et des massaires (Jordanie, Liban).

D'origine très pauvre, ce garçon nu et pur a introduit dans la poésie palestinienne la réalité du camp. Sobre et d'une lucidité amère, Dhah-

bour s'efface derrière ce qu'il écrit. Il ne veut pas bouleverser l'écriture, mais-dire, dans le langage des reclus sous les tentes, ce que l'époque fait subir à sa famille, à son peuple. Dans ce qu'il dit, il y a pudeur et vérité. Il désigne avec l'exigence de l'enfant ce qu'il ne peut supropter Sana démadesigne avec l'exigence de l'enfant ce qu'il ne peut supporter. Sans déma-gogie Sans rhétorique. Il est là où il pense qu'il doit être : parmi les plus déshérités, parmi ceux qui luttent. Tout en étant très proche de Darwich, il se réclame plutôt des grands poètes classiques comme Al Mutannabi et Al Maari. Le Pulmier d'Amman est un de ses rodrass sur la massecre. un de ses poèmes sur le mas de 1970 :

« Ils sont partis...
ils m'ont laissé sur le tronc du palmier
f'ai alors grandi à travers ses branches
f'ai grandi avec elles
et, à témoin, je prenais le vent qui caressait mes blessures:
des casques des soldats, une patrie tombait en loques
des fenêtres du palais me parviennent les aboiements
un toit tombe sur la tête d'un enjant
le cri d'une mère affligée
elle célèbre l'entrée des Rois au village tranquelle elle célèbre l'entrée des Rois au village tranquille Abandonne à mes rêves brisés, je poussals dans la sève du palmier je suis devenu son parfum et son fruit... Et st un jour ûs veulent me brûler, jeu je deviendrai et je prends le vent à témoin... »

gal, a offert une réception le 13 décembre. • Pour fêter leur retour à Bruce, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Paris, survenu à Washington Paris, l'ambassadeur de Norvège et

MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën: mettre à votre disposition, à travers sa gamme 1978, allant de la LN à la CX Prestige, la voiture la plus adaptée à vos goûts.

La nouvelle LN 3 CV, comme l'éternelle 2 CV, les nombreuses GS, comme les CX les plus récentes, toutes correspondent à un besoin précis de conduire.

Le département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars se tient prêt à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

FILIALE DE S.A.CITROEN 6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Telex:TT CTTRO 204.833 F, Tel.:567.55.62 +

CITROEN

D'autres poètes méritent d'être connus, notamment May Såegh, qui n'a certes pas la force de Fadwa Touqan, mais qui est une des voix les plus pertinentes. Il faut aussi citer Mourid Al Barghothi, Sakhr. Yahia Al Badaoui, etc. (3).

Abou Assadaq — la cinquantaine — tient une place à part. C'est un conteur. Un homme du peuple qui préfère raconter et parier plutôt qu'écrire. Il s'empare de l'événement et le raconte avec sensibilité et humour. Pour lui, un poème est une rencontre, rencoutre avec la réalité qui se soulève dans le feu, dans le chant, dans la danse. Il célèbre le poème de la terre fêlée face à la foule qui ne se laisse plus bercer par le nostalgique de Oum Kalsoum ou alors la démagogie et l'opportunisme d'un poète comme le Libanais Nizar Qabani, connu pour chanter le corps Qabani, connu pour chanter le corps

de la femme, mais qui a remplacé dans ses textes la femme par la Palestine.

Le public du monde arabe reste très attentif à la poésie palestinienne. Lors du dernier passage de Mahmond Darwich (4) au Festival de Carthage (avec Adonis et Qabani), le théâtre de plein air était archi-comble : plus de cinq mille auditeurs.

Concluant son anthologie, A. Lažbi écrivait en 1970 : « Ainsi, jaisant fi des frontières créées par l'occupant, par-dessus les rives et les rampes, les rajales des combatiants en même temps que les poèmes de Darwich, Al Qassim, Az Zayad et de tous les poètes palestiniens se répondent nuit et jour en un dialogue hautement poétique et révolutionnaire. »

Parlant des enfants de 1948, Al Qassim dit :

« O mes trères bruns et nus révant d'un drapeau O mes frères éparpillés et ô mon poème malheureux nous avons encore à poursuivre l'oraison des justes il reste encore une tigne avant de boucler l'histoire. »

Les poémes de Darwich, Al Qassim, Touçan ont été traduits par A. Laabi. Les es de Dhahbour et d'Abon Khaled l'ont été par Fayez Maiss.

CITROENA

GRACE AUX PÉTRODOLLARS ET A LA TECHNOLOGIE

Le Soudan peut-il devenir le grenier

A UJOURD'HUI l'un des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde, le Soudan, s'apprête à devenir, avant la fin du siècle, le grenier du Proche-Orient et du monde arabe. Le contraste entre son avenir brillant et ses difficultés actuelles dessine la tolle de fond de toute la vie économique et politique du pays.

Avec ses 2 milions et demi de kilomètres carrès, superficie comparable à celle de l'Europe occidentale, le Soudan est le plus grand pays d'Afrique. Depuis la plus haute antiquité il jette un pont entre les deux mondes du continent, noir au sud, arabe au nord. Le rôle de trait d'union per mange d'alleurs nes d'eutraines. arabe au nord. Le rois de trait à finion ne manque d'ailleurs pas d'entraîner de nombreuses difficultés : depuis l'indépendance, en 1956, le Soudan a connu tous les soubresauts de la violence politique, du coup d'Etat à la guerre civile.

La guerre civile entre les provinces du Sud, noires, animistes et chrétiennes, et le pouvoir central, arabe et musul-man, déclenchée à la veille de l'indépendance, n'a pris fin qu'en 1972 : le Sud, écrasé, obtient néanmoins, par les accords d'Addis-Abeba, la plus large autonomie administrative.

Le général Nemeiry a dû subir, depuis ceiui qui le porta au pouvoir en 1969, uns quinzaine de coups d'Etat dont l'un au moins n'a dû qu'à l'intervention étrangère l'èchec sangiant où il s'est achevé. En juillet 1971, une insurrection d'officiers libéraux et communistes écarte pendant quelques jours le général Nemeiry des affaires. Recouvrant le pouvoir par un contre-coup d'Etat appuyé par l'Egypte et la Libye, le général installe sa dictature par une répression féroce, où le partit communiste soudanais, l'un des plus importants et des mieux organisés du continent, disparaît. En juillet 1976 une tentative de coup d'Etat, organisée par l'opposition musulmane intégriste, se solde par un miller de morts; elle soute par un inimer de morts ette entraîne la formation d'une sorte de Sainte Alliance entre les régimes de Khartoum, du Caire et de Ryad, scellée par l'exécution d'Abdel Khalek Mah-joub, secrétaire général du P.C.

Jointe à l'extrême pauvreté d'un pays qui doit encore importer le quart de ses ressources alimentaires, cette de ses ressources aumentaires, teste instabilité permanente a longtemps détourné l'attention des immenses possibilités agricoles du Soudan. La conjonction de deux événements va les mettre en lumière. D'une part, la conférence mondiale de l'alimentation, réunie à Rome en novembre 1974, souligne, pour la première fois sur le plan international, que le Soudan est l'un des trois grands producteurs

• L'EXPLOITATION DE LA FOR-CE DE TRAVAIL AU SOUDAN : l'université de Vincennes vient de pu-blier sous ce titre une analyse détaillée des rapports de production au Soudan reprenant les passages essentiels d'une thèse présentée par Bernard Founou-Tchuigous. (Publications du département d'économie politique de l'univer-sté de Vincennes, 12, route de la Tou-relle, 75571 Paris Cedex 12. — 62 pages, 10 F.).

● COLLOQUE. — La section souda-naise de la Chambre de commerce franco-arabe (138, bd Haussmann, 75008 Paris) organise à Khartoum, du 31 janvier au 2 février prochains, un colloque destiné à faire connaître aux industriels français les possibilités du

potentiels de denrées agricoles. D'autre part, vers la même époque, les pays arabes producteurs de pétrole, formés pour la plupart de régions arides ou semi-désertiques, prennent conscience de le ur dépendance alimentaire à l'égrand de l'Occident et décident de l'égard de l'Occident et décident de lancer un vaste programme de dévant loppement agricole de la région, visant à terme l'autosuffisance du monde arabe.

En raison de ses potentialités et de ses difficultés à les exploiter, le Sondan est choisi comme premier terrain d'application de ce plan financé par le Fonds arabe de développement économique et social (FADES); établi au Kowelt, ce fonds, créé par la 'igue arabe en 1971, est alimenté par le surplus pétroller, c'est-à-dire l'excédent de la balance des paiements courants des pays qui y cotisent. Les ministres des finances de la Ligue arabe, réunis à Dakar en avril 1976, mettent sur pied l'organisme qui sera plus particulièrement chargé de gérer les investissements agricoles: l'Arab Aid for Agricultural Investment and Development (A.A.A.LD.), qui n'a véritablement commencé à fonctionner qu'au début de cette année à propos du Soudan. Le Soudan est loin encore d'avoir mis en valeur l'ensemble de ses terres Le Soudan est loin encore d'avoir mis en valeur l'ensemble de ses terres cultivables. Bien qu'un tiers environ de son territoire soit désertique, c'est un pays à vocation essentiellement agricole, arrosé par le Nil, qui le traverse de part en part, et présentant une vaste gamme de climats et de sols, depuis le Bahara, au nord, à la forêt équatoriale, au sud. D'ores et déjà, l'agriculture, qui contribue pour 40 % au P.N.B. et représente 98 % des exportations, constitue la principale activité. Dans un pays où le taux de la population rurale est parmi les plus forts au monde, elle emploie 30 % de la population active. Grâce au Nil, dont les deux grandes branches confluent la population active. Grâce au Nil, dont les deux grandes branches confluent à Khartoum, le problème de l'eau, crucial en zone tropicale, est résolu par l'irrigation. Une série d'accords èxypto-soudanais règissent le partage des eaux du Nil entre les deux pays et assurent au Soudan des quantités largement suffisantes pour arroser ses cultures actuelles et à venir. Pourtant, sur les 840 000 kilomètres carries de terres fertiles recensées par les des confluences de les ses de les ses de les de le de terres fertiles recensées par les experts de la conférence de Rome le long des fleuves, seuls 72 000 kilomètres carrés, soit environ 8,5 %, sont effectivement exploités.

Grands travaux et main-d'œuvre

DEUX projets prioritaires doivent bientôt réaliser la liaison par route asphaltée de Khartoum à Kadougli (950 kilomètres) et à Port-Soudan, via Ouad-Medani (1150 kilomètres). La priorité accordée à cette llaison entre la capitale et Port-Soudan, en conra de construction avec l'aide de six cents coopérants chinois, répond au moins autant à des impératifs et patésiques qu'économiques : opérant en effet un vaste détour par le sud, la route, après avoir sulvi le cours du Nil Bleu, longe une bonne partie de la frontière éthiopienne jusqu'à la mer Rouge. Prenant en considération le handicap des moyens de communication, les plans établis par le FADES prévoient une 20 % des crédits du presentre de la constant de la co plans établis par le PADES prévolent que 20 % des crédits du programme de développement seront affectés aux travaux publics d'infrastructure rou-tière. En dehors des pays arabes, des crédits accordés par la C.E.E., l'Italie, le Japon et la Banque mondiale

Par CHRISTOPHE BATSCH

Cette mise en valeur a pris, dans la riche plaine de Gezireh, située entre les deux branches du Nil, an sud de Khartoum, un tour particulièrement original pouvant servir de modèle au développement d'autres régions. La plaine de Gezireh, la «plus grande ferme du monde», est entièrement consacrée à la culture du coton. Depuis sa mise en valeur vers 1925, à l'initiative du Sirdar, une organisation triangulaire as socie le gouvernement soudanais, anquel incombent les travaux d'infrastructure et d'entretien, le Gezira Board, organisme chargé de la rotation des cultures et de l'amélioration de la production, et les quatre vingt-seize mille métayers qui quatre vingt-seize mille métayers qui s'engagent à cultiver leur lopin d'une dizaine d'hectares sous le contrôle des conseillers du Board. Les profits sont répartis entre les trois associés : 44 % répartis entre les trois associés : 44 % au fermier, 40 % au gouvernement, 10 % au Gezira Board. Le reste est partagé entre les autorités locales et diverses mutuelles d'entraide sociale. Aujourd'hui le Gezira fournit 75 % du coton soudanais et le marché du chei-lieu, Ouad - Medani, est d'une abondance gargantuesque. L'efficacité du système permet d'envisager de l'étendre à d'autres terres aussi riches le jour où elles seront exploitées. Un certain nombre de handicaps doivent cependant être su rm on t és avant d'atteindre cet objectif. d'atteindre cet objectif.

Le premier obstacle structurel auquel Le premier obstacle structurel auquel se heurite le gouvernement soudanais réside dans l'insuffisance chronique, encore aggravée par la guerra civile, des moyens de transport. Les régions riches et fertiles se trouvent à une distance de 800 à 2 000 kilomètres de l'unique port du pays. PortSoudan, sur la mer Rouge, dont l'arrière-pays ne se compose que de
terres pauvres et improductives. Cet
éloignement et la faiblesse de l'infrastructure routière constituent un des
principaux goulets d'étranglement de siricture routiere constituent un des principaux goulets d'étranglement de l'économie; la question revêt une telle importance aux yeux de Khartoum qu'elle a motivé le renvoi des experts soviétiques dont les plans ne tenaient pas suffisamment compte des besoins du Soudan dans le domaine des liaisons terrestres. Aucun programme de développement agricole ne peut être conçu sans un programme complémen-taire de construction routière.

doivent permettre, outre l'extension du

doivent permettre, outre l'extension du réseau routier, la construction de nouveaux aéroports à Khartoum et dans les provinces du Sud.

Le deuxième obstacle au développement de ses possibilités agricoles, un alogan le résume : « Le Soudan manque de bras ». Déjà les dix-sept millions d'habitants, dont sept à huit cent mille résident dans la cautitale n'e suffisent pas : chaque récolte attire une importante migration saisonnière en provenance des pays voisins. Près d'un million de Tchadiens seraient installés déjà dans le sud du pays (1). Malgré un effort de formation considérable qui a vu sextupler les effectifs de l'enseignement primaire depuis !'indé-pendance, la main-d'œuvre qualifiée demeure peu abondante : la plupart des techniciens s'exilent ou sont absorbes par une bureaucratie d'Etat Il semplerait du'une solution puisse.

être élaborée avec l'aide de l'Egypte, a qui son excédent de population pose un problème inverse : ses fellahs à la science agricole multi-seculaire s'expasciente agricole multi-seculaire s'expatrient comme manœuvres ou domestiquos; près d'un million de cadres
techniques et d'intellectuels travaillent
à l'étranger, privant le pays de 25 %
de sa population laborieuse. A cela
s'oppose la nature particulière des liens
soudano-égyptiens, d'ordre historique
et affectif au moins autant qu'économique et politique. D'une manière
significative, lorsou'en 1974 la rumeur
se répandit, propagée par des opposents su général Nemetry, de la venue
de fellahs égyptiens dans la province
du Haut-Nil, de violentes émeutes
éclatèrent parmi les populations locales.
Le Soudan entretient avec l'Egypte des éclatérent parmi les populations locales. Le Soudan entretient avec l'Egypte des rapports de frère cadet vis-à-vis d'un ainé dont il subirait la tutelle avec métiance et jalousia. Sans remonter au royaume de Nubie. vassal des pharaons, la mémoire reste vive de la colonisation anglo-égyptienne et de la lutte qu'entreprit contre elle le Mahdil.

L'irrédentisme égyptien, demeuré vivace, la réapparition au Caire du Wafd, qui a toujours inscrit à son programme l'unité territoriale de la vallée du Nil, ne peuvent qu'inquiéter les Soudanais. La présence de douze mille soldats égyptiens au Soudan, en vertu d'un pacte de défense commune, tron manifestement liée au maintien trop manifestement lièe au maintien

du régime Nemeiry, ne réalise pas l'unanimité parmi la population. Leader de l'opposition musulmane et modérée. M. Sadek El Mahdi fait d'ailleurs de leur retrait l'une des conditions préalables à toute « réconciliation nationale » (2). Les deux gouterness par l'ils néarmains parties de le partie de la condition particulation nationales » (2). Les deux gouterness par l'ils néarmains parties par l'ils néarmains parties par l'ils néarmains parties par l'ils néarmains parties parties par l'ils néarmains parties parti vernements sont liés néanmoins par un accord d'« intégration » politique et économique dont la plus récente mani-festation fut, en octobre 1977, la première réunion commune des Parle-ments souvieurs et économics de Parlepremière reunion commune des Farie-ments soudanais et égyptien, au Caire, en présance des deux chefs d'Etat. Malgré les discours très unionistes prononcés à cette occasion, les diri-geants jugérent bon de rappeler qu'aucune unité politique n'était actuellement envisagée entre les deux

La complémentarité évidente de ces pays ne se tradult donc aujourd'hui que par une alliance des régimes, que par une amante des regimes, tandis qu'une part importante de la classe politique et de la population soudanaise demeure réticente. Les liens existent pourtant, et il est hors de doute que leur renforcement, dans le respect de la souveraineté mutuelle, ne pourreit guilètre profitable aux deux respect du étre profitable aux deux peuples. Peut-être le décollage écono-mique du Soudan, s'il se réalise confor-mément aux prévisions, permettra-t-il l'effacement progressif d'un « complexe du cadet » qui s'oppose encore au développement conjoint.

Doubler la production des cultures actuelles

S ELON le plan établi par les ex-perts du FADES pour les huit à vingt-cinq ans à venir, le Soudan, d'importateur de produits alimentaires, se transformerait en principal fournisseur de ces denrées aux pays rournisseur de ces denrees aux pays arabes voisins. Cet objectif serait atteint, selon les prévisions, en dou-blant la production de la plupart des cultures déjà existantes : blé, sorgho, coton, oléagineux, fruits et légumes, lait, viandes et poissons. La production de sucre de canne raffiné, qui course aniervillus de C. des hequi couvre aujourd'hui 40 % des be-soins du pays, serait multipliée par quatre en huit ans, dégageant ainsi un excédent exportable d'environ un un excedent exportable d'environ un million de tonnes. Enfin, avec l'aide de techniciers chinois, la riziculture doit s'implanter dans les plaines du Sud, décuplant la modeste récolte actuelle. L'effort se porterait dans trois directions : le développement des surfaces cultivées; l'amélioration de la productivité aux l'attiliation de la productivité aux l'attiliations. de la productivité par l'utilisation plus systèmatique des engrais chi-miques : la mécanisation de l'agri-

Ce dernier point ne va pas sans faire peser de graves menaces sur l'écosystème. Comme beaucoup de pays africains, le Soudan est victime d'un phénomène de désertification. Un développement trop rapide, mis en œuvre inconsiderément, pourrait entraîner des conséquences imprévisibles et dramatiques pour les sols et les hommes (3). Dans les régions arrosées par l'eau de pluie, le cycle d'utilisation des sols (jusqu'au début du siècle, une trentaine d'années) du siècle, une trentaine d'années) laissait la végétation naturelle se relaissait la végétation naturelle se renouveler et protégeait ainsi la terre
arable. Son raccourcissement, s'il était
accéléré brutalement et sans précautions, favoriserait la progression du
désert. Face à ce danger, le gouvernement soudanais a mis sur pied,
avec l'aide de la F.A.O., un éventail
de mesures qui réclament une participation active de la population. Son

succès dépend aussi de la capacité du gouvernement à trouver dans l'aide étrangère les 15 millions de dollars indispensables à son financement.

Parmi la solvantaine de projets retenus par les plans du FADES, trois réalisations constituent par leur ampleur le véritable moteur du développement : l'assainissement des régions marécageuses qui bordent le Nil et ses affluents ; le percement du canal de Jonglei ; la construction du canal de Jongiei ; la construction du complexe sucrier de Kenans, troisième du monde pour l'importance de sa production. L'aménagement des berges du Nil concerne d'abord la rive droite de la Rahad, en voie d'achèvement ; elle permettra d'ouvrir environ 1300 kilomètres carrés à la culture d'ai sur avec 43500 kilomètres. culture d'ici cinq ans, et 3 500 kilomè-tres carrés dans une vingtaine d'an-nées, à la fin du projet. Destinée à la production du coton et de l'arachide, cette réalisation — d'un cout total de 240 millions de dollars —

(1) Cf. dans le Monde du 3 janvier 1976 l'article de J.-P. Peroncel-Hugoz : « Le Soudan : vingt ans d'indépendance. Devenir l'Eden... ».

(2) Déciaration au Monde, 13 soût 1977.

(3) Un article de la revue Sudanous publiée à Khartoum en octobre 1977, sous le titre significatif « Corbeille de pain ou boi de poussière ? » signale que, dans la province de Bahr-El-Chazel, le rendement à l'hectare, déjà (alble, a usus la province de Bant-El-Ghazal. le rendement à l'hectare, déjà faible, a chuté de moitié en cinq ans. à la suite d'une exploitation trop intensive des sols. A supposer que la mécanisation permette de tenir les paris ambitieux du plan, elle devra s'accompagner d'un effort constant de revitalisation des terres si on veut éviter de transformer en désert les régions mêmes qu'on prétend ouvrir à la culture. Les questions du succès du plan et du respect des sols sont du plan et du respect des sols sont à la culture. Les questions du succes du plan et du respect des sois soni lière et dépendent de la capacité du gouvernement à imposer son autorité sur des intérêts privés, surtout soucleux de profits immédiats. A cet égard, le choix de l'agriculture mécanisée, pourtant moins génératrice d'emplois, peut sus-citer l'inquiétude.

POUR SORTIR DE LA DÉPENDANCE

L'intégration économique des pays arabes est-elle possible?

INTEGRATION économique des pays arabes est-elle possible ? De la réponse à cette question souvent posée dépend non seniement la possibilité de donner un contenu effectif à une volonté qui s'est plusieurs fois brisée sur des écueils politiques, mais aussi celle de fonder un type de dévelopment économique qui ne represent des loppement économique qui ne renforce pas la dépendance des pays arabes à l'égard des puis-sances capitalistes mondiales. Or l'expérience des faits n'offre guère de réponses satisfai-santes : non que les tentatives aient manqué, mais parce qu'elles n'ent guère changé le cours des choses et que, pour l'essentiel, la dépen-dance ne cesse de s'accroître. On arrive donc à une situation paradoxale. D'un côté, il existe de nombreux facteurs jouant en faveur de l'intégration : une population nombreuse et partiellement qualifiée, des ressources de base et énergétiques très importantes, des terres arables non cultivées, des disponibilités financières et une culture commune. En revenche houses les tentatives d'union és toutes les tentatives d'union économique se sont traduites par un accroissement limité des échanges interrégionaux et la constance de leur structure, c'est-à-dire l'absence d'incita-tion réalle au développement économique. Le principal mérite d'Abdelhamid Brahimi (1)

est d'interpréter cette contradiction à travers une démonstration parfois longue mais toujours pertinente. Pour l'auteur de Dimanaions et Perspectives du monde arabe, l'êchec de l'intégration est lié à una pseudo-concepde l'intégration est us 2 uns pseudo-concep-tion de l'intégration emprantée aux pays développés, celle qui consiste à la réduire à l'intercommunication des marchés existants. Or c'est à une intégration reposant sur la construction d'unités de production commu-nes et donc sur la planification d'un certain nombre d'activités fondamentales qu'il faut recourir si l'on entend changer véritablement

JUSQU'A nos jours, les principales tentatives d'intégration, que ce soit au Machrek ou au Maghreb, out pris la forme d'accords doun-niers ou d'ententes commerciales. C'est, en 1957, la convention de l'Union économique des pays arabes garantistant la liberté de circa-

lation des produits, des personnes et des capi-taux, puis le Marché commun arabe (1962), les initiatives maghrébines (1964), etc. Or, quelques années après la mise en pisce de telles expériences, on a pa constater soit la stagnation des échanges (cas du Maghreb). la stagnation des échanges (cas du Maghreb), soit leur accroissement rapide mais sous forme d'extrapolation plutôt que de restructuration. Les raisons en sont asset faciles à comprendre : la dépendance des pays arabes à l'égard de l'extérieur est si forte que les échanges intra-régionaux ne penvent se développer que sur quelques productions relativement secondaires. En outre, lorsque ces mêmes pays se cont afforcés de sorter de cette dépendance. Ils sont efforcés de sortir de cette dépendance, lu sont devenus concurrents pour des productions essentielles blen plus qu'ils n'ent cherché à construire un espace économique intégré profitable à tous. Enfin, dans certains cas et

relativement limités qui n'ent rien changé à leurs problèmes structurels (Egypte).

REPUSANT de ramener l'intégration au modèle de marchés s'élargissant les uns aux autres. A. Brahimi s'efforce de définir aux auries, a. srainum s'entorce de dellair les tondements de ce que pourrait être une nonvelle intégration. Les objectifs d'abord : se soustraire à une dépendance coûteuse en s'intégrant les uns aux autres ; agencer ainsi un nouvel ordre économique mondial qui leur soft plus invorable. Le niveau ensuite : ue pas viser des l'abord une intégration généralisée, mais plutôt la constitution de quatre sous-régions relativement cohérentes : Maghreb, Mauritanie, Libye : — Syrie, Jordanie, Libyn Irak ; — Egypte, Soudan. Somalie : — Arabie Saoudite, Koweit, Yémen et les Etats du Golfe.

Par XAVIER GREFFE *

notamment au Maghreb, certaines clauses inter-diaant la circulation de produits fabriqués par des entreprises extérieures sur le territoire maguréhin ont freiné considérablement le maghrébin ont freiné cos développement des échanges.

La mise en contact des espaces économiques nationaux n'a donc pas conduit aux résultats attendus, et le mérite d'A. Brahimi est d'avoir montré la source de cette erreur en même temps qu'il en mesuralt les effets. L'erreur était de croire que « la théorie statique des unions douanières s sécrétées par un ensemble de conceptions qui, historiquement, ont toujours été du côté des intérêts en place, pouvait servir de guide à des pays en voie de développement. Dès lots, tout en se flant pour le reste à une volonté politique moins évidente qu'elle ne le paraît à pressiture une servir de paraît. qu'elle ne le parait à première vue, sinon au Maghreb, les pays arabes n'ont fait que par-tager leur propre faiblesse et actroitse leur extraversion. Seuls les plus forts d'entre sux out pu en tirer quelques profits, ce que lais-sait justement prévoir la théorie des unions

Les mécanismes enfin : jouer sur l'importance commune des secteurs publics pour modeler les structures économiques : ainsi pourrait-on mettre en place des industries communautaires (pétrochimie, automobile) susceptibles d'échap-per à la dépendance, et à ce sujet, A. Brahimi per a la dependance, se a de sules, de prantique du critère de substitution d'importation risque d'avoir des effets exectement contraires. Ainsi pourait-on également produire le matériei agricole sur place et inciter à un nouveau développement de l'activité agricole, de nombreuses terres restant encore non cultivées. Les manstries de remodelage précédérant les véritables marchés de l'intégration et permethront ainsi de réaliser les économies d'échelles indispensables aux activités en question, de crèer de nombreux effets externes, d'organiser de manière plus satisfaisante le marché de l'emploi et de reproreer le pouvoir

* Professeur à l'université Paris-Nord, direc-teur de l'U.E.R. de sciences économiques et de

de négociation vis-à-vis de l'extérieur. Mais c'est là une œuvre de longue baleine que les disponibilités financières potentielles des pays arabes facilitent moins qu'on ae le croit ; pour A. Brahimi, les pétrodollars sont recyclés dans les économies développées plus qu'ils ne ser-vent à mobiliser des facteurs disponibles et inemployés au sein de l'espace économique arabe. Aussi semble-t-il s'appuyer beaucoup plus sur le secteur public et les instituts pération mis en place à ce jour (P.A.D.E.S. O.P.A.B.P., U.S.A.S., etc.)

Telle est la thèse, soutenue dans un livre d'une rigueur rare et que la documentation d'une rigueur rare et que la cocumentation statistique vient en permanence appuyer de manière Judicieuse. C'est dire l'intérêt de l'ouvrage. Si A. Brahimi a proposé une thèse cohérente, peut-on penser que cette derulère a des chances de se résilier s'il n'existe pas relonté politique commune sans aucune a des chances de se résliser s'il n'existe pas une volonté politique commune sans aucune ambiguité? Et cette volonté commune aura-t-elle jamais la chance d'exister tant que nombre de pays en voie de cèveloppement construiront leur strategie à l'image des pays aujourd'hui dévelopés, c'est-à-dire en précipitant les réflexes de type nationaliste et exclusirs beaucoup plus qu'en en diminuant la portée ? Il y a là une sorte de cercle vicieux qui marque un certain nombre de bourgeoisies an ponvoir, comme l'a montré Samir Amin dans une de ses dernières interventions à le CNUCED (2).

A. Brahimi ne va-t-il pas se retrouver alors devant le dilemme qu'il avait si bien dénonce au début de son ouvrage ; l'échec des unions économiques tenait en grande partie à ce que l'on s'en remettait à une union politique qui n'existait pas viziment. Il est vizi aussi que l'anteur a mis an jour les risques de cette incapacité : réaliser une pseudo-intégration au seul profit de l'impérialisme dominant.

(1) A. Brahimi, Dimensions et perspectives du monde grabe, Bellt. Economics, Paris, 1977.
391 pages, 49 p.
(2) C.L. e Développement autocentré, autonomis collective et ordre économique international ouveau : quelques réflexions », CNUCED.



791... -* <u>2</u>7... 1...

 $uetw \otimes z$

OCCIDENTALE

du monde arabe?

est financée conjointement par le FADES. la Banque mondiale, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis. Par ailleurs, 850 kilomètres carrés de terres arabies seront récupérés sur les marécages qui bordent le Nii Blanc dans son cours supérieur. Ce gain proviendra de la réalisation du canal de Jonglei, dont le projet est à l'étude depuis 1904. Destiné à drainer une partie des eaux du Nii Blanc dans cette zone où la moitié du cubage est perdue par évaporation, le canal, long de 280 km, déversera chaque année dans le Nii 4 milliards de mètres cubes supplémentaires, dont une grande partie viendra alimenter les réserves de l'Egypte derrière le haut batrage d'Assouan. Son achèvement, prévu pour 1980, constitue un bon exemple de « joint venture » : financé par le FADES, et un consortium de banques françaises, il doit être réalisé par la Société des grands travaux de Marseille qui a signé ce contrat de 26 millions de dollars en utillet 1976, après que l'Egypte et le Soudan eurent conclu en 1975 l'accord de répartition des charges et du cubage. L'appel à la technologie occidentale, dont le coût est fixé par ceux-là mêmes qui la fournissent, ne permet donc pas aux pays concernés de contrôler la circulation des capitaux dont ils devront pourtant assumer le remboursement.

La sucrerie de Kenana, située au sud de la Guezireh et destinée à

mer le remboursement.

La sucrerie de Kenana, située au sud de la Guezireh et destinée à produire 350 000 tonnes de sucre raffiné dès 1980, « rêve qui devient réalité » selon les propres termes du président Nemeiry, présente un autre exemple caractéristique de « joint venture » : une souple association entre le gouvernement soudanais, les capitaux arabes et la technologie occidentale par ot se perpétuent les effets de la dépendance. Une compagnie au capital de 100 millions de dollars a été constituée, la « Kenana Sugar Company », 100 millions de dollars a été consti-tuée, la « Kenana Sugar Company », dont le Soudan détient 40 % des actions, le Koweit 23 %, l'Arabie Sacudite 17 % et la société anglaise Lonhro, qui assure la direction d'en-semble du projet, 5,5 % : des établis-sement financiers privés koweitiens, soudanais et japonais y participent également (4). Des crédits extérieurs s'v joindront pour la réalisation des egalement (4). Des tremis exterieurs sy joindront pour la réalisation des travaux. C'est ainsi que la société française Technip, chargée de la construction de la raffinerie au cont de 120 millions de dollars, a fait appel de 120 millions de dollars, a fait appel pour son financement à un consortium franco-japonais mené par le Crédit lyonnais et Nissho-Iwal, et pour les études techniques à la société amé-ricaine Arkel. Par le biais des com-mandes de matériel à l'industrie française et du règlement des ser-vices de la société d'ingénierie, ces crédits reviennent pour l'essentiel à leur pays d'origine. Ainsi s'élabore un circuit financier particulièrement

avantageux pour le préteur tandis qu'il alourdit un peu l'endettement du Soudan.

Toutes les réalisations techniques ont de même été attribuées par adjudication internationale : des Britanniques construiront les canaux d'irrigation et les stations de pom-page, des Autrichiens fourniront les pompes et Nissho-Iwai les chaudières

et les générateurs. Seuls les bâtiments annères seront confiés à des firmes locales : ils représentant moins de 5 % du coût global des constructions. Ainsi, même à l'occasion de grands travaux mobilisant ses capitaux, la domination multinationale ne laisse guère au pays de la périphèrie la chance de constituer un secteur financier national.

Endettement et dépendance

L'en effet l'obstacle majeur que doit affronter le Soudan. Déjà l'endettement a atteint un point limite, plus d'un milliard de dollars en 1976, dont le remboursement absorbe la tiers des ressources d'exportation. Les réserves en devises dépassent rarement l'équivalent d'un mois d'importations, et la relance des paiements connaît un déficit croissant depuis 1974.

1974.

Dans ces conditions critiques, le programme de développement établi par le F.A.D.E.S., qui représente un investissement de l'ordre de 6,5 milliards de dollars en dix ans, constitue

un pari audacieux sur l'avenir. Si ambitieux d'ailleurs que le FADES a jugé bon de le fractionner et d'établir une distinction entre le programme global et un « plan d'investissement prioritaire » étalé sur huit ans. Ce plan permettrait la mise sur pied de soixante des cent projets initialement conçus; son coût s'élève à 2,2 millards de dollars, soit un peu plus du tiers du plan global. Il prévoit de consacrer 30 % de ces ressources aux travaux d'infrastructure : transport, barrages, centrales électriques. port, barrages, centrales électriques, services de maintenance; 80 % seront destinés au secteur productif, dont un dixième à l'agro-industrie.

PLAN D'INVESTISSEMENT PRIORITAIRE EN HUIT ANS

SECTEUR PRODUCTIF	En militons de dollars	En pourcentage
Cultures Source : FADES, Kowelt Elevage	912 349	41 % 16 %
Agro-industrie	286	13 %
Sous-total	1 547	76 %
INFRASTRUCTURE		
Transports Irrigation et énargie Services	432 14 237	19 % 1 % 10 %
Sons-total	683	30 % .
TOTAL	2 230	100 %

Le F.A.D.E.S. s'engage à fournir 1,3 milliard de dollars ; le reliquat proviendra du gouvernement soudaproviendra du gouvernement soudanais, d'emprunts étrangers et d'investissements privés. L'endettement
du Soudan s'élèverait alors à près
de 2 milliards de dollars à l'égard
des pays arabes et de leurs organismes financiers; à plus de 1,5 milliard de dollars à l'égard des organismes internationaux (BIRD, F.M.L.)
et des banques occidentales. Les
experts du paironat britannique ont
calculé qu'à ce rythme 70 % du service
de la dette soudanaise seront consacrès dans les années 80 au remboursement des emprunts actuellement
contractés (5).

Cette lourde dépendance financière
se voit encore grevés de conditions
politiques. Principal bailleur de fonds

du FADES, l'Arable Sacudite a su du F.A.D.E.S., l'Arable Sachdite a su lier, la première parmi les expor-tateurs de pétrole, l'octroi du pactole financier aux objectifs de sa diplo-matie. De plus en plus active sur le continent africain, avec l'obsession de « barrer la routs su communisme », celle-ci n'a pas manqué d'exercer ses pressions sur le Soudan, pays tout à la fois musulman, arabe, africain et impliqué dans les deux grands à la fois musulman, arabe, africain et impliqué dans les deux grands conflits qui déchirent la région, au Proche-Orient et dans la corne de l'Afrique. Après le renvoi des experts soviétiques en mai 1977, c'est sous l'égide du prince Fahd que se tint en juillet à Port-Said l'insolite entrevue entre le président Nemeiry et un condamné à mort en exil, M. Sadek El Mahdi. Premier ministre en 1966, dirigeant du Front national

EGYPTE LIBYE TCHAD ☐ Chevres, chamea Bovins chèvres-et moutons Gomme grabique
Cultures vivrières
sous pluie (nills). Zones iniguées (céréales) Coton Arachide Canne à sucre ==== en construction Voies navigeble Forêt tropicale. KENYA OUGANDA

qui regroupe l'opposition modèrée au régime, chef spirituel de la puissante secte musulmane des Ansars, il fut aussi l'instigateur du coup d'Etat de juillet 1976. Le désir de stabiliser la vie politique du pays afin d'y attirer les capitaux nécessaires à son disalorament arribuse le vice ris de aturer les capitaux necessaires à son développement explique la volonté de réconciliation du général Nemeiry, vivement encouragé dans cette voie par l'Arabie qui voit d'un bon œil ce régime aux origines nassériennes s'ancrer ainsi plus à droite.

La politique du Soudan en Afrique La politique du Soudan en Afrique orientale ne peut manquer non plus de satisfaire son riche voisin. Le Sondan n'a jamais entretenu d'excellents rapports avec l'Ethiopie qui soutint longtemps la révolte des provinces chrétiennes. En retour, il apportait son appui aux mouvements de libération luttant en Erythrée : c'est en core à Khartoum, où ils conservent leurs sièges, que les deux plus puissants mouvements de libération de l'Erythrée viennent de proclamer leur réunification, dont l'Arabie Saoudite faisait un préalable à l'octroi de son assistance financière. à l'octroi de son assistance financière. Sans voir partout « la main de Ryad », on ne peut que constater les conver-gences entre la politique tant exté-

rieure qu'intérieure du Soudan et les souhaits de la monarchie saoudienne, au moment même où celui-là a le plus besoin des ressources de celle-ci. Engage par d'autres dans une par-tie qui le dépasse, le Soudan est-il bien armé pour affronter la soudaine richesse qu'on lui promet ? Son indépendance paraît bien fragile en face de l'énormité des intérêts en présence. Et, pour autant que le rêve se réalise d'être un jour le grenier du monde arabe, le contrôle de ce bouleversement, pour l'heure, lui échapue. échappe.

CHRISTOPHE BATSCH.

(4) A la suite de difficultés surgies entre Lonino et les actionnaires kowelliens, cette répartition pourrait être prochainement modifiée. La société américaine Alexander & Baldwin, en particulier, serait intéressée. Il est encore trop tôt pour mesurer l'ampleur de ces changements. CI. le Financial Times du 24 mai 1977.

(5) Ces chiffres, et ceux qui précèdent, sont tirés d'une étude de marché sur le Soudan, réalisée par la confédération du patronat britannique (C.B.L.), reprenant et citant les programmes établis à Khartoum par le F.A.D.E.E.

(Suite de la première page.)

Les résultats de cette politique apparaissent donc sans commune mesure avec l'argent dépensé, et les dettes accumulées par les pays en voie de développement auxquels une telle stratégle a été suggérée. Crédits et dons, assistance multilatérale de la B.A.D., de la Banque mondiale ou des Nations unles, ou bila térale, n'ont pas permis de résoudre globalement deux problèmes fondamentaux : la faim et le chômage. Sur les treize pays étudlés dans cette enquête (2), cinq ont une production alimentaire par tête en baisse et seule celle de la Malaisie a sensiblement progressé, blen que ce pays dolve toujours importer le tiers de sa consommation. Les nouvelles variétés de céréales —

blé, riz miracle, - les engrais chimiques, la mécanisation, la technologie fournie par les experts étrangers sont non seulement coûteux, mais nécessitent un entretlen complexe. Le riz miracle, par exemple, ne peut pousser que sur un quart de la superficie rizicole; Il ful faut une irrigation régulière, des insecticides (il est très fragile et résiste mal aux maladies et aux insectes) et des engrals, dont le prix est devenu souvent prohibitif depuis la hausse du coût du pétrole après 1973. Les résultats de la mécanisation, reconnaît la B.A.D., ne sont pas très encourageants; ils n'ont profité qu'aux paysans riches. Qui plus est, ils ont réduit au chômage des centaines de milliers, voire des millions de fermiers. métayers et ouvriers agricoles, ou les ont obligés à accepter des salaires encore plus bas. Quant aux engrais, il suffirait d'épandre les deux tiers de la quantité employée pour obtenir une récolte équi-valente. Enfin, la B.A.D. admet qu'un des problèmes les plus sérieux auxquels elle doit faire face est la difficulté d'appliquer, dans des champs cultivés par des paysans sans formation technique et souvent non motivés, avec les mêmes résultats, les méthodes mises au point en laboratoire

Dans le meilleur des cas, la production agricole a suivi l'accroissement démographique, et la consommation moyenne par habitant demeure intérieure au minimum nécessaire, avec environ 2000 calories par jour; trois cent cinquante-cinq militons de personnes vivent en dessous du seull de pauvreté. La situation est particulièrement mauvalse dans le sous-continent Indien, en Indonésie et aux Philippines. L'Indonésie est pourtant un gros producteur de pétrole et de minerais ; les Philippines consacrent le gros de leur budget aux opérations

militaires et aux dépenses de prestige destinées à accroître le renom de la familie du président Marços. En 1985, le déficit alimentaire de la région - qu'il faudra importer avec des devises de tonnes.

La population devrait s'accroître d'environ 25 % avant 1985 et, dans le même temps, le taux de chômage devrait dépasser les 10 % dans la plupart des pays, pour atteindre 15 ou 20 % en 1990, il faut trouver du travall à ces dizaines de millions de personnes, dans les villes comme dans les régions rurales. Il faut aussi prévoir un revenu d'appoint pour des millions de paysans qui ne peuvent subvenir à leurs besoins par la seule culture de leur lopin de terre, trop exigu. Au Vietnam, la superficie de terre cultivable par tête est une des plus réduites du monde : entre 0.10 et 0.15 hectare.

Etant donné que = la région n'est pas plus près de résoudre la question allmentaire qu'il y a dix ans -, il importe de chercher d'autres méthodes. En fait, il s'agit de revenir en arrière et d'oublier les techniques de pointe pour utiliser les potentialités locales. A quoi cela sert-il, par exemple, de creuser de nouveaux réseaux d'irrigation si la moltié de ceux installée ces dix demières années ne fonctionment pas, faute de réseaux secon-daires ou sont mai entretenus? Il faut donc recourir à l'utilisation de l'abondante main-d'œuvre locale, de systèmes peu coffiaux et simples, - relativement peu sophistiqués -, à l'engrals orga-nique... C'est, en fait, ce que des régimes socialistes comme la Chine ou le Vietnam pratiquent depuls vingt ans.

La réforme agraire doit, par ailleurs, permettre de donner des terres à caux qui n'en ont pas ou pas assez. L'exemple de succès souvent invoqué est celui de Tahwan, qui a eu aussi pour effet secondaire, en indemnisant les proprié taires fonciers, de dégager des crédits qui ont été investis dans l'Industrialisation et les services. Mais, en Asie du Sud et du Sud-Est non communiste, il n'y a guère d'exemple de réussits : l'échec de tentatives résulte à la fois du « manque de volonté au sommet » et du manque d'organisation et de fonds des bénéficiaires. . Dans certaines régions, la production est encore organisée selon un mode essentiellement téodal » (Thaïlande ou Malaisie). En inde, d'autre part, quand les textes sont appliqués. le plafond est souvent fixé tellement haut que les propriétaires conservent en fait le gros de leur terre, ou le font

inscrire sous le nom de parents ou de

Une des autres méthodes de la « révolution verte » était l'établissement d'un réseau de crédit rural. L'idée était séduisante car elle permettalt de remplaces le traditionnel système d'usure au taux exorbitant (parfois plus de 1 000 % par paysans les moyens de se moderniser. Malheureusement, pour la plupart de ces derniers. le crédit sert exclusivement à boucier les années difficiles. De plus, les

Exporter en affamant

A LORS que l'Asie ne parvient pas à se nountir et doit faire face à un avenir qualifié de « sombre », las exportations de produits agricoles ne cessent de se développer. La « révolution verte » a permis d'accroître production et rendele caoutchouc et l'huile de palme, mais aussi le coton, la canne à sucre. Produits de la mer, fruits et légumes prennent aussi en quantité de plus en plus grande le chemin des pays qui peuvent les payer, soit frais soit congelés ou conserves. Les principaux clients sont le Japon, les Etats-Unis et l'Europe

En Thallande, par exemple, la culture de la canne à sucre a connu un développement sans précédent depuis les années 60 - après l'affaire de Cuba et la paya est devenu un des princi-paux exportateurs mondiaux; au même moment, par contre, la politique désastreuse des Philippines a conduit son secteur sucrier, autrefois florissant, au

bord de la catastrophe.

- Nous assistons, écrit le rapport de la B.A.D., au phénomène paradoxal de gouvernements de certains des pays les plus pauvres et les plus mai pourris du monde parlant d'exporter des céréales pour maintenir les prix et pour tirer profit des mellieures possibilités de gagner des devises. D'autres pays, se sentant moins en sécurité, font des stocks en attendant la prochaine mousson, alors que des millions de gens se couchant chaque soir le ventre vide. (...) lis sont incapables de trouver une occupation qui leur fournisse assez pour se nourrir eux-mêmes et leur famille. »

. Ainsi l'inde va exporter 1,5 million de tonnes de blé vers l'U.R.S.S. et le Vietnam. La Birmanio vand quolques dizaines de milliers de tonnés de riz à l'extérieur. La Thailande a exporté, en 1977, environ 2 millions de tonnes de riz, un record innes de 1 million de tonnes de plus

prêteurs à gages, propriétaires et commercants, ne veulent pas perdre ce revenu ; dans l'est de la Thailande, un prêtre qui avait voulu, il y a quelques années, prêter à des taux « européens » a eu rapidement un accident de volture mortel. Pius grave encore, la mise en place de banques dans les provinces a eu l'effet contraire de celui qui étalt cherché : il a surtout servi à drainer les capitaux ruraux vers les villes, appauvriseant encore les campagnes, comme

que l'année précédente), alors que la production a baissé et que le pays a été touché par la sécheresse. Cela représente un solde positif important dans la balance commerciale et des profits considérables pour les grossistes et les exportateurs de riz, en général des Sino-Thals liés aux milieux politiques et militaires. La Thailande est aussi un des plus aros exportateurs de taploca, três prisé par les industries alimentaires occidentales, en particulier ouest-allemande et néerlandaise. Très facile à cultiver, le taploca a toutefols un gros défaut : il appauvrit beaucoup et rapidement la terre. Mais qui se préoccupe aujourd'hui du sort du paysan qui, dans plusieurs années, quand sa terre, épulsée, sera devenue improductive, ne pourra plus nourrir sa famille? De tous ces faits se dégage l'erreur

la plus importante des politiciens et des techniciens qui ont élaboré la stratégie de la « révolution verte » : on ne peut changer la altuation économique sans modifier le système de production et. par là même, les structures politiques ou la mentalité des dirigeants. L'exemple qu'on donné les régimes anticommunistes indochinois, de même que celui fourni aujourd'hul per l'aveuclement de la piupart des gouvernements de la région, est là pour montrer qu'il n'est pas facile de changer la mentalité. Si les responsables de l'économie maiaisienne ou singapourlenne ont vite compris qu'il faliait céder un peu pour maintenir un sys-tème et les profits qu'il rapportait, bien d'autres pensent toujours à accumuler le maximum de richesses, à les placer à court terme ou, plus prudemment, à les investir à l'étranger. Ainsi, en 1975, la Thailande était-eile le troislème investisseur à Hongkong derrière le Japon et les Etats-Unis

Les experts de la B.A.D. ont bien compris ce risque et proposent ce qu'ils pensent être les remèdes, en même

temps qu'ils tentent de mettre en garde les gouvernements de la région qui sont membres de l'organisation et ses débiteurs. Le Japon, principale puissance de l'Asie, souhaite le maintien d'un équilibre politique, seul garant de la stabilité de ses relations commerciales, de ses marchés, de son approvisionne ment en matières premières et du transit du pétrole qu'il Importe du Proche-Orient.

L'Asie devient alors le centre d'une contradiction entre les élites locales, qui fondent leur puissance et leur richesse sur la terre, et ceux qui se demandent si ces élites ne dolvent pas être eacriflées au maintien du statu que. Parlant de la Thaïlande au lendemain du coup d'Etat militaire du 6 octobre 1976, une étude américaine écrivait : « Le processus de modernisation implique inévitablement la remplacement de modes deconduite et de pensée per des relations entre personnes plus fonctionnelles et matérielles. Le « progrès » n'est pas seulement un problème d'importation d'usines et de technologies, de télévision et d'embouteillages... Les partisans des changements de structure peuvent avoir été réduits à la clandestinité, male les problèmes qu'ils ont vus ne sauraient disparaître en même temps. » Aucune société ne peut être embaumée. »

Autre contradiction notée par l'économiste pakistanais Hamzah Alavie, qui cite l'exemple de son propre pays, un des principaux bénéficiaires de la « révolution verie » : cette demière a beau-coup profité aux propriétaires fonciers du Penjab, gros producteurs de bié et de coton. Ils voudraient emprunter pour scheter du matériel agricole moderne, plus sans être tributaires de la maind'œuvre locale, ils sont soutenus par l'agro-business, en particuller américaln, qui voit la possibilité de s'ouvrir un nou-veeu marché. Washington s'y oppose, craignant que cette révolution économique n'aggrave le risque d'une révolution sociale en réduisant au chômage des millions de payeans qui perdraient leur gagne-pain traditionnel. Poussée jusqu'au bout, la « révolution verte » risque de produire l'inverse de l'effet recherché : accroître la tension sociale sans formir davantage à manger aux populations asiatiques.

PATRICE DE BEER.

(2) En Asie du Sud, l'Afghanistan, le Bangiadeth, l'Inde, le Népal, le Pakietan et Eri-Lanka; en Asie du Sud-Est, le Birmanie, l'Indonésie, la Malaisie (occidentale), les Philippines et la Thallande; en Entrême-Orient, Taiwan et la Corée du Sud.

Après le IIIe Congrès du P.A.I.G.C.

La reconstruction nationale, l'unité avec les îles

La froisième congrès du partil africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des lies du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) (1), qui a eu lieu fin novembre, a été sans aucun doute l'événement politique le plus important depuis l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise. Au cours des derniers mois toute l'activité du parti s'était centrée sur la préparation de ces assises, qui furent placées sous le signe de l'indépendance nationale, de l'unité avec les fies et du développement économique. Au terme de quaire ans d'indépendance et de trois ans de contrôle sur toute l'étendue du territoire national, le P.A.I.G.C. avait enfin l'occasion de dresser le bilan de cette expérience et de définiries grandes lignes de la révolution guinéenne dans les années à venir.

guinéenne dans les années à venir.

Les congrès du P.A.I.G.C. se sont toujours déroulés aux moments décisifs de son histoire. En 1963, le premier, réuni à Cassaca, a vait décidé de promouvoir le lutte armée comme seul moyen pour débarrasser le pays du joug du colonialisme portugais. Le deuxième congrès, tenu en 1973 dans la zone libérée de Boé, dut régler en tout premier lieu les épineux problèmes posses par l'assassinat d'Amilcar Cabral à Conakry au début de cette année-là. L'unité du partifut alors affirmée et l'indépendance de la Guinée-Bissan, dont les trois quarts étaient déjà libérés, fut proclamée. Repoussée d'un an par la célébration du vingtlème anniversaire de la fondation du P.A.I.G.C., la troisième édition du congrès est intervenue dans des conditions économiques et politiques radicalement nouvelles.

Depuis trois ans, le P.A.I.G.C. tente d'effacer les séquelles de la guerre de libération tout en mettant en œuvre un vaste programme de reconstruction nationale. Quand, en octobre 1974, il prit possession des dernières zones sous domination portugaise, la situation économique du pays était en plein marasme. Non seulement les caisses de l'Etat étaient vides, mais les Portugais avaient emporté tout ce qui ponvait l'être. Le nouveau gouvernement devait notamment faire face à une balance commerciale fortement déséquilibrée, les exportations couvrant à peine il % des importations, et à un lourd déficit vivrier.

Le pays étant dépourvu de matières premières et n'étant pas une colonie de peuplement, les Portugais n'y avaient aménagé ni réseau routier digne de ce nom ni services sociaux, mème rudimentaires. A p rès cinq siècles de « mission civilisatrice » portugaise, la population était analphabète à plus de 97 %, et le pays n'avait qu'une seule unité moderne de production : une usine de hière pour les besoins de l'armée portugaise. En l'absence de données statistiques sur l'économie ou la démographie, il était quasiment impossible pour les nou-

veaux dirigeants de parler de planifi-cation. Il s'agissait d'abord de jeter les bases d'un nouvel ordre économique en posant un certain nombre de prio

La tâche primordiale du nouveau gouvernement était d'étendre son emprise sur les rouages essentiels de l'économie. Dans un premier temps, il rompit le monopole des trusis portugais en s'octroyant le contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits de première nécessité. Cette initiative alla de pair avec l'extension à tout le pays du système des magasins du peuple déjà en place dans les zones libérées. Mais la pièce maîtresse de l'action gouvernementale pour dégager l'économie des structures coloniales fut le remplacement de l'escudo portugais par le peso guinéen en 1976. La réaction de Lisbonne ne s'est pas fait attendre : les avoirs de la Guinée furent gelés.

Les choix de développement

L'archite des priorités dans le programme de reconstruction nationale est l'agriculture. Pour plus de 90 % la population vit de la terre et l'avenir du pays en dépend. Le gonvernement s'est fixé comme objectif un niveau de production agricole comparable à celui d'avant-guerre, quand le pays se suffisait sur le plan alimentaire. La réinstallation des paysans sur des terres abandonnées, l'amélioration des procédés traditionneis et la vulgarisation des techniques modernes devralent permettre d'y parvenir assez rapidement, sans investissements trop onéreux. En même temps, le progrès apporté à la culture de l'arachide et le démarrage de nouvelles cultures industrielles aideraient le pays à combler le déficit chronique de sa balance commerciale.

Mais un petit pôle industriel est

de sa balance commerciale.

Mais un petit pôle industriel est aussi en train de se constituer, avec la création de petites unités de transformation utilisant des matières premières locales : usines de jus de fruits, de parquets et de briques auxquelles s'adjoindront dans un proche avenir une savonnerie, une huilerie et une fabrique de pâte à papier. Deux grands projets agro-industriels sont prévis. Un complexe sucrier devrait fournir, à partir des années 80, environ 60 000 tonnes de sucre, dont 50 000 pour l'exportation. Conjointement, un batrage sur le fieuve Corubal produirait l'energie électrique nécessaire tout en permettant l'extension des superficies iriguées. Dans l'immédiat, cette stratégle de développement se traduira probablement par une certaine accélération de la croissance économique, mais en faisant peser une lourde hypothèque sur l'avenir du pays.

L'effet conjugué d'une économie extravertie soumice aux clèse de conomie L'effet conjugué d'une économie extravertie soumise aux aléas du marché mondial, de la dépendance à l'égard d'une technologie importée et des experts étrangers et d'un endettement croissant ne risque-t-il pas d'entraver l'indépendance du pays ? Même si les autorités guinéennes sont

Par HOWARD SCHISSEL

conscientes des dangers inhérents à ce type de développement, la question se pose de savoir si la Guinée pourra, à la différence d'autres pays africains, éviter le piège du développement du sous-développement.

Un autre sujet de préoccupation pour les responsables de l'économie est la dépendance à l'égard de l'aide étrangère. Depuis 1974, le budget de l'Etat est alimenté en majorité par des apports extérieurs. Le P.A.I.G.C. semble avoir été décu par l'aide offerte par les pays socialistes, qui, pendant la guerre, étaient les principaux fournisseurs, et les pays occidentaux ont largement pris la relève dans ce domaine. La Suède est en tête du peloton avec 10 millions de dollars par an, suivie par les Pays-Bas et la C.E.E. avec 3 millions chacun. Cette coopération engendre parfois des contradictions. Ainsi dans un pays où l'aissence d'infrastructure constitue un handicap sérieux, comment justifier la construction du centre touristique de Bubaque, financé par des fonds suédois, et pour lequel, en contrepartie, l'Etat doit fournir personnels, installations et matériels qui font cruellement défaut ailleurs.

vernable décentralisation. Dans la mesure où il y auna participation effective de la population dans ces organes du pouvoir, la Guinée évitera sans doute les méfaits d'une centralisation et d'une bureaucratisation

excessive qui caractérisent la majorité des pays africains.

des pays africains.

A l'heure actuelle, le P.A.I.G.C. bénéficie d'un large soutien populaire. Aux élections des conseils régionaux de décembre 1976, il a recueilli 80,6 % des suffrages. Seules trois circonscriptions dans le centre du pays, autour de Bafata (où le parti n'avait jamals pu s'implanter pendant la guerre) ont rejeté la liste de ses candidats. Le P.A.I.G.C. compte aujourd'hui sur la persuasion à long terme et sur les premiers fruits de son plan de développement pour marquer des points dans cette région soumise à l'influence des chefs traditionnels Foulas.

Un parti, deux pays

LES Guinéens ont malgré tout beaucoup d'avantages par rapport aux
difficultés du MPLA. en Angola et
du FRELIMO au Mozambique. Le
PALG.C. n'affronte aucune opposition politique ou militaire organisée
et, surtout, en Guinée-Rissau n'a pas
de troupes sud-africaines ou rhodésiennes à ses frontières. Sans doute
est-ce l'une des raisons pour lesquelles,
à l'opposé des deux autres pays, elle
n'a pas signé de traité d'amitié avec
l'Union soviétique.

l'a pas signe de traite d'amitie avec l'Union soviétique.

Si le P.A.I.G.C. est l'unique parti en Guinée-Bissau et aux îles du Cap-Vert, les deux pays constituent néanmoins deux entités distinctes. Le développement colonial s'est soldé par la crèation de deux formations sociales radicalement différentes et, compte tenu des particularismes et de l'isolement géographique de l'archipel, la lutte s'est déroulée de manière différente dans les deux territoires. La lutte armée s'était limitée à la Guinée, tandis que, dans les îles, l'activité du parti n'avait jamais dépassé le stade de l'organisation politique clandestine. Une certaine tension a toujours existé au sein du P.A.I.G.C. entre Capverdiens et Guinéens : les Portugais se sont employés à l'exacerber afin de miner le mouvement, prétendant que les Capverdiens voulaient exercer leur hégémonie sur le continent. Les dirigeants du parti s'efforcent aujourd'hui de venir à bout de cet héritage colonial en forgeant cette unité qui inspira leur action pendant plus de vingt ans.

Les îles ont accédé à l'indépendance

Les îles ont accédé à l'indépendance en juillet 1975, environ deux ans après la Guinée. Si le P.A.I.G.C. considère l'unité comme inéluctable, il ne cherche pas à brôler les étapes pour autant. Afin de resserrer graduellement les liens, une conférence intergouvernementale a décidé, pendant l'été 1977, d'harmoniser les politiques étrangères tout en respectant l'originalité des options de chacun. Le gouvernement de Praia s'attache à maintenir dans ce domaine une ligne plus modérée que son partenaire de Bissau. Par exemple, le Cap-Vert

continue de permettre aux avions de la South African Airlines d'atterrir sur l'aéroport de Sal, tandis que les Guinéens ont mis l'aéroport de Bissalanca à la disposition des Cubains pour faciliter le pont aérien qu'ils avaient établi avec l'Angola. Une autre expérience d'unification en cours en Afrique, celle qui a lieu entre l'ancien Tanganyika et le Zanzibar au sein de la Tanzanie, montre qu'il s'agit d'un processus de longue haleine, qui peut prendre plusieurs décennies. Progressant à petits pas, avec la mise sur pied d'un Conseil de l'unité et l'harmonisation des projets de développement, ou en envisageant la création d'une compagnie aérienne et maritime commune, les Guinéens et les Cap-verdiens responsables entendent bien affirmer leur volonté d'alier de l'avant.

l'avant.

La décision du troisième congrès de rééquilibrer la composition du comité supérieur de lutte (l'équivalent du comité central) et du comité exécutif de hutte (le bureau politique) en faveur du Cap-Vert va dans le même sens. Une refonte des statuts et l'élargissement du secrétariat exécutif devenu commission permanente — ont renforcé le parti. Demeurant un « mouvement de libération au pouvoir », le PALG.C. estime qu'aucune couche sociale n'est actuellement apte à prendre la tête du processus révolutionnaire. Il a opté pour un régime de « démocratie nationale révolutionnaire » et, dès lors, il n'était pas question d'affirmer davantage le caractère socialiste de l'expérience guinéenne (3). Mais lorsque sera parachevée l'indépendance nationale, le PALG.C. n'exclut pas que le progrès économique puisse déboucher sur une contradiction entre les différentes couches sociales : ce jour-là, il compte se placer du côté des plus défavorisés.

Réfléchissant sur l'avenir, Amilear Cabral se demandait comment éviter que la Guinée indépendante ne tombe dans les pièges du néo-colonia-lisme. Pour lui, il s'agissait de faire en sorte que les bénéfices de la révolution n'échoient pas à une élite petite-bourgeoise. liée à l'appareil d'Etat et avide de privilèges, mais plutôt à la masse des Guinéens. La mise en œuvre du programme de démocratie nationale révolutionnaire > dira si le P.A.I.G.C. suit les voies tracées par son dirigeant dispareil

(1) Le P.A.I.G.C. est le seul partifications les deux Etats. M. Aristides Pereira, président de la République du le secrétaire général, Conseil d'Etat de la Guinée-Bissau, adjoint.

(2) Sur ce point aussi, le P.A.I.G.C. se distingue du PRELIMO et du M.P.I.A. qui se sont nettement proclamés socia-listes, voire marxistes-léninistes.

- Un double front de lutte

L'«internationalisme libéral» à la conquête de l'Afrique australe

N Afrique australe comme au Proche-Orient, la recherche active d'un règlement des vieux conflits offre un point de similitude : ici comme là, des régimes alliés de l'Occident se voient pressés de s'en-tendre avec leurs adversaires et les Etats-Unis s'emploient directement à les y aider.

Ce phénomène trouve une explication dans L'Afrique australe de Kissinger à Carter (1), où Barry Cohen et Howard Schissel donnent toute sa dimension historique à la politique des Etats-Unis en Afrique et moutre comment elle s'articule sur une stratégie plus ment elle s'articule sur une strategie plus vaste destinée à faciliter l'expansion du capitalisme multinational dans le tiers-monde. La pièce matiresse de cette stratégie, c'est la philosophie de l' c internationalisme libéral propre aux milieux de la Commission trilatérale et dent la grande nouveauté s'affirme dans le choix des méthodes : souplesse et conciliation à l'égard des régimes en place, concustion a regard des regard des mouvements de libération dans le tiers-monde. Mais, quand au fond, les deux auteurs estiment que les choix de la diplomatie américaine en Afrique ont une origine plus ancienne qui remonte a l'échec vietnamien, et à la proclamation de la « doctrine Nixon » en 1969 par laquelle les Etats-Unis renoncèrent au principe d'une intervention massive et directe dans les

De cette année 1969 date, en effet. Pévénement qui allait marquer la volonté de l'Amérique de s'engager activement sur le continent africain : l'élaboration, sous la direction de M. Kisanger, du mémorandam n° 39 du Conseil national de sécurité (connu sous le nom de document N.S.S.M. 39, et pour la première fois intégralement publié en français dans ce livre). Dès ce moment étaient fixées les options de l'Amérique en Afrique australe, à travers une soigneuse analyse des intérêts économiques et stratégiques en jen

— et cela bien avant la naissance de la Commission trilatérale en 1973. Commission trilatérale en 1973.

Tenant toujours ce document pour la source d'inspiration essentielle de l'intervention américaine en Afrique, Barry Cohen et Howard Schissel vont alors s'efforcer d'y rattacher les développements récents dans les différents pays de l'Afrique australe, de l'Angola (où IM. Young s'accommode fort blen de la présence cubaine, considérée comme « stabilisatrice » puisque la Gulf Oil y a déjà trouvé son compte jusqu'en Afrique du Sud où le président Carter compte davantage sur les sociétés multinationales que sur les sanctions économiques pour infléchir la politique

Par MICHELINE PAUNET

d'apartheid : « Je pense que le poids de nos investissements dans ce pays, l'importance donnée par les Sud-Africains à l'accès au capital et à la technologie américaine, peuvent être utilisés comme une force positive à la solution des problèmes de la région », (p. 67).

S INGULIER paradoxe : le capitalisme international se voit ainsi chargé de réparer les torts accumulés en cent aus par un système non moins capitaliste qui, en Afrique du Sud, avait fondé tout son essor sur l'oppression et l'exploitation de la main-d'œuvre africaine, comme le rappelle René Lefort dans L'Afrique du Sud. Histoire d'une crise (2). Un livre qui revient inévitablement sur la genèse du capitalisme et du système d'apartheid en Afrique du Sud, mais pour établir dans toute leur évidence les liens de canse à effet entre les deux phénomènes. Et, surtout, René Lefort a le réflexe de prendre au mot ces partisans de l'a internationalisme libéral » soudain soucieux du niveau de vie

et des conditions de travail des ouvriers et des conditions de travail des ouvriers noirs, en faisant ressortir les contradictions inhérentes au mode de développement instauré dans ce pays : la crise politique et sociale se voit aggravée par des difficultés économiques qui pourraient être insurmontables à défaut des changements profonds qu'on se propose maintenant d'introduire par le canal des sociétés multinationales.

Les émeutes de Soweto, après l'extension des grèves depuis 1972, ent marqué le renouveau de la contestation noire encouragée par l'accession à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique. Mais de quel poids pèsent les monvements de libération sud-africains, face au projet de renouvellement du capitalisme qui se dessine? René Lefort pose sans ambiguité la question du choix des objectifs qu'il convient désormais d'assigner à une résistance aussi ancienne que la colonisation mais dont l'histoire est jalonnée d'échecs. Race ou classe? « Lutte de libération et/ou lutte de classes »? Tout son ouvrage porte la marque de ce souci de faire ressortir l'extrême complexité du problème auquel sont confrontés, plus que famais, les dirigeants des deux principaux monvements de libération actuels : Congrès national africain (A.N.C.) et Conscience

DEUT-ETRE l'opposition africaine a-t-elle de nouvelles chances de relancer la lutte, compte tenu des difficultés économiques internes et des pressions extérieures qui s'exercent sur le « pouvoir blanc ». Son succès dépend cependant de son aptitude à définir la théorie cohérente qui lui a toujours fait défaut. Nécessité d'autant plus impérative que, déjà, les milieux d'affaires sensibles aux exhortations américaines se montrent prêts aième force » en quelque sorte, qui serait disposée à les a nivre dans la voie d'un sons-impérialisme sud-africain « plus totalitaire que jamais », même si la dimension raciale du « développement séparé » aura été sommée. Dans une perspective régionale, et contrairement aux convictions répandues, l'anteur couclut que c'est de l'intérieur de l'Afrique du Sud, avec l'immense prolétariat qu'elle abrite par comparaison aux pays voicapable de mener le combat contre ce sous-impérialisme qui est en train de pénétrer toute l'Afrique australe.

(1) Barry Cohen et Howard Schissel, PAfrique cutrale de Kissinger d Carter, L'Harmattan, Paris, 1977, 190 pages, 42 P.

(2) René Lefort, l'Afrique du Sud. Histoire d'une crise, Maspero, e Petite collection >, Paris, 1977, 152 pages, 14 P.

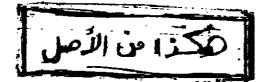
BIBLIOGRAPHIE

SOUTHERN AFRICA AFTER SOWETO. — Alex Callinicos et John Rogers. * Pluto Press, Londres, 1977, 229 pages.

Dans l'histoire de l'Afrique du Sud, les soulèvements de Soweto et ceux qui les ont suivis dans d'autres ghettos noirs apparaissent comme un jaion; peut-être même marquent-ils l'avènement d'une nouvelle phase dans la lutte contre l'apartheid, ou tout au moins l'entrée en scène de catégories sociales nouvelles. l'apartheid, ou tout au moins l'entres en scène de catégories sociales nouvelles. D'où le titre de cet ouvrage, qui n'en indique que partiellement le contenu... L'explosion de la colère des jeunes de Soweto, ses conséquences éventuelles sur l'évolution future de l'Afrique du Sud, et notemment sur les conditions et les l'évolution future de l'Afrique du Sud, et notamment sur les conditions et les moyens du combat pour abattre le couvoir pâle ». n'occupent ici qu'une faible place et fournissent au surplus les pages les moins convaincantes de ce volume. Southern Airica after Soweto présente, en revanche, un résumé intéressant des transformations de l'Afrique du Sud. On y lit de quelle histoire Soweto est l'aboutissement; quais sont Soweto est l'aboutissement; quels sont les rapports qu'entretiennent les formes particulières du capitalisme sud-africain et la système particulières du capitalisme sud-africain et le système de ségrégation raciale; comment les Afrikasners se sont emparés du pouvoir politique et sont arrivés à des positions solides dans les domaines éco-nomiques à partir de leur contrôle de l'angarail d'Etat l'apparell d'Etat

nomiques à partir de leur contrôle de l'appareil d'Etat.

Les auteurs ont le mérite d'insister sur deux aspects du problème qui ne sont pas toujours asses mis en valeur : la résistance permanente, et multiforme, des Africains au système d'oppression et de surexploitation qui leur fut progressivement imposé : l'impossibilité d'appréhender la question sud-africaine sans tenir compte de l'environnement du pays, de ses liens politiques et économiques avec l'Occident, de ses rapports avec un certain nombre de pays africaines indépendants. Mais alors, l'analyse parait souvent schématique : le rôle des pays de la ligne de front », l'activité des mouvent et ligne de front », l'activité des mouvent nationalistes sont envisagés de façon critique, moins en raison d'une appréciation correcte du rapport de forces prévalant dans cette région du continent qu'en vertu de pétitions de principes sur les modalités de la révolution et le rôle de la classe ouvrière. Le même défaut entâche la partie prospective de l'ouvrage, où la rhétorique trotatiste tient fréquemment lieu de réflexion à partir des réadu drame sud-africain est de toute évidence restreinte. l'histoire récente est là pour le rappeler, et la définition d'une stratégie de libération implique d'abord que soit mesurée précisément l'arène dans laquelle ils peuvent se mouvoir sans risquer leur propre destruction.



Entre l'équité et les exigences du système de production



La délinquance des affairistes, qui coûte à la société cent cinquante fois plus que les vols dans les grands magasins et cinq mille fois plus que les holdup, ne donne pourtant lieu qu'à moins de 2 % des condamnations prononcées par les tribunaux. Ainsi bafouée par le pouvoir économique, la justice l'est aussi au nom de la raison d'Etat - l'actualité, sans cesse, se charge de nous le rappeler. Les tribunaux ne seraient-ils alors que les instruments d'une justice de classe, gardiens ialoux de l'ordre capitaliste sans lesquels, selon Adam Smith, & les

riches ne pourraient passer une seule nuit tranquille > ?

Une telle vision serait trop simpliste: « Si la loi est trop évidemment partiale et injuste, alors elle ne saurait remplir aucune fonction de dissimulation, de légitimation; elle ne saurait contribuer en rien à l'hégémonie de classe (...) La condition essentielle de l'efficacité du droit est qu'il paraisse indépendant de manipulations grossières et qu'il semble juste > (1).

Dans les démocraties occidentales, le système judiciaire — tout comme la

fiscalité, l'enseignement ou le système de santé — se caractérise par son ambiguïté : l'affirmation solennelle du principe de l'égalité de tous est trop souvent contredite dans les faits par une série d'iniquités dont l'effet de différenciation sociale concorde trop bien avec les exigences du système économique pour qu'on puisse n'y voir qu'une longue série de malencontreuses « bavures ». La logique de ce contraste est peut-être d'assurer une gestion optimale des inégalités sociales sur lesquelles repose le système de production. Depuis près de

deux siècles, l'institution judiciaire a sans doute contribué à les maintenir dans des limites tolérables pour le système capitaliste. Mais la concentration du pouvoir économique (de l'Etat aux multinationales) et la nouvelle division internationale du travail (immigrés et tiers-monde) lui posent des problèmes qui l'obligent à se redéfinir. Sera-ce, comme certains le craignent, dans le sens d'un nouveau totalitarisme et d'un apartheid généralisé?

Sanctionner les mauvais payeurs et réguler

les excès de consommation

M ERCURE, dieu des marchands, était aussi celui des voleurs. Dans des sociétés restreintes où la circulation des biens etait étroitement réglée et subordonnée au statut social des partenaires, le commerce, peu important, était nécessairement le fait d'étrangers et s'assimilait souvent à la préda-tion, voire à l'agression. Dans nos sociétés dites de consommation, le sociétés dites de consommation, le vol à l'étalage répond à l'incitation du libre-service (1); l'endettement excessif, les saisies sont la contrepartie de la persuasion publicitaire. Dans un cas comme dans l'autre, l'appareil judiciaire est là pour sanctionner des excès qui ne sont que l'aboutissement inévitable d'un système reposant sur la logique de la concurrence et du profit.

Ce n'est pas le seul niveau où il intervient. La simplification de l'échange, condition de sa généralisation, supposait l'instauration d'un rapport juridique nouveau : le contrat synallagmatique où les parties s'obligent réciproquement sans que cela implique de liens de dé-pendance statutaires ou quasi-familiaux. L'appareil judiciaire, après avoir contribute à imposer la niverté contractuelle dans une société où elle se heurtait aux structures so-ciales antérieures (loi Le Chapelier sur les corporations), continue à en être un des plus fermes soutiens alors même qu'elle est vidée de sens par l'étatisation et la concentra-tion du pouvoir économique.

Dans cette double contradiction, on peut, nous semble-t-il, lire à la fois l'enjeu et les ambiguités de l'intervention judiciaire. Mais avant de chercher à les préciser, voyons comment fonctionnent les tribu-

La fiction du libre contrat

O UELLE est la logique de ce système d'escalade dans la me-nace puis la contrainte ? Il faut nace puis la contrainte ? Il faut d'abord remarquer l'importance de l'enjeu puisqu'on peut faire raisonnablement l'hypothèse que la quasi-totalité des adultes se sont trouvés, à un moment ou à un autre, dans cette situation de mauvais payeur. Le processus de recouvrement est organisé pour contenir de manière souple cette masse de débiteurs potentiels : à chaque étape nouvelle — courtoise lettre de rappel, menaces plus ou moins voilées, chantage, voire, dans certains cas, intimidation directe —

la frontière entre ceux qui paient et ceux qui ne paient pas est re-poussée un peu plus loin. Finale-ment, seuls ceux qui s'obstinent jusqu'au bout, soit qu'ils ne veulent, jusqu'au bout, soit qu'us ne veulent, soit qu'ils ne peuvent payer, sont sanctionnés; mais cette sanction intervient plus pour l'exemple qu'en raison de la somme engagée. L'efficacité des condamnations judiclaires ne vient pas de leur rendement économique mais de leur visibilité sociale. En l'occurrence ceux qui sont caisis font payer les autres en sont saisis font payer les antres en démontrant a posteriori la réalité des mensces. On peut aussi soutenir qu'ils palent pour les antres en

naux : pour être clair, nous prendrons un exemple concret, celui des impayés, sans pour autant le déve-lopper de manière exhaustive puis-qu'il ne sera que le support d'un schéma d'analyse valable pour l'ensemble de l'institution.

Chaque année, en France, un minimum de trois cent mille injonctions de payer sont délivrées par les juges d'instance. En Angleterre, pas moins d'un million deux cent mille poursuites sont engagées annuellement devant les tribunaux par les organismes de recouvrement de dettes. C'est déjà là une activité non négligeable, du recouvrement de dettes. C'est déjà là une activité non négligeable, du moins du point de vue numérique; pourtant, si l'on veut en apprécier toute la portée économique, on doit replacer ces poursuites dans l'ensemble des mécanismes de recouvrement de crédit dont elles sont à la fois l'aboutissement et la caution : ainsi en Angleterre, les instances engagées devant les County Courts ne représentent que 2,5 % de l'ensemble des créances pour lesquelles les organismes de crédit de l'ensemble des créances pour lesquelles les organismes de crédit rencontrent des difficultés de recouvrement (2). Parce qu'elles leur coûtent autant, sinon plus, qu'elles ne leur rapportent, les créanniers ne se résolvent à engager des poursuites que lorsque les diverses pressions et intimidations qu'ils ont exercées se sont révêlées insuffisantes. Même après avoir porté leur affaire devant le juge, ils continuent à appliquer cette logique d'une dissuasion graduée à la manvaise volonté ou à l'incapacité du débiteur : seule une infime partie valse volonte ou à l'incapante du débiteur : seule une infime partie — quatre sur mille — des pour-suites engagées est menée à son terme ultime, la prison pour dettes.

Le juge, le marchand et le débiteur

Par YVES DEZALAY *

apparaissant comme les senis mau-vais payeurs notoires.

C'est sans doute dans le continum d'intimidation, de contraintes que représente le processus de régu-lation du crédit qu'on peut voir la contribution essentielle du tribu-nal. La notoriété liée à la condamla contribution essentielle du tritunal. La notoriété liée à la condamnation judiciaire est à double usage : outre son formidable pouvoir de dissuasion — bien des débiteurs sont prêts à tout, pourvu que ça ne se sache pas, — elle fournit une information appréciable aux organes de prêts en désignant une population stéréotypée de mauvais payeurs auxquels les prêts ne seront accordés qu'à des conditions plus sévères — ce qui, la plupart du temps, veut dire à un taux plus élevé pour couvrir le risque supplémentaire. Sans qu'il soit nécessaire d'avoir formellement « deux poids, deux mesures », on aboutit à un phénomène de différenciation sociale très efficace qui, de plus, se reproduit indéfiniment, assurant du même coup sa propre justification. On retrouve cet engrenage reposant sur la dissuasion et l'étiquetage de boucs émissaires dans le fonctionnement du système disciplinaire dont la justice pénale (analysée page 16 par Pierre Lascoumes) constitue l'aboutissement.

Cette fonction dissuasive des tri-

Cette fonction dissuasive des tri-bunaux avait été, dès le départ, perçue par les intéressés, comme en témoigne un rapport du lord Chancellor en 1884 se félicitant de la récente création des County Courts : « L'institution des nouvelles cours permet une expansion infinie du crédit. Dans chaque vil-lage, dans chaque cottage, les petits boutiquiers, les marchands ambuboutiquiers, les marchands ambu-lants, ont pu faire crédit d'autant plus librement qu'ils savaient que si, par ignorance, insouciance ou malhonnèteté, le débiteur ne res-pectait pas ses engagements, il pouvait être condamné par les tribunaux, et qu'il avait ensuite de bonnes chances de finir en prison. 3 (3). Comme en témoigne Dickens ces sanctions étaient effectivement appliquées : selon des estimations de l'époque, les prisons de Londres étaient peuplées pour les deux tiers de débiteurs malchanceux.

Les juges justifiaient leur sévérité

par la nécessité de renforcer la notion de liberté contractuelle : « S'il est une chose que le bien public requiert plus que tout, c'est que des hommes d'âge mûr et sains d'esprit aient la plus grande liberté de conclure des contrats ; mais, une fois conservats que la liberte des fois ces engagements souscrits li-brement et volontairement, ils doi-vent être tenus pour sacrés et les cours doivent user de toute leur autorité pour les faire respecter. »

(4). C'est toujours cette même notion

de contrat qui définit les limites de l'intervention judiciaire : les clauses du contrat étaient-elles légales ? Ont-elles été respectées ? Pourtant, depuis l'époque des petits boutiquiers et des marchands ambulants, la distribution et le crédit ont subi les contrecoups de la production de masse. Il est significatif que l'industrie automobile, premier champ d'application du taylorisme, ait été en même temps la première à mettre sur pied des établissements de crédit spécialisés.

Une souple gestion des impayés

E N 1971, les achats à crédit repré-sentalent en Angleterre 41 % des dépenses d'équipement ménager, 45 % des achats automobiles ; l'en-45 % des achats automobiles; l'endettement est maximum chez les ouvriers et les employés qui recourent au crédit deux à trois fois plus souvent que les cadres. L'émulation organisée (les exigences du standing), les conditions de vie, (éloignement de l'habitation et du lieu de travail), l'obsolescence accélèrée des produits (équipement ménager non réparable, absence de plèces détachées), bref, tant la nature des produits que la position sociale des acquéreurs tendent à faire de ces achats à crédit une consomnation jorcée. Que signific alors l'obstination du juriste qui persiste à ne vouloir lire dans ces contrats que l'engagement libre de deux à ne vouloir lire dans ces contrats que l'engagement libre de deux volontés antonomes ? Le consommateur est habilement manipulé par les spécialistes de la promotion des ventes pour qu'il achète à credit, mais on prétend ensuite lui faire endosser toutes les responsabilités de son engagement en prétendant abusivement qu'il l'a souscrit librement et en toute connaissance de cause. A contratio, on se rend bien compte qu'accepter de reconnaître officiellement le caractère dépendant de ce type de consommation, c'est remettre en question tout l'édifice du droit et, à travers la norme juridique, le système de production dont il est un des éléments

 A tel point que, dans certains grands magasins, la taux de voi sert d'indicateur du caractère plus ou moins attrayant des divers rayons. (2) Faul Rock, Making People Pay, Rutledge and Kegan Paul, Londres, 1972, (3) Cité par Abel et Stevens, Lawyers and the Courts, Helnemman, Londres, 1967, page 35. (4) Id., page 48.

constitutifs (cf. plus loin l'article de Michel Miaille).

Dans une société rurale caractérisée par des rapports marchands simples, les sanctions infligées au débiteur défaillant pouvalent raisonnablement apparaître comme le corollaire de la liberté contractuelle; avec le développement de la concentration et liberté contractuelle; avec le dé-veloppement de la concentration et de l'étatisation (cf. l'article de C. Servolin et H. Nailet page 14), la contradiction inscrite dans le sys-tème juridique tend à le faire éclater. Autant il lui devient de plus en plus difficile de maintenir la fic-tion de la liberté contractuelle, autant il lui est essentiel de conti-nuer à l'affirmer, sous peine de mettre en cause l'ensemble du système économique des démocraties occidentales. occidentales.

(Lire la suite page 14.)

Lire pages 14 à 18 : PAGES 14 et 15 : Le patron introu-

vable, ou le règne de l'irrespon-sabilité (B. Rettenbach). — Développement de la société bourgepise et dépérissement du droit (H. Nallet et C. Servolin).

PAGES 16 et 17 : La délinquance, désordre nécessaire et bien uti-lisé (P. Lacousmes). — Fétichisme du droit et mode de production (M. Miaille). — Le mariage et le travail non rémunéré (C. Delphy).

PAGE 18: Suite de l'article de M. Micille. — A quoi et à qui servent les prisons? (M. T. Mas(Sutte de la page 13.)

Pour Abel et Stevens la solution à ce dilemme a été trouvée dans une séparation croissante des tâches au sein de l'appareil d'Etat : « Les juges se contonnent de plus en plus dans leur rôle de protecteurs des liberles civiles, spécialement celles reposant sur la propriété privée, et les gouvernements successifs évi-tent de donner de nouvelles responsabilités aux tribunaux. » (5).

En France le dessaisissement des juges à chaque fois que l'adminis-tration est concernée permet d'éluder une grande partie de ces contradictions. Ainsi, lorsqu'un huissier, sur ordre du ministère des finances, saistt un contribuable malchanceux, il peut difficilement prè-tendre agir au nom du principe de la liberté contractuelle. Mais, dans la mesure où le titre de créance en possession de l'administration est considéré comme immédiatement est considéré comme immédiatement exécutoire, la justice évite de sou-lever une question qui pourrait être épineuse — celle du fondement et de la validité de la dette — alors qu'elle la pose en règle générale pour tous les autres impayès. On pour-rait multiplier les exemples on le tribunal apparaît comme le bras séculier de l'administration. Mais la relation du système judicisaire au pouvoir administratif n'est pas une simple relation de donneur d'ordre imple relation de donneur d'ordre à exécutant. Il serait plus juste de l'analyser comme celle d'un couple dont la complémentarité fait l'éf-ficacité, mais provoque du même coup l'autodestruction du partenaire le plus faible. C. Servolin et H. Nalet pour l'agriculture, Christine Delphi pour le travail ménager et B. Rettenbach dans le cas des immigrés et des intérimaires montrent comment le droit est plus que jamais lié à l'exploitation de cer-taines catégories d'individus et à l'absorption de leur travail dans le

système capitaliste. Les ambiguités, les contradictions internes de l'institution judiciaire sont à la mesure de son implica-tion dans la réalité des rapports sociaux. Elles sont particulièrement visibles au niveau du système de sanctions et de discipline. Pour reprendre l'exemple qui nous a servi jusqu'ici de fil conducteur, à l'époque des petits boutiquiers, on emprisonnait, mais, avec le dévelop-pement de la production de masse, l'organisation du crédit et l'extension du champ potentiel des débiteurs défaillants, le mécanisme des sanc-

tions a dû à la fois s'allèger et s'affiner pour demeurer crédible. La prison pour dettes a quasiment disparu; la saisle mobilière continue à être appliquée en raison même de son fort caractère dissuasif, mais elle choque de plus en plus et soulère l'indignation quand on réplise m'elle ne fait souvent on réalise qu'elle ne fait souvent qu'accroître la dette du débiteur. Les huissiers eux-mêmes reconnaissent volontiers qu'elle est une arme dangereuse, à manier avec discer-nement et, dans bon nombre de cas, iis lui préfèrent la saisie-arrêt sur les salaires, plus lente certes, mais plus discrète et peut-être plus efficace en période de crise. On retrouve la l'idée de Foucault selon lequel les sanctions violentes, pu-bilques, font de plus en plus place à des mécanismes d'encadrement

Normaliser les prolétaires

CETTE modulation des sanctions, présentée volontiers dans le discours de l'institution judiclaire libéralisation et une modernisation, se réalise de manière désordonnée au travers d'une série d'efforts souau travers d'une série d'efforts sou-vent antagonistes d'agents de dif-férents services essayant de résoudre au mieux les nouvelles contradic-tions auxquelles ils sont confrontés. C'est ainsi que, dans le cas de loyers impayés, les offices de H.I.M. pré-férent, dans la mesure du possible, remplacer l'expulsion et la saiste par une mise sous tutelle des allo-cations familiales, qui pourra être officielle ou officieuse selon la bonne volonté des magistrats Outre la volonté des magistrats. Outre la

gravité et le caractère insoluble des provice et le caractère insolution des problèmes ; qu'ils soulèversient en ayant recours à cette panoplie clas-sique, ils fraient trop nettement à l'encontre de la politique des pou-voirs publics visant à l'intégration et à la normalisation des familles

rolétaires (6). Devant la force de ces arguments, le juge ne peut guère que faire passer au second plan le respect du principe de la liberté contracdu principe de la interte contrac-tuelle, et accepter d'autres formes de gestion des impayès et de règu-lation des excès de la consomma-tion. L'achat, à la limite de ses ressources, de biens d'équipements par une clientèle populaire, est le

Par BERNARD RETTENBACH*

son activité en sociétés distinctes, sans

transformer l'unité de son activité

économique; jusque-là, tous les tra-

vailleurs avaient un unique employeur;

désornais. Ils dépendent d'employeurs

différents. La, par un mouvement vers

l'extérieur, c'est une entreprise qui

rachète, sans les supprimer, des entre-

prises, en raison de leur identité

d'activité, ou en crés d'autres, pour

étendre ou diversifier sa production,

conquérir des marchés, Allieurs, c'est

une industrie dont la nombre des tra-

vailleurs n'a pratiquement pas diminué

nomène les formes diverses de travail

temporaire, légales ou non, utilisées à

des lins variées dont certaines relèvent

beaucoup plus d'une racherche de ren-

tabilité que du besoin de faire face à

symbole et la résultante d'un sys-teme de production et de consommation qu'un système de sanctions trop rigide risquerait de mettre à mai. Ainsi le Payne Comittee recommandait en 1989 qu'un eervice social pour les débiteurs soit incorporé dans la structure des County Courts pour « assister dans la gestion nebdomadaire de leur budget les débiteurs financièrement incompétents ou irresponsables et remplir auprès d'eux les jonctions effectuées normalement par les avoués, les comptables ou les barquiers n. Cette gestion souple, décentralisée, des dettes et des débiteurs — effectuée dans un cas par les banques, dans l'autre par les services sociaux, — et cautionnée en dernière instance par le juge, permettrait d'assurer au système de crèdit son efficience maximum.

Mais pour le moment, dans ce incompétents ou irresponsables et

Mais pour le moment, dans ce domaine comme dans d'autres, la Mais pour le munient, dans le domaine comme dans d'autres, la coexistence de plusieurs systèmes de contraintes et de sanctions frappe plus par ses aspects contradictoires, voire ses incohérences, que par son caractère complémentaire. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine de tous les discours, émanant généralement du sein même de l'institution, sur la crise (sic) de la justice. Ils ne sont guère que le symétrique, chez les juristes, du discours des travailleurs sociaux sur l'ambiguité de leur profession. Au contraire, ces mutations du droit, ces adaptations du système disciplinaire sont l'effet même de l'implication du droit dans une formation sociale dont il reflète les contradictions et contribue efficacement à gèrer les conflits.

Dans la mesure où elle continue à permettre des débats publics et apparemment contradictoires face au secret et au monolithisme des administrations, l'institution judiadministrations, i institution indi-ciaire peut jouer le rôle d'une soupape de sécurité dans des sociétés que leur évolution rapide rend hautement explosives. La mise en scène judiciaire d'une affaire, c'est-à-dire tant la disposition soutiels au dire tant la disposition spatiale que l'organisation temporelle, le mode d'introduction des protagonistes, la distribution des rôles, bref cette théatralisation dans laquelle on peut lire le souci de professionnels d'être toujours en mesure de maîtriser toujours en mesure de maîtriser toute situation d'où pourrait émerger une contestation sociale, présente de ce point de vue un double avantage. Les conflits aigus peuvent s'y exprimer sans risques majeurs pour le système social. En outre, elle constitue pour les justiciables, surtout s'ils sont d'origine populaire, un handicap très lourd. Comme l'ècrit Pat Carlen, « leur tension, l'antiété et le désespoir qui en ranziété et le désespoir qui en résultent rejaillissent sur leurs pa-roles ou leurs attitudes, nuisant non roles ou leurs attitudes, nuisant non seulement à leur prestation, mais surtout confirmant en apparence et légitimant l'hypothèse implicite essentielle — à savoir que le prévenu dans une Magistrates Court est par définition un incapable social ». (7).

CONTRACTOR!

YVES DEZALAY.

(5) Id., page 459.
(6) Donzelot. la Police des l'amilles,
Edit. de Minuit, Paris, 1977, 224 pages, 35 F. (7) Pat Carlen. Magistrates' Justice, Martin Robertson, Londres, 1976.

Le droit des sociétés, l'entreprise et le groupe

Le patron introuvable, ou le règne de l'irresponsabilité

TN juin demier, les services de nettoyage du mètro étalent en grève, mais le trafic ferrovisire n'était pas perturbé, Les papiers et les détritus s'amoncalaient, devenant une menace pour l'hygiène. Le public donc, pour une part, l'hygiène du mêtro dépendaient non de la R.A.T.P. mais de six entreprises extérieures : grévistes ne parvenaient pas à identifier les responsables de leurs conditions d'emploi, en tout cas à les obliger de se concerter pour négocier avec eux. Cependant, le métro no remplit évidemment sa mission de service public que s'il assure hyglène et propreté Or la R.A.T.P. s'en décharge sur des travailleurs, en grande majorité étrangero : leur salaire est très inférieur à celui des agents de la R.A.T.P.; aucun de leurs employeurs ne leur assurzit, la nuit, pendant le neltoyage des voles, la sécurité contre les risques du courant électrique; ils ne disporepas, changer de vêtements, etc.

L'opinion publique pouvait s'étonner quences touchalent à l'absyrde au moment où la R.A.T.P. lançait une campagne d'accueil en faveur des touristes étrangers. Mais - et sans doute l'opinion publique n'en était pas avertie - la situation génératrice de la grève était légale : c'est sous le couvert du drait que les travailleurs chargés de l'entretien des couloirs et des voies du métro décendalent d'employeurs extérieurs; ceux-ci et la R.A.T.P. pouvalent donc se renvoyer la responsabilité des solutions.

Une telle incohérence a, sans doute,

des causes multiples : certaines cont d'ordre économique. Mais on voudrait Ici, plus spécialement, insister sur les causes d'ordre juridique ; la législation du travail est encore mai préparée à régler de tels conflits parce qu'elle est née sur des fondements et dans des cadres qui favorisent, au bénéfice des employeurs et des porteurs du capital, une distorsion entre les situations juridiques et la réalité.

La publicité donnée à ce conflit tient évidemment à la place du mêtro dans la vie des usagers, entre « le boulot et le dodo ». Loin d'être exceptionnel, il est représentatif d'une situation qui met de plus en plus en cause, voire en échec, ce que l'on pourrait appeler non pas le droit à l'emploi (qui n'existe pas malgré la décigration des Constitutions de 1946 et 1958), mais des éléments déjà acquis d'un droit à l'emploi.

ici, c'est une entreprise qui se restructure par un processus interne : elle redistribue différents secteurs de

depuis dix ans mals dont la moitlé appartiennent maintenant à des sociétés extérieures. Il faut ajouter à ce ché-

Un privilège pour le capital

Es conséquences, pour les travall-leurs, c'est ca qu'on a appelé l' « éclatement juridique de la collectivité de travail » (1); il suffit d'évoquer quelques exemples pour en mesurer l'ampleur et la diversité : lcl, des travallleurs réunis dans le même atelier ou le même secteur de l'entreprise se séparent au moment du repas : certains n'ont pas droit au restaurant d'entreprise ; là, dans un siège social unique, les avantages proposés en matière de loisirs ne sont pas les

mêmes : les comités d'entreprise sont différents, parce que sont différentes les sociétés regroupées; la sur le même périmètre de travail, certains salariés bénéficient de la conventioncollective de la pétrochimie, d'autres de celle de la métallurgie, d'autres ne bénéficient d'aucune convention. Ailleurs, cino ouvriers sont morts carbonisés. précipités ensemble dans un four : on

Centre d'études et de recherches sur les mutations socio-culturelles actuelles (CERMSCA).

prises différentes travaillant pour le compte et sur le terrain d'une entreprise qui n'est pas l'employeur des victimes. On pourait multiplier et compliquer les exemples de ces disparités, en évoquant le problème de la sous-traitance

n'a pu encore déterminer les respon-

sabilités : ils étaient salariés d'entre-

sous les formes plus ou moins extensives qu'elle prend, mais qui aboutissent au même résultat : une entreprise, grande ou moyenne, peut être traversé par des frontières juridiques qui créent des esoaces différents d'application de la législation du travail. Ainsi une distorsion s'accentue entre cette législation, ses conditions d'application et les situations réelles.

On voudrait ici montrer la part du droit dans cette distorsion. En effet, en analysant le sort de la collectivité de travail au double niveau de l'entreprise et du « groupe », on fait ressortir comment le « poids » du droit français va dans le sens qui favorise et privilégie le détenteur du capital, ses initiatives unilatérales et les finalités économiques de l'entreprise au détri-

El d'abord, comment se situe la collectivité de travail dans l'entre-

Une remarque préliminaire s'impose : la définition de l'entreprise est imprécise, comme d'ailleurs, on la verra plus loin, celle du - groupe - N'est-il pas déjà significatif que des réalités aussi importantes pour les travailleurs gardent, en droit, un sens aussi flou el fluctuant et que la catégorie Juridique fondamentale bien définie reste, en ce domaine, la « société » et particulièrement la « société de capitaux »?

Cependant, l'entreprise est bien le cadre réel de l'existence collective des travailleurs, de leurs rapports organisés avec les employeurs. Le vocabulaire utilisé pour désigner ce cadre et pour en tenter une approche juridique en souligne le caractère commun : or parle d' - unité économique et sociale -, rèalisée par une association entre employeurs et travailleurs, même sì celle-ci n'existe que par un equilibre précaire réalisé par voie de négociations, de convention, d'accord obtenus par la lutte : le mot même de - comité d'entreprise » dit cela.

Mais des que l'on veut analyser, en termes juridiques, l'entrée dans la collectivité de travail et l'appartenance à l'entreprise, on ne dispose que d'une catégorie venant d'ailleurs : or les juristes savent à quelle profondeur les concepts juridiques s'enracinent dans le terrain où ils sont nès et avec quelle difficulté on peut les soustraire aux - principes généraux du droit qui ont inspiré leur élaboration. Le « contrat de travall » qui ouvre la porte de l'entreprise est, certes, une forme de services - du code civil; il ne se limite plus à l'échange, contre rémunération, du travail d'un individu au service d'un autre. Dans les clauses du contrat de travail sont contenus les acquis d'une législation évoluée, des conventions collectives, le droit à la représentation et ce droit de pression sur l'employeur qu'est le droit de grève.

(I) J. Magaud, « L'éclatement juri-dique de la collectivité de travail », Droit social, nº 12, décembre 1975, pages 525 et sq.

Transformations économiques

et évolution juridique

LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ **BOURGEOISE** ET LE DÉPÉRISSEMENT DU DROIT

Par HENRI NALLET et CLAUDE SERVOLIN *

l'occasion d'événements récents, le chan-celier de la République fédérale d'Allemagne éprouvait le besoin de rappeler que la R.F.A. est un « Etat de droit ». Compte tenu de la gravité de la situation, il n'est pas étonnant qu'il ait appelé à son secoure l'un des maîtres mots de l'idéologie politique des bourgeoisies occidentales.

· Institut national de la recherche agrono-

C'est dans ce terme, en effet, que ces sociétés résument ce qui fait leur grandeur et les distingue de toutes les formes de tyrannie aui out réané avant elles et règneut encore le principe de l'égalité de tous devant la loi et la respect absolu d'un certain nombre de règles qui organisent les relations des individus

D'une manière générale, la société civile bourgeoise se présente comme fondée sur des écrits qui contiennent les règles constitutives de l' « Etat de droit ». Pour la France, en particulier, le fondement de l'« Etat de droit », c'est l'ensemble des codes bérités de la Révo-lution de 1789 (le code civil, ou code Napolèon, qui organise les relations entre les personnes et la gestion des patrimoines, texte de base auquel sont venus s'adjoindre le code de commerce et le code pénel).

Ce corps de droit « civil » se fonde sur un ensemble de principes communs: égalité devant la loi, autonomie du sujet de droit, liberté des contrats, respect de la propriété, responsabilité personnelle. Il est garanti par l'appareil judiciaire de « droit commun » dont fonctionnement prend une forme trinitaire : les deux parties portent leur conflit devant un juge dont l'indépendance est garantie par l'élection (Etats-Unix) ou par l'inamovibilité (France). Toute juridiction n'appartenant pas

à ce système est une juridiction d'exception.

Mais le droit civil en tant qu'il serait le fondement juridique de la société bourgeoise pose certains problèmes embarrassants. Comment peut-on expliquer que la bourgeoisie, après le triomphe de sa révolution, ait jugé bon de se donner comme monument juridique un texte qui reproduit de nombreuses dispositions directement héritées du droit romain, et qui, par contre, ne contient rien sur les rapports capitalistes, en particulier sur la salariet? Beaucoup d'auteurs répondent à cette question en attribuant au code civil un rôle purement mythique, voire mystificateur; la bourgeoisie aurait besoin du droit et de la justice issus de la Révolution de 1789 pour conforter chez les a dominés » l'illusion qu'ils sont de libres citoyens et des sujets de droits autonomes, et dissimuler l'irrémédiable dyssymétrie de l'ensemble des rapports liant donti-

nants et dominés. Si on accepte cette réponse, on peut être rossuré sur la pérennité du droit et de la justice : tant que la bourgeoisie durera, elle aura besoin d'eux pour faire fonctionner son mythe démocratique. Mais alors, pourcette crise du droit, ces inquiétudes, ce malaise dans l'appareil judiciaire, ce sentime de décadence irréversible qu'expriment tous les participants de milieux de la justice?

Le passage au capitalisme

DOUR éviter de tomber dans une impasse toute étude du droit dans la société moderne doit rampre avec cette théorie qui fait du droit issu de la Révolution une pure mystification. En effet, ce drait a un contenu bien réel qui est la codification des rapports marchands simples (1). Et ce contenu n'a rien d'un vestige archéologique. Les formes marchandes simples ont représenté jusqu'à une période très récente, et particulièrement en France, une part très importante de la formation sociale dans l'artisanat, le commerce et surtout l'agriculture (2). Malgré un recul récent, ces formes de production et d'échange représentent encore une fraction non négligeoble des sociétés capitalistes européennes.

La persistance de ces formes appareit d'autant plus surprenante qu'elles n'ont guère été étudiées pour elles-mêmes. En effet, l'histoire traditionnelle les a si complètement négligées qu'elle samble partois n'admettre qu'à contrecœur leur existence, soit qu'elle fasse darer le féodolisme jusqu'à la révolution bourgeoise et l'avenement du capitalisme, soit au contraire qu'elle fosse remonter l'origine du capitalisme ou hout Moyen Age.

Pour nous, au contraire, l'existence et le développement de ces formes durant plusieurs siècles est la coractéristique la plus remarquable de ce processus de « transformation » du féodalisme en capitalisme, qui est l'événement le plus important de l'histoire de l'Europe

Une fois que l'on accepte de reconnaître que la petite production et l'échange simple ne sont pos seulement des catégories théoriques mais possèdent une existence historique, on peut voir qu'elles contiennent la possibilité capitalisme, qu'elles apparaissent comme des conditions de son existence,

Si le copitalisme est une négation de l'économie marchande simple, il s'agit d'une néga-tion dialectique, c'est-à-dire de la création d'une forme nouvelle par développement total des formes anciennes.

Aussi, dans une société capitaliste développée, l'existence prolongés de formes marchandes simples n'a rien qui puisse surprendre, étont admis qu'elles apparaissent alors sous l'« éclairage génèral » des rapports capita-

C'est ainsi qu'il faut comprendre par exemple les modalités de la vente par un egriculteur contemporain des produits de son travail, car un agriculteur vendont aujourd'hui ses produits à une grande coopérative ou à un groupe industriel se trouve dans une situation différente de celle de son père qui vendait au marchand de bestiaux ou sur le marché du bourg voisin. Il reste un authentique vende produits et non pas un solarié. Mais la munière dant fonctionnent les rapports d'échange qu'il entratient avec les acheteurs de ses produits ne peut être pleinement com-

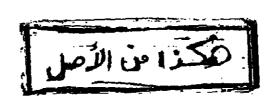
...

2.

in. In:

(1) On entend par « formes marchandes simples » des formes de production où le producteur travalle individuellement dans l'espreice d'un métier en utilisant un ensemble d'outils et de moyens de production dont il est le possesseur. Le cadre de l'activité production est la famille et le but de la production est la famille et le but de la production est essentiellement l'entrethen et la perpétuation de la famille et de son patrimoine. Cette forme de production ne fait que très peu appel au salariat, seuf sous la forma de domestiques, d'apprentia et de compagnons. Elle s'accompagne d'un système d'échange développé et différencié, mais l'échange se fait alors seion le principe de l'échange capitaliste qui doit conduire obligationement à la réalisation d'un taux de profit venant rémunérer le capital investi On reconnait dans cette déscription l'organisation de la production qui était en rigueur dans l'agriculture et l'artisanat svant l'apparition du capitalisme.

(2) La population rurale représentait 53 % de la population française en 1921 et encore 47 % en 1945.



N

garage and a

_

. . •

que le salarié s'engage, mais avec une société, par l'intermédiaire d'un représentant : d'autre part, le comité d'entreprise n'a compétence qu'après la conclusion du contrat. C'est donc à une obligation muluelle entre le détenteur

LA JUSTICE EN QUESTION

Législation du travail et droit de propriété

ES acquis de la législation du travail, fruit des conquêtes des travailleurs, tentent, il est vrai, de fonder juridiquement l'appartenance à l'entreprise dans des rapports collectifs entre employeur et travailleurs. Mals ces efforts se heurtent à la cohérence interne du cadre juridique actuel du contrat. Le droit civil du contrat de louage de services repose sur l'hypothèse d'un droit de propriélé pour le bien duquel un individu recourt, contre rémunération, à l' « industrie » d'un autre. Quelle que solt l'ampleur des transformations opérées dans un tel cadre, se logique interne ne peut qu'assurer l'indépendance du détenteur du capital. La prérogative de l' « employeur, seul juge » du bien de l'entreprise, le « pouvoir disciplinaire du chei d'entreprise », le droit de faire expulser des grévistes en cas d'occunation d'usine, sont encore rattachés au droit de propriété de l'employeur sur l'entreprise, malgré des signes de remise en cause par une jurisprudence nouvelle, en quête d'autres principes.

Mais l'entreprise n'intervient pas

dans le contrat : ce n'est pas avec elle

La dislocation de la collectività de travall tient donc dans l'ordre juridique à deux facteurs : l'un, l'absence d'une définition de l'entreprise, renforce les effets de l'autre ; le statut de l'appartenance à l'entreprise assure au propriétaire du capital un pouvoir qui va de la décision de règlement intérieur jusqu'à la restructuration en sociétés distinctes, à la vente ou à la mise en liquidation de l'entreprise.

L'enracinement dans les fondements du droit français du pouvoir du capital dans un ensemble économique et social apparaît dans une lumière plus orande dans l'extension du phénomène de « groupe » dans l'économie actuelle. On a là une autre face du même problème. Tout comme les situations précédemment évoquées, les conséquences sur le droit à l'emploi de la concentration du capital dans un « groupe » ne sont pas formellement contraires au drol· existant, elles sont même en cohérence avec les principes qui rendent possible cette concentration.

Le groupe est encore plus protégé que l'entreprise contre les tentatives d'une définition juridique; aussi peut-il exister à la faveur d'ambiguîtés et de contradictions out en tont une réstité

juridique des personnes

sant les directions de ses composantes

à des relais de mise en œuvre de sa

politique (3). On Imagine, dans une

période où la division internationale du

travail est un dogme de l'organisation

de la vie économique, les ressources dont bénéficie un groupe pour destruc-turer et restructurer les activités de ses

sociétés : en particulier pour les recen-

du capital et le travailleur que se ramène l'appartenance à l'entreprise. Par contre, la liberté contractuelle. très inégale : la disproportion des conséquences d'une rupture unilatérale. même abusive, du contrat étant, dans la plupart des cas, sans comparaison.

floue et fluctuante : comment alors pourrait-il être un lieu d'application

rigoureuse de la législation protectrice des travailleurs? Les groupes naissent de la concentration de sociétés ou de groupes déjà existants; mais le processus qui les engendre ou les modifie consiste à la

en échec du statut juridique des

dans une utilisation et une mise

Le droit des sociétés rend possible la création de « sociétés de sociétés »; il permet ainsi la dispersion et la concentration du capital : la dispersion, par des prises de participation dans celui des sociétés, la concentration dans les mains d'un nombre réduit de personnes, à la faveur du cumul possible de mandats d'administrateurs. En conjuguant le pourcentage des participations avec la mise en place dans les consells d'administration, ou à la tête des sociétés, d'hommes liés entre eux par des facteurs divers, on aboutit à la constitution d'organes de pouvoir très puissants. Un hebdomadaire économique (2) déclarait récomment que le pouvoir économique et financier, en France, est entre les mains d'une quarantaine d'hommes ou plus, les - intouchables », qui se choisissent par « cooptation instinctive », de moins en moins en raison de la naissance ou de la fortune, de plus en plus à cause de l'appartenance à l' « aristocratie de

Ainsi, le groupe peut, eur un organigramme, paraître se réduire aux qui le composent; et, d'une certaine façon, c'est vrai, car li ne serait rien sans elles : mais, d'un autre point da vue, il est bien une réalité autonome. Pour autant le fossé s'élargit entre le pouvoir de décision qu'il détient et les travailleurs ; le premier est difficile à identifier et les seconds. de par leur contrat de travail, voient leurs droits strictement maintenus dans le cadre de leur société. L'existence de « holdings » ne modifie pas cette analyse : dans la mesure où elles sont une société distincte, elles ne sont composées que de auelques hommes investis du pouvoir que leur donnent les capitaux et la puissance économique qu'ils représentent

Pouvoir centralisé, travailleurs dispersés

U NE telle distance entre le groupe et trer sur des secteurs plus rentables, la collectivité de travail met cette en transférer certains à la sous-traidernière à la disposition du premier. tance française ou étrangère et privilégier la recherche et le « commercial ». Utilisant le droit des sociétés pour constituer son pouvoir financier, le pour conquérir et tenir les marchés. groupe a besoin de s'en libérer pour en imposant aux sous-traitants des étendre son pouvoir économique; le marges impératives. principe fondamental de la personna-Une telle distance entre le pouvoir fait d'une société le sujet du pouvoir de décision, en tout ce qui la concerne : mais le groupe n'existe qu'en rédul-

du groupe et les travailleurs tient au décalage qui existe entre le groupe et le cadre dans lequel la loi prévoit et protège l'exercice des droits des travalileurs. Ce cadre est celui de la société, non du groupe ; leur interio-cuteur est un P.-D. G. dont la mission consiste dans l'application des décisions ou orientations d'un pouvoir difficilement localisable. Quelle autre ressource que la jutte ont les travailleurs contre l'application à leur société d'un plan de restructuration, décidé à leur

insu, qui aboutit à la déqualification d'un grand nombre, au changement de convention collective et à la perte d'avantages acquis de ceux qui sont transférés dans d'autres sociétés ou tout simplement à des licenciements importants? Et cela, dans le même temps où le C.N.P.F. et le gouvernement lancent une politique de promotion des P.M.E. en vue de la sous-traitance : or, on le salt, les P.M.E. constituent un cadre dans lequel l'exercice des droits des salariés est limité par la difficulté et la faiblesse de la syndicalisation et un fréquent déplacement du pouvoir du patron vers le donneur d'ordres (4).

On peut objecter que les travailleurs ne sont pas totalement démunis de droits dans le groupe. C'est vrai que certains groupes ont pris l'initiative de créer les conditions de représentation des travalileurs par une commission centrale composée des représentants des différents comités contraux d'entreprise. Mais l'existence d'une telle commission n'est pas protégée par la loi : de plus, elle est créée Il ne s'agit plus que de le consulter sur les modalités de mise en œuvre de la décision engagée.

C'est vrai aussi que les différents comités d'entreprise ont un droit d'information sur les ramifications

Protection par le droit, ou conflit ?

O N peut objecter à l'analyse pré-cédente la place insuffisante qu'elle fait au développement de la législation en faveur des travailleurs : l'histoire de la législation le montre : les progrès les plus significatifs d'une mise en place des éléments d'un droit à l'emploi sont dus à des luttes déclenchées soit en raison de « vides juridiques » cénérateurs d'injustices, soit à la sulte de solutions conformes au drolt mais non moins source d'injusticas, Cas luttes sont à l'origine de négo-

ciations et de conventions dont certaines sont devenues des lois par vole de généralisation à tous les travallleurs. Si bien que le droit du travall oscille, en queique sorte, entre deux polarités : l'une relève d'une logique qui, par son enracinement dans le droit civil du contrat et le droit commercial des sociétés, a pour conséquence - ou pour but — de favoriser le capital, ses finalités propres, son pouvoir; l'autre prend en compte l'entreprise comme lieu où se jouent la vie des hommes et leurs droits fondamentaux.

financières de leur société par les participations qu'elle peut prendre en d'autres. Et la loi sur la participation aux truits de l'expansion autorise, en certains cas, les salariés d'une fillale à couscrire des actions dans la société mère. La salarié envoyé dans una filiale à l'étranger a un droit, en cas de licenciement, à réintégration dans la société mère. Mais ce ne sont là que des bribes de droits, faibles attestations d'une certaine prise en compte de la réalité du groupe. Son pouvoir reste très protégé, pulsque son exis-tance exige et lui permet d'utiliser une structure juridique, celle des sociétés, élaborée pour la constitution et le développement des capitaux. et de le dépasser pour bénéficier des opportunités financières et atteindre des finalités économiques. Quant à la collectivité de travail, elle est laissée à sa dispersion, dans les régimes divers des sociétés, soumise à des décisions de restructuration ou de déstructuration ; elle n'a quère d'existence reconnue au niveau du groupe, au-delà des sociétés, qu'en raison de la déterminatio d'une politique commune du personnel et de la création d'une sorte de contrat de travail de groupe - : l'engagement d'un salarié dans l'une des sociétés implique l'acceptation d'être muté dans n'importe quelle société du groupe, tout refus étant considéré comme une démission.

La lustice est soumise à l'attraction de ces deux polarités; la jurisprudence nacille parfois entre les deux : la priorité qu'il lui arrive de donner à celle droit à l'emploi lui permet des hardiesses et des nouveautés : mais, le plus souvent, elle n'est, au mieux, qu'un rempart contre les retours en arrière les infractions aux lois — et, quand elle est sollicitée en demier ressort, elle se dégage très difficilement, et non sans incohérence, de l'inspiration de principes généraux du droit civil, à partir duquel les relations de travail ont été, au départ, juridiquement structurées. On est donc amené à penser qu'il n'est pas possible, et sur de

tels fondements, d'élaborer un authentique droit au travail : pour répondre à l'impératif constitutionnel, il faudrait élaborer des catégories (ondamentales spécifiques, donc autonomes.

Il ne faut donc pas s'étonner que, malgré son statut constitutionnel, le droit au travail, appelé plus concrètement droit à l'emploi, prenne el difficliement corps dans notre législation et notre système juridique.

Dans une période de restructuration profonde de l'économia et des entreprisea, les syndicats sont aussi amenés à faire moins confiance au droit et à la justice qu'aux conflits, générateurs de rapports de forces, pour assurer l'exis-tence des éléments acquis d'un droit

Parmi les conséquences de cette situation pour les travailleurs, l'une des plus graves est le risque d'une séparation des travailleurs entre ceux qui. dans leurs entreprises, peuvent bénéficier d'une représentation puissante pour maintenir et développer les acquis de conventions collectives favorables at ceux qui se trouvent ou se retrouvent dans des entreprises ou dans des situations juridiques dans lesquelles une telle représentation est soit légalement, soit pratiquement, impossible ou

Les signes, déjà nombreux, d'une telle répartition incitent à se demander si la période actuelle des restructurations ne va pas engendrer, à l'intérieur même du monde du travail, une classe de plus en plus nombreuse d'hommes et de mes exclus de la protection assurée dans les entreprises par les institutions représentatives des travailleurs.

BERNARD RETTENBACH.

(2) Le Nouvel économiste, nº 102, 17 octobre 1977, pages 86 et sq.
(3) « Recherche sur la représentation des salariés dans les groupes et hoidings », sous la direction de Gérard Lyon-Caen, Centre de recherche de droit social, Paris-1 (recherche pour le compte du ministère du trevail).

(4) Guy Courthieu, l'Entreprise, société jéodale, Editions du Seuil, Paris, 1975, 208 pages, 25 F.



(Dessin de Bérênice Cleeve.)

grande inégalité. Pour un homme très riche, il doit exister au moins cinq cents pauvres, et la prospérité d'un petit nombre suppose l'indigence d'une multitude (...). C'est seulement à l'abri du juge que le propriétaire d'une telle richesse, acquise par l'activité de plusieurs années ou peut-être de générations successives, peut dormir une seule nuit en sécurité. Il est à tout moment entouré d'ennemis inconnus (...). Il ne peut être protégé que par le bras puissant du juge continuellement levé pour les frabber.>

ADAM SMITH (La richesse des nations.)

prise qu'à condition de les situer dans le codre d'ensemble du marché capitaliste.

Cette mise au point sur la petite production et ses rapports avec le capitalisme une fois faite, le rôle historique du droit civil devient

plus aisément intelligible. Le droit civil révolutionnaire, qui, en insti-tuant la libération de la production et de l'échange sous leur forme simple, a posé historiquement les conditions mêmes du dévelopnent de l'échange généralisé et de la production capitaliste, subsiste encore aujourd'hui comme témoin de la permanence de ces formes simples.

Ces formes se définissent par le caractère

patrimonial des biens de production et le cadre

familial de la production elle-même. On voit à quel point elles se trouvent en harmonie avec le dispositif du droit civil et avec l'organisation de l'appareil judiciaire traditionnel avec ses trois personnages : les deux plaideurs, libres, égaux et responsables, et le juge dont le rôle se limite à interpréter la loi, à « dire le droit ». Il convient de note, tout ce qu'a de spécifique ce personnage du juge, situé au-dessus et en dehors des intérêts des parties. Ce qui explique que, d'abord, on ait voulu choisir les juges parmi les propriétaires notables — leur indépendance économique est garante de leur désintéressement - et qu'ensuite on en ait fait des fanctionnaires indépendants du pouvoir politique, mais participants du rôle tutélaire de l'État. Ces rapports issus de l'échange simple et de la patité production parallèlement leur express tique et idéologique dans le radicalisme fronçais et ses équivalents étrangers. L'exercice prolongé de la gestion de la société française par le courant radical, où les hommes de loi étoient si nombreux, s'explique par l'importance même des forces de la petite production dans la société française. Mais cette société, qui vécut son plein épanouissement sous la III° République, a connu depuis la dernière guerre une évolution qui modifie complètement sa nature, et dont le signe le plus frappant nous est fourni par la dimination extrêmement rapide de la population rurale (3). Ces « changaments socioux » résultent du développement

du capitalisme lui-même dans la société occi-

dentale. L'évolution du capital tend à lui faire

the second control of the second control of

ocquérir des caractères nouveaux; les rapports marchands capitalistes s'éloignent de plus en plus des rapports marchands simples (4). le caractère privé du capital s'atténue sons cesse. Cette évolution des sociétés capitalistes s'opère partout sous l'égide de l'Etat. Comm l'avait le premier montré Hegel, et après lui Marx, Max Weber et bien d'autres, le dèveloppement total de la société bourgeoise et du capitalisme conduit de plus en plus repidement à la réalisation de l'Etat rationnel par absorption de la société civile dans l'Etat, applia tion généralisée de la planification (où Lukacs voit un troit dominant de l'idéologie bourise), raffinement sans cesse plus poussé de la division sociale du travail.

Du droit révolutionnaire au règlement bureaucratique

DANS ce processus apparaît la contradiction qui existe entre la propriété privée (qu'elle soit celle du petit producteur ou celle du capitaliste) et la généralisation de la marchandise. La transformation intégrale des rapports entre les hommes en rapports entre choses, qui est le point d'aboutissement du capitalisme, s'exprime dans la planification de la société. Dans une société oinsi planifiée, l'individu tend à perdre son unité, à être décomposé en fragments correspondant oux divers rôles sociation et économiques qu'il est appelé à jouer, à voir réglementer de plus en plus étroitement sa vie, afin que l'arbitraire des conduites individualles ne vienne pas perturber ce qui a été

Au droit révolutionnaire pour qui « tout ce qui n'est pos défendu est permis » succède le règlement bareaucratique pour qui « tout ce qui n'est pas permis est défendu ».

Ces considerations nous permettent alors d'avancer une interprétation de la crise de la justice, du moloise du personnel judiciaire, fondée sur l'hypothèse du dépérissement du

droit. Ce processus de dépérissement est depuis longtemps à l'œuvre. Il se présente sous trois aspects différents :

- Les rapports entre les grandes firmes nationales ou multinationales, privées au natio-nalisées, échappent pour l'essentiel et de plus en plus à toute espèce de débat judiciaire. Elles ne se présentent iamais devant un tribunal pour ce qui concerne leurs intérêts véritablement importants, et elles ne recourent à la justice et aux hommes de loi que pour : authentifier » telle ou telle de leurs démarches, à la manière dont on recourt à la légalisation par un commissaire de police. Il est vioi que toutes les grandes firmes posedent d'importants services juridiques, mais l'activité de ces services, beaucoup plus que la représentation en justice de la firme, consiste à assurer certains aspects de l'organisation et de la planification interne et externe de la firme. La jurista devient dons ce cus un « ingénieur », selon la formule du célèbre juriste américain Pound;

— Les rapports entre les personnes privée et les institutions publiques relèvent depuis longtemps, et de plus en plus, du droit admitratif, « droit » qui n'est pas du droit, mais rien d'autre qu'une méthode d'interprétation et d'application des règlements. La justice à a trois personnages » disparaît : on n'a plus qu'un « administré » qui réclame à l'administration une application correcte et cohérente de son propre règlement. La procédure même du recours administratif est révélatrice de son véritable caractère : no commence-t-elle pos le plus souvent par un « recours gracieux » présente par l'administré à l'administration même dont îl a à se plaindre? Ce caractère fondamentalement gracieux du recours se trouve, notons-le, renforcé par l'inexistence, pour ainsi dire nécessaire, des voies d'exécu-tion (5). L'exécution est en fait à la discrétion

des services concernés ; - Enfin, on assiste aux développements de protiques consistant à détourner de leurs sens les rougges judicioires traditionnels. Le fonctionnement de la justice civile et pénale est de plus en plus écartelé entre deux tendonces apparemment contradictoires mais qui foutes deux altèrent gravement sa nature. L'une, particulièrement nette dans les juridictions pénales, conduit à une fusion de fait de la

police, du ministère public et du tribunal, les transforme en tribunaux d'exception à l'image des tribunaux militaires, des commissions de discipline ou des prétoires des prisons. L'outre tend à transformer les organes juridictionnels en organes de tutelle, tant en matière civile (affaires familiales, divorce, etc.) au'en matière pénale, chargés de suppléer à la dépersonnalisation, à l'irresponsabilité croissante des Jus-ticiables (6). Le dernier congrès du Syndicat de la magistrature sur la petite délinquance paraît refléter fidèlement cette tendance.

Ce dernier aspect du dépérissement du droit paraît tout particulièrement digne d'être souligné, car il est le plus difficile à discerner. A la différence des deux premiers, il ne suppose nullement up efforement institutionnel des organes judiciaires ; il peut très bien s'accompagner, et s'accompagnera sans doute, non seulement d'une conservation mais d'un développement, d'une « modernisation » de ces organes, voire d'une augmentation notable des movens matériels mis à leur disposition.

> HENRI NALLET et CLAUDE SERVOLIN.

(3) Il est à noter que est exode rural a pro-voqué une réduction parallèle de l'apparell judi-ciaire, ce qui semble constituer un indice tout à fait direct du lien qui les unissait.

(4) Le « petit capitaliste » qui reste proche encore de la petite production tend, iui aussi, à régresser.

(5) Cf. l'article da G. Vedel dans le Monde du 4 mai 1977. Cet article très intéressant semble cependant pécher par optimisme quant à la possibilité d'instituer des voies d'exécution réellement efficaces en matière administrative.

(6) Ces considérations ne sont nullement spéciales à la France. B. Abel et R. Stevens, dans leur livre « Lavyers and the Courts » (Heineman, Londres, 1987), décâtent les mêmes tendances à la décadence de l'apparail judiciaire britannique treditionnel qu'ils attribused en tendances à la décadence de l'apparail judiciaire britannique traditionnel qu'ils attribuent au développement du « Weifare State » (équivalent britannique de l'étatisme réglementaire) et à la multiplication des tribunaux spécialisés (qui suppléant, en Grande-Bretagne, à l'absence de juridiction administrative). Les auteurs exhortent, pour finir, le juristé angiais à s'adapter à la société moderne en se considérant désormais comme assurant un service public, « de la même manière que les hôpitaux, l'assistance publique ou les pompiers »... (Op. cit., page 463.)

Protection des citoyens ou service des grands intérêts et de l'État?

-*Pratiques d'affairistes* -

A belle unanimité qui s'est développée progressivement dans les dix demières années, au sujet de la définquance d'attaires ne doit-elle pas soulever quelques interrogations? Certes, quelques plonniers avaient tenté de démontrer que la délinquance n'était pas exclusivement

fail des classes laborieuses réputées « dangereuses ». Mais la criminalisation effective des pratiques lilicites dans le monde des affaires reste

Depuis les grands scandales financiers des années 20, l'appareil juri-dique et institutionnel centré sur le contrôle de la délinquance d'affaires s'est largement développé. Les textes sont surabondants et les organes de contrôle spécialisés beaucoup plus nombreux que l'on ne croît : service de répression des fraudes, brigades et parquets financiers, commissions des ententes, des opérations de Bourse, de l'usure, etc. Cepandant, à regarder les pratiques effectives du contrôle social en ce domaine, quelques

1. - Evaluer le coût du crime est une entreprise très périlleuse, particulièrement en ce domaine. Cependant, la direction centrale de la police judiciaire établit depuis queiques années le coût des transferts de possession

à l'occasion d'infractions économiques et financières dont elle a eu connais-eance. Il était, en 1975, de 2 031 millions de francs. L'évaluation de la fraude flecale effectuée au préjudice de l'Etat était de 44 483 millions de

francs pour la même année. Ces évaluations (qui sont des estimations sinkmales vu leur mode de calcul) laissent très loin derrière elles le colli

chiffre de 3,2 % des condamnations prononcées (11 129 condamnations). Si on précise les regroupements en se limitant aux infractions financières, fiscales et douanières, zone où peut être etué l'essentiel de la délinquance

d'affaires grave et organisée, le pourcentage de condamnations n'est plus que de 1,7 % des condemnations en matière pénale (5 830 condamnations). Pour ces deux demières catégories, il est intéressant de noter la répartition

3,76 %

iii. - En matière de sanctions, ii est notoire que l'amende, souvent

compagnée de sursis, demoura quasi généralement la règie en ce secteur.

D'autre part, si un certain nombre de tribunaux correctionnels ont tenté de faire évoluer ces sanctions vers des mesures qui ne soient pes symbo-liques, les décisions d'appel atténuent fréquemment les sanctions décidées en première instance. Estimant sans doute que la simple assignation en

pour les « gros dossiere »), une décision est obtanue, encore faut-il pouvoir

la faire executer. Ce problème se pose avec une particulière acuité quand une paine de prison ferme est prononcée. L'octrol de sursis à l'exécution ou de mesures administratives rend l'application de ces décisions très aléatoire.

La répression de la délinquance d'affaires est loin d'atteindre une importance comparable aux dominages sociaux qu'elle occasionne. Mais quand elle existe, sur qui e'exerce-t-elle? La cible préférée n'est-elle pas bien souvent l'affairiste individuel, les entreprises personnelles ou les petites sociétés où le gérant ou P.-D.G. est, en fait, actionnaire majoritaire?

Bien souvent, ces petites sociétés sont poursuivies pour des délits de

gestion dont la loi de 1966 a multiplié à l'infini le nombre. Dans la pratique, distingue-t-on bien ces délits d'administration des délits graves

d'abus de biens sociaux, publication de faux bilans, répartition de divi-

dendes fictife ayant causé un réel préjudice aux actionnaires ou créanciers ?

Tout le processus ludiciaire lui-même n'est-il pas principalement prienté vere la répression d'actes individueis? Le droit lui-même ne connaît comme sujet que la « personne ». La grande entreprise moderne, et à plus torte raison l'entreprise muttinationale, n'offre que des prises très limitées aux

Enfin, l'essentiel des règlements en matière de délinquances d'affaires ne se fait-il pas par des filières déjudiciarisées (cabinets d'affaires, arbitres,

négociations administratives, transactions, etc.) où les régiements amiables, secrets et non stigmatisants se font à l'abri du regard public, mais non hors

14,14 %

78,03 %

6,55 % | 85,12 % | 6,00 % | 100

11. - On ne dispose pas encore en France de statistiques précises eur la délinquance d'affaires et son traitement judiciaire. Si on se limite à un ensemble très hétérogène, mais comprenant principalement les infracfinancières, fiscales, douanières et commerciales, on atteint le

La délinquance, un désordre nécessaire et bien utilisé

A délinguance est traditionnellement perçue comme une mani-festation d'immoralité, un symptôme d'inadaptation ou de marginalité, ou blen comme la contrepartie d'un processus d'exclusion sociale. Lue comme un dysfonctionnement social, elle est traitée comme une anormalité. Le délinquant et une accomme une anormalité de délinquant est un coupable à punir, un inadapté à soigner, un marginal à assister, un exclu à promouvoir. L'interven-tion des tribunaux et celle, plus large,

constats et quelques questions s'imposent :

des sortes de peines prononcées :

Infractions financières, fiscale et douanières

Infractions commerciales 1,87 %

justice constitue, à elle seule, une canction suffisante.

de l'action sociale se définissent par rapport à cet éventail, oscillant sans cesse entre la correction, le traite-

ment et la promotion. Le taux de récidive chez les délin-Le taux de récidive dues les délin-quants adultes se maintient à un hant niveau et îl atteint des pro-portions considérables chez les mi-neurs qui ont eu affaire avec la justice, que ce soit pour des faits de délinquance ou pour avoir « béné-ficié » de décisions d'assistance éducative. Après avoir longtemps cru

ganc-tions

4,07 %

nt de cing à dix ans

%

190

Par PIERRE LASCOUMES *

aux valeurs intimidantes, curatives ou promotionnelles de leur intervention, les professionnels de la justice et de l'action sociale en viennent peu à peu à se demander s'ils ne participent pas avant tout à un réseau de marginalisation socio-économique produisant des délinguants, des marginalis ou des linquants, des marginaux ou des

Si la délinquance n'est pas un fait si la delliquante n'est pas un latte de nature, une perversion ou un accident, une faille du système, peut-être faut-il y voir une production nécessaire d'un système économique et social fonde sur l'exploitation et la violence.

mique et social fondé sur l'exploitation et la violence.

Le contenu du terme de délinquance est inséparable de l'état des rapports sociaux dans une société donnée. Est-il besoin de rappeler que la délinquance n'est pas une qualité intrinsèque à certains comportements mais le résultat d'un processus de réaction sociale? C'est l'existence, la forme et l'intensité de la réaction sociale qui confèrent à un type de comportement, dans un contexte donné, son caractère répréhensible ou non. « Est déviant celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès. » Cette réaction sociale est dominée par quelques stéréotypes qui définissant l'essentiel de ses contours: la délinquance juvénile, les agressions volontaires contre les personnes, la petite délinquance contre les biens. Toute l'habileté de la stratégie consiste à laisser troire que les petits voleurs (465 % des détenus au 1^{est} janvier 1977) et jeunes délinquants (42 % des détenus ont moins de vingt-cinq ans, il s'agit le plus souvent de condamnés pour vol) sont des criminels en herbe dont la perversité vient de se manifester. La répression du petit délit apparaît alors comme l'occasion (à ne pas manquer) de repérer des personna-lités pathologiques ou anti-sociales. Pourtant, 7,3 % seulement des détenus ont commis des atteintes graves contre les personnes.

Sur ce plan, l'inculcation idéolo-zione est à ce point réussie que

contre les personnes.

Sur ce plan, l'inculcation idéologique est à ce point rénssie que notre réaction jace à un de ces petits délits est de Fordre du réfleza... Cela est fondamental dans la mesure où, contrairement à ce que l'on croit en général, les apparells de contrôle social (police, justice...) sont d'une grande passivité et n'interviennent le plus souvent qu'à la suite d'un signalement venu de l'environnement social. Le caractère presque systématique du renvoi de ces délits et de leurs auteurs vers les agences répressives s'explique en très grande partie par la rupture qu'ils constituent avec l'idéologie dominante. Les infractions qui suscitent la réaction sociale la plus forte sont celles qui portent atteinte à l'intégrité physique des personnes (sous certaines formes), à la propriété pirée, à la productivité et la stabilité dans le travail, aux structures familiales et à un ordre moral presque inchangé depuis 1810.

A l'inverse, les infractions inhé-

A l'inverse, les infractions inhé-rentes à la maximisation de la logique spéculative et marchande caractérisant les rapports sociaux caractérisant les rapports actuels n'apparaissent pas comme étant de même nature que les premières. Le gravité qu'on leur attribue est sans commune mesure avec celle attribuée aux précédentes. Leurs chances de signalement sont donc chances de signalement sont donc plus restreintes. La répression qui les plus restreintes. La répression qui les frappe reste symbolique, voire inexistante. En matière financière par exemple, quand une affaire parvient après maints détours et retards devant les tribunaux, le prononcé d'une amende, parfois accompagnée de sursis, demeure la règle. Alors, peu importe que les accidents du travall tuent au moins dix fois plus en une année que l'addition des meurires, assassinats et coups et blessures ayant entraîné la mort. Pen importe aussi que les estimations importe aussi que les estimations officielles du coût social de la délin-quance placent en première ligne, et

* Sociologue, Centre national de la

de loin, les fraudes fiscales, doua-nières et financières. On cherche à nous indigner régulièrement sur le nou-respect des innocents par les preneurs d'otages et agresseurs de personnes sans défense. Mais c'est tre cilières produins qui a mandant personnes sans défense mais c'est un silence pudique qui a pendant longtemps couvert, et couvre encore aujourd'hui, les pratiques de cer-taines entreprises bancaires, alimen-taires, immobilières, pharmaceutiques, etc., et celles des multiples pollueurs on fraudems sur les prix et la qua-lité des produits. L'Etat et les collec-tivités publiques (Sécurité sociale...), les consommateurs et les épargnants sont sans doute des « innocents »

les consommateurs et les épargnants sont sans doute des « innocents » de nature particulière...
C'est dans ce sens que Michel Foucault définit le rôle « positif », actif, de la prison :
« Dans la mesure où elle suscite au milieu des autres une forme particulière d'illégalisme... Voyant, marqué, irréducible à un certain niveau et secrètement utile... elle dessine, isole et soulione une forme d'illégaisole et souligne une forme d'illèga-lisme qui semble résumer toutes les autres, mais qui permet de laisser dans l'ombre celle qu'on veul ou qu'on doit tolérer » (1).

Ainsi parmi tous les illégalismes, seules certaines formes de délin-quance possèdent une visibilité suffisante pour susciter une réaction sociale importante. Elles cantonnent ainsi la réprobation morale sur cer-

tains comportements pour mieux en préserver d'autres. Outre ce premier rôle, de mise en évidence de la délinquance violente contre les per-sonnes (quantitativement très stable, elle représente un nombre restreint de délits indépendamment du tapage alarmiste fait à son propos) et de la délinguance mineure contre les biens, elle présente un autre avantage d'importance : celui de désigner des populations cibles et des bouc-émissaires de choix.

CV. SHE

Saires de choix.

Quelque chose d'essentiel, sur le plan idéologique, se joue autour de la prison. Dans les représentations de la justice pénale, elle apparaît comme la peine type, celle par qui se définit l'acte grave; c'est donc elle qui donne une grande part de sa visibilité à la seconde populationvisibilité à la seconde population-cible qui constitue la quasi-totalité de sa clientèle. De plus, la prison contribue à mettre en évidence deux formes de délinquance (2) qui dé-bouchent souvent sur l'emprisonne-ment : les infractions contre les personnes (peu importantes quanti-tativement mais amplement drama-tisées), certaines infractions contre les biens, essentiellement le vol. les biens, essentiellement le vol. Enfin, la prison contribue à maintenir le faisceau du contrôle social sur une population-cible formée du prolétariat et du sous-prolétariat, parmi laquelle sont choisis l'essentiel des délinquants boucs émissaires.

Le bouc-émissaire

I L ne s'agit pas de nier l'existence de la délinquance ou de la mini-miser, mais de bien distinguer, d'une miser, mais de men discusser, i dure part, les phénomènes que recouvre cette notion, d'autre part, l'utilisa-tion idéologique qui en est faite. La délinguance est une production sociale à un double titre.

D'une part, elle est le résultat logique et nècessaire de l'état des rapports sociaux dans une formation sociale. Elle n'est ni une pathologie sociale, un simple dysfonctionnement. ni le résultat du passage à l'acte de personnalités perverses. La délin-quance classique s'inscrit en parfaite continuité avec la violence qui caractérise l'ensemble des rapports caracterise l'ensemble des rapports sociaux et marque les conditions de vie (voire de survie) des classes et fractions de classe les plus exploitées et assujetties. De la même façon, la délinquance des affaires n'est pas un raté de l'économie libérale, mais une maximisation de la lorigne spéune maximisation de la logique spé-culative du profit, voire un ensemble de pratiques inhérentes au fonc-tionnement de l'économie de marché.

La bourgeoisie s'est réservé, au fur et à mesure de son accession à une position hégémonique, l'illégalisme des droits. C'est-à-dire la possibilité de tourner ses propres règlements, ses propres lois et d'accomplir un large secteur de la circulation économique dans les marges ou par-delà la législation, en utilisant soit les siences de cette dernière, ses contra-dictions ou combinaisons, soit plus simplement une tolérance de fait.

D'autre part, l'existence d'une délinquance fortement stigmatisée est nécessaire au maintien et au renforcement constant de la légitmité des politiques d'ordre. C'est pourquoi la seule délinquance qui a une visibilité et qui suscite une réaction sociale significative est celle reaction sociale significacive est celle qui provient du prolétariat et du sous-prolétariat. En concentrant la réprobation morale sur les illégalismes des classes populaires, cette délinquance amplement dramatisée vient justifier la profonde surveillance qui s'exerce sur ces classes et fractions de classes et fractio fractions de classe réputées dange-reuses. Et cela tout en détournant

(1) Surveiller et puntr, page 281, Editions Gallimard, Paris, 1975, 328 pages, 61 F. (2) Voir l'encadré intitulé : « Classes dangersuses ».

– Au nom de la sécurité —

« C'est le devoir de la police de vous protéger. Elle s'y applique et de nombreux voyous out été, grâce à son action, arrêtés et défrés à la justice.
p âprès avoir travaillé de longues années, vous avez acquis le droit de prendre votre retraite et d'en profiter en toute tranquilité. Or, des individus recourant sur procédés les plus lâches et les plus insidieux, n'hésitent pas à vous agresser pour vous voier l'argent que vous avez légitimement gagné.

Mais, vous pouvez et vous dever vous-même l'aider à vous éviter un applique de riennes que l'andéese des maistres partes pour voies entre une dever vous-même l'aider à vous éviter un applique de riennes que l'andéese des maistres partes parte une pour l'andéese des maistres partes certain nombre de risques que l'andace des malfaiteurs fait peser sur votre

> LOESQUE VOUS ETES A VOTRE DOMICILE, ENFERMEZ-VOUS! inconnu, ne le quittez pas des yenx [...]

LORSQUE VOUS ETES DANS LA RUE, SOYEZ PRUDENT! a Pour éviter que votre sac. Madame, no vous soit arraché, marchez au milleu du trottoir, éloignez-vous de la chaussée. [...]
a Lorsque vous allex encaisser votre pension, ne la comptez pas dans la rue, laissez votre argent placé à la Caisse d'Epargne, à la poste, à la banque, chez le percepteur.

» Si vous transporter une somme d'argent, répartissez-la dans vos poches et votre sac. [_]
» VIVEZ TRANQUILLES, et n'hésitez jamais à aller voir les policiers pour leur demauder conseil, aide et protection. »

Signé : MICHEL PONIATOWSKI.

(Extraits d'une virtulaire en dats du 5 juin 1978 distribuée au domicile de retraitée à l'initiative du ministre d'Etat, ministre de l'initrieur.)

Contrat pour

une exploitation domestique

modes de poursuites classiques.

du regard et des intérêts du pouvoir ?

LE MARIAGE ET LE TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

Por CHRISTINE DELPHY *

UIVANT le mot célèbre d'un économiste américain, « quand un homme épouse sa bonne, il fait baisser le produit national brut ». Cela signifie qu'une partie impor-tante de travail productif, le travail ménager, n'est pas enregistrée dans les comptabilités nationales, et la camptabilité française ne fait pas exception à cette règle. Or, pourquei n'est-il pas enregistre? Pour la simple raison qu'il n'est pos payé. Et le travail non rémanéré des

· Centre national de la recherche scientifique.

épouses ne se limite pas, comme on le pense souvent, à l'entretien d'une maison, au travail « ménager » proprement dit.

il s'étend aux productions artisanales, commerciales, agricoles, destinées au marché. quand les maris sont artisans, commerçants, agriculteurs.

Le produit national brut ne représente donc pas -- loin de là -- toute la production, Une bonne partie en est cachée, qui, évaluée en heures, en constitue plus de la moitié : en 1967, pour quarante-trois milliards d'heures de travail salarié, il s'est effectué quarantecinq milliards d'heures de travail gratuit.

Or les productions et services rendus par ce travail, gratuits lorsqu'ils sont fournis une femme à son mori, sont rémanérés lorsqu'ils sont fournis par cette même femme à une personne avec qui elle n'est pas mariée. La non-valeur du travail domestique n'est donc pas liée à la noture de ca travail ; d'autre part, la non-valeur, on plutôt la gratuité du travail (la non-rémunération du producteur), ne se produit que dous des relations sociales particulières, celles de femme à mori. Il semble donc que cette gratuité ait une cause institutionnelle : le mariage.

Le mariage, loin d'être un lien « naturel », dans lequel la loi ne jouerait qu'un rôle marginal et exceptionnel (en cas de conflit), est un contrat des le départ, et non pas seulement e quand les choses vont mal ». D'ailleurs, si tel était le cas, s'il n'avait pas « de son vivant » des règles précises, comment pour-rait-on savoir que « les choses vont mal » ? C'est une institution pourvue, comme toute institution, d'un codre juridique. Il apparaît de surcroit que, puisque cette institution est

le lieu de création de rapports de production particuliers, — le travail gratuit — c'est aussi un contrat de travail.

Cependant, l'obligation du travail domestique n'est nulle part notée dons les textes de loi sur le mariage qui prévoient soulement que l'apport de la femme peut consister soit en argent soit en nature. Mais elle est inscrite négativement : le manque à remplir ces obligations est sanctionné par la rupture du contrat : par le divorce. C'est dans les motifs de divorce que les obligations du mariage sont épalées : la tribunal de P... accorde le divorce à M. X., contre Mme X., parce que celle-ci « ne s'intéressoit pas à son métier (à lui), tenait mai la maison et son cabinet (de médecin) ». En observant le divorce, on a, d'ana façon à première vue paradoxule, un point de vue privilégié sur le mariage; la nature du controt de mariage y est explicitée, non seule-ment dans les motifs de divorce, mais aussi et suntout dans la situation des divorcées, par le divorce comme état.

Des écarts renforcés

O N vetra que l'état de divorce paraphe es quelque sorte, met en lumière et en relief. tous les troits de l'état de muriage comme état économique pour les femmes. Mais il ne crée pas, ou pas plus que d'autres éléments de la structure institutionnelle, cette situation économique. Il faut donc d'abord voir comment se crés et se recrée le marché du mariage comme marché économique, quels sont les liens entre ce marché du travail gratuit et l'autre marché, le seul officiel, celui du travail rémunéré. Et, pour commencer, comment entret-on dans le premier ?

1) Si le mariage donne lieu à l'exploitation des femmes, il est paradoxal qu'elles y entrent et se mettent ainsi en situation d'être exploitées. On doit donc supposer que des pressions importantes, positives et négatives, existent qui poussent les femmes à se marier en dépit de cette exploitation, et que certaines sont précisément d'ordre économique. Au niveau global, il est bien confirmé que l'état de célibat est pénalisé pour les femmes. A milieu d'origine égal, une femme célibataire ne peut espérer avoir un niveau de vie égal ou même mmensarable avec celui de son père, de ses frères, ou de ses sœurs mariées (mais ce que l'étude a révélé, c'est que le célibat est rendu moins attrayant que l'état marié, en sorte qu'un calcul fersit pencher la balance en faveur de ce dernier). Un calcul, en effet, suppose une comparaison, deux termes : or, le célibat, peu importe quel que soit son atroit, n'est pas envisage dans l'éducation des filles; il est donc hors du champ des possibles. L'une des façons dont cette contrainte économique objective est réalisée est une éducation pour les filles uniquement orientée vers le mariage. Même dans les familles où l'on fait faire des études aux enfants, celles-ci na font illusion ni oux parents ni oux intéressées : elles ne sout pas vies comme une préparation à une vie ofessionnelle, et n'en donnent d'ailleurs pas les moyens la plupart du temps, mais comme l'acquisition d'un « vernis culturel ». L'investissement cultural est dirigé non vers le marché du travail mais vers le marché du mariage. « On m'a fait faire de petites études qui ne menaient pratiquement à rien. On élevait les

100



Outre de produit evidents.

vement training normal training to the contract of the contrac

Amment to

in propos

uutte

delice

Se jour . Má tejtes

و المحدد

type, is, s

grave: a grance : aconde : ;

10 De 1 lemine i

: 17 . . .

01 :

11

1882 - 27 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 - 1884 -

l'attention des illégalismes de la bourgeoisie et de ses alliés (3). La délinquance populaire est un désordre social apparent, indissociable de dre social apparent, indissociable de l'ordre qu'il remet en cause.
Cette délinquance est l'occasion d'une vaste entreprise d'amplification idéologique, à visée profondément pédagogique et dont les finalités politiques sont assez claires. Sa répression est tout d'abord l'occasion de rappeler. À tone les rappeles fonrepression est tout d'abord l'occasion de rappeler, à tous, les règles fandamentales ordonnant les rapports sociaux. En fait, cette inculcation permanente des fondements de l'ordre dominant s'adresse principalement à ceux dont on craint le passage à l'illégalisme individuel ou collectif en raison de l'exploitation et de l'assujettiasement qu'ils subissent. D'un autre côté, la répression de la délinquance des classes populaires sert à la démonstration, constamment renouvelée, de la légitimité des pratiques d'ordre social. « Il faut réprimer le vol puisqu'il y a des volcurs...! » A ce niveau, le savoir criminologique a joué et joue encore un rôle décisit en effectivement le core.

réprimer le vol puisqu'il y a des voleurs... / 3 A ce niveau, le savoir criminologique a joué et jone encore un rôle décisif en effectuant la démonstration scientifique (à base statistique, psychiatrique, psychologique...) de la dangeresité de ce type de délinquants. En effet, la très grande majorité des travaux effectués en criminologie ont pour base la population pénale ou carcérale, c'est-à-dire les délinquants repérés, étiquetés et jugés. Ces analyses ont donc lleu sur un produit fini : un ensemble de cas, élaboré et sanctionné par le système policier et judiciaire. Or, au lieu d'utiliser ces cas pour comprendre la logique propre au système répressif, sa focalisation sur certaines populations-cibles, ses différentes formes d'intervention selon ceux qu'il a pris en charge, les travaux classiques en criminologie ont toujours sinon supposé, du moins laissé croire que les délinquants condamnés constituaient un échantillon représentatif de la population délinquante ou déviante. Et donc qu'il était possible, sur cette base, d'extrapoler sur la criminalité en général. On « découvruit » ainsi en toute candeur que la criminalité la plus grave provient des « groupes sociaux les plus défavorisés », des milieux familiaux instables, etc. Confondant ainsi la logique de fonctionnement des apa, rells répressifs et la logique de la délinquance, ils légitiment et renforcent la première, en démontrant avec force détails que celle dont on s'occupe : C.Q.F.D. Les la population dangereuse est bien celle dont on s'occupe : C.Q.F.D. Les stéréctypes du délinquant, base du processus d'inculpation précédemment décrit, se trouvent ainsi pleinement rationalisés

Dans un contexte de crise économique et sociale comme celui que nous connaissons actuellement, où les rapports sociaux sont suscep-tibles de prendre un tour violent, la dramatisation des phénomènes de délinquance doit être regardée avec une attention toute particulière. On une attention toute particulare. On constate le développement sous di-verses formes d'une campagne cen-trée sur la sécurité des citoyens. Thème qui, en pratique, dissimule de plus en plus mal la préoccupation essentielle de la sécurité de l'Estat. La visée centrale semble orientée vers une criminalisation de la lutte politique et tend à une mise sous « haute surveillance » de tout le territoire. On peut distinguer différents niveaux dans le processus en cours :

rents inveaux dans le processus en cours:

— À un niveau général, le déplacement d'un sentiment d'insécurité à base économique sur un bouc émissaire idéal et traditionnel, « la criminalité », tente de masquer la nécessaire inactivité des pouvoirs publics face aux conséquences de la phase actuelle de concentration du capitalisme monopoliste:

— L'accentuation actuelle de scontradictions sociales étant susceptible de modifier la situation politique, le thème de la sécurité de l'Estat est particulièrement d'actualité. Une des commissions du VII° Plan dirigée par le ministère de l'Intérieur était consacrée à ce thème. Elle fit ressortir pour les années à venir une « aggranation des risques », mêlant dans sa démonstration des atteintes croissantes à l'ordre public la délinquance politique (nommée « terrorisme ») et

les conflits sociaux : l'assimilation à la délinquance de la contestation sociale et de l'opposition politique est sur le point d'être explicite. Sous prétexte d'une prétendue augmentation des formes de délinquance violente, on cherche surtout à rendre acceptable un quadrillage policier tons azimuts

Ainsi le développement de la police et de la gendarmerie a donné lieu à un plan de cinq ans (1976-1980) pour lequel les dépenses budgétaires dépasseront 4 milliards de françs.

En outre, sur le plan légal, tout un arsenal de mesures a été élaboré renforçant de façon considérable les moyens répressifs et les prérogatives de l'exécutif en ce domaine. Outre le projet (déclaré anti-constitutionnel) de fouille des véhicules, un renforcement des états d'exception (état d'irrepnée de clère art. 16) était d'irgence, de slège, art. 16) était prévu dans les cas de α subversion intérieure ». D'autre part, la conven-tion européenne sur la répression du terrorisme permet une coordination inter-nations de la criminalisation de l'appression qui fess à l'opposition politique qui, face à

l'accroissement de l'oppression dans le monde, se trouve de plus en plus acculée, « pour se jaire entendre », à des actions violentes ou tapageuses.

La violence d'Etat, pour s'exercer, n'a pas forcement besoin d'instru-ments légaux et ne s'embarrasse pas ments légaux et ne s'embarrasse pas toujours du respect de ceux-ci. L'extradition de Mª Klaus Croissant en est un exemple frappant. Le pouvoir d'Etat y a révélé sans détour sa force nue. Cette forme de α réponses à la violence » remet à sa modeste place les travaux de la commission portant le même nom. Indépendamment de la caution savante et des beaux exposés d'inquiétude (tout à fait dans la ligne des commissions d'enquête du dix-neuvième siècle sur les classes dangereuses), ce rapport officiel a surtout contribué à donner une visibilité accrue aux phénomènes de violence. Et sa première mise en ceuvre a été l'extradition d'un avocat pour délit politique. pour délit politique.

Notons aussi ce résultat fantas-tique mais totalement occulté par la plupart des commentaires sur ce rapport. Certes, le sentiment d'insé-

curité dans la population est très fort Cependant il ne résulte ni d'une expérience directe ni même d'une situation dont aurait été victime stination dont aurait été victime « une vague connaissance » (réponses négatives entre 82 et 87 % — ques-tion 37, questionnaire IFOP). Par contre il provient essentiellement, nous dit-on, des informations trans-mises par les mass media. Pourquoi ont-ils accordé une telle place à ces phénomènes? Serait-il donc néces-raire de détouver l'attention d'eupariendates de l'attention d'au-tres sources de tensions sociales (situations économique et sociale, scandales politiques)?

On retrouve ici l'impérieuse néces-sité de la délinquance, dans la mesure où, sous couvert de protection des citoyens, par l'appel au front uni contre la criminalité, on tente de rassembler, dans une même peur, ceux qui s'opposent dans leur rap-port de classe.

PIERRE LASCOUMES.

(3) Voir l'encadré intitulé : « Pratiques d'affairistes ».

Classes dangereuses —

ES pénalistes du dix-neuvième siècle étaient moins hypocrites qu'un de nos derniers ministres de l'intérieur qui déclarait : « Un contrôle plus étroit sera fait sur les catégories de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité... - Au siècle précédent, l'assimilation des «Classes laborieuses» aux «classes dangereuses» se falsalt sans ambi-gulité, et c'est de là que nous vient l'essentiel de la définition tant légale qu'idéologique de la délinquance. Si le vocable a évolué, la perspective fondantale a-t-elle changé ? Rappelons quelques données simples et éloquentes, mais souvent enfoules sous de prétendus grands débats.

Comme par hasard, l'administration pénitentiaire ne possède pas de statistiques concernant la distribution en catégories eocio-professionnelles de la population penale... Elle nous apprend cependant que près de 10 % des détenus sont reconnus totalement illettrés et que 80 % au moins ont, dans le meilleur des cas, un niveau de formation primaire. Ce qui ne veut même pas dire qu'ils possèdent le certificat d'études primaires et encore moins une qualification professionnelle quelconque. Inutile d'insister, La population envoyée en détention par la justice est essentiellement formée de membres des fractions les plus défavorisées du prolétariat et de membres du sous-proiétariat.

En ca qui concerne les condamnations pénales, on peut tendanciellement distinguer deux e populations-cibles ». D'un côté, les petits patrons de l'industrie et du commerce, fraction de classe qui présente le taux de condamnation le plus important (34,8 %), mais qui comparaissent en justice essentiellement pour des activités frauduleuses relatives à leur profession (chèques sans provision, infractions astucieuses contre les biens). Pour eux, l'essentiel des condamnations se résume à des peines d'amende (au taux de recouvrement très faible, 30 % environ) ou d'emprisonnement, le plus souvent accompagnées de surais. A l'égard de cette fraction de classe, l'appareil judiciaire semble intervenir essentiellement pour réguler les conditions de la concurrence, éliminer les « canards boiteux » et, dans une certaine mesure, contribuer à l'élimination de secteurs économiques en voie de disparition : artisanat, commerce individuel, petites entreprises...

Cette première « population-cible » n'a pas cependant de visibilité spécifique, elle est massivement occultée par la seconde, à partir de laquelle sont idéologiquement constitués les principaux stèréotypes concernant la délinquance : elle est formée d'ouvriers, de salariés agricoles, de personnes de service et de certains inactifs [sous-prolétaires, chômeurs, marginaux, vegabonds...] Cette population-cible, constituée donc de prolétaires et eous-prolétaires, se caractérise par un taux de condamnation assez élevé (31,6 %). Ces condamnations concernent en très grande partie des infractions banales et violentes contre les biens, principalement le vol.

Pour ces délinquants, les condamnations à l'emprisonnement sont très importantes. Près de 46,5 % des détenus hommes étaient en prison au 1° janvier 1977 pour voi simple, et 9,8% pour voi qualifié. Il est nécessaire d'ajouter que c'est dans ce deuxième type de population que l'on trouve l'essentiel des récidivistes ayant déjà connu la prison. Selon une statistique effectuée en 1973 sur les détenus libérés, le taux moyen de récidive se eltue aux environs de 55 %.

Durée de la paine effectuée	% des condamnés effectuant une telle peine	Pourcentage de récidive
— Moins d'un an	36,15 %	55 à 60 %
— de 1 à 3 ans	29,75 %	50 à 55 %
— de 3 à 5 ans	8,53 %	30 à 50 %
— 5 ans et plus	22,80 %	30 %

Deux autres éléments sont à ajouter dans la définition de ces fractions classe traitées comme - dangereuses » : l'âge et l'origine nationale. Cette population se caractérise par sa jeunesse. De laçon générale, ce sont les catégories d'âge situées entre dix-hult et trente ans qui ont le taux de condamnation le plus élevé; ce taux augmente significativement chez les jeunes prolétaires et sous-prolétaires [une analyse, même sommaire, des statistiques de condamnation de la justice des mineurs permet de prolonger ce résultat sur les catégories d'âge inférieures.] Il est significatif que près d'un détenu sur deux alt moins de trente ans : 42,04 % des hommes en détention ont moins de vingt-cinq ans et, parmi les prévenus, la proportion est de 47,78 %. Or on salt que le taux de récidive est plus fort pour les jeunes détenus que pour leurs aînés : 72 % de récidive pour les seize - dix-huit ans, 63 % pour les dix-huit - vingt-cinq ans.

En ce qui concerne enfin la nationalité, il faut noter l'importance des Maghrèbins, des Portugals et des Yougoslaves dans la population des condamnés prolétaires et des détenus.

Ainsi, le etéréotype du délinquant français se définit autour des axes sulvants : c'est un homme, jeune de préférence, d'origine profétaire ou sous-prolétaire, ayant commis un vol et condamné à une pelne de prison ferme evec de fortes présomptions de récidive. S'il est étranger (Maghrébin, Portugais ou Yougoslave), cela jouera comme condition facilitante On retrouve là, sans peine, le « client-type » de la correctionnelle

La norme juridique au service du système capitaliste

N abolissant les privilèges, le 4 août 1789, puis en votant la Déclaration des droits de l'homme

et du citoyen quelques jours plus tard, la bourgeoisie faisait craquer la structure socio-politique de la France de la fin du dix-huitième siècle. Elle donnait au droit une fonction et un statut Un demi-siècle plus tard, dans des

conditions toutes différentes, prenant pied en Algérie, la bourgeoisie du dix-neuvlème siècle rencontre également la résistance de structures juridicopolitiques propres à un monde de solldarités tribales. Elle brisera ce monde archaïque par la force des armes, mais aussi per celle des lois qu'elle importe : substitution du salarié agricole au khamès (1), « francisation » des terres, assimilation au droit français permettant de les transformer d'espaces sup-ports de solidarités familiales en blens disponibles pour l'achat et la vente, c'est-à-dire en marchandises.

Droit de liberté et d'égalité, d'échanges et de volonté : les techniques juridiques nées du capitalisme apparaissent comme porteuses de libération et de modernisation; mais peuvent-elles être réduites à cette apparance ? Ne doit-on pas dire plutôt qu'à chaque société correspond un mode de production de la vie sociale, et donc une forma juridique

Cette proposition n'est pas réductible, comme beaucoup l'ont fait. à un économisme vulgaire : le droit n'est pas l'ombre portée de l'économie qui, nent, expliqueralt tout. Il faut

Fétichisme du droit et mode de production

Par MICHEL MIAILLE *

déterminer quels sont sa place et son rôle exacts dans une société donnée.

Pour tenter d'avancer, il est possible de poser comme hypothèse que la société capitaliste réalise le développement le plus abstrait et le plus général du droit dont les formes embryonnaires ou bloquées des sociétés pré-capitelletes ne manifestent que très partiellement les possibilités. En cela, en abandonnant tout universalisme qui prend comme centre l'Europe occidentale, nous pouvons comprendre la nature des caractéristiques du droit

* Professeur à la faculté de droit de l'université de Montpellier-I.

bourgeois et, par opposition, celle des droits des sociétés non capitalistes. En tant que système de communication assurer la production des rapports sociaux, le droit bourgeols exprime. portées à leur perfection toutes les

Si nous tenons le droit pour un des langages de la société, nous devons immédiatement nous rappeler que le langage n'est pas seulement formulation. mais aussi constitution de la pensée. A l'opposé des « théories » simplificatrices qui faisaient du droit une superstructure, « reflet » de la base écono-mique, il faut tenter de comprendre le droit comme forme de la société civile. Cette proposition nous éloigne

aussi radicalement des présentations

en termes d' « instance » qui courent le risque de restaurer un structuralisme cul néglige l'essentiel marxien, c'est-àdire le rôle central de la lutte de classes comme moteur de l'histoire et des epciétés (2).

L'essentiel du droit bourgeois ne peut être compris que par rapport à la nature des rapports sociaux qui se nouent dans la société capitaliste.

(Lire la suite page 18.)

(1) Sorte de métayage qui permet au propriétaire de na laisser que le cinquième de la récolte au producteur direct (khasma, en arabe, signifie cinq). (2) L. Althusser : « Les apparells idéologiques d'Etat., notes pour une recherche », La Pensée, 1970, Voir également M. et R. Weyl, la Part du droit. Editions Sociales, Paris, 1969.

filles pour le mariage » : les « petites études » étaient dans ce cas une licence d'enseigne-ment ; leur titulaire ne s'en est jamais servi.

2) Une fois cette première étape franchie, le processus ne fait que se renforcer, c'est-àdire que l'écart entre le niveau de vie que permettraient à la femme ses ressources propres et le niveau de vie « mariée » de fait que s'accroître avec le temps.

Au mariage, les femmes abandonnent leurs études (« je me suis mariée quinze jours après mon bac philo ») ou leur travail quend, rarement, elles en ovoient un ; ou lears chance de carrière en prenant un travail déqualifié (« j'ai pris un petit travail pour permettre à mon mari de faire médecine, que j'ai laissé des qu'il a eu terminé »). Ainsi, même le traveil est souvent une forme subtile de déquolification. En revanche, pendant le mariage, le mari progresse comme un célibataire, et, de plus, mieux qu'un célibataire. Car, si le mariage signifie pour la femme une charge ménagère si accrue qu'elle doit abandonner tout travail ou espoir de carrière, il signifie au contraire pour le mari la libération du souci de son entretien matériel et l'apport des services professionnels et para-professionnels ordres en provenance de sa femme.

Le mariage provoque donc une mobilité descendante de la femme et une mobilité ascendante de l'homme, par rapport à leurs situations respectives antérieures au mariage. Les deux effets se conjuguent pour multiplier la distance initiale entre les conjoints. Après dix ou vingt ans de moriage, les femmes sont dans une situation bien pire qu'au moment du mariage, et les conditions de vie des divorcées

le montrent : elles abordent le marché du travail littéralement « en catastrophe ». Sans qualifications, ou les oyant perdues, sans expérience de travail, sans ancienneté (« à quarante ans, j'ai le genre de petit boulot qu'on a normalement à vingt-cinq »). Elles sont reléguées dans les emplois les moins payés, qu'elles ont encore moins le choîx de repousper que leurs collègues jeunes et sans charges de famille. Mone Y..., qui avait fait Arts déco, a cessé de travailler pendant vingt ons de moriage ; elle gagne 2 500 F par mais ; son mari, qui gagne plus de 10 000 F par mois, verse une pension de 800 F pour leur fille.

Dix ou vingt ans après, le mariage est plus nécessaire qu'au premier jour. En d'autres termes, il crée, par su dynamique, les conditions de sa propre reproduction.

3) La charge de l'élevage des enfants est l'obligation la plus importante inscrite de fait dans le contrat de mariage pour les femmes ; so non-observation est très sévèrement sanc-tionnée par la loi, comme il apparaît au cours des procès en divorce. Il ne peut y avoir de faute plus grave pour une femme que d'être

Un échange très inégal

M AIS ce qui est sans doute le plus révé-lateur de la situation faite aux femmes por le droit, c'est que cette charge persiste après la dissolution du mariage. En effet, les femmes divorcées ont toujours la charge des enfants jeunes. Or, leur revenu, des lors

qu'elles doivent aborder le marché du travail dans les conditions décrites plus haut et causées par le mariage, est considérablement inférieur à celui du mari. Les pensions alimentaires ne concernent que les enfants, quand il y en a, et, même quand elles sont versées, c'est-à-dire dans une minorité des cos, elles sont fixées à des taux si dérisoires par les tribuneux qu'elles sant loin de couvrir même la moitié du coût financier des enfants. C'est dire que, dans la plupart des cas, la situation ique des femmes, loin de s'améliorer, se dégrade au contraire par rapport au mariage, où le mari au moins contribueit au assumait entièrement le coût financier des enfants.

Le travail matériel d'entretien des enfants et le travail d'éducation restent l'« apanage » des fearmes et ne sont pas davantage rémunérés après le divorce que pendant le mariage. Ce travail continue donc d'être approprié par le mari après le divorce.

De plus, la charge financière des enfants passe du mori à la femme (cette charge est évidemment beaucoup plus lourde sur un revenu de femme --- ayant été --- mariée que sur un revenu d'homme).

On est ainsi tenté de conclure que le divorce n'est pas le contraîre du mariage, mais un avator du mariage caractérisé par una dégradation des conditions de via des fammes, dégradation qui sanctionne et pénalise:

— Le fait que la femme gagne sa vie par ses propres moyens ou lieu de recevoir sa pitance d'un homme :

Le fait qu'elle ne sent plus de donnes-

Le mariage consisterait donc en un échange particulièrement inégal : le mari donnant l'entretien financier des enfants contre le droit aux services illimités de la femme (la disposition de sa force de travail). Cet échange ne peut être rendu possible que si la moitié de l'entretien matériel et financier des enfants n'incombe pas de droit au mari. Ce n'est que parce que les femmes sont censées avoir l'inté-gralité de la charge des enfants que la participation partielle (uniquement financière) du mari peut apparaître comme un cadeau, et donc être négociée, que le mari peut, pour le prix modique de la participation à l'entretien financier de ses enfants, exiger et obtenir les services gratuits de la femme. Nos conclusions débouchent donc sur une nouvelle hypothèse : c'est que l'exploitation domestique individuelle (par le mari) est rendue possible par, et fondée sur, l'appropriation par la collectivité des hommes du travail d'élevage des enfants fourni par les femmes (1). Il serait foscinant d'examiner, à la lumière de cette hypothèse, le droit civil tout entier, en particulier le droit de la filiation et le droit de la succession : on y verrait que la responsabilité des hommes vis-àvis des enfants y est facultative et toujours liée en droit à leur appropriation des enfants, et à leur appropriation de la force de travail de

CHRISTINE DELPHY.

 Pour une réflexion plus poussée, on consultera : C. Delphy, « L'ennemi principal », Partisans, novembre 1970; C. Delphy, c Mariage et divorce », les Temps modernes, mars-avril 1974, et C. Delphy et R. de Lesseps, « Rapport aur le divorce pour le ministère de la jus-

(Sutte de la vage 17)

Or. comme le notait Marx, commentant l'étude de cette société, celle-ci apparaît comme une immense accumulation de marchandises. La marchandise est le centre apparent du capitalisme : c'est bien pour elle que tous les économistes classiques ont travaillé sens pouvoir, finalement, découvrir le secret de sa valeur. Ce sera le mérite de l'auteur du Capital de montrer que le fétichisme de la marchandise a occulté, pour les économistes. l'explication des rapports réels qu'elle exprime, Jamais, dans l'économique, n'apparaissent réeller les rapports entre les hommes qui permettent l'organisation de la production et de la circulation des richesses.

Avec toutes les précautions nécesrapporter cette explication au monde du d.oit. Un court passage, extrait des notes nous y invite : « Chacun tlent son métler pour le vrai. Au sulet du lien de leur métier avec la réalité, les hommes se font d'autant plus nécessairement des illusions que la nature du métier le veut le Code, et c'est pourquoi il considère la législation comme le véritable moteur actil. Respect de chacun pour sa mar-

Fétichisme de la marchandise, fétichisme de la norme dans le droit bourgeois. Que peut apporter un tel parallèle? Précisément, la réponse à d'où vient que l'on doive obèir à la norme luridique, d'où vient ou'elle possède cette « valeur » impérative ?

- Dans le monde du droit, tout pareit se passer entre personnés : celles qui commandent et celles qui obélesent, celles qui possedent, celles qui échen gent, celles qui donnent, etc. Tout semble être affaire de décision, de volonté, en un mot, de raison. Jamais n'anneralt l'éneleseur de relations qui ne sont pas voulues, de choses auxquelles les hommes seraient liés, de sibles > (3). Le droit est donc ce système qui.

mettant en communication les hommes comme producteurs directs et comme propriétaires des moyens de production, assure la circulation des marchandises et, d'abord, la plus importante, la force de travail. Mais, ce faisant, il permet la production elle-même (4), La société capitaliste est une société d'échanges généralisés portant notamment sur la force de travail qui permet de mettre en valeur le capital. Or, pour de travail, il faut que l'échange se passe entre des individus égaux et libres. C'est d'allieurs dans cet échange que les deux partenaires s'éprouve comme sulets de droit en se reconnaissant réciproquement propriétaires. En ce sens, la généralisation des échanges a nécessité la généralisation du sujet de droit comme forme du nouveau rapport social. Ce n'est pas un hasard si, dans l'ancien régime, chaque classe était soumise à sa propre loi (privilège), de sorte qu'il n'y avait aucune communa mesure entre le selonaur et le roturier.

Or, c'est précisément parce que la société va être désonnais définie comme un ensemble de « sujets de quoit - dail à anta que commune « mesure » entre eux : ce sera la norme juridique. C'est d'allieurs le sens étymologique : norme veut dire mesure, avant de signifier commandement (5). En d'autres termes, l'éclatement de la société par la dissolution des structures féodales est compensé par une unité retrouvée sur le mode Juridique. La norme générale et abstraite devient le seul point commun à des individus que tout sépare dans leurs rapports sociaux : en postulant la norme comme égale pour tous et même élaborée par tous (ou par des repré-sentants élus), la société capitaliste donne à celle-ci une valeur de fétiche valeur qui est le piège de tous les juristes. Le droit bourgeois a donc un rôle propre dans la constitution du rapport social capitaliste : il prend même la place d'un langage hégémonique, d' « équivalent général » tendant à recouvrir l'ensemble des situstions et des rapports sociaux. Catta définition abstraite du droit

considération des particularités histo-riques seion iesquelles et dans lesquelles droit bourgeois peut, en effet, prendre des formes très différenciées. Nous ies partis du système juridique français, c'est-à-dire du droit le plus rationalisé, le plus abstrait que le capital ait produit; mais on pourrait, à juste titre, nous opposer la droit coutumier anglo-saxon, où la norme est beaucoup moins abstraite, moins générale et les inégalités fréquentes (6). Cette différence ne peut être comprise que rapportée aux conditions parti-Angleterre. En effet, le passage au capitalisme s'effectue dans ce pays en réalisant l'alliance de la noblesse et de la bourgeoisie. Catte dernière réussit parfaitement à imposer sa domination tout en offrant l'image d'une révolution avortée (7) : elle peut donc conserver les formes aristocratiques dans la mesure où elles ne sont pas un obstacie à la mise en place des rapports capitalistes. D'où la règle de la coutume, d e a privilèges aristocratiques (au moins jusqu'au début du vingtième siècle, mais encore aujourd'hul, parent avec la Chambre des lords) : en somme, le maintien d'un droit trop souvent percu .comme anachronique el eup tlas en no raq goût » de la tradition anglaise. C'est que la bourgeoisie anglaise n'a pas eu à construire le capitalisme contre la noblesse, comme de fut le cas pour la bourgeoisie trançaise, forcée de s'allier très rapidement à la petite bourgeolsie lacobine et au peuple : d'où un droit abstrait et égalitaire ici, et lè un droit encore marqué par la féodalité. A l'inverse de l'Angieterre, qui, après Cronwell, « oubliera » la décapitation de Charles les en appelant au trône une nouvelle dynastie et renforcera sinsi l'alliance noblesse-bourneois sie, les forces sociales qui, en France, ferent la révolution, obligées de s'appuyer sur la petite bourgeoisie, voire le peuple, ne pourront correctement résoudre le problème de l'exécutif : tous les systèmes seront essayés sans que jamais un équilibre satisfaisant puisse être trouvé.

La fragilité de cette construction est corrigée par la présence d'une administration autoritaire, tentaculaire, donnant l'image de l'éternité et de la neutralité. Cet appareil n'est pas le fruit du hasard : lentement constitué pendant la période de la monarchie absolutiste, il est véritablement le lieu où la bourgeolsie expérimente concrètement le forme de sa domination. Toute la période out s'écoule depuis la Révolution consistera à perfectionner cet appareil, à le consolider. Loin d'être un frein au développement du capital comme rapport social, l'administration en est un des moyens.

Mais li faudralt encore nuancer ces

I E « droit » n'a jamais le même contenu. la même forme et la même fonction sulvant le système social dans lequel il se développe. Il n'y a donc pas d'instance juridique. C'est seule-ment dans la société capitaliste que le « droit » joue pleinement son rôle de systèmba de communication auto-

Dans les sociétés pré-capitalistes, esclavagistes ou féodales, le droit ne connaît pas cette autonomie. Le système des tribus ou des clans, le système des castes, les fiens vassaliques enserrent les individus dans les rapports étroitement définis à la mesure de la production de la vie sociale générale. La manière dont le - droit - est dit, dont il est effirmé, prend des lement dégagées de la religion ou des mythes fondateurs. Les oracles, les devins et les prêtres sont les premiers diseurs du droit », de sorte que notre conception du droit-règle générale est bien ioin de ce premier droit, rel, individualisé et concret (8). C'est qu'en effet la production de seules valeurs d'usage et la limitation des échanges engendrent le cloisonnement des etatuts sociaux et une idéologie de type solidariste et communautaire que le discours théologique exprime parfaitement dans les mythes l'organisation sociale. Autremen dit. le droit n'est qu'un cous-système de communication dans une telle société : le système de communication est constitué par les mythes et leur concrétisation, le système de parenté. A part quelques rares travaux (9), c'est par le biais plus pratique, plus politique de la colonisation et de son corollaire, la décolonisation, que ces questions sont venues à l'ordre du jour. Nous avons déjà dit comment les

observations relatives aux caractères du droit capitaliste en rendant compte également des phases du développement économique. Le passage à un capitalisme monopoliste largement contrôlé par l'Etat entraîne une convergence nette des normes et des pratiques. Le droit administratif, longtemps propre à la France du fait de la tradition de la monarchie absolue et du bonapartisme, se développe indéniablement en Angleterre ; les modalités d'intervertion de l'Etat (nationalisations, réglementations) n'épargnent plus les pays restés longtemps la symbole du libéralisme. Bref, avec la spécificité de leur histoire, les néo-capitalismes contemporains tendent à s'unifier, malgré les difficultés que cette unité engendre au plan juridique (cf., le droit commu-Une telle analyse des systèmes juri-

diques permet de comprendre pourquoi il n'y a jamais de droit en soi. mais toulours comme expression d'un rapport social déterminé par le rythme les modalités de l'accumulation et de l'élargissement du capital.

Dans les sociétés non capitalistes

colonisateurs avaient dit briser les organisations politico-juridiques pour essurer le développement du capitalisma et introduire des notions et des institritions du droit bourgeois réputées - modernes et etticaces ». On libérait les Africains pour les transformer en travaillaurs salariés, on libérait les terres des servitodes archaiques pour en faire des marchandises, on brisalt les castes pour assurer les classes sociales. Ces phénomènes ont eu leur réplique au moment de la décolonisation : l'accession à l'indépendance, suivant les moments et les lieux, s'est réalisée sous la plus parisite hégémonie de l'Impérialisme ou, au contraire, a entraîné la remise en cause du caractère universel et rationnel du droit

C'est à la suite de la révolution d'octobre 1917, mais écalement des expériences eocialistes dans des pays anciennement colonisés et semi-féoda que s'est trouvée posée, à nouveau. la question du droit. La transformation radicale des rapports sociaux remettait à l'ordre du jour les liens entre droit et société et le problème des formes juridiques dans une société non capitaliste. Se trouvait même énoncée une extraordinaire hypothèse : celle du dépérissement du droit dans la transition socialiste. Certes, les expériences historiques peuvent faire l'objet de controverses : ainsi TU.R.S.S. prétendant, dans les années 60, commencer à supprimer le droit d'un Etat devenu celui du peuple entier. Le transferi de certaines compétences à des organisations populaires (syndicat, mouvement de jeunesse, etc.) n'a pas, en réalité, modifié la nature du droit ni celle de l'Etat soviétique. Peut-être les tentatives chinoises pourraient-elles plus retenir l'attention : ainsi le règle-



(Dessin de Bérénice Cleeve.)

ment par des organismes élus (comités révolutionnaires dans l'usine, l'école, le quartier, etc.) de tous les conflits qui échappent au « droit » ; ainsi la place faite à l'éducation et à l'explication beaucoup plus qu'à la répression ; ainsi la suppression, pour un temps, de juges de métier et de la complexité du systeme judiciaire. Mais toutes ces simplifications ne peuvent être appréciées qu'en rappolant l'existence et le durcissement comme on l'a vi) fécemment d'une bureaucratie que la Chine n'a pu éviter. La - déjuridicisation - chinoise n'est pas un modèle : elle est, au mieux, un exemple d'une idée long-temps méconnue; le « droit » n'est pas éternel. Il est mortel, comme toutes les institutions sociales.

Nous sommes, aujourd'hui, à un moment de l'histoire où cette idée commence à prendre réalité : les juristes doivent abandonner leur fétichisme du

MICHEL MIAILLE.

(3) M. Miaille, Une introduction critiques au droit. Maspero, Paris, 1976.
Voir également B. Edelman. le Droit saisi per la photographie, Maspero, 1973, et A.-J. Arnaud, Essai d'analyse structurale du Code civil français, L.G.D.J., Paris, 1973.
(4) E.B. Pasukanis, Théorie générale du droit et le marxisme, réédition E.D.I., Paris, 1971.
(5) P. Amselek, Méthode phénoménologique et théorie du droit, L.G.D.J., Paris, 1964. logique et theorie au arost, Lichal, Paris, 1964.

(5) Co thème est développé dans un ouvrage de Michel Miaille à paraître prochainement aux éditions Maspero et aux P.U.P. de Grenoble : L'Elut du droit, critique du droit constitutionnel.

(7) N. Poulantras, Pouvoir politique et classes sociales, tome 2, Maspero, e Petite collection >.

(8) L. Garnet, Anthropologie de la Grèce antique, Maspero, 1968 (pages 59 et 175): J. Carbonnier, Droit civil, Introduction générale au droit, PUF, Paris, 1974.

Introduction générale au droit, PUF, Paris. 1974. (9) E. Terray, le Marrieme devant les sociétés primitives, Maspero, 1973; Cahiera du C.R.M. consacrés aux sociétés pré-capitalistes, au mode de

LA DOUBLE FACE DE L'INSTITUTION PÉNITENTIAIRE

A quoi, à qui servent les prisons

L sort d'un bal. Un peu éméché. Aperçoit un cagent vide sur le trottoir. Y met le seu, pour « s'amuser ». Une voiture de police passe. L'embarque. Le lendemain, il est en prison (1).

Varabonds, petits voleurs, escrocs d'un jour — sans compter les innocents, tel est homme qui ne présente pus assez vite ses papiers d'iden-tité à un contrôle de police et, injurié, proteste (outrage à magistrat), — ceux qui peuplent les prisons ne correspondent guère à l'image que les nédias entretiennent.

Défaut de permis de conduire, chèque sans provision, abus de confiance, coups et blessures, abaudon de famille, c'est la petite monnaie de la délinquance que la prison enregistre princi-palement. Traunds d'envergure ou criminels dangereux ne constituent qu'une minorité : 0,2 % des condamnés en correctionnelle (où l'ou traite 99 % des affaires) le sont à trois ans et plus; un cinquième, de un à trois ans; et la plupart — les deux tiers — à moins de trois

Dès iors, comment prétendre que la prison se

Déjà handicapés au départ par une existence dans les marges ou les bas-fonds de la société, les détenus le sont encore plus par un système répressif qui les « enfonce », comme dit l'un d'eux, et les éloigne davantage de la normalité. La prison, remarque très justement Michel Foncsult, « continue, sur caux qu'on lui confie, un travail commencé ailleurs » : d'un infracteur elle fait un délinquant (3).

Aigri, sans qualification professionnelle, sa-chant le plus souvent à peine lire et écrire — « Toute ma vi, j'ai fui la fairaille avec mon ferre qui a bits che moi on se leve de bonne sure et on re vien le midi ». — pourvu désormais d'un « casier », que pent-il faire, sinon recom-mencer? Si 38 % des condamnés à une peine supérieure à cinq aux — c'est-à-dire la minorité — récidivent, 60 % de cenz qui restent moins d'un an en prison — c'est-à-dire la majorité — y recournent.

Echec ? Mais, comme co « prétendu échec » constaté et dénoncé depuis plus d'un siècle, est constant et demance uspurs pars que secue, ens inhérent à l'institution pénitentiaire, ne peut-on dire svec M. Foucault qu' « il fait partie obeit, en réalité, à d'autres finalités que celles que lui reconnaît le discours idéologique?

L'une d'elles consiste à gérer les llégalismes, principalement d'ordre économique, que produit cette société. Fondée sur l'inégalité, exacerbant constamment le désir d'avoir sans donner à tous la possibilité de le satisfaire, il est inévitable qu'elle sécrète des délinquants : le hold-up avoires dans le locione d'un service des parties qu'elle sécrète des délinquants : de gagner quelques millions en un instant; du de gagner quelquet minions en en joneur truand au enéculateur en bourse ou au joneur

de casino, c'est le style qui change — la classe (celle qu'on a, celle d'où l'on vient), — mais l'objectif est identique : gagner gros.

Il n'est donc pas possible, toutes choses demeurant égales, de supprimer la délinquance; tout au plus peut-on la réglementer ou, comme dit M. Foucault, en assurer « l'économie » ; e La prison bioque ou du moins maintient à un niveau asset has les pratiques illégalistes courantes (petits vois, petites violences...). (elle) ou les centres d'apprentissage, à la reproduction de la division sociale du travail, elle est aux malchanceur et aux paumés ce que Polytech-nique est aux bien-nés; elle assure leur venti-lation dans des secteurs d'activité où les a honnêtes gens » répugnent à s'engager, elle ermet à certains de conserver les mains propres. puisque d'autres, pour eux, se les salissent. Source de profits substantiels (telle la prostitution) pour ceus qui les protègent et les

Per MAURICE T. MASCHINO

les empêche de déboucher sur des formes larges et manifestes, » Elle ne décourage pas l'infrac-tion, sinon indirectement — par les tarifs qu'elle impose (le détenu « pale sa dette »).

M AIS la prison ne se contente pas de taxer la délinquance : d'une autre façon, elle la produit. Plus précisément, par sa structure même, elle crês ûn milieu — le milieu — dans lequel elle intègre le délinquant primaire, qui généralement a commis seul, en apprenti ou en artisan, sa première infraction.

A sa libération, pourvu d'adresses et de e tuyaux », il est encore moins disposé qu'aupa-ravant à mener une existence normale — à s'inscrire par exemple à l'Agence nationale pour

S'il n'est pas nécessairement sur le « chemin du crime », il a toutes les chances de rester sur celul où les péripéties de son existence Pont engagé, où la prison l'a confirmé, lui domnant en quelque sorte ses lettres d'acceditation : proxenète, indicateur, parbouze, membre d'une proxente, indicateur, harbouze, membre d'une milice patronale ou du service d'ordre d'un parti — éventuellement, d'un candidat à la présidence de la République, — passeur d'armes, de drogue ou de devises, nervi ou tueur à gages, les débouchés ne manquent pas. Il appartient désormais à un milieu qui, iul-même fiché, surveillé et manipulé, est « branché » sur d'autres — en particulier, sur le monde des affaires et de la politique.

de la politique. De temps à autre, un e raté » se produit, un scandale éclate, et l'opinion découvre qu'un prince négocie avec des policiers corrompus, euxprince negonie avec use punctus contonious, our-mêmes en confact avec des tueurs, qu'un notable organise des ballets roses, que tel autre fré-quente un acteur dont le garde du corps a été tué dans des circonstance sénéral étranger — qui ne traitait certainement pas avec des soldats de deuxième classe — peut faire enlever et assausiner, en piein Paris, un

opposant politique. Toutes ces tiches — et les autres, qui ne viennent jamais à la commissance du public exigent un personnel qualifié : il appartient à la prison de le fournir. Contribuant, comme l'école

emploient, source d'informations, que le cas échéant on laissera filtrer, sur les mœurs de certains diplomates ou d'hommes politiques, les délinquants en exercice assurent, selon l'expression de M. Foncault, « le fonctionnement extra-légal du pouvoir », ils permettent à la classe dirigeante de gérer aux moindres frais ses propres

Diégalismes économiques, illégalismes — est-il besoin de le souligner? — politiques. Organismes et organisations, partis — généralement de droits: la gauche a ses militants, — recourent droite: le gauche e ses militants, — recourent à leurs services. Alosi est-il établi que le SAC — le Service d'action divique, gaulliste — a recruté bon nombre de ses adhérents dans le milien, que le SDEC n'hésite pas à lui emprunter des agents, qu'il s'agisse d'organiser un trafic d'armes en Iraél, après l'embargo de 1967, ou en Algérie, contre le régime Boumediène. A une échelle plus modeste, on sait également que la police se sett des délinquants comme provocateurs lors d'une manifestation, qu'elle les charge de noyauter une organisation politique, de casser une grève ou du gauchiste,

S I l'un des rôles de la prison est de former S ces hommes de main, il appartient à la justice de les lui fonraix. Contrairement à ce Judice de les ini indireit. Contrairement à ce que l'on croit, un juge ne juge pas — il n'apprécie pas, compte tenu des circonstances (matérielles, sociales, psychologiques) où il s'est produit, un acte délictueur, — il condamne : 2 % seulement des procès, rappelle Nicolas Herpin, so terminent par un acquittement. De l'arrestation et de l'inculration es despuel l'acrestation et de l'inculpation au tribunal, le mécanisme fonctionne de façon telle qu'il conduit inévitablement à que sanction : amende

Juger, en effet, exigerait du temps et des moyens. Ot, depuis un siècle, les affaires pénales se sont multipliées par cing, tandis que les effectifs de la justice out diminué d'un iters : « En 1972, chaque substitut du courrier du parquet de Versatiles a traité trante et un mille deux cents procédures, soit par jour ouvrable, deux cent dix affaires, ce qui doure su mieux deux ou trois minutes pour voir une procédure a deux ou trois minutes pour voir une procédure ». C'est ce dossier — établi en trois minutes —

que le tribunal a sous les yeux quand l'inculpé te présente. Et le tribunal est pressé : en cor-rectionnelle, on juge en moyenne vingt affaires par matinée. 60 % des procès durent moins d'un quart d'heure : le temps de vérifier l'identité de l'inculpé, de rappeler les faits, de proposer à voix basse un chiffre aux assesseurs, de provoix basse un chiffre aux assesseurs, de pro-noncer le verdict : deux mois, trois mois, et l'affaire est jugée. On ne pose de questions au prévenu, rappelle encore N. Herpin, que dans un dixième des cas, le produceur ne prononce de réquisitoire qu'une fois sur trois (il demande d'habitude l' « application de la loi »), et il arrive que la défense, pressée elle aussi, « couvre » d'une seule plaidoirie une disaine d'inculoés.

Travali bâcié ? Certainement pas, pulsque le procès est généralement une formalité : der-nière étape d'une procèdure, il la cautionne et la justifie. C'est sinsi que la condamnation dépend, entre autres, du statut de l'inculpé à l'audience : la

autres, du statut de l'inculpé à l'audience : la détention préventive préfigure la prison ferme, la liberté provisoire annonce le sursis. « Les détention préventives, constate N. Herpin, perdent leur procés dans près de la moitié des cas quand ils sont détenus, et dans un septième des cas quand ils sont libres. » Mals liberté ou détention ne dépendent pas du libéralisme du luge. Ni de son humeur. Ni de son idéologie, qu'on suspecte trop souvent. Elles résultent de pratiques établies, qui obéissent à des normes. Le magistrat subit des contraintes techniques — c'est ainsi qu'elles se présentent à son niveau — et ces contraintes lui imposent, par exemple, de mettre en détention

presentant à son ureau — et ces contraintes lui imposent, par exemple, de mettre en détention provisoire un étranger plutôt qu'un Français, un prolétaire plus souvent qu'un bourgeois, un jeune plus volontiers qu'un adulte.

٠,

*::

. .

· . . . : -

Hypocrisie? Au niveau de la pratique judi-ciaire, l'hypothèse est inutile : le juge se conforme aux usages, applique les lois écrites et non écrites, et travaille comme l'erige l'institu-tion. Mais, à l'échelle de la société giobais et des exisences de son tonctionnement, le double

tion. Mais, à l'échelle de la société globals et des exigences de son fonctionnement, le double jeu est évident, car le rôle de la justice n'est pas, comme elle le prétend, de dire le juste, il est avant tout de sauvegarder l'ordre établi. Du centre de rééducation au tentre d'apprentissage, de l'unine à la prison et de la prison aux bas-fonds : la boucle est bouclée, les verrous solidement bloqués, et ce n'est pas, on s'en doute, en « humanisant » la détention (si utile que cela soit) ni en « rapprochant la lustice des que cela sois) ni en « rapprochant la justice des citoyens » qu'on les fers sauter.

(1) J.-P. Montaron, les Jeunes en prison, le Saull, Paris, 1977, 225 pages, 35 F. (2) N. Herpin, l'Application de la loi, le Seufl. Paris, 1977, 180 pages, 35 P. (3) M. Foucault, Sursciller et punir, Gallimard, Paris, 1973, 313 pages, 53 F. Lire également: L. Sarazin, Dossier M. comme milieu, Alain Moreau, Paris, 1977, 473 pages, 45 F.

Dans les revues...

El LIBERATION public sa première c'édition spéciale », sous forme d'un magazine substantiel et largement illustré. Il est consarré à l' « affaire allemande ». C'est-à-dire à l'histoire de dix ans de terrorisme, — et d'une « prévention » dont les risques sont vigoureusement dénoncés : le « mai allamand ». Histoire centrée sur trois « affaires » — enièvement de H.-M. Schleyer, Mogadiscio, mort de Baader — dont il est fort à craindre qu'elles ne soient pas un épilogue. Ce numéro est le reportage le plus complet sur ce triple événement. (Suppléments à « Libération », périodicité variable, ce numéro : 10 F. - Z7, 30, 32, rue de Lorraine, 75819 Paris.)

El « La crise dans la tête » : Ce titre

numéro: 10 F. - 27. 30, 32, rue de Lorraine, 75919 Paris.)

El La crisa dans la tête »: ce titre annonce un numéro spécial de la revue l'AEC où des intellectuels tels que François Châtelet, Michal Poucanit ou Alain Touraine s'interrogent sur la pensée politique en France et le rôis des intellectuels. (N° 76, trimestriei, 20 F. - Diffusion: 78, bd Saint-Michel, 75906 Paris.)

El Les deux dernière numéros de La NOUVELLE REVUE SOCIALISTE offrent la publication intégrale des « actes » du congrès de Nantes. Ces textes permettent de réfiéchir sur ce qui était alors e la grande affaire: l'actualisation du programme commun ». Et notamment sur les idées exprimées quant à son application dans le contexte international (N° 27 et 28, mensuel, 12 F. - 12, cité Malesherbes, Paris-9s.)

173 17.:

MICHEL WILLIAM

(No 27 to 28, mensuel, 12 f. - 16, the Malesherbes, Paris-8-1)

[3] L'AFFEL, seul a moyen d'expression des gaullistes authentiques s, dont O. Getmain-Thomas quitte la direction, n'augure rien de positif des élections de mars, quel qu'en soit le résultat, dans toules les combinaisons possibles, prévisibles ou improbables. Par ailleurs, une position très claire, exprimée par P. Gélinet, sur le terrorisme-alibi, l'atmosphère en Allemsgne occidentale, l'attitude de son gouvernement et la complaisance que le nôtre lui montre. (N° 41, décembre, mensuel, 9 f. - 89, rue de Lille, Paris-re.)

A Nouvelle contribution à l'anniver-

9 F. - 89, rue de Lille, Paris-7e.)

El Nouvelle contribution à l'anniversaire de la révolution d'Octobre : celle de CRITTQUE COMMUNISTE, avec une étude multiple de la « dégénérescence » de la première « Union des Républiques socialistes soviétiques », mais qui ne commencerait qu'a ve « l'éviction de Trotski ; et une interrogation, non moins multiple, sur la pérennité des analyses de Trotski et leurs priolongaments par le mouvement trotskiste. (numéro spécial, octobre-novembre, dix numéros par an, ce numéro double : 18 F. - 19, impasse Guéménée, Paris-2°.)

Guéménée, Paris-1°.)

B'Un cahier de la NGUVELLE CRITIQUE initulé : « l'URSS. et nous ».

Sous un titre qui est déjà une litote —
« Complexités de la transition », —

A Adler y aborde franchement et développe longuement la question de ce qu'il
appelle la « continuité de Lénine à Staline ». (N° 108, novembre, meusuel, 29 F.

- 163, rue du Temple, 3-).

EL L'HOMME ET LA SOCUETE « CONTINUITÉ ».

- 168, rue du Temple, 3-.)

El L'HOMME ET LA SOCIETE, « revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques », publie un véritable volume où se retrace, par des études critiques et de nombreux et importants inédits, l'itinéraire philosophique et idéologique de Lukacs (N° 43-44, trimestriel, ce numéro : 45 F. - Edit, Anthropos, 12, avenue du Maine, Paris-15-)

E Publication annuelle, dans la collec-tion des « Notes et Etudes documentaltion des c Notes et Etudes documentalires s, de la documentation française, L'EUROPE DE L'EST vient de paratire pour l'année 1976. On y trouvera une série de c mini-dossiers s sur la contestation, l'eurocommunisme et les pays socialistes, les négociations de Vienne sur les réductions de forces en Europe centrale, etc., sinsi que les habituels résumés des événements de l'année dans chacun des pays de la région. (N° 4406 à 4469 en un seul cahier, collection « Notes et Etudes documentaires », 17.50 F. - 31, quai Voltaire, 75340 Paris, Ceder 07.)

E SSOPE donne la primeur d'une étude très circonstanciée de Michal Garder, destinée à paraître dans la Rayus mili-taire autrichienne : véritable histoire abrégée de l'organisation et de la capacité militaires unesse de 1917 à 1997. Cetta multaires russes, de 1917 à 1977. Cette étude n'élude pas les rapports de l'armée et de la politique, celle-ni ayant tonjours fermement et jalousement « contenu » celle-là. (N° 387, octobre-novembre, mensuel, 10 F. – 12, rue du 4-Septembre, Paris-2-).

El Falsant le point des négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques, dans le revus DEFENSE NATIONALE, Marie - France Toinet fait ressortir le poids de la politique intérieure américains dans une entre-prise que l'imitant encora les refres de prise que limitent encore les prises de position du président Carter en faveur des droits de l'nomme. Dans le même numéro, Marc Geneste envisage les avan-tages de le bombe à neutrons pour la stratégie de défense européenne. Décem-bre 1977, mensuel, 15 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

M FUTURIBLES s'attsche, catte fois, pour une bonne part aux prévisions sur l'êge post-industriel; particulièrement en ce qui concerne l'Europe, (N° 12, automne 1977, trimestriel, 32 F. - 16, rue Cernuschi,

D REPERES, cahiers du CERES. fait une large place aux problèmes de l'énergie et de la croissance, mettant en évidence les rapports de force internationaux qui limitent les choix de l'Etat et, davantage encore, ceux des citoyens. A signaler aussi un article de Jacques Monceau sur le « nucléaire en France » qui rappelle l'évolution du débet sur ce thème et de la politique officielle, en France, depuis la seconde guerre mondiale. (N° 43, décembre 1977, mensuel. 15 F. - S. rue Payenne, 75003 Paris.)

75903 Paris.)

El Le BULLETIN DE LIAISON DU CEDETIM (Centre d'études anti-impérialistes) présente un dossier initiulé : e Carter ou l'impérialisme américain face à la crise. » On y trouve une intéressante contribution sur un problème trop peu souvent traité, à savoir la crise interre aux Etats-Unis. La question est de savoir si, avec Carter, un nouveau type de consansus social peut apparaître dans la société américaine permettant du même coup la mise en place d'un nouveau mode da domination su niveau international. (Décambre 1977, trimestriel, 10 F. - 14, rue de Nanteuil, 75915 Paris.)

El ECONOMIE ET HUMANISME se

de Nanteull, 75015 Paris.)

El ECONOMIE ET HUMANISME se mobilise e pour le tiers-monde ». C'est-à-dire, « pour » que nous participlons plus activement à son développement, sans doute : mais surtout pour que, ce faisant — plus exactement : afin de le faire vraiment — le tiers-monde « nous change ». Propositions illustrées par divers témoignages rapportés principalement d'Aste, dans des domaines aussi divers que l'agronomie (« révolution verte ») ou la régulation des naissances. (N° 138, novembre-décembre, trimestriel, 18 F. - 18, rue de Savoie, Paris-é»).

El Le dernier numéro de MONDES PN

13. rue de Savoie, Paris-6*.)

El Le derpier numéro de MONDES EN DEVELOPPEMENT, dirigé par François Perroux, regroupe d'importantes analyses et propositions sur, ou pour, le « nouvel ordre économique mondial ». Le précédent cahier (exclusivament en angials) considérait les rapports du développement et du désaumement. (N° 18 et 19, 1977, trimestriel, 40 F. - Edit. Economica, 49, rue Héricart, Padis-15.)

Héricart, Patis-15c.)

E DEVELOPMENT DIALOGUE, qui s'attache à favoriser e un autre développement 3, revient sur le développement rural dans une livraison tout entière consacrée à la définition d'une théorie centrée sur l'unité villageoise et les besoins des paysans. Réflexion complétée par des descriptions d'expériences ayant cours en Asie. (1977 : 2, semestriel. - Fondation Dag Hammankjoeld, Ovre Slottsgatan 2, S 752 20 Uppsale, Suède.) Slottsgatan 2, S 752 20 Uppsala, Suède.)

G Certains aspects spécifiques de la politique alimentaire retiennent l'attention de CERES, revue de la FA.O., en particulier le « système après récoltes » visant à réduire les pertes alimentaires. D'autre part, Hans Singer montre les difficultés de l'appréciation de la dégradation des termes de l'échange. (Vol. 10, nº 6, novembre-décembre, bimestiel, abonnement annuel : 3 dollars. - F.A.O., via delle Terme di Caracalla, e0160 Roma.)

via delle Terme di Caracalla, 60160 Roma.)

El Devant l'ampisur de la dette extérieure, Helen Hughes, fonctionnaire de la Banque mondiale, s'interroge, dans FINANCES ET DEVELOPPEMENT, sur la capacité, pour les pays du tiers-monde, d'aménager méthodiquement leur dette et d'en assurer le service. Un autre fonctionnaire de la BRD, Gilbert Brown, remet en question la politique de bas prix agricoles appliquée dans heaucoup de pays sons-dévelopés, estimant qu'elle a su des effets néfastes sur la production et qu'elle a su tout favorisé les plus grands exploitants. (Vol. 14, n° 4, décembre 1977, trimestriet, gratuit. — International Mouetary Fund Bidg, Washington D.C. 20 431.)

D.C. 20 43L)

E Au sommaire du dernier numéro des NOTES DU G.E.R.E.I. (Groupe d'étude des relations économiques internationales): la guerre du café, l'agriculture dans le Chili d'aujourd'hui, la Banque mondiale et le petit paysan au Guatemaia, etc. (N° 3, décembre, abonnement, six numéros par su, 100 F. – INRA, 6, passage Tomaille, 75014 Paris.) Dans son numéro de novembre-dé-

El Dans son numéro de novembre-dé-cembre, la revue NUEVA SOCIRDAD publiée à Caracas sons les auspices de la Fondation Friedrich-Ebert (elle-même émanation de la social-démogratie alle-mands), consacre une séris d'articles au thème « éducation et culture ». Parmi sux, un très remarquable essai de l'auteur urugusyen Eduardo Galeano sur la place de l'écrivain latino-américain dans une société dépendante et répressive. En marge de ce dossier, deux études intéres-vantes sur la situation coloniale de Porto-Rico et sur les problèmes géo-politiques de l'Atlantique sud. (N° 33, novembre-décembre, bimestriel, abonnement annuel : 10 dollars des Etats-Unis. Pour s'abon-ner : Apartado postal 574. San José. Costa-Rica.)

Costa-Ricz.)

Si Nalssauce, à Madagascar, d'un memsuel d'information sur l'océan Indian :
OCRAN INDIEN ACTUEL, a'adressant
avant tout aux francophones de la région.
Le premier numéro publie un petit dossier sur la présence militaire de la France,
et, parmi les autres articles, une analyse
sur le socialisme tanzanien « à la croisée
des chemins ». (N° I, décembre, mensuel,

256 F maigaches. - 9, rue Samuel-Rahamety, Antananarivo, Madagascar.)

El Un cahier de PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX, publication de la
Documentation française, fait le point des
efforts de la communauté mondaie pour
faire progresser un « nouvel ordre international de l'information ». Outre des
prises de position de spécialistes, on y
trouvers le recueil des principaux textes
adoptés sur ce sujet dans les encelntes
internationales. (N° 324, 25 novembre,
bimensuel, 5 F. — 31, quai' Voltaire.
15348 Paris, Gedex 07.)

El Dans les NOUVEAUX CAHIERS.

bimensuel. 6 F. — 31, quai Voltaira. 15346 Paris, Cedex 07.)

5 Dans les NOUVRAUX CABIERS. Catherine Levigne, qui a dépouillé les archives du Quai d'Orsay les plus récemment ouvertes aux chercheurs, en extrait la substance de l'attitude — généralement favorable — de la diplomatie française face à l'impiantation sioniste au Proche-Orient. Ce n'est évidemment qu'une approche, mais des plus intéressantes. (N° 50, 'automne 1977, trimestriel, ce numéro: 18 F. – 45, rue La Bruyère, Paris-6-.)

E IMPACT, revue de l'UNESCO, consacra son dernier numéro à l'enseignement des sciences de l'ingénieur. La plupart des auteurs — tous spécialistes de l'ingénieur des sur le problème du rôle de l'ingénieur dans les pays en vois d'industrialisation. (Vel. 21, n° 4, octobre-décambre, 9.50 F. — UNESCO, 7, place de Foutenoy, 75706 Paris.)

bre. 9.56 F. - UNESCO, 7. place de Fontenoy, 75766 Paris.)

5 € L'enquête sur le terrain > :
HERODOTE pose, sous ce titre, le problème de la relation d'enquête, « acte preunier sur lequel se fonde touts la recherche en sciences sociales » (Camille Lacoste-Dujardin). Ethnologues, historiens et géographes font connaître leurs points de vus à la lumière d'expériences pratiques. (N° 8, octobre-décembre, trimestriel, 18 F. - Editions Maspero, I. place Paul-Paulievé, 75665 Paris.)

5 La non-violence aux Etatz-Unia est le thème du dernier numéro d'ALTERNA-TIVES NON VIOLENTES : c'est l'occasion de revenir sur l'action du pasteur King et sur le mouvement pour la paix au vistoam, en particulier. (N° 25, novembre-décembre 1977, bimestriel, 5 F. - 3, rue Lemot, 69661 Lyon.)

Lemot, 69801 Lyon.)

E Dans LA NOUVELLE CRITIQUE, Henri Cisude traite de l'expansion des soniétés multinationales — nouvelle version des vieux trusts internationaux selon Lénine — et en tire quelques conclusions pour l'évolution économique et sociale et pour l'avenir du mouvement ouvrier. (N° 189, décembre, 20 F. - 2. place du Colonel-Fablen, 7946 Paris Cedex 19.) du Colonei-Fablen, 75946 Paris Cedax 13.)

El LE MOUVEMENT SOCIAL consacra
une bonns partie de son centième numéro
à l'histoire du monde ouvrier : en GrandeBretagne, aux Etats-Unis, en Hongrie et
dans la République fédérale d'Allemagne.
Pour la France, la C.G.T. et la C.F.D.T.
font l'objet d'une analyse séparée. (Nº 168,
juillet-septembre, 18 F. - 12, avenue
Sœur-Rosalia, 75621 Paris.)

El Annalles e Economies, sociétés, diviisations >. consacra es réflexion à la
médecine et aux médecins dans la société.
Mais il s'agit d'une étude historique :
elle porte sur la France des dix-huitième
et dix-neuvième aiécles. (Septembreoctobre 1977, bimestriei, 38 F. - Editions
A. Colin, Paris.)

El le troisième numéro de PROSPEC-

El Le troisième numéro de PROSPEC-TIVE ET SANTE contient, entre autres, des exposés sur la rechetche génétique et ses e défis »; sur la longévité (cent vingt aus); et une table ronde, dirigée par Edgar Morin : mise en question de la e méthode ». (N° », trimestriel, 30 F. -3, rue Troyon, Paris-17e.)

3, rue Troyon, Paris-17e.)
E ESPACE ET SOCIETE consacre tout
un numéro au pouvoir local, en insistant
sur l'intervention de l'Etat dans le processus d'urbanisation. A ce titre, le rôle
des collectivités locales, « segments de
l'appareil de l'Etat », fait l'objet d'une
analyse spécifique. (Mars-juin, n° 20-21,
trimestriel, 25 F. – Editions Anthropos,
12, avenue du Maine, Paris-15e.)

CINÉMA

E Les trois derniers films du réalisateur grec Théo Angélopoules font l'objet d'une étude dans CARLERS DU CINEMA qui analysant également le reportage de Bar-bara Kopple : Harian County. (N° 283, décembre, mensuel, 12 F. - 9, passage de la Boule-Blanche, 75912 Paris.) la Bouls-Blanche, 78912 Paris.)

El Gabriel Blanco poursuit, dans ECRAN 77, la e psychanalyse de Charlot s, cette fois en observant le rapport du personnage à l'idée de « dictature ». Dans ce même numêro : une intéressante étude sur les adaptations cinématographiques de l'œuvre d'Edgar Allan Poe. (N° 44, décembre 1977, mensuel, 10 F. – 68, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris.)

El Dans LA REVUR DU CINEMA (image et son), un important dossier sur Costa-Gavras, uns étude sur l'œuvre de Wim Wenders et un antretien avec Martin Scorsese à propos de son dernier film New-York, New-York. (N° 323, décembre, 8 F. – 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 67.)

_Correspondance

La gauche française

et les contestataires soviétiques

A propos de l'article sur la gauche française et les contesiataires soviétiques (notre numéro de décembre). MM. Henri Cartan et Laurent Schwartz, du Centre de mathématiques de l'Ecole polytechnique, membres de l'Institut, nous ont adressé une lettre, dans laquelle ils réagissent à juste titre contre une présentation erronée de leur action. De son côté, M. Jean-Jacques Marie nous signale que, dans le même article, ses propos ont été incorrectement rapportés. Nous prions nos correspondants, ainsi que nos lecteurs, de bien vouloir nous en excuser.

Voici la lettre de MM. Henri Cartan et Laurent Schwartz:

Nous avons été étonnés en lisant l'article de Yves Hardy et Pascal Gabai dans le Monde diplomatique de décembre, pages 13 et 14, de voir écrit page 13, quatrième colonne, que l'O.C.L a mené une campagne politique par le biais du Comité des mathématiciens, et nest 14 treitères colonnes que le constitue par le page 14 treitères colonnes que le page 15 treitères colonnes que le page 15 treitères colonnes que le page 16 treitères que le page 16 treitères que le page 17 que 18 que et page 14, troisième colonne, que le Comité des mathématiciens était ani-mé par l'O.C.I. (Organisation commu-niste internationaliste)

Le Comité des mathématiciens a reçu l'adhésion et la signature d'une majorité des mathématiciens français (plus de sept cents adhérents); ces adhérents ont apporté leur complet soutien à toutes les actions entreprises, sonten a toutes les actions entreprises, ainsi que leur initiative directe lors d'assemblées générales tous les trois mois; on peut lui faire la grâce de reconnaître qu'il n'est pas animé par l'O.C.I. ni par aucun parti politique.

Les membres les plus actifs du Comité des mathématiciens sont Michel Broué et nous deux. Il est connu que Michel Broué est membre de l'O.C.I. mais, quand il travaille pour le Comité des mathématiciens, il met de côté ses opinions politiques et nous avons toujours collaboré tous les trois en parfaite harmonie II n'e a aucun secret nulle harmonie. Il n'y a aucun secret nulle part, ni aucune difficulté et nous croyons aussi mériter qu'on nous reconnaisse tous les deux capables d'une entière indépendance vis-à-vis

M. Jean-Jacques Marie, pour sa

1º A la fin de l'entretien, M. Yves Hardy m'a déclaré : α Bien entendu, ngus vous soumettrons ce que nous tirerons de cet entretien pour le mettre dans votre bouche avant de donner notre article au Monde diplo-matique. » De cet engagement, si « bien entendu », je n'ai pius jamais oui parier. MM. Hardy et Gabai ont « oublié » de le tenir. J'ai compris les raisons de cet oubli en les lisant. 2º Ils me prêtent, en effet, des propos surprenants. Le premier (« l'oppo-sition soviétique a signé son acte de décès en centrant son combat sur la problématique des droits de l'homme... ») est scandaleux et stu-pide. Passons sur le ridicule du mot « problématique » pour désigner un' combat, mais l'opposition ayant signé son acte de naissance en centrant compaticulaire des destants son combat sur la défense des droits de l'homme (constitution du groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en 1970), MM. Hardy et Gabai me font ainsi dire que l'opposition, dont la Vérité publiait un énorme recueil de textes, Samizdat I, en octobre 1969, était morte dès sa naissance, mort-née. Le faux est de taille, n'est-ce pas ? Le second, malheureusement pour eux. livre le mécanisme de ce que je suis au regret. son combat sur la défense des droits malheureusement pour eux. livre le mécanisme de ce que je suis au regret de devoir aussi appeler une falsification éhontée. Ils me font dire que André Sakharov est « le porte-parole de la fraction restaurationniste du capital en U.R.S.S. ». Cette pseudocitation est élaborée — et grossière-

ment truquée — à partir d'un article de la Vérité que j'avais communiqué à ces deux journalistes et où l'on chercherait en vain cette phrase. Après avoir cité un passage de Mon pays et le monde, où Sakharov propose un programme tournant autour de « l'autonomie complète des entre-prises à la a dépatitonistique par de « l'autonomie complète des entre-prises », la « dénationalisation par-tielle de tous les aspects de l'activité économique et sociale », une « décol-lectivisation partielle de l'agriculture », l' « adoption d'une réjorme monétaire sur le change libre du rouble contre les monnaies étrangères », etc., j'écri-vals, dans une analyse assez longue :

« C'est là le programme d'une alle de la bureaucratie, décidée à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire à passer de l'alliance avec l'impérialisme à la subordination à l'impérialisme, à la jusion avec lui, (...) Si le programme de Sakharov s'arrètait là (...), il n'aurait pas desoin de se ranger dans l'opposition et de se mettre en marge pour l'exprimer. (...) Le programme de Sakharov ne s'arrête pas à ces propositions de réintroduction modérée propositions de réintroduction modérée — croit-il — du capitalisme en U.R.S.S. (...) Il avance aussi des propositions qui mettent en jeu le monopole politique de la bureaucratie elle-même : déjense des libertés, suppression des privilèges. Et, par là, il est jort dangereux, car là il exprime des aspirations qui dépassent telle couche de la bureaucratie. a (La Vérité, février 1976, pages 106-107.) Faut-il continuer? En traflquant de cette manière un texte écrit, MM. Hardy et Gabai laissent aisément mesurer les étonnantes libertés qu'ils ont prises avec mes propos oraux (1). propos oraux (1).

2º MM. Hardy et Gabai affirment enfin que « l'O.C.I. (...) menant, plus de deux ans dwant, une campagne politique d'une remarquable constance. par le blais du comité des mathéma-ticiens ou du C.I.C.R., a grandement ticiens ou du C.I.C.R., a grandement contribué à la libération de Léonide Pliouchtch ». Ils affirment donc que le Comité international contre la répression est une annexe de l'O.C.I. Il suffit de consulter la liste des signataires (et souvent membres actifs) de la charte constitutive du Comité de l'annex Morangé à Claude. Comité, de James Marangé à Claude Payement ou de Jiri Pelikan à Krzystof Pomian, pour concevoir qu'il est fantaisiste et fantasmagorique d'attribuer à ces militants si divers un role de « biais » d'une quelconque organisation politique. Fajoute, et cela donne la mesure du sérieux des informations de P. Gabai et Y. Hardy, que le Comité international contre la répression n'a pu participer à la campagne pour la libération de Missattichement le compart bornes reisen. un role de « b à la campagne pour la libération de Pilouchtch pour la fort bonne raison qu'il a été créé, avec L. Pilouchtch, deux mois après la libération de ce dernier. La révélation, on le voit, est de taille : l'O.C.L. a utilisé pour libérer Pilouchtch le « blais » d'une organisation qui n'existait pas encore. On nage en pleine politique-fiction. Du début à la fin. Je ne pense pas que ces procédés s'apprennent dans les écoles de journalisme. Je ne sais où d'ailleurs.

Je me permets de rappelar que j'al déjà esquissé cette analyse dans un article du Monde diplomatique sur la théorie de la convergence (août 1975).

Recherches universitaires

GRANDES IDÉOLOGIES TOUJOURS PRÉSENTES

IN d'une extraordinaire carence»: ainsi Marcel Prelot saluait-il, en 1954, l'entrée de l'histoire de l'ille ques dans les facultés de droit. Qualifiée de - littérature de journal - par les juristes allemands du dix-neuvième siècle, la science politique pouvait encore paraître « introuvable » à certains : pour d'autres, elle était désormais « découverte », voire « retrouvée ».

Retrouvailles sur lesquelles Georges Lescuyer, doyen de la faculté de droit de Paris-Nord, qui a refondu et profondément renouvelé le précis d'histoire des idées da Marcel Prelot, porte un regard ironique et lucide (1). Vingt-trois ans après la rélorme de 1954, le statut de la science politique est-il assuré ? N'est-il pas plus menecé que naguère par les précocupations de rentabilité économique et de prudence politique ? Rentabilité : s'il s'agit d'abord de former - des spécialistes pour la société de consommation », si la préférence doit aller aux « filières professionnelles » au détriment des « filières culturelles », « almablement qualifiées parfois, par certains responeables, de parkings », l'enseignement de Platon et de Tocqueville est démodé. Prudence : étudier les idées politiques, c'est admetire une certaine critique de l'ordre établi. La tolérance suppose la connaissance; mais à quoi peut servir cette connaissance quand II apparaît que la tolérance n'est pas une attitude du vingtième siècle? L'échange à Zurich de Vladimir Boukovsky et de Luis Corvalan nous prouve assez que le message d'Erasme ne serait pas très bien compris de nos lours. =

Pourtant, les grandes doctrines politiques sont toujours présentes. Les années 60 turent, en partie, celles de l'illusion de la = fin des Idéologies ». Nombre de sociologues constataient que la technique réduit considérablement le champ des idéologies, et que l'instruction largement diffusée rend difficile, sinon ridicule, l'adhésion à un système de pensée clos. Raymond Aron appelait de ses vœux « la vanue des sceptiques s'ils doivent éteindre les fanatismes ». Mais n'était-ce pas là enfermer les idéologies dans leur acception péjorative de sectarisme et de refus d'accepter les réalités ? Sur ce point,

le souhait de « dégagement » ne serait guère propre à notre temps : Napoléon déjà, mais aussi Gambetta, dont les compagnons opposaient leur positivisme républicain aux idéalistes survivants de 1848, ou encore Agathon qui donneit, pour sous-titre à son enquête sur jeunes gens d'aujourd'hui -, - le réalisme politique -...

Pour Georges Lescuyer, l'idéologie est inhérente à l'homme ; les grands classiques conservent ou retrouvent leur audience, les écrivains politiques d'aujourd'hui obtiennent parfois des succès remarquables.

Par CHARLES ZORGBIBE

La technique peut modifier le contanu de l'idéologie, mais non la supprimer en elle-même ; elle tend à une démystilication du monde de la politique, mais elle doit être ordonnée par la pensée politique, voire «remorquée» par cas doctrines politiques qui, seules, «agra-fent» les hommes les uns aux autres et leur procurent l'élan des grandes circonstances. « ils seront idéologues tant qu'ils penseront », écrivait Maxime Leroy. Et Georges Lescuyer de citer, pour conclure, le Mairaux des Antimémoires : « Queique chose d'éternel demaure en l'homme, en l'homme qui pense..., queique chose que l'appelleral sa part divine : c'est son aptitude à mettre le monde en question » (2).

l'heure où certains médias tiennant colloque sur la démocratie A avec une ardeur sympathique, mais aussi une regrettable absence de rigueur conceptuelle, les spécialistes de science politique ont la change de disposer d'un ouvrage monumental sur « la décision de majorité », dû à Pierre Favre, professeur à l'université de Clermont-

Champ d'étude en apparance immense. S'agit-il de retracer is genèse du principe de majorité dans les sociétés médiévales, puis les

conditions sociales de production d'une pratique qui se fait accepter d'emblée dans les siècles suivants? D'examiner les œuvres doctri-nales qui, des Monarchomaques et de John Locke à Nietzsche et à Maurras, exposent, justifient ou condamnent la décision de majorité ? D'analyser le discours des divers acteurs socieux et ses références aux doctes justifications du principe ? Aux diverses approches sociologiques possibles, Pierre Favre prétère l'étude du principe de majorité sous le seul angle du mode de décision collective.

Trois ordres de problèmes sont posés par l'auteur. La décision que prend un groupe à la majorité de ses membres est-elle bien - constituée -. ne renterme-t-alie pas un vice logique qui la rend incohérente, voire dépourvue de sens ? La seule addition des prélérences de checun met en œuvre des processus parlois peu maîtrisables comme le rappelle le « paradoxe de Condorcet ». Le décision majoritaire doit, ensulte, être analysée dans son mécanisme, à travers les étapes de sa procédure : le contenu de la décision est-li déterminé dès lors qu'un type particulier de procédure est adopté, ou est-il largement indépendant de la procédure mise en œuvre? La décision majoritaire doit, enfin, être mesurée dans son effet réel. Pour les tenants de la démocratie pluraliste, le volonté majoritaire est, à long terme, contraignante, et les dirigeants d'une institution démocratique ne peuvent que se plier à cette voionté collective. Pour les marxistes ou les théoriciens de l'élite, les vœux de la majorité sont de peu d'effets et la foi du nombre n'est qu'une mystilication libérale... Sans trancher ce débat, Pierre Favre en décrit les diverses expressions et en dit la signification.

(1) M. Prelot et G. Lescuyer. Histoire des idées politiques, Dallos, Paris, 1977, 848 pages. 74 P. (2) Dans le même sens, cf. l'article d'Henri Madelin, « Les idéolo-

gies se portent bien ». Projet, février 1977. (3) P. Favre, la Décision de majorité. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976.

LES «MÉMOIRES D'EXTRÊME ASIE», d'Etienne Manac'h

Par YVES FLORENNE

Rien ne fait rêver comme ces appellations superbes propres au Quai d'Orsay: direction d'Europe (à Dieu plaise!), direction d'Anérique, d'une ironie aiguisée; mais la direction d'Asle est la plus chargée de prestiges et de mirages. A M. Ettenne Manac'h qui y régna dix années, il faudrait demander si, dans sa modestie et dans as rigueur démocratique, il ne ini reste pas aux delgts et dans l'esprit quelque poudre d'or et d'arc-en-ciel de ces suitanats imaginaires, de ces empires de Solell et de Lune. On le croirait volontiers, dans la mesure même où il est non seulement un philosophe déclaré, mais un poète caché. Cette poésie, on la découvre ini et il en le lisant. Quant à la philosophie qu'il a professée et qui, par des voies imprévues, l'a conduit au Quai, il ne l'y a certes pas débarquée. C'est elle qui « fonde en raison » (expression, chez lui, de prédilection) le jugement et l'action politiques, et c'est elle qui imprégne ce qui est, justement, le livre de raison du diplomate. Pour lui, la direction d'Asie trouve son couronnement dans le commencement de la fin des épreuves de cette « vieille péninsule lointaine qu' (ii) aimait », et pour la paix de laquelle il a lutté dix ans. La première partie du livre est faite de notes et de réflexions qui suivent et retracent chaque jour le cours des événements, jusqu'an sohr où le représentant d'Hanoi vient lui annoncer la nouvelle de la fin des bombardements. Cependant que commence de ae profiler, tantôt s'éloignant tantôt se rapprochant, la persu manor vient lui annoncer la nouvelle de la fin des bombardements. Cependant que commence de se pro-filer, tantôt s'éloignant tantôt se rapprochant, la pers-pective, pour le directeur d'Asie, de l'ambassade de Pékin.

L'ES deux cents premières pages ue sout, en soume, que le vestibule d'un ouvrage de proportions monumentales dont la porte solemelle est l'entretien du nouvel ambassadeur avec le président de la République. Il y a là quelques pages de la plus simple beauté, nullement cherchée, et qui vient de la rencontre d'un sentiment profond avec un destin. (Ce ne sont pas les seules d'un livre dont l'auteur sent passer l'histoire et sait la saisir). Avant que se referme la norte (« C'est saus doute la dernière fois que fe

ne sont pas les seules d'un livre dont l'auteur sent passer l'histoire et sait la saisir). Avant que se referme la porte (c C'est sans doute la dernière fois que je vous reçois ici »), le visiteur entrevoit encore un brei instant le visage « piein de sérénité ». C'est le 22 avril 1969. Cinq jours plus tard... Les lettres de créance de l'ambassadeur ne sont plus que des reliques, que celui qui en est l'objet refuse de rendre à son administration, et il se consolera mai d'être accrédité par une signature intérimaire.

Qu'on ne s'y trompe pas : en 1940, c'était déjà un homme « d'un autre bord » qui a rallié le genéral de Gaulle. A ce « bord », il est resté fidèle avec intransigeance. Il n'est pas tout à fait le seul. Non plus qu'à avoir, à la fois, « admiré » et « regretté » qu'un « chevalier du Moyen Age (...) ait su et pu réaliser une ceuvre qui aurait dû être depuis longtemps celle de la gauche française ». Adhérant de coeur et de raison à cette politique extérieure et aux vues qui l'inspirent, il gardera pendant toute sa mission, comme un vistique, les dernières paroles repues : « Je suis porteur de son message. » Et dans chaque circonstance opportune, il délivrera ce message à ses interlocuteurs chinois, il s'employera à dissiper leur inquiétude, non sans l'éprouver lui-même. Il est probable que, pour lui, sa question d'alors a pris de plus en plus d'actualité : « Y aura-t-il maintenant quelqu'un dont la vue aille si loin ? »

Deux mois exactement avant qu'Armstrong prenne pied sur le sel lunaire — l'ambassadeur va constater que le peuple chinois ignorera l'événement — il fait ses « premiers pas » sur cette « autre planète, plus étrange et plus trouble que la Lune ». Il s'est embarqué avec le viatique on le testament qu'en a dit; avec cette formule de son prédécesseur et ami Lucien Paye : « Notre doctrine politique doit être de ne pas compter sur la Chine — jamais — mais de compter avec elle — toujours. »; et avec son Montaigne, qui ne le quitte pas : ni le livre, ni la pensée, « méthode de vie, houssole intellectuelle ». Montaigne que brûlerait la révolution cuiturelle : cet homme-là n'est pas l'homme nouveau, il n'est que l'homme de toujours. Le philosophe y pense, bien évidemment. Par exemple, devant les énormes inscriptions couvrant les nuisées fermés et les temples déserts : « Tant de criardes proclamations pour étouffer des siècles de marbre et troubler le silence le plus pathétique ».

N'IMPORTE. Il va de soi que le diplomate se soit passionné pour une mission qui le plaçatt au « cœur de quelques-uns des grands problèmes du siècle » et d'une « large part de l'avenir du monde ». Mais cette Chine, il l'a aimée. Ce qui donne tout son mrix à la lucidité du regard. Il serait vain de prétendre évoquer en quelques mots le journal quotidien d'une action, d'une observation, d'une méditation développées au sein d'une « planète » encore en fusion. Betenons seulement cette question de 1969 qui est la nôtre aujourd'hui : « Sous quelle forme l'invention tâtomante du socialisme pourra-t-elle se poursuivre dans une République qui aura fait les funérailles de ses fondateurs ? »

dans the Republique qui sura fait les funeralles de ses fondateurs? P
On retient et on fixe plus facilement des traits à vit, nombreux dans ce que l'auteur appelle une « chronique intellectuelle », mais qui est, plus qu'il ne le dit, habitée de visages, de paysages, de rencontres, et de la sensibilité de celui qui les regarde. Parfois surgit une brève scène poignante dans son demi-silence. Une petité fille française regarde tristement des enfants chinois jouer à la balle. « Pourquoi ne vas-tu pas avec eux ? » — « Mais ils n'out pas le droit de jouer avec eux ? » — « Mais ils n'out pas le droit de jouer avec eux ? » — « Mais ils n'out pas le droit de jouer pas etait français — qui attend près de la tombe que passe l'ambassadeur pour le supplier — clandestinement — de lui accorder sa protection. Déjà, on l'observe. « Elle est en danger. » Et que faire ? — En contraste, une lumière. Merveille jamais vue, dont Etienne Manach reçoit « un choc d'émotion » : visiblement étrangers au reste du monde, deux amoureux, ces bors-la-loi.

blement étrangers au reste du monde, que a auduceux, ces hors-la-loi.

« La grâce dans son corps et l'amour se repose » : ce pouvait être de ces amants, mais c'est de l'apsara d'Angkor, « Aphrodite de l'Asie », que ce vers, il ne sait plus d'où venu, lui revieut. A un mot près (Bonsard a écrit : « La grâce dans sa feuille... »). Ce qui, sans doute, au fond de sa mémoire, repose, c'est la chute du sonnet : « Afin que vif ou mort ton corps ne sur que rose. »

Après tant de politique étrangère — et souvent étrange — quittons l'ambassadeur poète et philosophe, amoureux, malgré tout, de la Chine, il le confesse, quittons-le sur cette rose, la plus belle des Cent Fieurs.

* Mémoires d'Extrême Asie, la Face cachée du monde, Fayard, Paris, 1977, 600 pages, 69 F.

ÉCONOMIE

L'ECONOMIE INDUSTRIELLE EN QUESTION. — Jean-Marie Chevalier.

* Edition Calmann-Lévy, collection e Perspectives de l'économique », Paris, 1977, 268 pages, 58 F. e Perspectives de l'économique », l'ans, 1871, 258 pages, 28 F.

L'anteur du Mouvel enjeu pétrolier (paru dans la même collection) tire in les conclusions théoriques de ses travaux précédents sur l'industrie pétrolière, en cherchant à construire une disciplina nouvelle, l'économie infaustrielle, qui soit capable de soutenir les critiques de divers horizons et soit un instrument de travail efficace Car quand nous parions de « stratégies de l'unes », de « contrôle», de « contincion» d'une branche sur l'autre, d'une entreprise sur l'autre, voire de « filière de production », nous faisons de l'économie industrielle sans le savoir. Tout en se gardant de tomber dans la micro-économie, voire tout simplement le harbesting, mieux vaut tenter de fonder, au moins en logique, une discipline intermédiaire entre la « micro» et les emacro» et qui ne soit pas un simple décalage de la trilogie américaine « structure – comportement » résultats » que notre suteur trouve, avec raison, trop behavioriste. Une tentative à suivre.

PAYSANS ET COLLECTIVISME - Georges

Frélastre. * Editions Cujas, Paris, 1977, 284 pages, * Editions Cajas, Paris, 1977, 224 pages, 52 F.

De la R.D.A., où prédominent des entreprises agro-industrielles hautement mécanisées, à la Yougoslavie, qui rafuse, au
nom du modèls autogestionnaire, la
concentration et l'étatisation des terreson encore à la Pologna, dont 50 % des
exploitations appartiennent au secteur
privé. Le situation de l'agriculture varie,
à l'Est, d'un pays à l'autre. Aussi bien,
parier de « collectivisme » est-il tout à
fait impropre, et le mérite de G. Frélastre est précisément de ne pas aborder
la réalité à travers l'optique déformante
de l'idéologie. Ses observations sur le
terrain, ses rencontres avec de nombreux
responsables (directeurs de fermes d'Etat,
agronomes) un ont permis de saisir dans
leur diversité les politiques agricoles des
pays socialistes. Ce qui donne un ouvrage
riche de connaissances précises (chiffres,
tableaux ne manquent pas) et d'aperçus
pertinents.

tableaux ne manquent pas) et d'aperçus pertinents.
Meis, dans son désir da mieux cerner la singularité de chacun, l'auteur a fait intervenir une très contestable psychologie des peuples. Est-il sèrieux d'invoquer la « passivité s'auxe » (ch. Stalingrad!) pour expliques, fût-ce partiellement, les insuffisances de l'agriculture soviétique? Prétandre que « les Allemands aiment le travail pour le travail », est-ce opératoire? Ces quelques l'ablesses déparent un ouvrage qui, pour l'essentiel, demeure très instructif.

L'EVOLUTION DU DROIT BES INVESTISSE MENTS AU MAROC. — Jean Lamodière. # Editions du C.N.R.S., Marseille, 1977,

Editions du C.N.R.S., Biarseille, 1977, 175 pages.

Analyse économique et juridique de l'évolution des codes d'investissement marocains, cethe étude pose le problème du rôte des capitaux étrangers dans le développement d'un pars du fleis-monde. Il se résume en une siternative dramatiquement simple : soit le Maroc cherche à limiter les effets de domination des investissements privés étrangers, et lis ne viennent plus ; soit il encourage libéralement leur venue su prix de son indépendance. Le nouveau code adopté en 1973 vise ainsi à contrébalancer les effets de la marocanisation et des nationalisations afin d'attirer les investisseurs. Tout en admettant que le droit ne constitue pas à lui seul une politique, l'auteur s'interroge sur la rationalité de celle qui consiste à offrir d'immenses avantages à des investisseurs étrangers pourtant peu empressés, tandis que les investisseurs et susceptibles d'extension, sont grevés d'une lourde fiscalité. Quolque a'interrogeant peu sur les mécanismes de la dépendance, cet ouvrage très technique apporte beaucoup d'éclaircissements sur l'orientation et les difficultés de l'économie marocaine.

C. E.

LB.M., ONE MULTINATIONALE.. REGIONALE. - Henry Bakis.

Henry Bakis.

* Presses universitaires de Grenoble.
Grenoble. 1877. 205 pages. 40 F.

Ce livre est consacré à l'impact régional
de l'implantation d'I.B.M. en France :
C'est une analyse de géographie industrielle qui est lei menée. Une première
partie nous présente. à partir de faits
déjà largement connus, ce géant de l'informatique dans son organisation de
l'espace au niveau mondial. Sautant les
échelons intermédisires, le reste de l'ouvrage traite d'I.B.M.-France sur lequelle,
cette fois des informations le plus souvent inédites, ou peu diffusées (mais
ausst, sont-elles flables?) sont rassembiées parfois à partir d'observations
directes : comment et où se logent les
employés des différents centres d'I.B.M.,
quelle est la rationalité qui semble
guider la firme dans le choix de ses
implantations en France, est-il vrai que
son arrivée est redoutée par les patrons
locaux parce qu'elle offre des saisires
supérieurs à la moyenne régionale, quels
sont ass rapporte avec ses sous-traitants. sont ses rapports avec ses sous-traitants.

eto.

Un livre inégal par la style, et qui est sans doute un peu trop proche du mémoire de D.E.A. sur lequel il s'appuia. Mais un livre de pionnier, en un certain sens, sur un sujet important et qui na pourra être traité à fond que lorsque l'on disposera d'autres travaux similaires.

POLITIQUE

ON CHANTAIT ROUGE. — Charles Tillon. * Editions E. Laffout, Paris, 1977, 580 pages, 59 F.

* Editions B. Lanout, Fans, 1977, 550 pages, 50 F.

Parmi tous les livres écrits par d'anciens membres du P.C.F., voici sans doute le plus attachant à la fois par la forte personnslité de son auteur et par son style rocalileux, abrupt, soutenu par des accents d'un lyrisme romantique. Les pages les plus originales concernent sans doute la jeunesse de cet ouvrier breton, l'organisation de gréves victorisuses contre les patrons des conserverles, et les souvenirs de ses missions en Trhècoslovaquis et en Espagne au moment où las débris de l'armés républicaire sont encerciés dans valence et Aliquet. Les autres points forts de sa vie — mutineris de la mer Noire, action des F.T.P. dans la Bésistance, exclusion du P.C. — Charles Tillon les a racontés dans des ouvrages précédents et se contente [ci de les évoquer. Ce qui apparaît dans ce Charles Thion les à racoules chars des couvrages précèdents et se contente let de les évoquer. Ce qui apparaît dans ce livre, et avec quelle rude ferveur, ce sont les qualités de l'homme et du milltant. Avec aussi d'étonnantes esquisses de ceux — Thores, Duclos, Casanova, etc. Il semble parfois que tout ne soit pas dit, mais ce que raconte ce livre four-millant de détails concreta est déjà suffisamment riche pour éclairer la foi généreuse d'un homme dont les convictions out été sacrifiées à des calculs étriqués et politiquement vains. On ne peut lire ces pages denses qu'en se posant une fols de plus la question : le P.C.P. a-t-il changé? Les morts réhabilités à l'Est attendent toujours que les survivants soient réhabilités à l'Ouest, ce qui serait le véritable signe d'un changement.

la democratie a portee de la main. — « Echanges et Projets », préface de Pierre Viansson-Ponté.

Albin Michel Paris, 1977, 234 pares, * Albin Michel, Paris, 1977, 224 pages, 39 F.

Le litre, ou piutôt l'espoix qu'il formule, n'est-li pas abusif? D'autant plus que, dans la motifé de l'ouvrage — bien fait, sérieux, documenté, — les auteurs décrivent sans complaisance ce monstre qu'est devenu l'Etat. Omniprésent et an même temps inefficace. incapable de se souverner lui-même, faible et autoritrire, il n'est plus, comme le re marque P. Vianseon-Ponté dans sa prélace, qu' e une entreprise multiforme cu service de multiples clientèles ». Oublieux du service public par quoi, théoriquement, il se justifie, il n's plus qu'un projet : durer et se reproduire. Directions et sous-directions proliférent. Si bien qu'il faut vingt-deux opérations, quatorze co-décideure et deux aus de démarches pour couxir un C.E.U.

Décartraliser, accroître le pouvoir des communes et des collectivités logales,

ouvrir un C.H.U.

Décentraliser, accroître le pouvoir des communes et des collectivités locales, confier aux citoyens ou à leurs associations le plus grand nombre de pouvoirs, redonner au Parlement un droit réel de contrôls, rendre l'administration transparents les mesures que préconisent « Echanges et projets » sont assurément accessaires. Mais comment les réaliser, et avec qu'il serait très grave qu'on supprimat le droit de vote 20 carson supprimat les droit de vote 20 carson supprimat le droit de vote 20 carson supprimat les droit de vote 20 carson supprimat le droit de vote 20 carson supprimat les droits de vote 20 carson supprimat le droit de vote 20 carson suppri avec qui v si 71 % des Français estiment qu'il serait très grave qu'on supprimât le droit de vote, 78 % jugent qu'il serait plus grave encore qu'on abolit le sécurité sociale. Quand les citoyens ne considérent plus la démocratic comme le bian su-prème, peut-on prétendre qu'elle est à portée de la main? M.T.M.

AMERIQUE LATINE

MULTINATIONALES ET TRAVAILLEURS AU BRE-SIL — Collectif Paulo Freire (C.E.D.A.L.). ★ Ed. F. Maspero, coll. c CEDETIM a, Paris, 1977, 254 pages, 40 F.

La première et la deuxième partie de ce livre sont consectées à l'internationa-isation du capital en général et plus particulièrement à l'implantation des terrains de chasse tavoris dans le tiers-monde. La troisième présente ce que l'on pourrait appeler le programme politique de l' « opposition syndicale » brésilienne, opposition encore informelle mais dont « la préoccupation politique va bien au-deld des aspects économiques du développement » et de la nécessaire démocratisation du régime. Ce texte ciair. d'une remarquable hauteut de ton, est donc une analyse politique de la situation du Brésil aujourd'hui et des perspectives qui s'ouvrent à la lutte des ravailleurs pour l'émandipation. Il attaque vigoureusement les thèses de l'opposition populiste selon lesquelles la militarisme et la répression policière na sont que des accidents de parcours dans le développement du pays vers un capita-lisme libéré de la tutelle étrangère. Il dénonce également la structure corpora-tiste des syndicate brésiliens (et notam-ment l'impôt syndical, acquitté par tout salaria, qu'il soit on non syndiqua...) qui en (sit des instruments de la domination politique de la bourgeoisie. Aucune indiation n'est donnée sur l'ampieur et les formes de cette nouvelle opposition. Mais vollà en tout cas une voix nouvelle qui s'élève, et qui donns à réfléchir.

GOVERNMENT POLICY AND THE DISTRIBUTION **OF INCOME IN PERU, 1963-1973.** — Richard Charles Webb.

* Harvard University Press, 1977, 240 pages, 11.25 livres. La révolution péruvienne de la « pre-mière phase », celle du général Velasco, a-t-elle entraîné une redistribution des revenus à la mesure de son discours populiste ? Non, répond R.C. Webb, an-cien directeur de le recherche à la Ban-que centrale de réserve du Pérou. Comme le régime du président Belaunde, celui qui l'a remplacé en 1968 a certes contri-bué à une certaine diffusion de la richesse à l'intérieur de certains secteurs précia ; celui de l'industrie moderne, qui a béné-ficié sux ouvriers et aux cadres, celui de l'agriculture extensive, qui a donné des Italé aux ouvriens et aux cadres, ceiui de l'agriculture extensive, qui a donné des droits et des ressources à is main-d'œuvre agricule salariés. Mais le secteur rural traditionnél, même après la réforme agraire, s'est enfoncé dans sa pauvreté, cepsudant que l'oligarchie a gardé intacte sa richesse. Bilan décevant, faute de considérer, comme c'est is thèse de l'auteur, que l'a élimination de la pauvreté doit venir avant la préoccupation pour l'équité en elle-même et (que) les besoins des plus pauvres doitent acquérir le statut de droits plutôt que de susciter la compassion ». Ce n'est pas le virage à droits de juillet 1978 qui changers le cours des choses.

B. C. ELAN NOIR (Mémoires d'en Sienx). — John

Neihardt. * Stock, Paris, 1977, 288 pages, 39 F. ** Stock, Paris, 1877, 288 pages, 39 F.

Elan Not est avant tout mémoirs;
la mémoirs indienne de Black Elk,
homme-médecine et prophète de la tribu
des Sloux Oglala. Elle nous rend infiniment présente et pathètique une culture
qui, en 1922 (date de la première parution du iture eux Etata-Unis), allait disparaître sous le double coup d'une politique de ghetto et d'assimilation forcée.
Nous pénétrons ainsi au cœur des contumes, des valeurs et de la religion des
Indiens des Plaines, guidés par une parols
poétique d'une rassurante familiarité
tant elle épouse le acuffie de la nature :
soft devient « la lune des crises
notres », décembre « la lune des crises
notres », décembre « la lune des subres
qui craquent ».

A travers un témoignage singulièrement

à travers un témoignage singuilèrement dépontru de haine ou de patriotigne redondant, nous revivous la batallie de Little Eig Eorn (1878) où les Indiens combattaient pour défendre la terre sacrée des Collines Noires contre l'enva-hisseur biane.

Vue de l'autre côté des harbelés de la réserve, la société des « visages pales » se réduit à un fort et à un basar. Four Elan Noir, le monde « carré » des Blancs, Elan Noir, le monde e carré o des Blancs, qui divise et isole, a rompu à tout jamais le « cercle sarré » de la nation sioux. Avant l'invasion, l'homme des Plaines vivait en équitibre avec la nature, le hison assurait une ample suffisance et le devoir premier, imprescriptible, de celui qui avait plus était de donner à celui qui avait moins.

celui qui avait moins.

Face à Custer, le tueur d'Indians, et à Buffalo Bill. le massacreur de bisons, se dressent, dans le souvenir d'Elan Noir, les nobles figures de Cheval Fou et de Nuage Rouge pour qui le patrictisme n'est point e le dernier rejuge des fripouilles » (comme le pensait le D' Johnson) mais l'amour profond de la terre et des hommes.

son) mais l'amour profond de la terre et des hommes.

Le destruction systématique des bisona, la politique des réservés et, plus tard, l'assimilation à outrance ont transformé un peuple jadis indépendant et solidaire en un troupeau d'assistés. Lé est l'ethnocide, plus que dans le massacre de Wounded Knee, el horrible soit-il.

Eofin, es qui touche dans ce témoignage, ou plusét dans cette coutre-histoire de la période 1863-1832 d'est ausai l'écoute de John Nelhardt, son humilité et as dérèrence à l'égard de la culture atout, as conviction profonde qu'il y a, dans la parole du prophète Black Elk, un message toujours valable pour la civilisation blanche. La large diffusion qu's conque es livre donns à antendre que e le réve d'un peuple » n'est peut-être pas mort à Wounded Knee.

N. de C.

CITE UNIVERSITAIRE «PAVILLON DU LAC»

Ouvert tous les jours Terrasse changies 28, rue Gazan (Pare Montsouris)

586-38-52

AFRIQUE

L'ETRIER, LA MODE ET LE LIVRE - Francis de Chassey.

★ Editions Anthropos, Paris, 1977, 312 pages, 55 F. Ecrit à la lumière de la nouvelle anthropologie économique fondée sur le anthropologie économique fondée sur le matérialisme historique, ce livre s'attache à décrirs is genése et l'évolution de deux sociétés etraditionnelles » (précapitalistes et précoloniales) qui se côtoient depuis des siècles su Sabara et au Sahei occidental. La société maure, d'origine arabobarbère, et celle des tourouleurs, de souche négro-africaine, se partagent ca territoire qui constitue aujourd'hui la Mauritania. À l'encoutre de la problématique idéaliste de type e négritude et arabité », Francis De Chassey s'efforce de décrire cette unité dialectique dans l'apparente opposition entre Sahara et de décrire cette unité dialectique dans l'apparente opposition entre Sahara et Sahei, pasteurs nomades et payans sédentaires, Afrique blanche et Afrique noire. Il démontre avec force détails comment ces acciétés ont entretenu des relations séculaires sur les plans économique, idéologique et politique tout en s'influencant réciproquement.

s'influençant réciproquement.'

L'étrier du guerrier arabo-berbère et la houe des paysans noirs es sont associés, chacun de manière spécifique, avec le Livre (l'islam) pour engendrer des formations sociales originales. On trouve néanmoins de remarquables similitudes, à l'intérieur de ces deux sociétés, dans le mode d'appropriation collective, le système de parenté, l'économis d'auto-schisistance, la division socio-économique et le conflit permanent entre sagasse magico-animiste et islam formalisée.

A partir de cette étude comparative et le conflit permanent entre sagasse magico-animiste et laism formaliste.

A partir de cette étude comparative très fouillée, l'auteur pose le problème plus général d'un mode de production ouest-africain. Le qualificatif « ouest-africain » ne va pas saus poser des problèmes. L'auteur parie d'un « système social traditionnel typiquement ouest-africain » (p. 13) et d'un « système social ouest-africain » (p. 294). Les deux social ouest-africain » (p. 294). Les deux social ouest-africain » (p. 294). Les deux socials et l'Afrique de l'Ouest, ou sont-elles partie d'un mode de production plus large, typique de l'Afrique de l'Ouest, ou sont-elles le prototype de ce mode de production? Dans ce cas, comment intégrer les sociétés fon et sabanti, pourtant très différentes, à ce modèle ouest-africain? Ces problèmes théoriques n'enlèvent tien à l'intégré de ce livre qui est un des meilleurs sur la Mauritanie. D'autre part, ceux qui cherchent des ciefa pour interprèter le conflit au Sabara cocidental strendent avec impatience la publication du accomd turns dans lectuel tel strendens avec impatience la publi-cation du second toma dans lequel l'auteur promet d'aborder également les transformations de ces sociétés sous l'im-mat de l'impérialisme

ASIE

HONGKONG. — Jean-Rémy Bure. * Le Seull, coll. « Petite Planète-Villes a, Paria, 1977, 126 pages, 14 F.

pact de l'impérialisme.

Villes a, Pariz, 1977, 125 pages, 14 F.

Ce petit tivre itaugure une nouvelle série, celle des « Villes », de la collection « Petite Planète », dont la formule traditionnelle donne l'impression d'avoir été considérablement allègée, pour ne pas dire schématisée. Cette centaine de petits feuillate se lit très vite et le lecteur reste sur sa faim. Non que l'auteur ne connaisse pas son sujet : M. Eure fut pendant trois aus lecteur de français à l'ruiveraité chinoise de fionghong, Mais pandant trois and lecteur de français à l'ruiversité chinoise de flonghong. Mais les impératifs de la formule privilégent les impératifs de la formule privilégent la richesse du style et l'analyse sociologique. Ot, sans être plat, le style n'est point d'un orfêvre et, faute peut-être d'espace, la réflexion sociologique hésite à prendre son envol. Sans doute les prochains titres seront-ils plus « fouillés ». LA MAURITANIE - Ch. Toupet et L-R.

* PUF, coil e Que sais-je fn. Paris, 1977. 128 pages, 9 F Un petit précis des plus utiles sur un pays mai connu et que les événements metient au nemier plan de l'actualité La République islamique de Mauritanie est décrite dans se géographie et son climat, bref dans son milieu naturel à la fois saharien et sahèllen; puis dans son histoire, qui est d'abord celle de son cerplament.

Les auteurs s'arrêtent, pour finir, aux deux événements majeurs survenu récemment : la découverte du miners de fer et la crise au Sahara occidental.

LE SOLEIL DE DIEU EN TANZANIE. - Bernard Joinet_ Editions du Cerf, Paris, 1977, 164 pa-

Ess. 19 F.

Beaucoup de «choce» dans ce rècit :

Disu, les missions, l'Afrique, le socialisme.

Prètre de choc. Bernard Joinet espère
choquer à son tour avec re livre-magnèto,
fruit d'un entretien avec un journaliste
de la Vie. Avec humour et chsieur. jamais
à court d'anecholes savoureuses ou édifiantes, il relate le trajet qui l'a mené
d'une famille petite-bourgeoise et maurrassienne de la Nièvre aux égitses de
brousse en Tanzanie socialiste. Il présente, avec un enthousisme à éveiller
des vocations, le portrait d'un homme
qui a réalisé l'accouplement, aujourd'hui
moins insolite qu'il n'y paraît, du missionnaire et du socialisme. C'est presque
affectususement que dans les deux chapitres consacrés au président Nyerere et
à l'Ujamas il décrit l'originale expérience
tanzanienne de socialisme villageois.
Suriout, il sansiyes et défend la position
d'une Egitse qui, rejetant la « neutralité
qui prodite tuniquere en missione. Surtont, il analyse et défend la position d'une Eglise qui, rejetant la c entralité qui profite toujours au pius fort a, encore de mise parmi les évêques européens, s'est tout entière engagée aux côtés d'un régime dans son effort de transformation politique. C. B.

STRATEGIC HIGHWAYS OF AFRICAL - GUY Arnold et Ruth Weiss.

. .

A Julian Friedmann Publishers, London, 1977, 1778 pages, 3,56 livres.

De même que les frontières héritées de l'époque coloniale, les voies de communication en Afrique divisent plus qu'elles ne facilitent les contacts entre pays, peuples et régions. Afin de mettre en lumière l'importance stratégique des nutes, des chemins de fer, et des fleuves dans is politique africaine actuelle, Arnold et Weis retrecent l'histoire coloniale à su politique africaine actuelle, Arnold et Weis retrecent l'histoire coloniale à su sonstruction ou de l'aménagement des principaux exes de communication et de commerce. Or. en Afrique, l'histoire coloniale à été souvent déterminée par la luite des puissances européennes pour le contrôle de ces axes vitaux. Ainsi, Cecil Bhodes, le grand architecte de l'Empire britannique dans le cône suide l'Afrique, a-t-il pu définir son projet en termes de chemin de fer reliant Le Cap au Calre. Les auteurs de cette étude bien documentée répartissent en trois catégories les réseaux de communication africains :

1) ceux qui déterminent les relations, tant économiques que politiques, dans la région qu'ils traversent (chemins de fer de Benguela, du Cap et d'Uganda); ce de deux qui rurent construits après l'indépendance dans le but de réorfenter les llens économico-politiques établis pendant l'êre colonials (les chemins de fer Tanzam et Botzam); 3) ceux qui s'efforcent d'établir de nouveaux llens dans les régions où ils sont insufficants (la route transaharienne).

A l'exception de deux petits chapitres sur le Nigéria et la route transafricaine. * Julian Friedmann Publishers, London 1977, 178 pages, 3,50 livres.

route transmaharienne).

A l'exception de deux petits chapitres sur le Migéria et la route transafricaine. les auteurs ne quittent guère l'Afrique australe A cet égard, isur analyse apporte un nouvel élément de compréhension des enjeux des luttes de libération dans cetta région.

E. S.



L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : résolution sur le Bénin...

Le Conseil de sécurité a adopté, le 24 novembre, sans opposition, une résolution sur l'agression contre le Bénin, terminant ainsi le débat rouvert le 22 novembre sur cette question. Le texte demande à la communauté internationale de collaborer à l'établissement d'informations sur les mèrcenaires impliqués dans l'agression et note que le Bénin souhaite leur poursuite en justice. Il demande également aux Nations unies d'aider le Bénin à réparer les dommages subis lors de l'attaque.

... et création d'un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud

Le 9 décembre, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité d'instituer un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud décrété le 4 novembre. Composé de quinze membres, ce comité étudiera les moyens de rendre cet embargo plus efficace et demandera à tous les Etats de lui fournir tous reuseignements sur les mesures prises à cette fin. prises à cette fin.

prises à cette fin.

FORCES DE L'ONU SUR LE GOLAN ET A CHYPRE. — Le 30 novembre, par 12 voix contre 0, le Conseil de sécurité a prorogé de six mois le mandai de la Force des Nations unies chargés d'observer le dégagement sur le Golan (F.N.I.O.D.). Trois pays n'ont pas participé au vote : le Bénin, la Chine et la Libye.

D'autre part, le Conseil a renouvelé pour six mois le mandai de la Force des Nations unies à Chipre en date du 15 décembre. Tous les pays membres du Conseil ont voté en javeur du renouvellement, sauj la Chine, qui u'a pas pris part eu scrutin.

Fin de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale des Nations unles a terminé le 21 décembre les travaux de sa trente-deuxième session qui s'était ouverte à New-York le 20 septembre. Au total, cent trente et une questions inscrites à l'ordre du jour ont été examinées. Deux cent quinze résolutions

Les textes essentiels votés depuis le 19 no-vembre (voir le Monde diplomatique d'octobre, novembre et décembre 1977 pour le résumé des travaux jusqu'à cette date) concernent les problèmes suivants :

DESARMEMENT. - Des résolutions ont été DESARMEMENT. — Des résolutions ont été adoptées à propos des conséquences économiques et sociales de la course aux armements, des projets de dénucléarisation régionale (création de zones exemptes d'armes nucléaires au Proche-Orient et en Asie du Sud), l'interdiction complète des essais nucléaires, la Décennie du désarmement, la fabrication de nouvelles armes de destruction massive, la réduction des budgets militaires, le désarmement général et complet, la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires, etc. L'Assemblée a adopté une résolution concernant la session extraordinaire qu'elle consacrera au désarmement, du 23 mai au 28 juin à New-York.

PROCHE-ORIENT. — Un projet de résolution présenté par des pays non alignés a été adopté le 25 novembre par 102 voix contre 4 (Israël, El-Salvador, Etats-Unis et Canada). Le texte demande la « prompte convocation » de la conférence de Genève avec notamment la participation de 10 LP. Il insiste pur la présestification de 10 LP. Il insiste pur la présent de 10 LP. Il insiste pur la puril de ticipation de l'O.L.P. Il insiste sur la necessité d'une solution d'ensemble tenant compte des droits nationaux des Palestiniens, avec retrait

d'une solution densemble tenant compte des droits nationaux des Palestiniens, avec retrait des Israéliens des territoires occupés.

Deux textes ont été adoptés le 2 décembre sur la question de Palestine. Le premier (voté par 190 voix contre 12 et 29 abstentions) réaffirme l'appul de l'Assemblée au plan élaboré par le comité pour les droits inaléniables du peuple palestinien. Le deuxième (95 voix pour 20 contre et 26 abstentions) prie le secrétaire général d'établir un service spécial des droits palestiniens au sein du secrétariat de l'ONU.

Sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, trois résolutions ont été adoptées le 13 décembre. L'une d'elles condamne ces pratiques et charge le comité spécial compétent de poursuivre sa mission.

Par 122 voix (avec une abstention : celle d'Israél), l'Assemblée a décidé de prolonger de trois ans le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations unles pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Une autre résolution demande le retour des personnes déplacées depuis 1987.

75

MAINTIEN DE LA PAIX. — L'Assemblée a notamment adopté à ce propos une résolution relative à la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales. Elle a aussi voté une déclaration sur la consolidation de la détente internationales.

PROBLEMES ECONOMIQUES. — Les principales décisions de l'Assemblée en ce domaine concernent le nouvel ordre économique international. Dans un texte adopté sans vote, l'Assemblée demande notamment que toute négociation globale concernant l'instauration de ce nouvel ordre se déroule dans le cadre de l'ONU et décide de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1980 pour évaluer les progrès réalisés. Un comité plénier se réunira entre les sessions de l'Assemblée jusqu'à la session extraordinaire.

D'autres résolutions d'intérêt général portent sur le problème de l'inflation, l'endettement des pays en voie de développement, le transfert des techniques, etc. Par consensus, l'Assemblée a invité le 20 décembre le secrétaire général à nommer dans les meilleurs délais un directeur général pour le développement et la coopération économique internationale. Désigné pour quatre ans, il devra assurer une coordination des activités en matière de développement à l'intérieur du système des Nations unles.

Le secrétaire général a aussi été invité, dans un texte portant sur le financement du développement, à établir, avec l'aide d'un groupe d'experts, un rapport sur les pouvoirs de garantie des institutions financières internationales existantes et sur la possibilité de créer un organisme multilatéral d'assurance.

Parmi les nombreux autres textes concernant les activités économiques de l'ONU, signalons la décision de convoquer à Buenos-Aires, du 30 août au 12 septembre prochains, la conférence des Nations unies sur la coopération technique entre pays en voie de développement. PROBLEMES ECONOMIQUES. - Les prin-

DECOLONISATION. — Le 28 novembre, l'Assemblée a exprimé l'espoir (sans voter) qu'une solution juste et durable soit promptement trouvée au problème du Sahara occidental. L'examen de la question a été renvoyé à sa trenta-traidème session à promos de Timor sa trente-troisième session. A propos de Timor, l'Assemblée a rejeté le 28 novembre, par 67 voix contre 26 et avec 47 abstentions, l'allégation

selon laquelle le Timor-Oriental a été intégré à l'Indonésie dans la mesure où la population du territoire n'a pas été à même d'exercer librement son droit à l'autodétermination. Le comité de la décolonisation est invité à envoyer une mission dans le territoire.

Des résolutions ont été adoptées concernant l'avenir de tous les territoires encore dépendants, y compris le Zimbabwe et la Namible. Plusieurs textes condament les Etats qui collaborent avec l'Afrique du Sud dans les domaines politique, diplomatique, économique, militaire et nucléaire; les pays producteurs ou exportateurs de pétrole sont priés de s'abstenir de fournir du pétrole brut aux régimes racistes d'Afrique australe et de prendre des mesures contre les compagnies pétrolières qui continuent à livrer du pétrole à ces régimes.

Par 120 voix et avec 5 abstentions (Royaume-Dni, Etats-Unis, Canada, France, République fédérale d'Allemagne), l'Assemblée a prié le Conseil de sécurité d'envisager une fois encore des mesures pour empécher de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud.

PROBLEMES SOCIAUX, JURIDIQUES ET

des mesures pour empécher de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud.

PROBLEMES SOCIAUX, JURIDIQUES ET DIVERS. — Le 8 décembre, l'Assemblée a demandé sans vote à la commission des droits de l'homme d'élaborer un projet de convention relative à la torture et aux autres trattements cruels ou dégradants. De nombreux textes ont été adoptés pour améliorer la protection des droits de l'homme, en particulier au Chili et en Afrique du Sud; pour assurer la protection des droits de l'homme, en particulier au Chili et en Afrique du Sud; pour assurer la protection des réugiés; pour améliorer la situation des travailleurs migrants. Un texte concerne plus particulièrement les personnes portées disparues à Chypre. L'Assemblée a aussi décidé de réunir la conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale à Genève, du 14 au 25 août 1978.

Il a aussi été décidé que le comité spécial de la charte des Nations unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation se réunirait à New-York du 27 février au 24 mars prochains.

Le 17 décembre, l'Assemblée a pris note du rapport du comité chargé d'élaborer une convention internationale contre la prise d'otages. Une résolution contre le terrorisme international a d'autre part été adoptée par 91 voix contre 9 et avec 28 abstentions.

Le mandat de M. Martil Ahtisaari, commissaire des Nations unies pour la Namibie, a été prorogé d'un an à compter du 1e janvier 1978. D'autre part, M. Poul Hartling a été élu haut commissaire des Nations unies pour les rérugiés en remplacement du prince Sadruddin Aga Khan. Som mandat est de cinq ans.

L'Assemblée générale, qui a procédé au cours de sa session aux élections habituelles dans les différents organes des Nations unies, a voté un budget de 985 913 000 dollars pour l'exercice 1978-1979. Cette décision a été prise par 119 voix contre 9 (U.R.S.S. et autres pays de l'Europe de l'Est) avec 6 abstentions (Etats-Unis, France, Cuba, Israël, Italie et Roumanie).

MAINTEN DE LA PAIX. — Le comté des opérations de modint

MAINTEN DE LA PAIX. — Le comité des opérations de maintien de la paix a adopté, le 2 décembre, son rapport à l'Assemblée générale. Il indique qu'il n'a toujours pas été en mesure de s'acquittier de la téche qui lui avait été confide : délinir les principae directeurs des onégations de de/inir les principes maintien de la paix.

mantien de la pair.

APARTREID. — Le comité spécial contre l'apartheid a lancé un appel en vue d'imposer un embargo pérolier contre l'Afrique du Sud, eu cours d'une session tenue le 1º décembre. D'autre part, le président du comité et le secrétaire général des Nations unies ont condamné, chacun de son côté, le création d'un nouveau bantoustan censé être indépendant : le Bophuthaissouna.

• REFUCIES. — Le haut commissariat des Nations untes pour les rélugiés a annoncé le 5 décembre dernier l'ouverture d'une délégation régionale pour l'Amérique latine septentrionale, dont le stège est à Sam-Jose (Costa-Rica). M. Eugo Idoyaga a été nommé au poste de délégué régional. — Le secrétaire général des Nations unies a nommé le 7 décembre M. Poul Hartling (Danemark) au poste de haut commissaire pour les rélugiés pour une période de cinq ans, en remplacement du prince Sadruddin Aga Khan. L'Assemblée générale de l'ONU a confirmé ce choix le 8 décembre par consensus

par consensus

• ENPANCE. — Le Fonds des Nations unies pour l'enjance (UNICEF ou FISE) a anuonné le 20 décembre que le conseil d'administration de cei institution avait débloqué 3 militons de dollars supplémentaires pour remetires sur pied les services exentiels en faveur des enjants du Liban, services qui avaient été interrompus pendant la guerre civile.

— Des secours ont été envoyé fin novembre dans l'Etat indien d'Andhra-Pradesh pour permetire aux populations de faire face aux besoins les plus immédials après le cyclone qui a désasté cet Etat.

Commission économique pour l'Europe

Au comité pour le développement du commerce : la menace du protectionnisme

OUVRANT les travaux du comité pour le développement du commerce de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU), M. Stanovnik, secrétaire exécutif de la Commission, a lancé un appel à l'action contre la menace du protectionnisme. Les représentants des vingt-huit pays membres de la C.E.E.-ONU ont suggéré à ce propos que le secrétariat de la C.E.E. établisse un inventaire général mis à jour des obstacles de toute sorte au développement du commerce, inventaire qu'une réunion d'experts sera chargée d'examiner à Genève à la fin du mois de septembre prochain.

SEPLEMBRE ELECTRIQUE. — Réuni du 21 eu 25 novembre à Genève pour se trente-sizième ression. le comité de l'énergie électrique s'est préocupé des perspectives à moyen et à long terme de l'industrie de l'énergie électrique dans la région. INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES. — La stricme réunion spéciale d'experte des industries mécaniques et électriques s'est tenue à Genève du 3 cu 11 novembre. Les experts ont pris nots de la prochaine publication d'un rapport sur la production par ces industries de l'équipement destiné à préventr la poliution.

tiné à prévent la politation.

CHOMAGE STRUCTUREL. — Dans un rapport sur les facteurs et profils de la croissance dans les pays à économie de marché, le scorétariat de la C.E.E.-ONU estime qu'il est d'une importance cruciale de savoir si le chômage est d'un caractère plus structurel que confoncturel dans l'évaluation de la perspective économique à long terme dans la région fusqu'en 1990. Le rapport nots qu'il convient d'interpréter les taux de chômage élevés

Les travaux de la dix-neuvième conférence générale

REUNIE à Rome du 12 novembre au le dé-cembre, la dix-neuvième session de la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agricul-ture (FA.O.) a estimé que les progrès réalisés en agriculture étalent insuffisants, bien que la production et les réserves alimentaires se soient

accrues.

Comparant les progrès de la production vivière aux régimes alimentaires réels des populations affamées du monde, la conférence a conclu que « peu de progrès ont été enregistrés depuis 1974 en ce qui concerne l'objectif de base que constitue l'élimination définitive de la faim et de la majournities l'accompany de la faim. que constitue l'elimination definitive de la faim et de la mainutrition. L'augmentation de la production de vivres par habitant n'a guère-modifié la situation nutritionnelle d'une quan-tité de miséreux ». Selon elle, le haut niveau des stocks est d'un partie au fait que ni les pays ni les individus ne peuvent acheter des vivres en quantités suffisantes.

en quantités suffisantes.

Un programme d'action pour la prévention des pertes alimentaires a été approuvé au cours de la session. Il sera financé par un fonds disposant, dans un premier temps, de 10 millions de dollars fournis à l'aide des réserves financières de la F.A.O. D'autre part, la conférence a invité les États membres à contribuer pour un total de 960 millions de dollars aux activités du Programme alimentaire mondial (PAM) en 1979-1980, chiffre qui représente une augmentation de 25 % par rapport à l'exercice précédent.

Le Dr. Bukar Shaib (Nigéria) a été élu président du conseil de la F.A.O., dont le nombre des membres a été porté de quarante-deux à quarante-neuf. La conférence a aussi prévu d'augmenter les effectifs de son comité du programme et de son comité financler.

Un budget de 211,35 millions de dollars a été approuvé, pour financer les dépenses de l'organisation en 1978-1979.

CEREALES. — Selon un resport publié le 25 novembre par la F.A.O. la récolie mondiale de céréales sera plus fable en 1877, mais elle devrait suffire à estisfaire, en 1878, une demande mondiale croissante et à maintenir les stocks mondiaux à leur niveau actuel. L'étude de la F.A.O., publiés dans son Bulletin trimestrial, dresse le bélan des changements survenus dans les perspectives cérédières pour 1977 et esquisse les perspectives pour 1978.

nisation en 1978-1979.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Une aide alimentaire d'une valeur de 5 651 000 dollars s été décidée au titre du PAM en javeur du Liban,

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUB L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — La commission internationale d'étude des pro-blèmes de la communication, créée à l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'éduca-tion, la science et la culture (UNESCO), à tenu sa première réunion à Paris, du 14 au 16 décembre. — L'UNESCO a organisé, le 7 décembre à Paris, uns journée sur la situation des droits de l'homme en Afrique australe.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRA-VAII. — Une réunion technique tripartite de l'aviation civile, convoqués par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), a eu lieu d' Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif étant de rechercher une solution aux problèmes spécifiques que posent les conditions d'emploi et de travail. e organi les conditions d'emploi et de trovail.

ORGANISATION MONDIALE DE L'A SANTE.

Après avoir pris connaissance des conclusions d'une
commission internationale d'experts médicaux de
neur pays, le D' B. Mahler, directeur général de
l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), a
indiqué le 14 décembre à Dacca (Bangladesh) que
la variole avait été supprinde en Arie. Le commission avait signé le certificat définitif d'éradication
après extemen des résultants d'une enquête menés
pendant deux aux. Le dernier cas déclaré remontait
à octobre 1975.

d octobre 1975.

— L'OMS. a annoncé, au mois de novembre, qu'elle venait de mener à bien le projet concernant l'élaboration de plans directeurs pour l'approvisionnement public en eau et l'évacuation des déchets urbains dans toute la province de Kosovo (Yougoslavie).

— L'OMS. a lancé, au début du mois de décembre, un appel à tous les Etats membres de la région suropéenne, les invitant à renjorcer l'effort de lutte contre le paludisme en Turquie.

rejort de lutte contre le paludisme en Turquie.

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE
ATOMIQUE — Cent sotzonie-dix participants
venus de trente-six pays et de quatre organisations
internationales se sont réunis du 21 au 25 novembre
à Wayenungen (Pays-Bas) sous l'épide de l'Agence
internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), de
la FA.O. et de l'O.M.S. La réunion evait pour
objet d'étudier les résultats et les perspectives
d'avenir d'une nouvelle méthode physique de
conservation des denrées alimentaires : l'emploi des
rayonnements ionisants émis par les radio-isotopes
ou produits par des dispositifs électriques.

rayonnements tonients émis par les radio-isotopes ou produits par des dispositifs électriques.

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL — Le comité permanent de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), chargé d'examiner les programmes de l'Organisation, réuni à Vienne, du 5 eu 9 décembre, a approuvé diverses activités qui avaient été soumises à l'évaluation et a demandé devantage de contributions pour le nouveau jonds de développement industriel, qui doit permettre à l'Organisation de disposer de ressources accrues.

— Les représentants de plus de cinquants pays ont participé, du 12 eu 16 décembre, à Madrid, à un colloque international sur les problèmes mondiaux des huiles et graisses végétales, convoqué par l'Organisation des Nations unies pour le développement todustriel (ONUDI).

— Les garanties à donnes aux pays en vote de développement, pour leurs opérations avec les pays industrialisés, ainsi que les systèmes d'assurance qui les protégeraient contre le non-respect des obligations contradées par les entrepreneurs, liquient parmi les questions prioritaires que quelque cent cinquante spécialistes internationaux venus d'une vingtains de pays ont examinées lors d'un séminaire à Lahors (Pakistan), du 25 au 29 novembre

NAVIGATION MARITIME. — La Gumée-Bissau est devenus, le 6 décembre, le cent qua-trième membre de l'Organisation intergouverne-mentale consultative de la navigation maritime

Six duplex dans la grande tradition de l'Avenue Foch



L'avenue Foch à la Belle Époque, du temps de Boni de Castellane et de Proust

tout près de l'Etoile, du bon côté de l'avenue Foch, - côté soleil-s'achèvent six duplex exceptionnels, tous différents:
"Tria non , Chenonceaux , Chambord, Versailles, Rambouillet, Chantilly". La façade respectueusement conservée, Mais l'agencement des

deux pas du Bois de Boulogne, appartements témoigne d'une recherche très actuelle du plus grand confort. Là, tout est luxe, harmonie, noblesse, dans la conception comme dans les wateriaux.
Villa Foch, is the state of the s

MD

Groupe de la Banque mondiale

Cinq prêts de la BIRD

L à Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé plusieurs prêts ces der-

— An Nicaragua (1er décembre) : 10,1 millions de dollars pour un projet d'adduction d'eau à Managua, et 3 millions de dollars pour un

Managna, et 3 millions de dollars pour un projet rural d'assainissement touchant cinquent cinquante villages;
— Au Botswana (8 décembre) : 6,5 millions de dollars pour un projet destiné à stopper la dégradation des pâturages et à favoriser l'introduction de méthodes de gestion améthorées;
— A la Côte-d'Ivoire (15 décembre) : 29 millions de dollars pour un projet d'entretien de routes de desserte et de routes à grande circulation :

· A la Jamaigue (15 décembre) : 30 millions de dollars pour l'importation de matières pre-mières et de biens d'équipement pour les pro-ductions industrielles et agricoles; — Au Paraguay (15 décembre) : 6 millions de dollars pour la construction de réseaux d'adduc-

CREDETS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internationals de développement (IDA) a annoncé des crédits
en jeweur des pags suivants:
— Pakistan (24 novembrs): 3 millions de dollars
pour financer les services techniques qui alderont
à mettre au point les projets de développement
économique de l'Azad Cachamire;
— Kenya (30 novembrs): 10 millions de dollars
pour le développement de la petite industrie;
— Bangladesh [1º décembrs): 75 millions de
dollars pour l'importation des éléments industriel,
matières premières, produits chimiques et pièces
détachées nécessaires pour maintenir les productions d'industries hautement prioritaires;
— Halti (15 décembrs): 6,6 millions de dollars
pour la construction ou l'amélioration de polders
dans les plaines marécageuses qui bordent le fieure
Niger;
— Envete (8 décembrs): 2 millions de dollars

dans les plaines marécageuses qui bordent le fleuve Niper:
— Egypte (8 décembre): 2 millions de dallars pour le financement d'une étude économique qui permetiru la préparation d'un projet régional d'adduction d'eau dans des zones rurales et de petites villes;
— Pakistan (8 décembre): 70 millions de dollars pour un projet de maîtrise de la salimité de l'eau et de mise en valeur de terres dans la région du Punjob et 1,7 million de dollars pour une étude de pré-investissement d'un projet forestier dans la province frontailère du nord-ouest;
— Tanzanie (8 décembre): 15 millions de dollars pour aider la Banque d'investissement de Tanzanie à faire face à ses besoins en devises étrangères d'ici à 1981;
— Hain (15 décembre): 6,6 millions de dollars pour l'amélioration des services urbains dans le district métropolitain de services urbains dans le district métropolitain de Celevita.

SOCIESE FINANCIERE INTERNATIONALE.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. —
La Société financière internationals (SFL),
fitiale de la Banque mondiale, a annoncé, le
21 décembre, un second investissement d'environ
1,2 million de dollars dans la Banque nationale
pour le développement économique (B.N.D.E.) du
Maroc. La SFL, avoit déjà investi 1,5 million de
dollars dans le capital de la B.N.D.E. en 1962.
Ce nouveau inconcement représente la part de la contraction dolars dans le capital as la S.A.D.S. en isve. Ce nouveau financement représente la part de la Société d'une offre qui est faite aux antionnaires de doubler le capital social de la B.N.D.E. pour permettre à célie-ci de continuer ses emprients à long terme dont elle reprête le produit aux entre-prises locales.

EMPRUNTS DE LA BIRD. — La Banque mondiale a amiones, le 34 novembre, un emprunt à moyen terme d'un montant de 300 millions de france suisses auprès d'un groupe d'importantes banques suisses. Suisses.

D'autre part, une offre publique de 50 miliards de yens (207 milions de dollars), en montent principal d'obligations de la Banque mondiale, a été annoncée le 23 novembre à Tokyo.

Les obligations « Obligations à 6.8 % et à quinze une de 1977 - huitième série » ont été vendues au pair. L'échéance finale était le 9 décembre 1992 et les obligations seront amorties au pair par des versements égaux de 3 miliarde de yens pour chacune des années 1983 à 1991 et un versement final de 23 miliarde de yens en 1992.

CONFERENCE SUB LE DEVELOPPEMENT ECO-

CONFERENCE SUB LE DEVELOPPEMENT ECO-NOMIQUE DES CARAIBES. — La Banque mondiale a convoqué, à Washington, les 15 et 16 décembre, une conférence sur les besoins liés au développe-ment des pays de la région des Caralbes et sur l'éventualité de la mise en place d'un mécanisme jormel de concertation pour les questions liées au

REUNION DU CONSORTIUM POUR LE PAKIS-TAN. — Les gouvernements et organisations concernés par l'aide au développement au Pakistan se sont réunis à Paris le 18 décembre, sous la présidence de la Banque mondiale.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Session du conseil des gouverneurs

Session du conseil des gouverneurs

Le conseil des gouverneurs, composé des ministres des finances des dix-huit pays membres de la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA), s'est réuni à Khartoum le 3 décembre, pour sa troisième assemblée annuelle ordinaire. Le conseil a notamment fixé le capital du Fonds arabe spécial d'aide à l'Afrique à un niveau de 350 millions de dollars, qui devront être incorporés au capital de la Banque. Il a aussi assoupil la politique de prêt : la participation de la Banque dans le financement des projets, quand elle est comprise entre 1 et 10 millions de dollars, a été plafonnée à 40 % du coût total du projet (contre 50 % antérieurement) quand cette participation est inférieure à 1 million de dollars. Le conseil a recommandé au président de la Banque d'entreprendre les démarches auprès de la Ligue des Etats arabes afin que les ressources du Fonds arabe d'aide technique soient affectées au capital et au programme d'assistance technique de la BADEA. Au cours de cette session, le conseil a approuvé de nouveaux engagements de prêts au bénéfice du Cameroun, de Madagascar et du Libéria, pour un montant total de 23,25 millions de dollars. Un don de 50 000 dollars, pouvant se résoudre en avance sur prêt, a été accordé aux Comores.

Banque asiatique de développement

Prêts à six pays

L A Banque asiatique de développement annonce l'octroi de prêts en faveur de six

amouses l'octroi de prets en faveur de six pays :

— Corée du Sud (31 octobre) : 41,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt-trois ans et à 8,30 %) desainés à l'amélioration du réseau routier ;

— Népal (8 novembre) : 4,2 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 %) affectés à un programme de formation professionnelle;

— Malaisie (8 novembre) : 15,3 millions de dollars pour financer l'adduction d'eau dans les villes de Kota Kinabalu et de Tawau ; ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique d'un montant de 150 000 dollars. Le 29 novembre, ce pays s'est également vu accorder un prêt de 18 millions de dollars pour le financement du programme de développement régional

de Pahang Tanggara. Ces deux prêts, consentis à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour une durée de vingt ans, portent intérêt à 8,30 % l'an;

— Indonésie (25 novembre) : 30 millions de dollars (pour quinze ans et à 8,30 %) dont bénéficiera la Bank Pembangunan Indonesia (BAPINDO), une des trois plus importantes institutions financières du pays;

— Philippines (29 novembre) : 35 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour quinze ans et à 8,30 %) accordés à la Banque de développement des Philippines;

— Afghanistan (29 novembre) : 5,7 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial pour quarante ans et à 1 %) pour financer la réalisation d'entrepôts de stockage pour les fertilisants et les produits chimiques et vétérinaires.

RECENTES FUBLICATIONS

Reval Asia: Challenge and Opportunity
(l'Asis rurale: défis et perspectives): étude
réalisée à la demande de la Banque par une
squipe d'experts internationaux pour préparer
les politiques à appliquer dans les pays d'Asis
membres de la BAD au cours des dix prochaines années (voir page 1 Particle de Patrice
de Beer).

Banque européenne d'investissement

Octroi de vingt prêts dans les pays de la C.E.E., dont treixe à l'Italie de la C.E.E., dont treixe à l'Italie

L. Banque européenne d'investissement
L. (B.E.L.) a annonce, aux mois de novembre
et de décembre, l'octroi de plusieurs prêts:
Le 29 novembre, cinq prêts d'um montant
total équivalant à 83,5 milliards de lires
(82,8 millions d'u.c.e.) pour contribuer au financement de deux projets industriels dans le
Mezzogiorno italien, la mise en valeur de deux
gisements de gaz en mer Adriatique, ainsi que
la construction d'un tronçon d'autoroute dans
le Frioul. Le prêt le plus important (24 milliards
de lires), d'une durée de huit ans, au taux
d'intérêt de 7.7 % l'an, a été octropé solidairement à l'EFFLM (Ente Partecipasioni e
Finanziaments Industria Manifattureria) et à
l'EMI (Ente Nazionale l'drocarburi); l'équivalent de 20 milliards de lires a été accordé à
l'IMI (Istituto Mobèliare Italiano) pour dix ans,
au taux de 8 % l'an;
— Le 9 décembre, un prêt d'une contre-valeur au taux de 8 % l'an ;
— Le 9 décembre, un prêt d'une contre-valeur

de 17 millions de livres (26 millions d'u.c.e.)
pour le développement des télécommunications
en Irlande; ce prêt est assorti d'une durée de
vingt ans et d'un taux d'intérêt de 9,6 %;
— Un prêt à la Société lorraine de laminage

-- Un prêt à la Société lorraine de laminage continu (SOLLAC) d'une contre-valeur de 110 millions de francs (19,6 millions d'u.c.) pour une durée de quinze ans, au taux de 9,7 % l'an, pour le financement de la première étape de la modernisation de l'aciérie de Serémange (Moselle);
-- Le 15 décembre, un montant d'une contre-valeur de 20 millions de livres (30,6 millions d'u.c.), d'une durée de sept ans et au taux d'intérêt de 7,5 %, pour contribuer au financement d'initiatives industrielles de petite et de moyenne dimension dans les zones du Royaume-Uni bénéficiant des aides au titre du développement régional; développement régional ;

Un prêt d'une contre-valeur de 15 millions de francs (2,7 millions d'u.c.e.) pour financer, à Fos-sur-Mer (près de Marselle), des installa-

de france (2.7 millions d'u.c.e.) pour financer, à Fos-sur-Mer (près de Marseille), des installations destinées à combatire la pollution pétroilère en Méditerranée : ce prêt à été consentiau Port autonome de Marseille pour une durée de douze ans, au taux d'intérêt de 9 % l'an ;
— Le 16 décembre, huit prêts, d'un montant total équivalant à 943 milliards de lires (94 millions d'u.c.e.) en faveur de l'Italie, pour des investissements d'infrastructure portant sur l'approvisionnement en eau de la Basilicate et des Pouilles, l'amélioration du réseau routier de Palerme (Sicile) et de l'équipement portuaire de Naples, l'établissement, dans les Abruzzes, d'un centre de formation de techniciens des télécommunications, le financement de divers investissements industriels, la plupart également dans le Mezzogiorno;
— Le 20 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 3345 millions de francs (60 millions d'u.c.e.) pour la modernisation et le renforcement des télécommunications internationales en France; d'une durée de quinze ans et au taux d'intérêt de 9,35 % l'an, ce prêt a été accordé à la Calsse nationale des télécommunications à Paris;
— Un prêt d'une contre-valeur de 50 millions de couronnes danoises (7,1 millions d'u.c.e.) en faveur de la construction d'un aéroport à Godthaab (Groenland); ce prêt a été consenti à l'Etat danois (ministère des finances) pour une durée de quinze ans au taux de 8,4 % l'an;
— Le 21 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 13,1 millions de livres (20 millions d'u.c.e.) pour contribuer au financement de plus de quarante améliorations et aménagements du réseau routier national irlandais; ce prêt a été consenti pour une durée de vingt ans au taux de 9,6 % l'an.

Signalons aussi que l'aide d'urgence de 150 millions d'u.c.e., offerte par la Communauté

de 9,6 % l'an.
Signalons aussi que l'aide d'urgence de
150 millions d'u.c.e., offerte par la Communauté
économique européenne au Fortugal sous forme
de prêts à long terme de la B.E.I., a pris fin
le 21 décembre avec l'octroi d'un prêt de
9 millions d'u.c.e. pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension.

Prêts dans le cadre de la convention de Lomé

En application de la convention de Lomé, la BEL a annoncé l'octrol des prêts suivants :

— Le 7 décembre, un prêt de 49 millions d'uc.e. pour le financement d'une usine de tissage qui sera aménagée à Morogoro, à 180 kilomètres à l'ouest de Dar-Es-Salaam (Tanzanie); d'une durée de vingt ans, ce prêt porte intérêt à 2 % l'an;

— Le 19 décembre, un prêt de l'équipplent de

(Tanzanie); d'une durée de vingt ans, ce prêt porte intérêt à 2 % l'an;

— Le 19 décembre, un prêt de l'équivalent de 2 millions d'u.c.e. pour contribuer au financement, en République unie du Cameroun, de l'extension d'une cimenterie et d'une usine de broyage de clinker; d'une durée de dix ans, ce prêt porte intérêt à 5 % l'an;

— Le 19 décembre, un prêt subordonné de 3 millions d'u.c.e. pour contribuer, en République rwandaise, au financement d'une fonderle d'étain prévue dans le cadre d'un projet de développement des productions de minerais d'étain et de tungstène du pays; d'une durée de quinze ans, ce prêt est assorti d'un taux d'intérêt de 2 % l'an jusqu'à fin 1981 et de 6 % l'an ensuite;

— Des prêts d'un montant total de 12,9 millions d'u.c.e. en faveur de la Côtedivoire, dont un prêt de 11 millions pour améliarer l'approvisionnement en électricité du pays et plus particulièrement d'Ahidjan. Ce prêt est accordé, pour une durée de quinze ans, au taux d'intérêt de 5,4 % l'an, compte tenu d'une bonification de 3 %.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à onze pays

Prêts à onze pays

I A Banque interaméricaine de développement
L a annoncé en novembre et en décembre
l'octroi de prêts en faveur de onze pays :

— Un prêt de 53,9 millions de dollars le
1º novembre (à l'aide des ressources interrégionales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt
de 8 % l'an) pour la construction d'une usine
de cellulose dans la région nord de l'Argentine;

— Un prêt de 20 millions de dollars le
17 novembre (à l'aide du fonds d'opérations
spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt
de 1 % l'an pendant les dix premières années,
et 2 % ensuite) pour l'amélioration et l'extension des services ruraux de santé au Micaragua;

— Un prêt de 5,3 millions de dollars le
25 novembre (à l'aide du fonds d'opérations
spéciales, pour trente-cinq ans, à un taux
d'intérêt de 2 % l'au) en faveur de la mise
su point d'un programme vétérinaire au CostaRica;

— Un prêt de 17 millions de dollars (à l'aide

Rica;

— Un prêt de 17 millions de dollars (à l'aide du fands d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années, et 2 % ensuite) pour l'extension du réseau d'égouts de la ville de Guayaquil, en Equateur;

— Un prêt de 15 millions de dollars le 1 décembre (10 millions à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un d'opérations spéciales pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite, et 5 millions sur les ressources inter-régionales, pour vingt-cinq ans et à 8 % l'an) en faveur du programme de développement industriel et tou-ristique de la Bolivie;

 Un prêt de 1,58 million de dollars le décembre (à l'aide du fonds d'opérations 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans. à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour contribuer au financement d'un projet (mené conjointement avec la C.E.E.) destiné à favoriser le regroupement des pêcheurs au sein de coopératives au Honduras;
— Un prêt de 105 millions de dollars le 3 décembre (65 millions à l'aide des ressources inter-régionales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 8 %, et 40 millions en ligne de crédit complémentaire sur les ressources inter-régionales) pour la construction des quaire régionales) pour la construction des quaire premières usines d'un complexe pétrochimique à Bahia-Blanca, en Argentine ;

- Un prêt de 122 millions de dollars le
 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans, à un taux d'intérêt de 2 % l'an) pour l'amélioration des liaisons téléphoniques dans et entre les régions rurales du Costa-Rica;

Un prêt de 24,5 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide des ressources ordinaires, pour vingt ans, à un taux d'intérêt de 8 %) en faveur du programme d'amélioration du

8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour financer la construction d'ouvrages de contrôle des inondations, d'irrigation et de drainage dans le bassin de l'Abary, dans le nord-est de la Guyana; — Un prêt de 70 millions de dollars le 9 décembre (sur les ressources inter-régionales pour vingt ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour la construction d'une usine hydro-élections à Sen-Carlos, en Colombie:

trique à San-Carlos, en Colombie;
— Un prêt de 9 millions de dollars le 9 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant dix ans et 2 % ensuite)

pour l'extension d'une faculté privée au Sal-Deux prêts d'un montant total de 120 millions de dollars le 15 décembre (sur les res-sources inter-régionales, pour vingt-cinq ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour un programme de crédit en faveur des agricul-teurs et des éleveurs au Mexique.

ADMISSION DES BAHAMAS. — Les Bahamas sont devenus le 15 décembre le quarante et unième Etat membre de la Banque interaméricaine de dévelop-menent.

Banque des règlements internationaux

Les conséquences de la baisse du dollar

REUNIS à Bâle les 12 et 13 décembre, les gouverneurs des banques centrales des dix pays les plus industrialisés ont examiné les conséquences de la récente balsse du dollar sur l'économie mondiale. Aucun accord n'est intervenu, semble-t-il, entre les gouverneurs sur une politique de soutien du dollar. MM. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale améri-caine, et Telichiro Morinaga, gouverneur de la Banque du Japon, ne participaient pas à cette réunion.

e FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. — Les autorités pénéruéliennes ont, le 28 novembre, informé le Fonds monétaire international (FMI.) que le montant prêté au F.M.I. par le Venezuela pour alimenter la facilité de financement supplémentaire sera porté de 450 à 500 millions de D.T.S. Cette décision porté de l'équivalent de 8,71 milliards de D.T.S. (environ 10,3 milliards de dollars des Etats-Unis) le montant total des ressources que les bailleurs de fonds se sont engagés à prêter. — Le 5 décembre, le F.M.I. a donné son accord au Sri-Lanka pour qu'il puisse acheter, au cours des douse prochains mois, l'équivalent de 93 millions de D.T.S. Ce crédit « stand-by » aidera ce pays à rédiser un programme goupernemental de réforms économique.

économique.

Le F.M.I. a procédé, le 7 décembre. pour le compte du Fonds fiduciaire, d sa vente d'or mensuells par adjudication et a attribué 524 800 onces d'or fin, soit la quantité totale mise en adjudication à l'exception d'une fraction de barre standard. Cet or a été attribué aux adjudicataires au prix commun de 160,03 dollars l'once.

er commence

CNUCED

L'enviernes de la dette extérieure

L'engé d'étudier les problèmes de la dette extérieure des pays en voie de développement s'est réuni à Genève du 5 au 16 décembre. L'objectif de cette rencontre était de préparer les discussions de politique générale qui se dérouleront au sein du Conseil du commerce et du développement en mars prochain à propos du problème de la dette. Au cours de cette réunion, la Suède a demandé aux pays créanciers d'annuler la dette des quarante ou chquante pays les plus pauvres du monde (soit environ 30 milliards de dollars).

PROGRAMME INTEGRE POUR LES PRODUTTS Problèmes de la dette extérieure

environ 20 milliards de dollars).

FROGRAMME INTEGRE POUR LES PRODUTTS
DE BASE. — Le consté intergouvernemental spécial
du programme intégré pour les produits de base
s'est réuni à Genève du 12 au 16 décembre sous les
suspises de la Conférence des Nations-unies sus
le commerce et le développement (CNUCED) pour
éveluer les progrès réalisés dans l'application du
programme intégré. Le consté a envisagé une
reprise éventuelle de la conférence de négociation
sur un fonds commun suspendue le 1º décembre
(voir Le Monde diplomatique de décembre dernier)
« su début de 1978» et a approuvé un nouseau
calendrier pour les réunions sur divers produits de
base.

COMMISSION DES INVISIBLES. — La commission des invisibles et du l'inancement lié au commerce a consacré l'essentiel des travaux de sa huitième session, du 5 au 9 décembre, aux questions d'assurances, après avoir renvoyé l'examen du financement lié au commerce à une date ultérieure. La principale question soumise aux soizante-dix participants était l'assurance des gros risques dans les pays en voie de développement.

COMMERCE ENTRE LE TIERS-MONDE ET LES PAYE DE L'EST. — Un groupe d'experts a siégé à Genève du 28 novembre au 2 décembre pour étudier un système muitilatirel de paisments entre les pays d'Europe de l'Est et les pays en voie développement et trouver les moyens de reigner le commerce entre ces deux groupes de pays.

GATT

A la session annuelle : mise en garde contre le protectionnisme A l'ouverture de la session annuelle des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), M. Georges Maciel (Brésil), président de l'organisation, a lancé le 29 novembre dernier une nouvelle mise en garde contre le protection-

La session a duré deux jours et a été essen-tiellement consacrée aux difficultés actuelles du commerce international, à la lumière d'une

étude publiée le 28 novembre par le secrétariat du GATT et seion lanuelle les fortes messions protectionnistes devraient en effet persister. Le rapport met, lui aussi, en garde contre cette « politique instable, onéreuse et en définitive incontrolable » qu'est le néo-protectionnisme.

Accord sur le renouvellement de l'accord multifibre

Les négociations au comité du textile du GATT ont abouti le 14 décembre à un accord sur un protocole renouvelant l'accord multifibre (AMF) de 1973 pour une nouvelle période de (A.M.F.) de 1973 pour une nouvelle période de quatre ans. Le protocole est entré en vigueur le 1st janvier pour les Etats qui l'avaient signé. Ce texte constitue une sorte de mode d'emploi pour le nouvel A.M.F. Il est assorti de considérations qui ouvrent la voie à toutes les interprétations. Les pays ayant de graves problèmes d'importations pourront espérer certaines dénogations temporaires. Toutefois les neve dérogations temporaires. Toutefois, les pays exportateurs sont opposés à une interprétation large du texte.

O.C.D.E.

Perspectives d'expansion peu favorables pour 1978

rables pour 1978

SELON le rapport intitulé Les perspectives écnomiques pour 1978, publié le 28 décembre par le secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement é c on o mi que s (O.C.D.E.), « les perspectives immédiates d'expansion économique se sont assombries » depuis la réunion du consail ministériel, en juin dernier. La croissance des pays membres pourrait, si les politiques actuelles restent inchangées, n'être que de 3.5 % en 1978 et, comme en 1977, se raientir en cours d'année. Le taux annuel de progression du P.N.B. de la zone O.C.D.E. passerait de 3.25 % au cours du dernier semestre de 1977 à 4 % dans les six premiers mois de 1978, mais pour retomber à 3 % pendant les mois suivants.

CHOMAGE DES JEUNES. — Le problème du

CHOMAGE DES JEUNES. — La problème du chômage des feunes a été discuté au cours d'une conférence ministérielle qui s'est tenue à Paris les 15 et 16 décembre sous la présidence du ministre du trapad des Étais-Unis. Une stratégie en trois points a été présonisée en faveur des sept millions de jeunes seus emploi dans les pags de l'activité économique chaque fois que cele est possible; multiplication de mesures spéciales pour accroître les 0/1/23 d'emploi destinées aux jeunes; amélicration du passage du milieu scolaire à la vie professionnelle.

COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT. - Dans le chapitre introductif de son rapport annuel, intitule Coopération pour le développement, ex-

ÉDITIONS A. PEDONE

13, res Soufflot, 75005 PARIS Téléphone: 033-05-97

• LA BONNE FOI EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC de E. ZOLLER



ಭಿಕ ರಣವ∵ಗ

:,

in decem and the second and and an a

t en au Men

3333 ::-: Million Charles Autour

tre ... In 12 ... I Di ...

men 1977, public en décembre, le président du comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. insigée sur la nécessité de récrienter les politiques de façon à c définir le cadre à l'intérieur duquel s'inscrivent les mesques propres à assurer l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles » au profit de l'ensemble de la population du tiers-monde. L'ENERGIE NUCLEAIRE. — L'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) a organisé du 5 au 9 décembre, à Hambourg, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, un symposium international sur la sûreté des navires nucléaires.

RECENTES PUBLICATIONS RECENTES PUBLICATIONS

• Offres de princes et pratiques commerciales analogues: rapport résigé par le comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'O.C.D.E.; 44 pages, 1977.

• Examén des politiques apricoles des pays membres de l'O.C.D.E., 1874-1876 : nouvelle publication qui présenters un examen permanent des politiques en mettant l'accent sur les problèmes d'actualité et l'évolution des politiques agricoles des pays membres: 124 pages, 1977.

• Sustème d'observation 1977.

Système d'observation permanente des migrations: Cinquième rapport (1977) du Système d'observation permanente des migrations (SOPEMI), retracant les développements dans quinze pays membres et rédiée sous la direction du professeur Barnard Kayser.

Dans la série « Études économiques » : la France.

Association latino-américaine de libre-commerce

Dix-septième session ordinaire de la Conférence

L A dix-septième période de sessions ordinaires de la conférence de l'Association latino - américaine de libre - commerce (ALALC.) s'est tenue à Montevideo du 5 au 27 novembre. Ses travaux ont essentiellement porté sur les négociations commerciales.

lement porté sur les négociations commerciales.

Au total, mille soixante-seize concessions tarifaires ont été négociées en vertu du programme de libération des échanges régi par les accords de complémentarité industrielle, les listes nationales, et les listes d'avantages non généralisés (ces derniers bénéficiant notamment aux pays les moins développés). La plupart des concessions, dans le cadre des accords de complémentarité industrielle, portent sur les machines de bureau, les produits chimiques et pharmaceutiques, les industries enimiques dérivées du pétrole, l'industrie photographique, les matières colorantes et les pigments, ainsi que sur les équipements électriques et électroniques.

En dehors des négociations commerciales, la conférence s'est penchée sur les dispositions en matière de changes et de financement du commerce, ainsi que sur les pratiques commerciales, qui sur les pratiques commerciales qui sur les productions en matière de changes et le productions en matière de changes et les productions en matières de ch

tions en matière de changes et de finance-ment du commerce, ainsi que sur les pratiques commerciales qui affectent le développement des échanges à l'intérieur de la zone. Une conférence extraordinaire, prèvue pour le troisième trimestre de l'année 1978, se sai-sira de ces questions. En outre, la confé-rence a reconduit jusqu'au 31 décembre 1978. l'actuel régime sur l'origine des marchan-

La conference a aussi examiné le rapport La conference a aussi examine annuel du comité exécutif permanent et établi le programme de ses activités pour 1978. ctaul le programme de sea activités pour 1978. Celui-ci prévoit notamment la convocation, pour la première fois, du conseil des ministres des affaires étrangères, organe suprème de l'Association. Enfin le budget de fonctionnement de l'Association pour la prochaîne année fiscale a été approuvé. La dix-initième période de sergions critiquisme de la configure prinche. de sessions ordinaires de la conférence aura lieu du 6 au 29 novembre à Montevideo.

COOPERATION AVEC L'INSTITUT LATINO-AMERICAIN DE ROME. — Le comité exécutif de l'ALALC. s'est réuni en séance extraordinaire, le 28 novembre dernier, à Montevideo, s'in d'exa-miner suce les représentants de l'Institut telo-latino-américain de Rome le programme d'activités communes pour 1978, dans le cadre de l'Accoré de coopération souserit par les deux organisations es coopération souscrit par les deux organisations en

Groupe andin

Programme de promotion des exportations

L'es directeurs des offices nationaux de promotion des exportations des pays membres se sont réunis à Bogota du 7 au 12 décembre pour mettre au point le premier programme de promotion des exportations du Groupe andin. Les nouvelles dispositions

prévoient que les cinq pays mèneront en commun une série d'actions portant notamment sur la diffusion de l'information commerciale, la participation généralisée sux foires et expositions à l'étranger, la création d'entreprises de commercialisation, la promotion de biens des industries faisant l'objet des programmes sectoriels de développement, etc.

PARTICIPATION AUX NEGOCIATIONS DU GATT. — Organisée par le Comité de l'Accord de Cartagena en collaboration avec la CEPAL, le PNUD et la CNUCED, s'est tenue dans la capitale péruvienne, du 7 au 11 décembre, la prémière téunion d'experts gouvernementsus sur les négociations commerciales muitilatérales qui se déroulent à Genève dans le cadre de l'Accord pénéral sur les tarils et le commerce (GATT). PROJETS TRUENOLOGIQUES. — La neuvième réunion du comité chargé des projets andins de développement technologique dans le domaine des ressources des forêts tropicales (PADT-REFORT) s'est tenue à Lima du 12 au 15 décembrs. Les experts ont fait le point des travaux menés dans le cadre d'une étude plannt à l'industrialisation du bois et à la généralisation de son emploi dans la construction de maisons économiques.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Maintien du prix actuel

Le prix du pétrole restera inchangé jusqu'à Le nouvel ordre: telle est la conclusion de la conférence des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui s'est réunie à Caracas les 20 et 21 décembre. Le communiqué publié à l'issue de la conférence ne mentionne pas un « gel » des prix; il indique seulement que la conférence a examiné « la question des réajustements de prix. Mais les pays membres n'ont vu parpenir à un consensus

e la question des réajustements de prix. Mais les pays membres n'ont pu parvenir à un consensus commun sur ce sujet ».

Le secrétaire général de l'organisation, M. Ali Jahlah, a précisé que cette absence d'accord se traduirait per un maintien des prix du pétrole de référence à son niveau actuel de 12,70 dollars le baril. Le communiqué indique également que les pays membres se consulteront « pour faire de nouveaux efforts afin de renforcer leur solidarité à l'égard des pays en voie de développement ».

● ASSOCIATION EUROPEENNE DE L'IBRE-ECHANGE. — Le comité de parlementaires des pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), réuni pour la première jois à Genève le 25 novembre, a adopté une résolution sur la situation économique, dans laquelle il indique qu' « il a pris note avec intérêt de la proposition présentée par le comité consultatif de convoquer une conférence tripertite des pays d'Europe accidentale sur les politiques économiques, le piememploi, la stabilité financière et des prix. > — La troisième série de négociations entre les pays de l'A.E.L.E. et l'Espagne en rue de l'établissement d'un accord commercial multilatéral s'est déroulée à Genève du 5 au 9 décembre.
 ● COMMUNAUTE DES CARAIBÉS. — Le groupe

à Genève du 5 au 9 décembre.

• COMMUNAUTE DES CARAIRES. — Le groupe de travail chargé, en septembre dernier, par le conseil des ministres du Marché commun des Caraibes, de définir une stratégie pour le développement industriel des pays les moins développés de la pone et d'établir, en conséquence, un programme de création d'industries nouvelles, s'est réuni pour la première jois les 24 et 25 novembre, à Georgetown (Guyana). Son mandat deveit prendre jin le 31 décembre.

• CONSEIL DITERNATIONAL DU RIR — Le

jin le 31 décembre.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Le Conseil international du blé, réuni à Londres les 29 et 30 nonembre, a passé en revue les résultats de la récolte de blé, de céréales et de ris en 1976-1978 et éxaminé les prévisions pour le reste de la récolte 1977-1978 et les perspectives pour 1978-1979. Le Conseil a également pris connaissance d'un rapport du groupe préparatoire sur l'état des travaux concernant la négociation d'un nouvel accord qui pourruit remplacer l'accord international sur le blé signé en 1971.

e CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL. — La trente-septième session du Conseil oléicole international s'est déroulée à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuelle campagnes oléicole internationale 1977-1978, le Conseil prévoit une production mondiale d'huils d'oltre équivalents à la moyenne des productions enregistrées eu cours des six dernières campagnes (1440.000 tonnes métriques). Les trapaux du Conseil ont surtout porté sur les messures propres à favoriser une amélioration de la consommation d'hulle d'oltre dans le monde. Il a décide de prolonger d'un au l'accord international sur l'hulle d'oltre (soit jusqu'au 31 décembre 1979), dans la perspective d'une renégociation de cet accord au cours de l'année 1979 dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

es aeveloppement (CNUCED).

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. —

La deuxième réunion consultative des maires d'Amérique tentrale a en lieu à Sum-José (Costa-Bica), du 18 au 21 décembre. Elle a été consacrée à l'examen du projet de statuis de la Fédération des communes de l'Amérique centrale, dont la vréation a été décidée par la déclaration de Quetzaltemango, le 14 octobre dernier.

financier à moyen terme destiné à aider les pays membres de la C.E.E. qui éprouvent des difficultés de balances de paiement. Ce concours passe donc de 2,7 à 5,45 milliards d'unités de compte européennes, soit plus de 30 milliards de francs français.

D'autre part les ministres ont demandés

D'autre part, les ministres ont demandé à la Commission européenne de présenter dans les plus brefs délais ses propositions concer-nant l'émission d'un emprunt communautaire destiné à aider les industries européennes

destine à aider les industries européennes touchées par la crise. Les ministres ont accepte l'entrée en vi-gueur au 1^{er} janvier 1978 du système de ressources propres de la C.E.E. qui comprend les droits de douane, les prélèvements agri-coles ainsi qu'un pourcentage pouvant aller jusqu'à 1 % des recettes nationales de T.V.A.

Nouveau régime d'importation des textiles

Le conseil des ministres des affaires étran-gères des Neuf a approuvé le 20 décembre les résultats des négociations bilatérales menées par la Commission européenne avec une trentaine de pays exportateurs de textiles à bas prix de revient. En conséquence, un nou-veau régime d'importation de produits textiles à été mis en place le le janvier, dans la CRE

Le conseil des ministres a aussi approuvé le renouvellement de l'accord textile inter-national (accord multifibre) dont le texte avait été mis au point à Genève, sous réserve que les accords bilatéraux conclus avec les pave exportateurs soient appliqués.

La décision du conseil permettra à l'Europe des Neuf de stabiliser dans un premier temps ses importations de textiles au niveau de 1976, c'est-à-dire 1 000 000 de tonnes, avec ensuite un taux de progression modèré selon la sen-sibilité des produits à l'intérieur du Marché

La France autorisée à dévaluer son < franc vert >

Le conseil des ministres de l'agriculture du 13 décembre a autorisé la France à dévaluer son « franc vert » de 2,5 % à partir du 1^{est} février prochain. Concrètement, cette décision signifie que les agriculteurs français bénéficierent à cette date d'une hausse de 2,5 % de leurs revenus. En même temps, les montants compensatoires monétaires appliqués dans les échanges agricoles de la C.E.E. baisseront de 16,9 % à 14 %.
Cette réduction favorisera les exportations de produits agricoles vers les autres pays du Marché commun, en les rendant plus compétitifs.

PRIX AGRICOLES: PROPOSITIONS DE LA COMMISSION. — Le Commission de la C.E.E. a proposé, le 8 décembre à Bruxelles, d'augmenter de 2 % en moyenne les prix agricoles européens pour la campagne 1378-1579. Pour la France, la hausse est de 3,9 % car la Commission de la C.E.E. a modulé, comme les années précédentes, les augmentations de prix selon les pays et l'état de leurs monnaies. C'est ainsi que les pays à monnaie faible se voient proposer une hausse moyenne plus importante (Italis 4.94 %, Grande-Brétagne 5,25 % et Irlande 2,3 %).

En revanche, les pays à monnais jorts bénéficient d'une hausse des prix plus jaible que la moyenne (pays du Benelux 1,5 % et Allemagne occidentale 0.86 %, Danemark 2 %).

AU CONSEIL DE L'ENERGIE. — Le conseil de

occidentale 0.85 %, Danemark 2 %).

AU CONSEIL DE L'ENERGIE. — Le conseil de l'énergie de la C.B.E. n'a pris, le 13 décembre, que peu de décisions. Sur la plupart des dossiers disoutés, la Grande-Bretagne a confirmé qu'elle se rejuscrait à prendre des mésures contraignantes. C'est ainsi qu'è propos de la surcapacité de rajinage qui existe en Europe — la capacité des raljinerjes dépasse de plus de 35 %, la demande actuelle, — qui doit jairs l'objet d'un rapport le 30 jenvier, de la part du comité spécial de l'énergie, composé de hauts jonctionnaires, les Britanniques ont déjà exprimé leurs réserves quant à des mesures de contrainte ou de contrôle.

Le conseil a adopté une directive sur l'utilisation rationnaile de l'énergie concernant les normes d'isolation des immeubles et celles portant sur les générateurs de chaleur. Un amendement britannique a été adopté exespiant de ces normes les appareils hors série et de grand gabarit.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE — Le conseil

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE. — Le conseil des ministres de la C.E.E. a pris, le 13 décembre, la décision de proroger le programme européen décision pur la lucie contre la pauvreté pour une nouvelle période de trois ans. REUNION DES MINISTRES DE LA SANTE.

- our la première fois, les ménistres de la santé
le la C.E.E. se sont réunis le 13 décembre à

rucelles. de la C.E.E. se sont réunis le 13 decembre a Bruselles.

Ils ont décidé de démander à la Commission européenne d'étudier des mesures d'harmonisation des politiques de lutte contre le tabae et des législations antidopage dans la sport.

M. Vredeling, commissaire européen chargé des affaires sociales, à rappelé aux ministres que la C.E.E. dépense chaque année, dans le domaine de la samié, 100 milliards d'u.a., somme e astronomique a qui risque encore de croître jusqu'en 1980. À cela deux raisons, a-t-û expliqué: le vieillissement de la population et l'acoroissement de la consommation de médicaments dont le coûtest de plus en plus élevé.

PORTER ET TELECOMMUNICATIONS. — L'har-

est de plus en plus élevé.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS. — L'harmonisation des tarijs posteux dans l'Europe des Neuj n'est pas pour demain, a-t-on constaté à l'issus de la réunion du 15 décembre à Bruxelles des ministres des postes et télécombre à Bruxelles des ministres des postes et télécombre à Bruxelles des ministres des postes et télécommunications du Marché commun.

Les habitants des six paps fondateurs de la C.B. Econtinueront d'ajfranchir leurs lettres (de moins de 20 grammes) ou leurs cartes postales à un tarij uniforme. Par contre, les trois derniers adhérents (Grande-Bretagne, Irlande et Danemark) continueront d'appliquer un tarif différent entre leurs paus et les six précédents.

La Commission européenne a néanmoins été chargée d'étudier les implications financières et techniques d'un tarif postal unique.

ENVIRONNEMENT. — Les ménistres de l'envi-

ENVIRONNEMENT. — Les ministres de l'envi-ronnement des Neui ont décidé, le 12 décembre à Bruxelles, une réduction progressive en dix uns de la pollution par les fameuses e boues rouges », dans les régions de jabrication de dicayde de

CECA

Des droits combensateurs seront perçus provisoirement sur l'acier importé

Importé

A PRES une longue période d'hésitation, la A Commission européenne et le conseil des ministres des Neuf ont finalement opté pour une formule de protection de l'acter européen assez différente de celle qui a été retenue aux Etats-Unis. Tandis qu'à Washington M. Solomon a fait adopter par le président Carter le principe d'un prix unilatèral de référence de l'acter importé (5 % de plus que l'acier japonals) au-dessous duquel toute importation entraînerait une procédure anti-dumping automatique et rapide, les Neuf ont graint que cette procédure n'entraîne les grands pays producteurs d'acier dans une escalade protectionniste contraîre à l'esprit du GATT.

Aussi ont-ils préféré une formule plus

du GATT.

Aussi ont-ils préféré une formule plus conforme à celui-ci, qui consiste à proposer aux principaux fournisseurs d'acter de l'Europe des négociations portant à la fois sur les quantités et les prix de l'acter vendu aux Nenf. Pendant ces négociations — dont la durée est fixée forfaltairement à trois mois — la Commission appliquera (de janvier à mars) des droits compensatoires qui seront automatiquement appliqués sur tout acter livré en Europe à un prix inférieur aux unix de en Europe à un prix inférieur aux prix de base que la C.E.E. va fixer pour chaque catégorie de métal. Pour permetire l'application de ce système, les livraisons d'importation précédemment accordées ont été supprimées. L'objectif est qu'après cette période intérimaire la C.E.E. applique des arrangements convenus avec les principaux pays ou groupes de pays fournisseurs habituels de l'Europe : pays de l'A.E.I.E. (Association européenne de libre-échange, notamment la Suède), pays de l'Est, Japon, Espagne, Corée du Sud, Afrique du Sud, Brésil. Pour que le système fonctionne, les Neuf ont décidé :

1) Que le prix d'entrée qui sera négocié avec ces pays devra être inférieur aux prix intérieurs à la C.E.E., de façon à laisser une marge de pénétration à ces nations:

2) Que les sidéragistes européens n'auront pas le droit d'aligner en baisse leurs tarifs sur ceux des concurrents extérieurs à la C.E.E.;

3) Que le volume d'importations négociable gorie de métal. Pour permetire l'application

 Que le volume d'importations négociable sera légèrement inférieur à celui de 1975, pour tenir compte de la baisse de la consommation d'acier en Europe ; dans le cas particulier du Japon, la limitation à 1,5 million de tonnes des livraisons à l'Europe serait reconduita.

Renforcement du dispositif interne Alors que M. Solomon attend de son dis-positif qu'il ramène de 20 % à 14 % la part des importations sur le marché américain de l'acter, il semble que la Commission euro-péenne espère redresser, grâce aux d'roits compensateurs, puis aux accords avec les fournisseurs, la situation de l'acter commu-nautaire, qui n'avait cessé de se dégrader ces derniers mois. Mais le dispositif externe de la CEE, n'est qu'une partie du système adonté la C.E.E. n'est qu'une partie du système adopté par les Neuf. Celui-ci, qui vise à relever les prix internes qui se sont complètement effon-drés, compte en outre trois mesures appli-cables à la Communauté.

• AUGMENTATION DES PRIX INTER-● AUGMENTATION DES PRIX INTER-NES: la Commission a relevé de 5 % le 1st janvier les prix recommandés pour l'acier européen; une seconde hausse de 5 % aura lieu le 1st avril; la date du dernier ajustement n'est pas encore fixée. En ce qui concerne les ronds à béton, il sera étabil, à côté des prix minima obligatoires existants, des prix d'orientation supérieurs, qui serviront de référence pour calculer les « prix de base » au-dessous desquels les importations seront fraupées d'un droit compensateur. frappées d'un droit compensateur.

● RENFORCEMENT DES CONTROLES:
pour s'assurer que les dispositions du plan
sont effectivement respectées — la méfiance
à l'encontre des « Bresciani » n'a pas disparu
— Il a été décidé que tout échange de produits faisant l'objet de prix minima devrait être accompagné d'un « certificat de conjormité » indiquant les quantités vendues, la destination, le prix, etc.

● EXTENSION DU REGIME DES PRIX MINIMA obligatoires aux laminés marchands et aux bobines d'acier laminé à chaud La Commission européenne a également décidé d'élargir l'application du régime des prix minima — lorsqu'il existe — au négoce.

• REDUCTION DES CAPACITES DE ● REDUCTION DES CAPACITES DE PRODUCTION: une fois la discipline ramenée sur le marché, la Commission accélérera la rationalisation de la sidérurgie communautaire par la réduction des capacités de production; ce qui nécessitera la création, dans les régions atteintes par l'opération, d'emplois nouveaux pour compenser ceux qui seront perdus. Un crédit de 32 millions d'unités de compte européennes a été affecté par la Commission de Bruxelles à cet effet.

La nécessité de solutions urpentes n'est en

La nécessité de solutions urgentes n'est en tout cas pas discutée. Le programme prévisionnel pour le trimestre en cours ne prévoit qu'une production de 30 millions de tonnes, contre 32,54 un an plus tôt et... 39,36 au premier trimestre 1975. Soit un recul de 7,8 % en cuetre ent sui annà

premier trimestre 1975. Soit un recul de 7,8 % en un an et de 24 % en quatre ans, qui ramènerait la production à 8,9 millions de tonnes pour l'Allemagne fédérale (— 8,3 % en un an,— 38,5 en quatre ans), 5,2 pour la France (— 7,9 % et — 26,8 % respectivement), 5,4 millions pour la Grande-Bretagne (— 2 % et + 2 %) et 3,8 millions pour le Benelux (— 6,4 % et — 35,2 %).

Ces pronostics très sombres s'expliquent par le fait que, selon les experts de Bruxelles, la consommation d'acter des Neuf n'excèderait pas 28 millions de tonnes au premier trimestre, soit 7,5 % de moins qu'un an plus tôt et 20 % de moins qu'un premier trimestre 1974. Malgré le fféchissement très net de la demande et celui, plus fort encore, de la production européenne, les importations d'acter des Neuf resteraient très fortes : 2,55 millions de tonnes au premier trimestre, soit 21 % de pius qu'il y a quatre ans et à peine moins qu'il y a un an (2,99 millione).

QU'II y a un an (2,99 millions).

LE SEPTIÈME EMPRUNT DE LA CECA EN SUISSE s'est élevé à 40 millions de francs suisses; placé par le Crédit suisse, il a une durée de quinze ans et un intérêt de 4,5 %.

AIDE A LA CONSTRUCTION OUVRIÈRE. — La Commission de Bruxelles a accordé des crédits (au taux de 1 % l'an) pour faciliter la construction de logements acciaux pour les trapadileurs des industries de la CECA : 38 490 livres sterling pour le financement partiel de la construction de trente-trois logements pour sidérurgistes au Royaume-Uni; 621 000 FF pour la construction de oinquante logements destinés à des sidérurgistes en France; 3,3 milions de FB pour douze logements destinés à des métallos beiges; 85 000 florius pour diz-sept logements pour sidérurgistes aux Pays-Bas; 18 100 livres pour neuf logements dans les charbonnages et 90 000 livres pour trente-six logements dans la sidérurgist d'irlande.

CONCENTRATION DANS LA SIDERURGIE

CONCENTRATION DANS LA SIDERURGIE BRIGE ET FRANÇAISE. — La Commission euro-pésans a autorisé la concentration de diperses firmes sidérusgiques qui constitueront un ensemble

Marché commun

Bilan du Conseil européen de

Londres E Conseil européen, réuni les 5 et 6 dé-cembre à Bruxelles, a permis de résoudre une série de questions importantes pour l'acti-vité de la C.E.E.:

— Contribution britannique au budget de la Communauté pour 1978 ;

— Augmentation des ressources du Fonds

regional;

— Lancement d'un emprunt communautaire destiné à financer les industries européennes

Les neuf chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé de renforcer la pression européenne sur le Japon afin que Tokyo réduise son excé-dent commercial avec la C.E.E., qui est de 5 milliards de dollars.

5 miliards de dollars.

En revanche, ils se sont contentés d'un accord de principe assez vague sur la relance de l'union économique et monétaire européenne, qui est en veilleuse depuis 1973. Ils sont toutefois tombés d'accord pour renforcer la solidarité financière entre les Neuf et aider ainsi les pays de la C.E.E. devant faire face à des difficultés de balances des pajements (Italie, Irlande et Grande-Bretagne).

M. Hollmut Schmidt chanceller de la R.F.A.

M. Helmut Schmidt, chancelier de la R.F.A. a également insisté sur la crise actuelle du dollar qui favorise l'expansion de l'économie américaine aux dépens de l'économie euro-

péenne.

Enfin, la proposition du président français,
M. Valéry Giscard d'Estaing, de créer un
« espace judiciaire européen » à l'intérieur
duquel l'extradition des terroristes sera it
automatique sera examinée plus en détail
par le conseil des ministres de la justice
de la C.E.E. Tout en manifestant leur intérêt pour cette proposition, les partenaires de la France ont rappelé qu'il existait déjà une convention européenne sur le terrorisme dans le cadre du Conseil de l'Europe, trois conventions de sécurité aérienne dans le cadre des Nations unies et qu'un groupe d'experts de la C.E.E. travaille sur ce sujet depuis plusieurs

Octroi d'une aide à certains pays en voie de développement

Le conseil des ministres des Neuf chargé des questions de développement s'est terminé le 28 novembre par l'octroi d'une aide de 45 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1.14 dollar ou 5,7 F.F.) aux pays en voie de développement non associés à la Communauté européenne (dont l'Inde et le Pakistan, et plusieurs pays d'Amérique latine).

Le conseil a approuvé la proposition de la plusieurs pays d'Amérique Istine).

Le conseil a approuvé la proposition de la Commission européanne de répartir cette somme de la façon suivante : 78 % pour l'Asie et 23 % pour l'Amérique latine. M. Robert Galley, ministre français de la coopération, a alors regretté que la répartition arrêtée pour cette aide n'englobe pas l'Afrique. En outre, les ministres ont réparti les 385 millions de dollars, contribution de la C.E.E. au milliard d'aide spéciale destinée aux pays les plus pauvres (moins de 280 dollars par an et par capital) décidée en juin dernier à Paris au cours du dialogue Nord-Sud.

Pas de réaménagement du « ser-

pent monétaire > Un réamenagement des parités à l'intérieur du « serpent monétaire européen » ne s'impose pas, a estimé le 19 décembre à Bruxelles M. Hans Pal, ministre des finances de la R.F.A. à l'issue du conseil des ministres des finances de la C.E.E.

Les pays du « serpent » (Allemagne de l'Ouest, Benelux et Danemark), a-t-il ajouté, disposent de réserves monétaires importantes et suffisantes pour faire face à la spéculation. Lors des dernières semaines, le « serpent » tiré vers le haut par la force du deutschemark, a mixi de fortes massions.

a subi de fortes pressions. En outre, les ministres des finances des Neuf ont approuvé le doublement du concours



AIDE A LA EEADAPTATION. — La Commission européenne a accru de 3,8 millions de francs l'aide communautaire accordée antérieurement pour les travailleurs d'Usinor touchés par la fermeture définities de l'acterie Thomas, du train blooming, des trains laminoirs et des services auxilaires annexes à l'usine de Thomasile, de quatre fours sur cinq de l'actérie Martin de l'usine de Denain, et de deux trains laminoirs de l'usine de Louroil. BEOUL DE LA PRODUCTION CHARBONNIERE. -Durant les dix premiers mois de 1977, l'extraction houillère à réculé de 4,7 % en Allemagne, de 2,9 % en France et de 1,2 % au Royaume-Uni. Et pourtant, les stocks sur le carrens des mines ont augmenté de 12 % en un an (33,1 millions de tonnes au lieu de 29,6).

Parlement européen

Vote du budget 1978

DEVANT le Parlement curopéen réuni à Strasbourg le 14 décembre, M. Roy Harris Jenkins (Grande-Bretagne), président de la Commission de la C.E.E., s'est déclaré décur par le choix fait le 13 décembre par la Chambre des communes sur le mode de scrutin en Grande-Bretagne pour l'élection du Parlement surrécu Parlement européen.

Le 15 décembre, le Parlement européen a voté, en deuxième lecture, le budget des Com-munautés pour 1978 qui s'élève au total à 25 milliards d'unités de compte européennes, en deux parties sensiblement égales de crédits de palements et de crédits d'engagements.

Les premiers sont en hausse de 23,54 % par rapport au budget précédent et les seconds de 28,77 %. Les suppléments d'initiatives parlementaires y contribuent respectivement pour 170 et 85 millions d'u.c. Ce budget a été arrêté à la majorité simple, les communistes votant contre. Pour 1978, le secteur agricole mobilise à lui seul près des trois quarts des crédits.

D'autre part, le Parlement européen a demandé à la Commission de prendre un certain nombre de dispositions pour sauver l'industrie textile. Il a également proposé de réduire la dépendance de la C.E.E. à l'égard des sources d'énergie et de limiter à 50 % au plus les importations d'énergie.

secrétariat (54 205 200 dallars), dont le financement est assuré par les contributions obligatoires des Etais membres. Elle a consenti cependant un effort financier considérable en faveur du budget de la Commission intersonéricaine des droits de l'homme qui, de 353 000 dallars en 1977, passera, en 1978, è 894 100 dollars.

LA BOLIVIE BENONCE A ACCUEILLIE L'ASSEM-BLEE GENERALE DE L'O.E.A. — Au cours d'une réunion hebdomadaire du Conseil permanent, le 28 novembre, le réprésentant de la Bolivie a annoncé que son gouvernement renonçait à acquellis la prochaine session de l'Assemblée générale de l'O.E.A. dont la séance d'ouverture est prévue pour le 30 mai prochain. Le représentant bolivieu a précisé que estre décision était liée à la détermination de son gouvernement de ramener le pays au libre exercice des normes constitution-nelles eu cours de 1978.

OTAN

Session du conseil ministériel

Session du conseil ministériel

Le conseil de l'Organisation du traité de
L'Atlantique nord (OTAN), réuni en session
ministérielle à Bruxelles les 6 et 9 décembre,
a réaffirmé l'engagement des pays membres
« de poursuivre le processus de détente et
d'instaurer une meilleure entente avec les pays
d'Europe de l'Est a. Il a souligné que « pour
avoir tout leur sens, les efforts visant à par
disparaitre les frontières à l'intérieur de
l'Europe devraient avoir des résultats positifs,
tant pour la vie des particuliers que pour les
relations entre Biats ». Analysant le déroulement de la conférence de Belgrade sur la
sécurité et la coopération en Europe, les
ministres ont « regretté qu'un certain nombre
de critiques précises portant sur des lacunes
relevées (dans la mise en ceuvre de l'acte final relevées (dans la mise en œuvre de l'acte final de la conférence d'Helsinki) n'aient pas encore reçu de réponses satisjaisantes ».

de la conférence d'Helsinki) n'aient pas encore reçu de réponses satisfaisantes ».

Les ministres ont « observé avec préoccupation que la croissance continue de la mussance militaire du pacte de Varsovie ne peut qu'affecter les relations Est-Ouest » et, tout en « mettant l'accent sur le caractère déjensif de l'allance », se sont déclarés résolus à prendre les dispositions nécessaires pour « décourager toute agression, résister aux pressions et, s'il y a leus, déjendre l'intégrité territoriale des Elats membres ». Parmi les autres sujets examinés par le conseil figurent : la mise au point du programme à long terme visant « à permettre aux forces de l'OTAN de répondre à l'évolution des besoins de la déjense dans les années 80 », les progrès de la standardisation des armements et de « l'interopérabilité » ; la participation des pays de l'OTAN à la session spéciale des Nations unies sur le désarmement ; les réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe (M.B.F.R.) ; l'évolution récente des conversations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques ; les évêncments concernant Berlin et l'Allemagne occidentale, le Proche-Orient et la Méditerranée.

COMITE DES PLANE DE DEFENSE. — Le comité

dentale, le Proche-Orient et le Méditerranée.

COMITE DES PLANE DE DEFENSE. — Le comité des plans de déjeuse de l'OTAN s'est réuni en session ministérielle les 6 et 7 décembre à Brazelles. Dans le communiqué publié à l'issue de leurs travaux, les ministres tudiquent que « le potentiel militaire du pacte (de Varsorie) s'accroît bien audelà des besoins normaux de sa défense » et constatent « avec satisfaction que l'opinion publique [est] de plus en plus conaciente de ses développements ». Le comité a également examiné un rapport sur l'avancement de certains programmes, dans le cadre du « programme de défense permettant d'adapter les louces de l'OTAN aux exigences nouvelles de la défense des années 1930 », défini à la réunion « cu sommet » teme à Londres en mai 1977. Les ministres ont manifesté leur accord sur les principaux champs d'action sur lesquelle devont être centrés les programmes de défense à moyen et long terme, en sue de leur approbation par la réunion ministérielle prévue pour le printemps 1978. Ils out en outre exprisé leur attente de propos « des suites rapides et posities données un programme parallès à court terme visant à l'amédioration des forces dans le domaine particulier de l'équipement antiblindés, des stocks de guerre, de l'état de préparation afini que des rapioris »; ils out nois que l'alliquee accroîtra du tiers environ ses disponibilités en ministère antiblindés pour la jin de 1973 et qu'elle prévout des améliorations similaires dans les stocks de metiorations et la literation de l'équipement entire les prévoux de metiorations similaires dans les stocks de metiorations et les les stocks de metiorations de l'

Union interparlementaire

La soixante-quatrième conférence

La soitante-quatrième conférence

L'UNION interparlementaire a tenu sa soitante-quatrième conférence à Sofia (Bulgarie) du 21 au 30 septembre, réunissant des parlementaires venus de soitante-huit pays. La conférence a adopté sept résolutions sur le désarmement, le comportement des autorités iaraéliennes dans les territoires arabes occupés, la situation en Afrique du Sud, en Namible et en Rhodésie, l'étude d'un nouvel catre économique international, le droit de la mer, les problèmes de l'eau, le trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de de la Déclaration universelle des droits de

notamment que les pouvoirs de répression dont dispose l'exécutif ont été renforcés et que les méthodes de répression prennent des formes nouvelles. Saisi d'un rapport sur les violations des droits des parlementaires, le conseil s'est prononcé sur les cas individueis de neuf parlementaires en Argentine, su Chili au Kenyo à

• AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TROENSQUE. — La cinquième conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique, réunis à Abidjan du 14 au 17 décembre, a décidé de reconduire pour quatre ans tans ses jonctions le secrétaire général de l'organization. M. Dankou-lodo Dandioko (Riger). La conférence a envisagé avec avecus l'Eurylesement de l'Agence à la Guinée-Bissau, Cap-Vert, Sao Tome et Principe; le secrétaire général a été chargé d'entamer des pourpartiers avec les représentants de cet pays.

Il a été décidé de joire un effort pour améliorer la gestion de l'organization en réduisent notablement les trais de jonctionnement. Ces dépaises ne devours donc pas dépasser en 1972 Il d'economie réalisée parmettre d'étojfer des programmes d'aide à l'édition et à la production dans les pays africains de documents pédagogiques. Elle sera écalement consacrée en partie à des actions spécifiques jugées examplaires : assistance our Comores dans le domaine de l'enseignement, aide au Liban en matière de radiotelévision notamment.

Bu ce qui concerne la réforme du sécrétariat à l'agence, le débat a été reporté à une session ultérieure. Une motion, présentée par le Sénépai, la Tunisie et le Liban, qui visait à placer l'agence sous la présidence d'un ches d'État, a été repoussé jauts d'obtent la majorité requise (les neuj-disièmes).

 ASSOCIATION DU TRANSPORT AKRIEN a ASSOCIATION DU TRANSPORT AERIEN INTERNATIONAL. — Révuls en Floride, du 29 novembre eu 8 décembre, les représentants des compagnées aériennes régulières me m b r es de l'Association du transport aérien international (IATA) ont décide d'ajourner leurs travaux fusqu'au 16 janvier Ils n'ont, en effet, pas pu parvenir à l'établissemant d'un cadre multilatéral de nouveaux tarifs face à l'exploitation d'un e train du ciel » entre Londres et New-York.

entre Lonares et New-Lork.

• COMITE INTERNATIONAL DE LA CECIRROUGE. — Une mission du Comité international
de la Croix-Rouge (C.L.O.R.) a dijectué, à la fin
du mois de novembre, un séjour d'une dizaine de
jours en Israèl.

Il l'agistait de la première prise de contact à
haut niveau entre le C.L.O.R. et le nouveau gou-

remement d'Israël. En ce qui concerne la visite des détenus de sécurité par les déléqués du C.I.C.R., les autorités militaires ont proposé une nouvelle procédure selon laquelle l'errestation des délenus de sécurité sera notifiée au C.I.G.R. dans un délai de quetorse jours aprèl l'arrestation. Pendant estre période, les déléqués du C.I.G.R. seront autorisés à visiter sans témoir tous les détenus de sécurité, y compris ceux sous interrogatoire.

— Le 30 novembre, une délégation du C.I.C.R. et les autorités indonésiennes ont achere à Djakarta leurs discussions destinées à mettre sur pied le programme des jutures risites du C.I.C.R. dans les camps de détention en Indonésie.

— Cita délégués du C.I.C.R. ont visité en Rhodésie (Zimbabwé), du 28 novembre au décembre, huit lieux de détention où sont incarcérés plus de 900 détenus administratifs. Par ailleurs, des visites de prisons sud-africaines étaient procession pour décembre et janvier.

• COMMISSION DU PACIFIC SUD. — La conjé-

prévues pour décembre et janvier.

• COMMISSION DU PACIFIC SUD. — La coniérence régionale de la Commission du Pacifique sud (C.P.S.) a consacré l'essentiel de sez travaux, du 14 au 18 novembre, aux problèmes des ûles du Pacifique dans le domaine de la défense des cultures. Elle a recommandé la création d'un service de protection des régienuz du Pacifique sud au sein de la C.P.S. — Un séminaire régional a réuni les che/s des services des douanes de treixe pays et territoires du Pacifique au sièpe de la C.P.S., à Nouméa (Nouvelle-Calèdonie), du 28 novembre au 2 décembre. Les participants ont examiné les jormalités douanières appliquées dans toute la région, dans l'intention de promoupoir des services douaniers efficaces.

l'intention de promouvoir des services acuanums efficaces.

• CONFERENCE EUROPEENNE DES MINISTRES DES TRANSPORTS. — Le conseil de la Conférence européenne des ministres des transports (C.E.M.T.) a tenu sa quarante-strième session, à Paris, le 6 décembre.

Les ministres ont procédé à un examen approposité de la situation des chemins de ler, à la place que es mode de transport doit occuper et au rôle qu'il doit jouer dans la participation des transports au développement économique, au progrès social et à la qualité de la vie, ils ont examiné à ce propos les mesures propres à assurer le redressement de la situation financière actuelle des chemins de fer.

Deux résolutions ont été adoptées : l'une sur les mesures et les actions de nature à permettre une melleure participation des chemins de fer cux transports internationaux, l'autre sur les problèmes posés par le trajic apec le Proche-Orient.

Des Eléments en vue d'aider à la prise de décisions de caractère politique en matière de transport et d'unénagement du territoire oni été dégagés par un séminaire d'expects réunt à Paris du 21 au 21 novembre à l'initiative de la C.E.M.T. et de la Conférence européenne des ministres de l'aménagement du territoire du Conseil de l'Europe (CEMAT).

• ORGANIBATION EUROPEENNE P.O.U.R. LA

● ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCISE NUCLEAIRE. — La soitentième session du conseil de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) s'est tenue à Genève les 14 et 15 décembre. Après avoir enaminé les résultats obtenus en 1977 dans la recherche destinée à faire mieuz comprendre la composition de la matière, le conseil a approuvé le budget de l'Organisation pour 1978 (615,24 millions de francs suisses). Il a décidé de discuter, en fuin prochain, des allocations de crédits pour les années 1979-1981 et 1 a arrêté le nouvezu barème des contributions des Etats membres pour la période 1975-1980. Le conseil a étu comme nouvezu président le projesseur Berrard Grégory (France), qui prend, ce mois-ci, la succession de M. Paul Levaux (Belgique), dont le mandat est arrivé à expiration.

■ ORGANISATION INTERNATIONALE DE PRO-

• ORGANISATION INTERNATIONALE DE PRO-ORGANISATION INTERNATIONALE DE PRO-TECTION CIVILE. — Plus de sept cents partici-parts venus d'une cinquantaine de pays ont pris part à la deuxième conférence internationale sur la médecine de catastrophe, organisée du 30 septem-bre au 3 octobre à Mayence (Allemaguc fédérale) par l'Organisation internationale de protection aivile (OLPC.) conjointement avec le Club de Majence et la Société internationale de médecine de catastrophe.

o UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. —
L'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.S.O.) s'est réunie à Paris du 28 novembre au 1º décembre pour la deuxième partie de sa vingt-troisième session. Prement la parole devant l'assemblée, le général Baig, commandant suprème des forces alliées en Europe, s'est notamment inquiété de la « myopie » dont certains alliés feratent preuve à propos des problèmes de défense. Il a notamment indiqué que l'Union soviétique augmente ses dépenses mûttaires de 3 à 1 % par un depuis dix ans, et accroît ses livraisons d'armes au tiersmonde.

La e menace, a-t-ll ajouté, est devenue mondiale et plus offensive ». Il ne suijit plus de mointenir et plus offensive ». Il us suffit plus de maintent l'équilibre des forces au centre du dispositif allié. Il faut aussi se précouper des régions l'imitrophes.

L'assemblée a adopté, par cinquante voix contre dix-huit (démocrates-chrétiens allemands et conservateurs britantiques), le rapport de M. Segre (communiste italien) sur l'application de l'acte final de la C.S.C.E. La recommandation souligne que e la nécessité de respecter intégralement » les dispositions de l'acte final e ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures ».

L'assemblée a également adopté, par 23 voix contre 1 et 21 abstentions, le rapport de M. Forni (député socialiste de Belfort) sur l'union européenne. M. Forni, qui réclamait une e morsilisation » des relations internationales, se prononçait pour une défense plus européenne. La recommandation adoptée demande une e harmonisation des conceptions stratégiques » des Etats membres et une politique commune pour le commerce des armes.

Agence spatiale européenne

Accord sur les programmes REUNI à Paris du 12 au 14 décembre, le conseil de l'Agence spatiale européenne (ASE) est parvenu à un accord sur les programmes futurs de l'Agence, après de nombreuses réunions infructueuses (dont la dernière les 22 et 23 novembre).

Alasi, le conseil a adopté, à l'unanimité, une résolution indiquant que des participants à l'actuel arrangement Ariane ont l'intention de l'actuel arrangement Ariane ont l'intention de mettre en œuvre la production de six Ariane pour les besoins de l'Agence et les marchés extérieurs tournés vers des applications pacifiques de l'espace. L'Agence aura la direction d'ensemble et la charge des relations avec les utilisateurs extérieurs; la matrise d'œuvre du projet est conflée, comme pour le développement, au Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.).

Une seconde résolution, qui n'a obtenu que la majorité (la République fédérale d'Allemagne, l'Espagüe et l'Italie votant contre) fixe les prix des lancements pour les besoins de l'Agence. Pour le programme de télécommunications, tous les Etais (sant la R.F.A. et l'Irlande) ont adopté une « déclaration d'intention de participer à un ou plusieurs des quatre élèments (E.C.S., H.-S.A.T., MAROTS, technologie). Cette déclaration mentionne, pour chacun des pays, l'ordre de grandeur de sa contribution au programme.

Une résolution a aussi été adoptée, qui prévoit le lancement du premier satellite Marots sur le quatrième tir de qualification du lanceur Ariane, à la fin de 1980. Une autre résolution confirme les décisions précédemment adoptées par le comité des programmes scientifiques ; elle décide d'affecter un des six lanceurs Ariane au satellite scientifique Exosat et de faire lancer le second modèle de Geos par la NASA. en juin prochain.

Les délégués ont abordé les questions budgé-taires. Ils n'ont pu voter le budget général et le budget scientifique de l'agence, qui demandent un accord unanime. Le conseil a finalement approuvé le financement de la première mis-sion du Spacelab et donné son accord de principe pour des missions ultérieures.

SATELLITE METROSAT. — Le satellite européen de météorologie Météosat a été lancé le 21 novembre depuis Cap-Canaveral (Ploride). Il a atteint le 7 décembre sa position définitive en orbite géata-

MISSION SPACELAB. — L'ASE a désigné le 22 décembre les quatre condidate européens sélec-tionnés pour la première mission du Spacelab en 1990 où l'un d'entre sur volera à bord du Spa-celab en tant que spécialiste européen de la charge utile (expériences) sur oûtés du spécialiste « charge utile » américain. Les quatre candidats sont de nationalité itulienne, suisse, allemende et néer-landaise.

Conseil de l'Europe

Au comité des ministres : déclaration sur le droit d'asile

ration sur le droit d'asile

I E comité des ministres du Conseil de l'Europe

a rendu publique le 5 décembre une décisration relative à l'asile territorial, réaffirmant
la nécessité de protéger le droit d'asile. La
déclaration indique notamment que:

« 1) Dans l'accomplissement de leurs devoirs
humanitaires, les Etats membres du Conseil
de l'Europe réaffirment leur intention de maintenir leur attitude libérale à l'égard des personnes qui cherchent asile sur leur territoire;

» 2) Les Etats membres du Conseil de l'Europe,
parties à la Convention de 1951 relative au
statut des réjugiés, réaffirment leur droit
d'accorder l'asile à toute personne qui, craignant
avec raison d'être persécutée du fait de sa
race, de sa religion, de sa nationalité, de son
apparlemance à un certain groupe social, ou de
ses opinions politiques, rempit également les
autres conditions requises pour bénéficier de
ladite convention, ainsi qu'à toute autre personne qu'ils jugeraient digne de recevoir l'asile
pour des raisons humanitaires;

» 3) Les Etats membres du Conseil de l'Europe
réaffirment que l'octroi de l'asile territorial est
un acte pacifique et humanitaire qui ne sauratt
être considéré comme inamical à l'égard d'un
autre Etat, et qui devrait être respecté par tous
les autres Etats. »

Précédemment, l'entrée de l'Espagne au

Précédemment, l'entrée de l'Espagne 21 Conseil de l'Europe, les progrès de la coopéra-tion européanne, la réunion de Belgrade sur la mise en œuvre de l'acte final de la conférence d'Helsinki; ainsi que les travaux de l'assemblée générale des Nations unles avaient été au centre des travaux de la soizantième session du contra des ministras du Conseil de l'Europe du comité des ministres du Conseil de l'Europe, réuni le 24 novembre à Strasbourg.

réuni le 24 novembre a Surasoourg.

D'autre part, plusieurs résolutions ont été adoptées à la fin du mois de novembre et au mois de décembre par le comité des ministres, recommandant notamment : le dédomnagement des victimes de crimes par l'Etat, dans les cas où l'auteur de l'infraction est inconnu ou sans ressources ; le recours au droit pénal à l'encontre des pollueurs quand les autres mesures

(civiles ou administratives) sont restées sans effet; l'harmonisation et la reconnaissance en Europe des cartes d'identité; l'harmonisation des législations relatives au délit de fuite; une melleure protection des individus au regard des actes de l'administration.

DECITS DE L'HOMME. — Pendant sa cent tren-tième session à Strasbourg, du 5 au 16 décembre, la commission européenne des droits de l'homme a notamment tenu des cudiences deux les affeires subantes: Leo Zand contre l'Audriche (droit à un procès devent un « kribunal indépendant établi par la loi »), de Weer contre la Belgique (droit à un « procès équitable »), Peyer contre la Suisse (internement d'une personne sous tutells dans un centre d'éducation), et Schiesser contre la Suisse (droit de touts personne arrêtés d'être « sussitét traduite devant un luge ou un suire magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires»).

Judiciaires »).

CHARTE SOCIALE EUROPEENNE. — Frès de deux cents parlementaires, experts, représentants des syndicats et du patronat ont participé, du 7 au 9 décembre, à Strasbourg, à un colloque sur la charte sociale européenne et les politiques sociales des pays mambres. Selon les conclusions du colloque, certaines clauses de la charte (concernant la protection des transilleurs migrants, le droit syndical et le droit à la négociation collective, le droit à une rémunération équie et à la protection pour les jemmes, le problème du chômage) ainsi que le mécanisme de contrôle de la charte devront être améliorés.

AMENA(FRAMENT DIT PERRUTYIPE — Ils rémés

AMENAGRIMENT DU TERRITOIRE. — Un séminaire sus l'aménagement du territoire et la recherche prospective en Europe s'est tenu sous l'égide du Conseil de l'Europe, les 28 et 29 novembre à Strasbourg. Ce séminaire se propossit d'étudier de quelle manière l'évolution juture de la société européenne conditionne les politiques et la planification urbaines et régionales.

Organisation des États américains

Aggravation de la situation des droits de l'homme en 1977

LA Commission interaméricaine des droits
L de l'homme (C.I.D.H.) a mis fin le
12 décembre à sa quarante-deuxième période
de sessions ordinaires après quinze jours de
travaux. A cette occasion, la C.I.D.H. a souligné la sérieuse aggravation de la situation
des droits de l'homme dans la presque totalité des pays du continent au cours de 1977.
Denuis sa dernière période de sessions en Depuis sa dernière période de sessions en effet, la Commission a été salsie de deux cent trente-cinq nouvelles dénonciations d'atteintes aux droits de l'homme, concernant mille cent aux droits de l'homme, concernant mille cent vingt-sept personnes dans les pays suivants : Argentine, Bolivie, Cuba, Chiii, Equateur, Etats-Unis, Hahi, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République Dominicaine et Urugoay. Elles s'ajouteut aux trois cent quatorse cas qui, depuis plusieurs mois, étaient à l'origine de la muitiplication de ses démarches auprès des gouvernements d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, de Colombie, du Chiil, d'El Salvador, des États-Unis, du Guatemala, de Hahi, du Honduras, du Paraguay, du Pérou, de la République Dominicaine, de l'Uruguay et du Venezuela. En outre, la CLIDH a entendu, au cours de ses travaux de nouvelles dépositions sur la situation en Uruguay.

La CLIDH a accepté les offres des gouverne-ments de Panama, d'El Salvador et du Para-guay, l'invitant à effectuer des observations dans leurs pays. Elle a pris les dispositions nécessaires pour se rendre à Haiti afin d'enquê-ter sur les allégations relatives à l'existence de prisonniers politiques dans ce pays.

La Commission a, d'autre part, décidé d'inter-La Commission a, d'autre part, deune d'inter-venir apprès des gouvernements des Efiats membres qui n'ont pas encore signé (ou ratifié) la convention interaméricaine des droits de l'homme de 1969 (pacte de San-José).

Phomme de 1969 (pacte de San-José).

LES IMPORTATIONS DE SUCRE AUX ETATIUNIE. — Après trois réunions extraordinaires — les 28 et 31 novembre et le 2 décembre — consacrées au problème du sucre, le Conseil permanent de l'O.E.A. a adopté, à l'unantmité, à l'exception des Btats-Unis, une déclaration où il souligne la préoccupation des pays producteurs de sucre d'Amérique latins et des Carables à la suite de la décision prise le 11 novembre par le pouvernement de Washington pour relever les taxes à l'importation du suore — décision devenue effective depuis le 1se janvier. Le Conseil dénonce, en particulier, le caractère undictéral de cette initiative, le fouvernement américain ayant ignoré purement et simplement les procédures de consultation précuble établies dans le cadre de la Commission spéciale de consultation et de négociation (CECON).

Le représentant des Etats-Unis e insisté sur le cuructère temporaire de ces mesures.

UN DEBAT BUDGETAIRE SOUS LE SIGNE DE

Caractèra temporaire des ces mesures.

UE DEBAT BUDGETAIRE SOUS IE SIGNE DE L'AUSTERITE. — Le débat budgétaire qui, du 12 en 15 décembre, a fait l'objet de trapaux de la chaquième à s se m bi é e générale extraordinaire de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), a confirmé le refue des principaux Etats membres d'engager de nouvelles dépenses.

Les prévisions de dépenses du budget général pour les années 1978 et 1979 (85 152 800 dollars) exancées par les services spécialisés du secrétairel ont, en effet, soulevé de sérieuses réserves de la part des représentants du Brésil, du Venezuela et de la Colombie, notamment, alors que le représentant des Etats-Unis, après cooir appelé à plus de réalisme, déclarait que son gouvernement considérant excessive une augmentation supérieure à 10 % des dépenses inscrites à ce budget. L'Assenblée s'est surtout opposée à un nouvenu gonflement des dépenses de fonctionnement du

Réuni de son côté, les 20 et 30 septembre, le conseil interpariementaire a adopté une réso-lution sur le Chili, dans laquelle il constate mentaires en Argentine, au Chili, au Kenya, à Singapour et en Uruguay.

VILLE D'ART, DE TOURISME. ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses manuments anciens l'énergie souriente d'une jeune cité qui, dans an élan sans relâche, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE



(Ph. ATZINGER.)

3

• LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légande et la chauson, ses nombreux édifices civils et religioux; • LES TRESORS DE SES MUSERS; DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS LA PROVENCE;

LA PROVENCE;

SON FOLKLORE (danses es vieilles tradi-

tions);

o UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 julies 15 août). Théstre chrorégraphique, cinéma,

15 août). Thestre chrorégraphique, cinéma, musique;

DES SALLES DE REUNION;

DES SALLES DE REUNION;

DES SALLES DE REGULIERS DE TRAINS

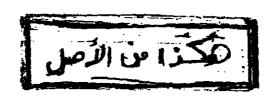
c sutos-couchettes » aller et retour an départ
de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOULOGNE, LIRGE ERUXELLES, AMSTEBDAM,
DUSSELDOEF, HAMBOURG, KARLERUBE;

SON IMPORTANT MARCRE QUOTIDIEN DE
PRUITS ET PRIMEURS;

DES SATEFVACTIONS GASTRONOMIQUES et
des vins de grands urus (Châteauneuf-duPape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.);

LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son
équipement pour touses les manifertations et
conférences de restaurant, son immense
parking.

Parkin Benseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurés,



- AGRICULTURE - PROBLEMES
AGRARES: Les problèmes d'une
Afrique a différente » au Ewanda,
Jacques Chevrier (AVRIL). - Histoire de la France économique et
sociale, de la France économique et
sociale, de la France rurale, Frédéric Langer (Etude bibliographique, Juin). - La place et le rôle
économiques et politiques de la paysannerie dans l'économie et dans
la lutte des Classes, Jean Poutge
(« Le capitalisme difforme et la
nouvelle question agmire : l'exemple de la Grèce moderne et de
K. Vergopoulos, AOUT). - Deux
solutions au problème de la famine
en Afrique : La mobilisation des
masses paysannes et la formation
de cadres ruraux efficaces, François
de Ravignan (AOUT). - Plaidoyer
pour une « agriculture rationnelle », Christophe Batach (« The
Famine business » de Colin Tudge,
OCTORRE). - Un village du Niger
devant les experts occidentaux,
François de Ravignan (NOVEMERE). - Friorité à la relance de
la production agricole au Vietnam,
Nayan Chanda (NOVEMERE).

Table

Table

Clina

de

de

terra

terra

terra

terra

Ciric c. Tomming Take is UB or The Island

E u re fre on E E P re optempes formers

100 Co.

Tar value of the same of the s

AGRO-BUSINESS: En Amérique latine: les nouvelles formes d'exploitation des paysons par le expitalisme mondial, James P. Petras (JUIN). - L'agro-business et la faim dans le monde. Micheline Paunet (Etude bibliographique, JUIN).

phique, JUIN).

— APARTHEID-RACISME-PROBLEME NOIR: Eldridge Cleaver: le reto ur de l'entant prodigue, — T.D. Aliman (FEVRIER).

— Les moyens du changement en Afrique australe, Denis Martin (JUILLET). — L'Afrique du Sudentre la dictature et la révolution, Claude Meillassoux. — De la Rhodésie au Zimbabwe: le rôle des multinationales, Martin Bailey (SEPTEMBER). — La condition des travaileurs immigrés (cf. « dossiers », SEPTEMBER). — L'Afrique du Suden Sursis un an après Soweto, Howard Schiszel (Etude bibliographique, SEPTEMBER). — La Conscience noire: de la nonviolence à l'interdiction, René Lefort (NOVEMBRE).

Lefort (NOVEMBRE).

— ARMEMENT-ARMEMENT NU-CLEAIRE-ENERGIE ATOMIQUE:
Le Chili dans la course atomique
(JANVIER). — Le multinationalisation des industries de guerre,
Michael T. Klare (FEVRIER). —
Concurrence d'Etats clients des
Etats-Unis dans le domaine de l'industrie militaire (encadré, FEVRIER). — L'utilisation des techniques de medification de
l'environnement à des firs militaires, Michael Vincineau (AVRIL). —
Les armes du massacre à Timororiental, Serge-Christophe Kolm
(JUILLET). — M. Carter et la
limitation des fivraisons d'armes à
l'étranger, Michael T. Klare (NOVEMBRE).

● DESARMEMENT : Pour une contribution | rançaise à l'arrêt de la course aux armements, Jean : Kanapa (MARS). - Information réciproque entre l'Est et l'Ouest en vue de réduire les tensions, Victor-Yves Gheball (cf. € dossiers ». JUIN). siers », JUIN).

- ASSOCIATION INTERNATIO-LE DES PAYS EXPORTATEURS BAUXITÉ : LA solidarité de sociation des pays exportateurs bauxite à l'épreuve face aux multinationales, Marie-Claude Cé-leste (NOVEMBRE). ATLANTIQUE (pacte) : voir - BIOGRAPHIES : Un livre

— BIOGRAPHIES : Un livre d'amour et de découverte, Jean Ziegler (« Histoire d'autres » de Georges Balandier, OCTOBRE). — Jean Moulin : les communistes et la Résistance, Claude Bourdet (NOVEMBRE). – BREVETS : voir Transfert des

- CAPITALISME : voir Idéologies. - CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE : La Chambre de commerce internationale et les échanges Est-Ouest, Odon Kallos et Bans Rudolph Freiherr von Schroder (JUIN). - CHRETIEN (militantisme) : voir Eglises-Religions.

voir Egilses-Religions.

— COLONIALISME - DECOLONISATION - PROBLEMES ISSUS DU
COLONIALISME : An Portugal :
une diplomatie ambigus à la recherche d'un nouveau type de
relations avec les grandes puissances et les anciennes colonies, Ernesto Melo Antunes : Interaction
entre décolonisation et lutte pour
le pouvoir, Luis Motta (cf. « dossiers », aVEIL). — La décolonisation de Béline dans l'impasse en
raison de l'opposition du Guatamala, Jean-Ciaude Buhrer (JUILLET). — Le jeu changeant des
puissances coloniales dans les États
musulmans, H. Cherif (cf. « dossiers », AOUT).

magazine da la companya da la compan

EMAT .

— COMMISSION TRILATERALE: Déux a réservoirs de talents a pour le nouveau président :
la Commission trilatérale et la
Brookings Institution (encadré,
JANVIER). — La politique et trila
térale » de M. Zbigniew Brzezinski,
Jean-Pierre Cot (SEPTEMBRS). — COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE ORIENTALE : L'effondrement de la Communauté de l'Afrique orien-tale, Reginald Major (OCTOBRE). - COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE: Le rôis de la C.E.E. dans le dialogue Nord-Sud, Francoise de La Serre (cf. « dossiers », MARS). — En Grèce : le patronat et l'Etat devant l'adhésion à la C.E.E. Kostas Vergopoulos; Pour l'entrée dans l'Europe unie en dépit des obstacles à surmonter, Georges Maytos (cf. « dossiers », NOVEMERE).

NOVEMBRES.

— CRISE - PROBLEMES MONETAIRES: Le parti communiste
italien et la crise économique, Pardinando Scianna (JANVIER). — La
crise en Grande-Bretagne, Ralph
Miliband (MARS). — Les Scigneurs de la crise, Frédéric Langer et Jean-Louis Sarbib (JUIILET). — Le Fonds monétaire
a gendarme » du grand capital,
Julia Juruna (OCTOBRE). — Gauche et droite devant les grands
déséquilibres mondiaux. François
Parlant (OCTOBRE). — Comment
aménager la coopération financière
entre l'Est et l'Ouest, Marie Lavigne
(DECEMBRE). (DECEMBRE).

* Voir en complément : Econo-

-- CROIX-ROUGE : L'extension du droit humanitaire en cas de guette, Yves Sandoz (DECEMBRE). - CULTURE : voir intellectuels. DEFENSE : voir Pactes mili-

- DEMOCRATIES : Débat entre les P.C. d'Enrope de l'Est et de l'Europe capitaliste à propos des perspectives contemporaines de pas-sage au socialisme, Lilly Marcou (JANVIKE).

• A L'EST: La pensés politique des démocraties populaires et de FURSS... François Fejtő (cf. a dossiers.), JANVIER). - Décomposition ou renjorcement de la sphère soviétique, Marc Ferro (Étude bibliographique, MARS).

• A L'OUEST: Le problème des e moyens de pounoir ». Maurice T. Maschino (Etuds bibliographique, FEYRIER). - Le capitalisme contre la démocratie, Maurice T. Maschino (enquête, MARS). - La démocratie radie par... la concentration des moyens d'information (cl. « dossers ». MAI). - Libertés et terrorisme, Claude Julien (NOYEMBRE). - DESARMEMENT : voir Arme-

— DIPLOMATIE. Diplomatie et pouvoir en France : le rôte du Quai d'Orsay, Robert Luc (JAN-VIER). — Au Portugal : une diplomatie ambiguë à la recherche d'un nouveau type de relations avec les grandes puissances et les anciennes colonies, Ernesto Melo Antunes (cf. a dossiers », AVRIL). — Bilau diplomatique de l'intervention française au Zaîre, C.J. (MAI). — Conservatisme de l'U.R.S.S. en politique étrangère, René Circuit (cf. a dossiers », JUILLET). - DIPLOMATIE. Diplomatie et

-- DISSIDENTS D'EUROPE DE L'EST : voir Libertés et coopéra-tion en Europe. - DROIT: Depuis Bandoung, tiers-monde et nouveau droit international, Edmond Jouve (cf. a dossiers », MAES). — Au Portugal: une société perturbée en quête d'Etat après l'effondrement des structures corporatistes, Adriano Moreira (cf. a dossiers », AVRIL). — Question allemande et droit international, Charles Zorgbibe (Recherches universitaires, AVRIL).

o DBOITS DE L'HOMME : Le nouvel engagement des Etats-Unis en javeur des droits de l'homme. Donald M. Freser (MARS). - La corisades de l'équipe Carter en javeur des droits de l'homme, contrades de l'équipe Carter en javeur des droits de l'homme, Philippe Labreveux (MAI). - En dépit des prises de position de l'administration Carter, violation des droits de l'homme au Savador, au Nicaragua et au Guatemala, Jean-Claude Buhrer (MAI). - Aux Etats-Unis : contradictions entre les principes d'Helsinki et la survivance de la loi McCarran sur l'immigration et la nationalité, Schofield Coryell (JUIN). - Les droits de l'homme et le circulation des idées : point sensible dans le débat entre l'Est et l'ouest, Aleth Manin (d'. e dossiers ?, JUIN). - Avec la conjérence de Belgrade : prudence de la gauche française à l'égard des dissidents d'U.R.S.S. et d'Europe de l'ést, Pascal Gabal et Yves Hardy (JUILLET). - Les droits de l'homme et les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine, Philippe Labreveux (JUILLET). - L'Amérique latine, Philippe Labreveux (JUILLET). - L'Amérique latine, Philippe Labreveux (JUILLET). - L'Amérique latine, Philippe Labreveux (JUILLET).

e DROIT HUMANITAIRE: Guérallas, guerres de ilbération nationale et droit humanitaire, Charles Zorg blbe (Recherches universitaires, OCTOBRE). - L'extension du droit humanitaire en cas de guerre. Yves Sandoz (DE-CEMERE).

casion du droit humanitaire en cas de guerre. Yves Sandoz (DE-CEMERE).

— ECONOMIE : Crise économique en Israël en raison du poids des dépenses militaires et des emprants à l'étranger, Amnon Kapellouk (JANVIER). — M. Jimmy Carter et la relance de l'économie américaine, Stanley Aronowitz (FE-VRIER). — Les trois piliers de la lutte contre le sous-développement au Vietnam, Nayan Chanda (MARS). — Effondrement de l'économie et corruption du pouvoir su Zaïre, Jean Bymenam (MAI). — Les difficultés du régime militaire mésilien, Joils Jurona (MAI). — Les difficultés du régime militaire mésilien, Joils Jurona (MAI). — Les châmbre de commerce internationale et les échanges Est-Ouest, Odon Kallos et Hans Ru do ? p h Freiherr von Schroder (JUIN). — Les multinationales européennes et les capitalisme mondial. Georges Bensaid (« The European Multinastionales en funcionale e

ment vertigineux du tiers-monde et le commerce de technologie, Georges Corm (JUIN). • EURODEVISES : L'endette-

e MATIERES PREMIERES: Les enjeux économiques de l'indépendance de la Namibie, Robert A. Manning (JANVIER). - La Mauritanie dans l'engrenage saharien, Howard Schiesel (JUIN). - Les conséquences des jortes fluctuations du prix du sucre dans les pags sous-développés exportateurs, Edmond de Claimont (JUIN). - La solidarité de l'Association des pags exportateurs de bauxite à l'épreurs face aux multinationales. Marie - Claude Céleste (NO-VEMERE). VEMBRE).

• NOUVEL ORDRE ECONO-MIQUE INTERNATIONAL ; poir Nord-Sud-

PETROLE: Les compagnies pétrolières à l'abri de l'impôt aux États-Unis (ensadré, JUILLET)

• PETRODOLLARS : Le rôle politique et économique de l'Ara-bie Saoudite dans le monde arabe, Marie-Christine Aulas (AVRIL). Marie-Christine Aulas (AVRIL).

— EGLISES - RELIGIONS : La position des P.C. espagnol et cataposition des parti. Gonzalo Arroyo (JANVIER). — Les Eglises catholiques et le pouvoir militaire en Amérique Intine. Jean-Pierre Clerc (étude, FEVRIER). — Une déclaration d'évêgnes français solidaires des peuples d'Amérique I st ju e (MARS). — Au Porsugal : une content des entre la décature chilienne, Armando Uribe (Etude bibliographique, JUIN). — Islam et politique (cf. « dossiers », AOUT). — Symptômes et miroir de nos sociétés : l'internationale des sectes, Michel de Certeau (« Les nouvelles sectes » d'Alsin Woodrow, SEPTEMBRE). — EST-OUEST (relations) - DE-

nonvelles sectes » d'Alain Woodrow, SEPTEMBRE).

— EST-OUEST (relations) - DETENTE : Débat entre les P.C. d'Europe de l'Est et de l'Europe capitaliste à propos des perspectives contemporaines de passage au socialisme, Lilly Marcou (JANVIER).

— Moscou et l'eurocommunisme, Bernard féron (AVRIL). — La « menace vanant de l'Est... », un slogan nou fondé, Daniel Proektor (point de vue, AVRIL). — Moscou et l'intégration européenne, Charles Zorgbibe (Recherches universitaires, JUIN). — L'Europe, d'Heisinki à Belgrafe : un dialogue difficile et nécessaire (cf. « dossiers », JUIN).

— La Chambre de commerce internationale et les échanges Est-Ouest, Odon Kalios et Hans Rudolph Preiherr von Schroder (JUIN). — Avec la conférence de Belgrade : prudence de la gauche française et d'Europe de l'Est, Pascal Gabai et Yves Hardy (JUILLET). — Comment aménager la coopération financière entre l'Est et l'Onest, Marie Lavigue (DECEMBER). — La gauche française et les contestataires soviétiques, Tven Hardy et Pascal Gabai (enquête, DECEMBEE).

— FONDS MONETAIRE INTER-

— FONDS MONETAIRE INTER-NATIONAL: Le Fonds monétaire « gendarme » de grand capital, Julia Juruna (OCTOBRE). - FRANCOPHONIE: Bilan et perspectives de la francophonie depuis la création de l'Association des parlementaires de langue fran-caise, Jacques Chevrier (NOVEM-BRE).

— GUERILLA : Guérilla et ré-sistance ouvrière en Argentine,

mondique, François Partant (OC-TOBRE).

* Voir en complément : Impérialisme.

e EUROCOMMUNISME: La position des P.C. aspagnol et catalan sur la militantisme des chrétiens au sein du parti, Conzalo Arroyo (JANVIER). - Moscou et l'eurocommunisme, Bernard Péron; Les contradictions da l'eurocommunisme après le commets a Madrid, Nicce Alivizatos (AVRIL). - Après la conference de Berlin; les mutations idéologiques du mouvement communiste. Lilly Marcou (MAI). - Polémique autour du P.G. Italien, Pardinando Scianna (AOUT). - Le vole des P.G. dans les sociétés européennes en crise, Daniel Sinre (Etude bibliographique, NO-VEMBRE).

**MBRS).

MARXISME : La perversion du marzisme par le pouvoir soviétique, Maria-Antonietta Macciocchi (Les luites de classes en U.R.S.*). de Charles Bettelheim, JUILLET). - La crise du pouvoir en Union soviétique (cf. **dossiers **). JUILLET). - Rédition d'un ouvrage fondamental, Gérard Chalisnd (**Stoline - apercu historique du bolchevisms **, de B. Souvarine, SEPTEMBRS). - IMMIGRES : voir Travail.

— IMMERIALISME : L'Amérique latine, banc d'essai d'un nouveau totalitarisme américain, Jamés F. Petras (AVRIL). — La fiction zalroise (MAI). — L'Allemagne à la conquête de l'Europe, Jean-Pierre Vigier (JUIN). — L'endettement vertigineux du tiers-monde et le commerce de technologie, Géorges Corm (JUIN). — Pacte islamique et impérialisme face à l'URS.S. et aux nationalismes, Sami Mansour (cf. « dossiers », AOUT). — La politique a trilatérale » de M. Zbigniew Brzesinski, Jean-Pierre Cot (SEP-TEMBRE).

• IMPERIALISME CULTUREL:
L'impérialisme oulturel, entrare à
l'épanouissement de l'humanité,
Mohammed Beza Djallii (cf.
« dossiers », MARS). - La démocratle trahie par... la concentration des moyens d'information
(cf. « dossiers », MAI).

- INFORMATION : voir Presse. — INFORMATION: voir Presse.

— INTELLECTUELS - CULTURE: Guerre totale comtre les élites en Amérique latine, Eugo Neira (enquête, JANVIEE). — L'écrivain dans les piéges de la société industrielle, Jean-Michel Palmier (« l'aliénation dans le roman américain contemporain », de Pierre Dommergues, FEVRIER). — Intellectuels et onvriers face à la répression en Folo-

— Le romancier et la politique — (NOUVELLES)

JULIO CORTAZAR : La deuxième fois finai). SEYDOU BADIAN : La campagne du général (septembre).

Marcelo Dias (encadre, JANVIER).

— Guérillas, guerres de libération nationale et d'roit humanitaire, Charles Zorgbibe (Recherches universitaires, OCTOBRE).

versitaires, OCTOBRE).

— HISTOIRE: Contestation de l'histoire aux Etats-Unia, Pierre Dommergues (a America Confronts a Revolutionary World: 1776-1976 a de William Appleman Williams et a Main Currents in Modern America History a de Gabriel Kolko, MARS). — Les raisons de l'e ingouvernabilité a de l'Italia, Carlo Mauria: (AVEIL). — Histoire de la France économique et sociale, de la France turale, Frédéric Langer (Etude bibliographique, JUIN).

— magnogres - Molivements

France feonomique et sociale, de la France rurale, Frédéric Langer (Stude bibliographique, JUIN).

— IDÉOLOGIES - MOUVEMENTS ET SYSTEMES POLITIQUES: Débat entre les P.C. d'Europe de l'Est et de l'Europe expitaliste à propos des perspectives contemporaines de passage an socialisme, Lilly Marcon (JANVIER). — Le a socialisme d'époceratique » de M. Mantey à l'éprauve à la Jamaique, Marie-Claude Céleste (JANVIER). — Le dossiers », JANVIER). — Le parti communiste italien et la crise économique, Perdinando Scianna (JANVIER). — Au Sénégal : socialisme du verbe dans une économis dépendante, Howard Schissel (MARS). — Montée de la droite et dissensions du parti travailliste en Israël, Amnon Kapeliouk (AVRIL). — Au Portugal : le parti socialiste au cœur des contradictions, Nuno Brederode Santos (cf. « dossiers », AVRIL). — La corruption de l'idéologie, Maurice T. Maschino (Etude bibliographique, JUIN). — Avec la victoire de la droite en Israël : Incertitudes sociales et nouvean risque de guerre. Amnon Kapeliouk (JUIN). — En Espagne : déroute du franquisme après les élections du 15 luin, Eduardo Haro Tecgien (JUILLET). — La crise du mouvement travailliste en Israël. Amnon Kapeliouk (JUILLET). — La rôle du Parti communiste d'Albanie, Eric Vigne (AOUT). — Fouvoir communiste et Islam en Union soviétique, Hélène Carrère d'Encausse (cf. « dossiers », AOUT). — Fin d'une stratégie de « passage pacifique au socialisme » à Sri-Lanka, Mohan Ram (cf. « dossiers », OCTOBRE). — Stratégie pour le passage de la Grèce au socialisme, Eabis Dracopoulos (cf. « dossiers », NOVEMERE). — La gauche tranquisme et les contestataires soviétiques, Yves Eardy et Pascal Gabal (enquête, DécEMBRE) — La gauche tranquisme et les contestataires soviétiques, Yves Eardy et Pascal Gabal (enquête, DécEMBRE) — La gauche et politique den les sociéties cantidistes, Yves

 CAPITALISME : Etrotte imbrication entre justice et politique dans les sociétés capitalistes, Yves Dezalay (PEVRIER).
 Le capita-Dezalay (PEVRIER). - Le cupita-lisme contre la démocratie, Mau-rice T. Meschino (en quéte, MARS). - Les multinationales européennes et le capitalisme mondiol, Georges Beasaid (« The European Multirationals » de G. Franko, JUIN) - En Amérique latine : les nouvelles formes d'exploitation des paysans por le capitalisme mondiol. James F Petras (JUIN) - Les seigneurs de la crise, Frédéric Langer et Jean-Louis Earbib (JUILLET) -Capitalisme et classe ouvrière aux Etats-Unis, Prédéric Langer et (Et n de bibliographique, SEP-TEMBRE). - Gauché et droite depont les grunds déséquilibres gne, Danie) Singer (JULLET). — A propos des nouveaux philosophes: la cohorte des pénitents, Maurice T. Maschino (JULLET). — Les objectifs de l'Office de promotion culturelle, Stephane Hessel (cf. a dossiers a. SEPTEMBRE)

JUSTICE : Etroite imbrication — JUSTICE : EXPOTE IMPORTAÇÃO ENTRE JUSTICE et politique dans les sociétés capitalistes, Yves Dezalay (FEVRIER). — An-delà de l'affaire Croissant : les droits de la défense en Amérique latine (Armando Uribe) et en U.R.S.S. (Jacques Amairic) (DECEMBRE).

CDECEMBRE).

- LIBERTES ET COOPERATION
EN EUROPE: La « menace venant
de l'Est... », un siogan non fondé,
Daniel Procktor (point de vu e,
AVRIL). - L'Europe d'Relsink! à
Belgrade: un dialogue difficile et
récessaire (cf. « dossiens », JUIN).

- Avec la conférence de Belgrade,
prudence de la gauche française
à l'égard des dissidents d'URSS.
et d'Europe de l'EST, Pascal Cabai
et Yves Hardy (JUILLET). — Intellectuels et ouvriers face à la
répression en Pologne, Daniel Singer (JUILLET). — Libertés et terrorisme, Clande Julien (NOVEMBRE). — La gauche française et les
conteststaires soviétiques, Yves
Hardy et Pascal Gabai (enquête,
DECEMBRE).

- LIGGUESTIQUE : Descrite et

LINGUISTIQUE: Progrès et imites de la réforme linguistique au Canada, Reith Spicer (SEPTEM-BRE).

BRE).

- MILITAIRE (pouvoir) - DIC-TATURES: Les Eglises catholiques et le pouvoir militaire en Amérique lative. Jean-Pierre Clerc (étude FEVRIER). - Problèmes professionnels, évolution psychologique et rôle de l'armée portugaise, Pedro Pezarat Correia (cf. e dossiers n. AVRIL). - Les difficultés du régime militaire brésilen, Julia Juruna (MAI). - Des chrétiens face à la dictature chilienne, Armando Uribe (Etude bibliographique, JUIN). - Révision de la politique américaine en Corée du Sud. Alain Bouc (JUIN). - Critique de la dictature militaire brésilenne par un groupe de colonels, Marcelo dictature militaire brésilienne par un groupe de coloneis, Marcelo Dias (JUHLET). — L'amétique la-tine face à la politique de M. Carter (SEPTEMBRE). — Au Paissan : persistance de la popularité de M. Bhutu et aggravation des anta-genismes ethniques, Eqbal Ahmad (cf. a dossiers », OCTOBEE). — Le rôle des forces armées dans la vie politique en Grèce, Th. Pangalos (cf. a dossiers », NOVEMBEE). — La gauche éthiopienne face au pouvoir militaire, Giga Kapellouk (Erude bibliographique, DECEM-ERES). — La dictature et les lois de l'enfer, Armando Uvibe. - MINORITES : voir Nationa-

lisme. — NATIONALISME - PROBLEMES

RTENIQUES - MOUVEMENTS DE
LIBERATION : Nationalisme et
révolution dans le monde grabe :
bilan d'un écher : Tahar ben Jelloun (Étude bibliographique, JUILLET). — L'Ethiopie, cief du gouvel
équilibre en mer Ronge, Gérard
Chelland (JUILLET). — La situation à Timor-Oriental après dixhuit mois de guerre, José RamosHorta (JUILLET). — Pacte
islamique et impérialisme face à
l'UR.S.S. et aux nationalismes,
Sami Mansour (cf. « dossiers »,
AOUT). — La stratégie du Front Polisario face à ses adversaires di-rects et à leurs protecteurs, Raoul Weexsteen (AGUT). — La fiction de l'autonomie au Eurdissan ira-kisn, Chris Kutschers (AGUT). — Enjeux économiques et luttes de libération en Afriq ne austraie (SEPTEMBRE). — As Pakistan : persistance de la popularité de M. Bhutto et aggravation des anta-gonismes ethniques, Equal Ahmad (cf « dossiers ». OCTOBRE).

e MINORITES: Minorité ou-bliée en Amérique du Nord: les Acadiens entre l'assimilation et la pauvreté. Jacques Gout et Passal Mallet (FEVRIER). - Les Indiens des Amériques revendiquent leur droit à l'autodétermination, Jean-Claude Buhrer (DECEMBRE).

Sarbib (Etude bibliographique, JUILLET)

- NORD-SUD : L'alde suédoise au tiers-monde, Bengt Svensson (JANVIER). - Le tiers-monde et la division internationale du travail, Samir Amin (Etude bibliographique, FEVELER). - Le tiers-monde et l'ordre internationale (cf. c dessiers a, MARS). - En réponse à une question du président Lopez Portillo : analyse de l'inégalité des échanges internationaux, François Perroux (MAI). - Les expériences de coopération lodustrielle tripartite en tre firmes occidentales, centrales socialistes et des entreprises du tiers-monde, Charles Zorgebibe (Becherches universitaires, MAI). - En Amérique latine : les nouvelles formes d'exploitation des paysans par le capitalisme mondial, James F. Fetras (JUIN). - L'agrobusiness et la faim dans le monde, Micheline Pannet (Etude bibliographique, JUIN). - L'endettement vertigineux du tiers-monde et le commerce de technologie, Georges Corm (JUIN). - Un objectif des pays en voie de développement : produire leurs propres blens d'équipement pour réduire leur dépendance, Pierre Castella (SEPTEMBRE). - Ganche et droite devant les grands déséquilibres mondiaux, Prançois Partant (OCTOBRE). - Les multinationales et l'Afrique, Denis Martin (Etude bibliographique, OCTOBRE). - Un village du Niger devant les experts occidentaux, François de Ravignan (NOTOBRE). - Un village du Niger devant les experts occidentaux, François Perroux (DECEMBRE).

— PACTES MILITAIRES - DE-FENSE : L'OTAN et l'hégémonie germano-américaine (encadré, JAN-VIER). — Défense et sécurité dans l' « Europe des contradictions », Xavier Saliantin (MARS). — L'ave-nir prévisible des deux ailiances en Europe, Pierro Hassner (cf. « dos-siers », JUIN).

* Voir en complément : Straté-

-- PARLEMENT EUROPEEN : L'engrenage fédéral. Gérard Soulier. (JUIN). -- Démocratiser la C.E.E., Jean Vergès (AOUT). — PRESSE-INFORMATION : La démocratie trahie par... la concen-tration des moyens d'information (cf. « dossiers », MAI). — PROBLEMES MONETAIRES :

- PROTECTIONNISME : Le pa-— PRUTECTIONNISME: Le patronat français et la renaissance de tendances protectionnistes, J Bunel et J. Saglio (AOUT). — En Grèce: le patronat et l'Etat devant l'adhésion à la C.E.E., Eostas Vergopoulos (cf.

dossiers ». NOVEMBRE).

— QUESTIONS SOCIALES : voir - RACISME : volr Apartheid. - SECURITE EUROPERNNE : rolr Libertès et coopération en Burope,

- SERVICES SECRETS: La CLA et le roi Busseim (encaûré, MARS). - L'utilisation de l'information par la CLA au Chill, Yea Hardy (cf. o dossiers », MAI). - SIONISME : Après la forma-tion du gouvernement de M. Begin : désarrol de la communauté juive aux Etats-Unis, T.D. Allman (JUII-LET).

— SOCIAL-DEMOCRATIE : La crisa de la social-démocratie au Dauemark, Michèle Solat (AVRIL). Datemark, Michèle Solat (AVRIL).

— S O C I E T E : Elistoire de la France économique et sociale, de la France turale, Prédéric Langer (Etude bibliographique, JUIN). — La condition des travailleurs immigrés (cf. « dossiers a SEPTEMBRE). — Symptômes et miroir de nos sociétés : l'internationale des sectes, Michel de Certeau (« les nouvelles sectes a d'A. Woodrow, SEPTEMBRE).

— SOCIETES MULTINATIONA-LES: La multinationalisation des industries de guerre, Michael T. Klars (FEVRIER). — Le rôle des firmes transnationales, Philippe

REGIONALISME: Régiona-lisme et universalisme. Charles Zorgbibe (Recherchés universi-taires, JUILLET). L'économie régionale en question, Jean-Louis Sarbib (Etude bibliographique, JUILLET)

Laurent (cf. a dossiers », MARS). —
Le rôle politique des multinationales dans la erise pertugaise, Luis
Salgado de Matos (cf. a dossiers »,
AVEIL). — Rupert Murdoch patron a modèle » d'une grande multinationale de l'in for mation "
J.-C. T. (cf. a dossiers », MAI). —
L'endettement vertigineux du tiersmonde et le commarce de technologia, Georges Corm (JUIN). — Les
multinationales curopéennes et le
capitalisme mondial, Georges Bensaid (a The European Multinationals » de G. Franko. JUIN). —
De la Rhodésie au Zimbabwe : le
rôle des multinationales, Martin
Balley (SEPTEMBRE). — Les multinationales et l'Afrique, De n's
Martin (Etude bibliographique, OCTORRE). — La solidarité de l'Association des pays exportateurs de
bauxite à l'épreuve face aux multinationales, Maris-Ciaude Céleste
(NOVEMBRE).
— STRATEGIE : Le rôle des mitinationales, Maris-Ciaude Criesce (NOVEMBRE)

— STRATEGIE: Le rôle des militaires argentins dans la stratégie américaine pour l'Atlantique Sud (enquête, JANVIER). — Une mise en garde de Pékin à propos de la stratégie sullitaire du Kremlin vis-à-vis de l'Europe, Jean Daubier (Etude bibliographique, FEVRIER). — Défense et sécurité dans l'a Suier Sallantin (MARS). — Le projet de pacte militaire dans l'Atlantique sud et ses conséquences dans les relations entre Pretoria et l'Amérique latine, Robert A. Manning (MARS). — Les rivalités iranosaoudiennes dans le Golfe : une conséquence de la doctrine stratégique américaine, Marc Pellas (enquête, JUILLET). — L'Ethlople, clef du nouvel équilibre en mer Rouge, Gérard Challand (JUILLET). — TECHNIQUES (tranfert des) —

LET).

— TECHNIQUES (tranfert des)—
BREVETS: La multinationalisation des industries de guerre,
Michaël T. Klare (FEVRIER).

Concentrence d'Etais clients des
Etats-Unis d'ans le domaine de
l'Industrie militaire (encadré, FEVRIER). — L'endettement vertigineux du tiers-monde et le commerce de technologie, Georges Corm
(JUIN). — Un objectif des pays
en voie de développement : produire leurs propres biens d'équipement pour réduire leur dépendance,
Pierre Castelia (SEPTEMBRE). —
Vers un code de conduite pour
régir le transfert des techniques,
Zalmai Haquani (DECEMBRE).

— TIERS-MONDE - SOUS-DEVE-Zaimai Haquani (DECEMBRE).

— TIERS-MONDE - SOUS-DEVELOPPEMENT : Solidarité révolutionnaire du gouvernement cubain
et alde an tiers-monde, MarieClaude Céleste (cf. « dessiers »,
FEVRIER). — Les trois piliers de
la lutte contre le sous-développement au Vietnam, Nayan Chanda
(MARS). — Le « développement
du sous-développement » en ladonésie. Jean-Jacques Gugenhelm
(AVRIL). — Les problèmes d'une
Afrique « différente » au Rwanda,
Jacques Chevrier (AVRIL). — Vers
un code de conduite pour régir le
transfert des techniques. Zaimai
Haquani (DECEMBRE). — La recolonisation d'Hafti, le plus pauvre
des pays de l'hémisphère occidental. René Depestre (DECEMBRE).

« Voir en complément : Nord-* Voir en complément : Nord-

- TRAVAIL (monde du) - QUES-TIONS SOCIALES - IMMIGRES : Intellectuels et ouvriers face à la répression en Pologne. Daniel Intellectuels et ouvriers face à la répression en Pologne, Daniel Singer (JULLET). — Capitalisme et classe ouvrière aux Etats-Unia, Frédéric Langer (Et u 6 e bibliographique, SEPTEMBRE). — La condition des travailleurs immigrés (cf. « dossiers », SEPTEMBRE). — Négociation en vue de l'établissement de colons blancs d'Afrique australe en Amérique du Sud, Armand et Michèle Mattelart (SEPTEMBRE). — L'Europe à la recherche d'une véritable politique à l'égard des travailleurs migrants, Martine Charlot ; Vers une nouvelle réglementation de l'immigration aux Etats-Unis, Schofield Coryell (OCTOBRE). — Mutations profondes des structures économiques et sociales de la Grèce, Constantin Tsoucalas (cf. « dossiers », NOVEMBRE). — Le président Carter et l'immigration sauvage des travailleurs mexicains, Christian Deverre (DECEMBRE). — TERLATERALE : voir Commis-

- TRILATERALE : voir Commis-sion trilatérale. - TEILLATRIBLE: VOIT COMMISSION - TERRORISME: Guerre to tale contre les élites en Amérique latine. Eugo Neira (JANVIEE). - Le rôle des militaires argentins sians la stratégie américaine pour l'Atlantique sud; Guérilla et résistance ouvrière. Marcelo Dias (JANVIEE). - Recrudescence des attentats antictabristes. Bernard Cassen; Les actes de terrorisme anticubains en 1976 (cf. s dossiers », FEVRIEE). - Le règne de la terreur en Indonisle. Jean Culivout (FEVRIEE). - Une déclaration d'évêques francis ofidaires des pétiples d'Amérique latine (MARS). - Les deux Irlandes dans l'impasse (MAI). - Rapport d'une mission de parlementaires canadlens sur la situation en argentine, au Chili et en Uruguay (encadré, JUILLET). - Lébertés et terrorisme, Claude Julien (NOVEMBERE).

dossiers et documents

Numéro de janvier

LES PATRONS EN FRANCE LE CONFLIT IRLANDAIS

Le numéro : 3 F

Abonnement un an (10 numéros): 30 F

DOSSIERS

(JANVIER) :

Refus des filiations historiques et métamorphose sans précédent de la droite française, Gilbert Courte. - En Allemagne : changement radical dans les cours et les esprits. August Von Rageneck. - Les trois visages de la droite espanole. Philippe Marcovicl. - En Grande-Bretagne : vitaité du conservatisme dans une société en crise, Prançois Bédarida - La pensée politique des démocraties populaires et de l'U.R.S.S., François Fejtő. - Ramifications diverses de la droite europenne à partir de ractues idéologiques communes Bernard Brigouleix. - L'actrème droite en France, Jean-Jacques Mourreau. - Uns doctrine litrée su pillage, Paul Thibaud.

• CUBA DANS LA TOUR-MENTE (FEVRIER) :

MENTE (FEVRIER):

Les couleurs contre la e grisallie socialiste », Julio Cortazar. - Solidarité révolutionnaire et aide au tiers-monde,
Marie-Claude Céleste . Les
acquis de la révolution entérinés par la nouvelle Constitution.
Antoine Blanca. - Retrudescence
des attentats anticastristes, Bernard Cassen. - Les actes de
terrorisme anticubain en 1976.

- Les nouveaux censeurs de la
révolution castriste, Michèle
Mattelart (Et u d e bibliographique).

• LE TIERS-MONDE ET L'ORDRE INTERNATIO-NAL (MARS) :

NAL (MARS):

Les étapes de la lutte pour le développement depuis Bandoung. Edmond Jouve. - Vers un ordre social par la négociation collective, Mario Bettati. - L'impérialisme culturei, entrape d'épanouissement de l'humanité, Mohammed Rezz Djulli. - Le rôle de la C.B.E. dans le dialogue Nord-Sud. Françoise de La Serre. - L'Union soviétique devant les relations entre l'Ouest et le Sud. Charles Zorgèlhe. - Le rôle des jirmes transnationales. Philippe Laurent.

• LE PORTUGAL OU LA REVOLUTION DOMESTIQUEE (AVRIL) :

Le parti socialiste au cœur des contradictions, Nuno Brederode Santos - Problèmes prolessionnels, évolution psychologique et rôle politique de l'armée. Pedro Pezarat Correla.

- Interaction entre décolonisation et lutte pour le pouvoir,
Lula Molta. - Le rôle politique des multinationales dans la
crise. Luls Salgado de Matos. - Une diplomatie umbigué à la
recherche d'un nouveau type de
relations avec les grandes puissances et les anciennes colonies,
Ernesto Melo Antunes. - Une
Eglise en trois images, Lula de
Prança. - Une société perturbée
en quête d'Etat après l'elfondrement des fructures corporatistes. Adriano Moreira. - L'étoul/ement des desputations
après la e répolution des œlilists », Yves Hardy (Etude bibliographique)

DEMOCRATIE TRAHIE PAR LA CONCENTRATION DES MOYENS DINFORMA-TION : PRESSE A L'EN-CAN ET ETOUFFEMENT DES LIBERTES (MAI) :

DES LIBERTES (MAI):

Les causes de la concentration en France, Jean-C. Texier. - Aux Etats-Unis un système d'information totalitaire dans une démocratis un système d'information totalitaire dans une démocratis. Georges-Albert Astre. - En Grande-Bretagne: emprise croissante des conglomérats industriels. Peter Golding - En Italie: l'impossible rôle de médialeur des grands guotuleus entre le public et le pouvoir. Percy Allum. - En Allemapne de l'Ouest: natisance d'une presse allernative contre les géants, Jörg Becker. - En Suède : aide de l'Etat pour empécher les situations de monopole. Be a et L'illeptroth, - En Suède : aide de l'Etat pour empécher les situations de monopole. Be a et L'illeptroth, - Ruperi Murdoch, patron e modèle o d'une grande multinationale de l'information J.-C. T. - L'importance des enjeux inpestis dans l'industrie du papier, Armand Mattelart. - L'utilisation de l'information par la C.I.A au Chili, Tvea Hardy - Puissance des « grands régioneux » en France, B. C. - Donald l'imposteur. Robert Becarpit (a Donald l'imposteur ou l'impérialisme raconté aux enfants » de A. Mattelart et A. Dorfman); R. Hersant et E. Amaury, deux patrons d' « un autre des », Y. B. (Etude bibliographique). - La puissance de la presse vue sur le plan cinématographique, I. R.

• LA DROITE EN EUROPE • L'EUROPE. D'HELSINKI A BELGRADE : UN DIA-LOGUE DIFFICILE ET NECESSAIRE (JUIN) :

Les droits de l'homme et la Les droits de l'homme et la circulation des idées : point sensible dans le débat entre l'Est et l'Ouest, Aleth Manin. - Devant certaines campagnes lancées à l'Ouest : c'i a si que confrontation entre deux conceptions de la liberté : Ryszard Wojna. - Information réciproque en rue de réduire les tensions. Victor-Yvea Gh eb al L. Les moyens de consolider et d'élargir le processus de la détente, Marian Dobroalelakl. - L'aventr prévistible des deux alliances en Europe. Pletre hassper. - La question allemande au cœur de la sécurité européenne. Charles Zorgbibe.

• LA CRISE DU POUVOIR EN UNION SOVIETIQUE (JUILLET):

Complexité du système, gigantisme et extension des compétences, Maro Ferro. - Une nouvelle Constitution peu différente de la précédente, Réliène Carrère d'Encausse. - La chute de M. Podgorny et la gérontocratie, Robert Daniels. - Renforcement des pouvoirs de l'autorité centrale aussi bien en U.R.S.S. que dans le camp socialiste et le mouvement communiste. Bernard Féron. - Conservatisme de l'U.R.S.S. en politique étrangère, René Girault. - La perversion du marxisme par le pouvoir soviétique, Maria - Antoniette Macciocchi (« Les luttes de classes en U.R.S.S. », de Charles Bettelheim). Complexité du système, gigan

• ISLAM ET POLITIQUE (AOUT) :

(AOUT):

Le jeu changeant des puissances coloniales dans les Etats musulmans. H. Cherit. En Afrique noire: distanciation et couménisme & l'égard de s autres groupes du monde islamique. Pierre Alexandre. Le rôle exceptionnel de la religion en iran. Nikil Keddie. Le nouvei élan des trères musulmans en Egypte, Dr Abdel Azim Ramadan. Une nouveile approche de l'is la m sunnite. Hassan Hanafi. Pacte telamique et impérialisme jace à l'UR.S.S. et aux nationalismes, Sami Mansour. Pouvoir communiste et islam en Union soniétique. Bèlène Carrère d'Encausse

• LA CONDITION DES TRAVAILLEURS IMMI-GRES (SEPTEMBRE) :

Intérêts et depotrs du pays d'accueil. Paul Olloud. - Insuid'accueil. Paul Dijoud. - Insul-isances de la formation profes-sionneille. André Jesason. -L'avenir des jeunes immigrés, Gilles Verbout. - Les besoins de santé des migrants, Dr Robert de Montvellon. - Les objectifs de l'Office de promotion cultu-relle, Stéphane Hessel. - Les faiblesses de la politique à im-migration de la France, André Legony. - Insécurité et racisme de crise, Alvert Lévy.

• RELEVE POLITIQUE DANS LE SOUS-CONTI-NENT INDIEN (OCTO-BRE:

EN Inds, une équipe mai sou-dée partagée entre ses engage-ments sur l'élimination de la pauvreté et les privilèges d'une élite minoritaire, Denzil Peiris. - Au Pakistan : persistance de la popularité de M. Shutto et aggraration des antagonismes ethniques, Eqbal Ahmad. - Fin d'une stratégie de « passage pa-cilique au socialisme » à Sri-Lanka, Mohan Ram

● LA GRECE ENTRE LE SCEPTICISME ET L'IN-QUIETUDE IN O V E M-

Mutations projondes des struc-

Mutations profondes des structures économiques et sociales,
Constantin Isoucalas, - Le rôsé
des forces armées dans la rue
politique, 'Th. Pangalos. - Le
patronat et l'Ettat devant l'adhésion à la C.E.E., Kostas Vergopoulos. - Un peuple rétit aux
structures et aux schémas importés, Kostas Zouraris, - Renaissance d'une démocrate dans
la méthode et le calme, Panayotis Lambriss. - Pour l'entrée
dans l'Europe unit en dépit des
obstacles à surmonter, Georges
Marros. - Les structures de la
dépendance. Andreas G. Papandréou. - Exploitation de la loi
électorale par la droite pour le
maintien de sa suprémaire. Diss
lliou. - Stratégie pour le passage au vocialisme. Babis Dracopoulos.

EUROPE

La droite en Europa (cf. a dossiers a, Janvier), — Débat entre les P.C. d'Europe de l'Est et de l'Europe capitaliste à propos des perspectives contemporalnes de passage au socialisme. Lilly Marsou (Janvier). — Une mise en garde de Périn à propos de la stratègie militaire du Kremiin via-à-vis de l'Europe, Jean Daubier (Etude bibliographique, FEURIER). — Défense et sécurité dans l'a Europe des contradictions a, Xavier Sallantin (MARS). — L'avenir prévisible des deux alliances en Europe, Pierre Hassner (cf. a dossiers a, JUIN). — Les multinationales européennes et le capitalisme mondial, Goorges Bensaid (a The European Multinationale a de G. Franko, JUIN). — L'engreuage fédéral, Gérard Soulier (JUIN). — L'Europe à la recherche d'une véritable politique à l'égard des travailleurs migrants, Martine Charlot (OCTORRE). — Le ville des P.C. dans les sociétés européennes en crise, Daniel Singer (Étude bibliographique NOVEMBRE).

KUROPE - MARCHE COMMUN

Le rôle de la C.E.E. dans le dialogue Nord-Sud, Françoise de La Serre (cf. « dossiers », MARS). — Moscou et l'intégration européenne, Charles Zorgbibe (Recherches universitaires, JUIN). — En Grèce : le patronat et l'Etat devant l'adhésion à la C.E.E., Kostas Vergopoulos : Pour l'entrée dans l'Europe unle en dépit des obstacles à surmonter. Georges Mavros (cf. « dossiers », NOVEMBRES).

EUROPE DE L'EST

Décomposition ou renforcement de la sphère soriétique, Marc Perro (Etude bibliographique, MARS). — Comment aménager la coopération financière entre l'Est et l'Ouest, Marie Lavigne (DECEMBRE).

CONFLIT GRECO-TURC : voir Chypre.

- ALBANIE : L'Albanie à contre-— ALMANIE : L'Albanie 2 contre-courant du nouvel ordre interna-tional, Yves Letourneur : Indépen-dance nationale et souverainet économique, Eric Vigne : le rôle da parti communiste d'Albanie, E.V. (AOUT)

- Allemagne (Republique Federale): Changement radical dans les cœurs et les esprits, August von Kageneck (cf. « dossiers », Janviert. — L'OTAN et l'hégémonie germano-américaine (encadre, Janvier). — Nalssance d'une presse « alternative » coutre les géants, Jörg Becker (cf. « dossiers », MAI). — L'Allemagne à la conquète de l'Europe, Jean-Pierre Vigier (JUIN). — Lettre d'une prison allemande : témogrange d'un détenu de droit commun (cf. « dossiers ». DECEMBRE).

• QUESTION ALLEMANDE: Question allemande et droit international. Charles Zorgbibe (Recherches universitaires, AVRIL.)

— La question allemande au cœur de lu sécurité européenne. Charles Zorgbibe (cf. « dossiers », JUIN)

- CHYPRE : En dépit d'une relance des negociations, renforce-ment de la partition de fait de Chypre, Marcel Earang : Reconsti-tution des événements de 1963, Dimitri Andréou (enquête, JUIN). - DANEMARE : La crise de la social-démocratie au Danemark Michèle Solat (AVRIL).

Michèle Solat (AVRIL).

— ESPAGNE : Les trois visages de la droite espagnole, Philippe Marcovici (cf s dossiers a, JAN-VIER) — La position des P.C. espagnol et catalan sur le militantisme des chrétiens au sein du parti, Gonzalo Arroyo (JANVIER).

— L'Espagne entre les écueils, José Vidal - Beneyto (FEVRIER). — Déroute du franquisme après les élections du 15 juin, Eduardo Haro Tecglen; L'économie espagnole à l'heure de la vérité J.R. Lasuen (JUILLET)

Cheure de la vérité J.R Lasuen (JUILLET)

FRANCE: Betus des filiations bistoriques et métamorphose sans précédent de la droite française. Gilbert Comte: L'extrême droite en France. Jean-Jacques Mourreau (cf. s dossiers n. JANVIER). — Pour une contribution française à l'arrêt de la course aux armements, Jean Kanapa (s point de vue s. MARS). — Le capitalisme contre la démocratie. Maurice T Maschino (enquête. MARS). — Les causes de la concentration de la presse. Jean-C. Texier; R. Bersant et E. Amaury. deux patrons d' s' un autre âge n. Y.H. (Etude bibliographique); Puissance des n. grands régionaux s. H.C. (cf. s dossiers n. MAI). — A la Martinique et en Guadeloupe: choc brutal entre une économie fragile et la métropole. Jean Crusol (Etude. JUIN). — Bistoire de la France économique et sociale. de la France troude. Herdéric Langer (Etude bibliographique, JUIN). — Avec la conféreuce de Beigrade: prudence de la gauche française à l'égard des dissidents d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est, Pascal Gabal et Yves Hardy (JUILLET). — Le patropat français devant la rennissance de tendances protectionnistes. J. Bunel et J. Saglio (AOUT). — La condition des travailledus immigrés (cf. n dossiers n. SEPTEMBRE). — Au-delà de l'affaire Croissant, les droits de la défense. Claude Julien (DECEMBRE). — La gauche française et les constestataires soviétiques. Yves Hardy et Pascal Gabal tenquête. DECEMBRE? — Diplomatie et pouvoir, le rôle du

· POLITIQUE ETRANGERE : Diplomatie et pouroir, le rôle du Quoi d'Orage, Robert Luc /JAN-VIER). — Les relations entre Prançais et Vietnamiens, professeur André Roussel (MARS) — Bilan diplomatique de l'intervention française au Zaire, C. J (MAI)

- GRANDE-BRETAGNE: Vitalité du conservatisme dans une
société en crise. François Bedarida
(cf. a dossiers ». JANVIER) - La
crise en Grande-Bretagne. Ralph
Militand (MARS) - Emprise croissante des conglomérats industriels
dans la presse. Peter Golding (cf.
« dossiers ». MAI). - GRECE : La Gréce entre le septicisme et l'inquiétude (cf.

(MAI)

s dossiers 2, NOVESIBRE). — La dernière chance pour le réformisme en Grèce. Rostas Vergopoulos (DE-CEMBRE)

- IRLANDE . Les deux Irlandes dans l'Impasse, Nicolas Baby : Une crise n'incitant guère à l'optimisme Pierre Joannon (MAI) Pierre Joannon (MAI)

— ITALIE : Le parti communiste italien et la crise économique. Ferdinando Scianna (JANVIER).

Les raisons de « l'ingouvernabilité » de l'Italie, Carlo Maurizi (AVRIL).

— L'impossible rôle de médiateur des grands quotidiens entre le public et le pouvoir, Percy Allum (cl. « dossiers », MAI).

— Polémique autour du P.C. italien. Ferdinando Scianna (AOUT).

- POLOGNE : Intellectuels et ouvriers face à la répression en Pologne, Daniel Singer (JUILLET). - PORTUGAL: Le Portugal on ta révolution domestiquée (cf. a dos-siers », AVRIL). - Les jeux des militaires. Alain Echegu et Karl M. Van Meter (DECEMBRE).

ROUMANIE : Socialisme s autoritaire en Roumanie, Maurice T. Meschino et Fadela M'Rabet (reportage, OCTOBRE). — SUEDE : L'héritage des so-cianx-démocrates, Bengt. Svensson (JANVIER). — Aide de l'Etat pour empécher les situations de mono-pole dans la presse, Bengt Liljen-roth (cf. « dossiers », MAI)

pole dans la presse, Bengt Liljenroth (cf. a dossiers a, MAI)

— U.R.S.S.: La pensée politique
des démocraties populaires et de
l'U.R.S.S., François Fejtő (cf. a dossiers a, JANVIER). — Les racines
et la signification du a culte de
la personnalité a en U.R.S.S., Bernard Féron (FEVRIER). — L'Union
soviétique devant les relations entre
l'Ouest et le Sud. Charles Zurgbibe
(cf. a dossiers a, MARS). — Moscon
et l'eurocommunisme. Bernard Féron (AVRIL). — La men ac e
venant de l'Est... » un slogan non
fondé. Daniel Proektor (point de
vue. AVRIL). — Moscon et l'intègration européenne. Charles Zorgbibe (Becherches universitaires.
JUIN). — La perversion du
marxiame par le pouvoir soviétique.
Marla-Antonletta Macciocchi (u Les
lottes de classes en U.R.S.S. » de
Charles Bettelheim. JUILLET).

— La crise du ponvoir en Union
soviétique (cf. « dossiers », JUILLET). — Avec la conférènce de
Belgrade : prodence de la ganche
française à l'égard des dissidents
d'U.R.S. et d'Eurone de Belgrade: prudence de la gauche française à l'égard des dissidents d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est. Pascal Gabat et Yves Hardy (JUILLET). — Pacte islamique et impérialisme face à l'U.R.S.S. et aux nationalismes. Sami Mansour: Pouvoir communiste et Islam en Union soviétique. Hélène Carrère d'Encausse (cf. a dossiers s. AOUT). L'infailibilité du procareur représentant du système Jacques Amside (DECEMBRE)

- U.R.S.S. - CHINE : Une mise en garde de Pékin à propos de la stratègie militaire du Kremiin vis-à-vis de l'Europe, Jean Daubler (Etade bibliographique, FEVRIER) - U.R.S.S.- ETATS-UNIS : Les réactions de Moscou devant la politique des Etats-Unis en Amèrique latine. K Ebatchatouros (FEVRIER)

Suppléments

- Identité de la Flandre (8 p. - MARS).
- Oman : vers un Etat moderne (8 p. - MARS)
- Irak : neuf ans de pouvoir bassiste (13 p. - AVRIL).
- Venezuela ou comment partager l'abondance (6 p. - MAI). La Catalogne : de la résis-tance à l'autonomie (5 p -AOUT)

- La Finlande a la recherche d'un avenir (6 p. - OCTOBRE) - Jordanie : le redressement d'un royaume menacé (7 p NOVEMBRE). Japon : la recherche d'un nouvel équilibre (7 p. - DE-CEMBRE)

AMÉRIQUE DU NORD

- CANADA: Minorité oubliée en amérique du Nord: les Acadiens entre l'assimilation et la pauvreté. Jacques Gout et Pascai Mallet (FEVRIER). - Progrès et limités la réforme linguistique an mada. Reith Spicer (SEPTEM-

Canada. Keith Spicer (SEPTEMBRE).

- ETATS-UNIS: Le triompne de M. Jimmy Carter. Schofield Coryell (JANVIER). — Deux s reservoirs de talents » pour le nouvean président : la Commission trilatérale et la Brookings Institution: L'OTAN et l'hégémonie germano-américaine (encadrés. JANVIER). — M. Jimmy Carter et la relance de l'économie américaine. Stanley Aronowltz; Le cabinet du nouveau président. Marie-France Toine! (FEVRIER) — Eldridge Cleaves : le retour de l'enfant prodigne. T.D. Allman (enquête. FEVRIER). — Concurrence d'Étatscients des Ents-Unis dans le domaine de l'industrie militaire (encadré. FEVRIER). — Concurrence d'Étatscients des Ents-Unis dans le domaine de l'industrie militaire (encadré. FEVRIER). — Contestation de l'alienation dans le roman américain contemporain » de Pierre Dommergues. FEVRIER) — Contestation de l'histoire aux États-Unis. Pierre Dommergues (e America Confronts a Revolutionary World 17:6-19:65 » de William Appleman Williams et « Main Currents in Modern America History » de Gabriel Bolko. MARS). — Un système d'Information totalitaire dans une démocrate. Georges - Albert — Astre (cf. « dossiers ». MAI) — Contradictions entre les principes d'Helsinki et la survivance de la loi McCarran sur l'immigration et la nationalité. Scholleid Coryell (JUIN). — Les Seigneurs de la crise. Prédéric Langer et Jean-Louis Sarbib (JTILLET). — Captalisme et classe outrière, Frédéric Langer (Etude bibliographique. SEPTEMBRE) — Vets que nouvelle réglementation de l'immigration. Schofield Coryell (OCTOBRE). — Le président Carter Vers une nouvelle réglementation de l'immigration. Schofield Corpell (OCTOBRE). – Le président Carter et l'immigration sauvage des travailleurs mexicains. Christian De-verre (DECEMBRÉ). — Les Indiens des Amériques revendiquent leur droit à l'autodétermination. Jeur-Claude Buhrer (DECEMBRE).

Claude Buhrer (DECEMBRE).

• POLITIQUE ETRANGERE . Le nouvel engagement des Etats-Univer la couver des droits de l'homme. Donald M. Praser (MARS) — Le président Carter et le Proche-Orient, Noam Chombay (AVRIL).

— L'Amérique latine, banc d'essai d'un nouveau totalitarisme américain, James F Petras (AVRIL).

— La croisade » de l'équipe Carter en faveur des Arolis de l'homme. Philippe Labreveux (MAI). — La fiction zairmes : internationalisation de conflit, Robert A. Mancing (MAI). — Résison de la politique américaine en Corée. Alain Bouc (J'I'N) — Les rivalités irono saoudiennes dans le Golfe : une conséquence de la doctrine stratégique américaine. Marc Pellus (enquête, I'al.). LET). — Les droits de l'homme et les relations entre les Etats-Cuis et l'Amérique latine, Philippe Labreveux (JUILLET) — La politique c trilatéraler de M. Zhignew Erectinski, Jean-Pierre Coi (SEPTEMBRE) — L'Amérique latine face à la politique de M. Carter : des régimes militaires tentés par des eravalements de façades . Jean-Claude Buhrer (SEPTEMBRE) — Nouvelle étape dens la dégradation des relations entre Washington et Jérusalem, Jean Gueyras; Le gouvernement israélien face aux pressions américaines, Daniel Amit (OCTOBRE) — M. Carter et la limitation des livraisons d'armés à l'étranger, Michael T. Elare (NOVEMBRE) — M. Carter et la limitation des livraisons d'armés à l'étranger, Michael T. Elare (NOVEMBRE). — Tournant spectaculaire dans les réalions entre Washington et Lagos, Suzaone Cronle (DECEMBRE). — CHINE : voir CHINE, page 26. . POLITIQUE ETRANGERS . Le

ETATS-UNIS - CHINE : TOIT CHINE, page 26. - ETATS-UNIS - U.R.S.S. : voir rubrique Europe-U.R.S.S.

AMÉRIQUE LATINE

Guerre totale contre les élites en Amérique latine, Eugo Neira (JANVIER). — Les Eglises catholiques et le pouvoir militaire en Amérique latine, Jean-Pierre Cherc (FETRER). — Une déclaration d'érêques français solidaires des peuples d'Amérique latine (MARS) — Le projet de pacte militaire dans l'Atlantique sud et ses conséquences dans les relations entre Pretoria et l'Amérique latine. Robert A Manning (MARS) — Les nouvelles formes d'exploitation des paysans par le capitalisme mondial James F Petras (JUIN). — Rapport d'une mission de parlementaires canadiens sur la situation en Argentine, au chil' et en Uruguay (encadré, JUILLET). — La décolonisation de Belive dans l'impasse en raison de l'opposition du Guatemala, Jean-Claude Buhrer (JUILLET).— Rivalités territoriales entre le Chilt. le Pérou et la Bolivie. Thierry Mallinlak (SEPTEMBRÉ). — Négociations en vue de l'établissement de colons blants d'Afrique australe en Amérique du Sud, Armand et Michèle Mattelart (SEPTEMBRE). — Les dictature et les lois de l'enter, Armando Uribe (DECEMBRE). — Les Indiens des Amériques rerendiquent jeur droit à l'autodéfermination, Jean-Claude Buhrer (DECEMBRE).

ARGENTINE : Le rôle des mi-- ARGENTINE: Le rôle des mi-traires argentins dans la stratégie américaine pour l'Atlantique sud; Guérilla et résistance ouvrière, Marcelo Dias (enquête, JANVIER). - Inquiérude des milieux a libé-raux « devant les nouvelles stra-tégies économiques. Thierry Mali-plak (JULLET)

- BRESH. : Les difficultés du régime militaire brésilien, Julis Juruns (MAI). - Critique de la dictature militaire par un groupe de coloneis, Marcelo Dias : Extraits du manifeste du 21 avril (JUIL-LET)

- CHILI: Le Chili dans la course atomique (JANVIER) - L'utilisation de l'information par la C.I.A., Yess Bardy (cf. o dossiers n. MAI). - Des curétiens face à la dictature chilienne, Armando Uribe (Et n d e bibliographique, ITILY)

- COLOMBIE : Des lézardes dans ls façade démocratique en Colombie, Bernard Cassen (repor-tage, NOVEMBRE).

- EL-SALVADOR - GUATEMALA-NICARAGUA : En dépit des prises de position des droits de Carter. violation des droits de l'homme au Salvador, au Nicaragua et au Guatemaia. Jean-Claude Buhrer (MAI)

- MEXIQUE: Virage à droite et concessions à la gauche. Elizabeth Granjeas (OCTOBRE) - PANAMA : Les limites de l'ac-cord conclu entre Panama et les

— URUGUAY : Quatre ans de dictature en Uruguay : Un petit pays dans le « Marché commun de la mort ». Eduardo Galeano (SEPTEMBRE). — En Uruguay : des avocats coupables an même titre que leurs clients (DECEMBRE) UNIS : voir rubrique ci-dessus : Btats-Unis - politique étrangère.

Etats - Unis. Xabler Gorostlaga (SEPTEMBRE).

ANTILLES

-- CUBA : Cuba dans la tour-mente (cf. a dossiers a, FEVRIER). - GUADELOUPE : A la Marti-nique et en Guadeloupe, choc bru-tal entre une économie fragile et la métropole. Jean Crusol (Etnde. JUIN)

— HAITI : La recolonisation d'Hafti, le plus pauvre des pays des l'hémisphère occidental. René Depostre (DECEMBRE)

- JAMAIQUE : Le « socialisme démocratique » de M. Manley à l'épreuve. Marie-Claude Céleste (JANVIER)

- MARTINIQUE . Une société morbide et ses puisions. Edouard Glissant : Choc brutal entre une économie fragile et la métropole. Jean Crusol : Masques et mécanismes de la dépossession. Roland Suvelor (JUEN).

– Organisations internationales – - UNESCO : L'Egypte et

- BANQUE DES REGLE-MENTS INTERNATIONAUX: A propos du dernier rapport annuel de la B.R.1 (encadré. PARLEMENT EURO-PEEN: Démocratiser la C.R.E., Jean Vergès (AOUT).

l'UNESCO. Charles Zorgbibe (Recherches universitatres, SEPTEMBRE)

* En complèment : voir Indez alphabétique, page 25.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

Premier ministre : M Malcolm Fraser; ministre du commerce extérieur et des ressources : M Douglas Anthony : Industrie et commerce . M. Phillip Lynch; industries et commerce . M. Phillip Lynch; industries primaires : M. lan Sinclair; services administratifs : M. Reginald Withers; travall et relations industrielles : M. Anthony Street; transports : M. Peter Nison: trasorter : M. John Housent; education : M. John Gurrick; affaires étrangères : M. Andrew Peacock; défense : M. James Killen; eécurité sociale :

PARIS, A LOUER AU MARAIS PRESTIGIEUX... dans nôtel part. appt. 105 m2 vaste Séjour. Salle à manger. 2 chambres, grand confort. 4 500 F mois, exceptionnel PASTEYER

L'Antiquaire en immenbles 266-35-84 le matin.

Mme Margaret Guntopie, finances ... M. Eric Robinson, affaires aborigênes ... M. Ian Viner; santé : M. Raiph Hunt; immieration et a ffaire s'ethniques : M. Michael MacKellar; territoire du Nord : M. Evan Adermann, construction : M. John McLeay, développement national : M. Kevin Neuman; recherche scientifique :: M. James Webster, postes et télécommunications : M. Anthony Staley; justice : M. Peter Durack; productivité : M. Ian MacPhes; consommation et commèrce : M. Wal Fite; ministre chargé de la représentation commerciale spéciale : M. Rankey Gariand; ministre chargé des affaires intérieures et du territoire de la capitale australienne : M. Robert Ellicott : environnement, logement et développement urbaip : M. Raumand Groom.

ESPAGNE (Elections législatives du 15 juin 1977) Nombre d'électeurs inscrits : 2 746 850; nombre de votants : 2 308 794, soit 84.01 %. Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Union du centre démocratique : 744 801 voix, soit 32.26 %. 12 sièges ; parti socialiste ouvrier espagnoi 728 044 voix soit 31.58 %. i) sièges. Alliance populaire 245 646 voix soit 10.64 %. 3 sièges: parti communiste espagnoi 245 533 voix soit 10.63 %. 3 sièges: parti socialiste populaire 212 229 voix soit 8.19 %. 3 sièges; Pédération de la démocratique chrétienne 36 231 voix soit 1.57 %; alliance socialiste démocratique (centre gauche) 27 697 voix soit 1.20 %; Candidature des travailleurs de Madrid : 14 781 voix, soit 0.66 %; Phalangs espagnole de la JONS: 13 848 voix soit 0.60 %; Front démocratique de gauche : 12 694 voix, soit 0.55 %; Phalange espagnole de la JONS (authentique) : 7 155 voix, soit 0.31 %; Unité populaire : 5 078 voix, soit 0.22 %; Partindépendant de Madrid : 0.19 %; Rèforme sociale espagnole : 3 923 voix, soit 0.17 %; Front pour l'unité des travailleurs 3 001 voix, soit 0.13 %; àssociation politique autour de José Antonia : [615 voix, soit 0.07 %.

INDE (Elections législatives des 16, 17, 18, 19, 20 mars 1977) Parti du Congrès : 154 sièges ; pour-centage des suffrages obtenus par repexprimés 34.5 %.

Congrès (0): 50 sièges: Congrès pour la démocratie (Ram) 28 sièges: parti socialiste 68 sièges: Jan Sangh 90 sièges; B.L.D. 65 sièges; ces cinq partis réunis dans le parti Janata, disposent su total de 298 sièges; dans leur ensemble, lis ont recueilli 43.2 % des suffrages valablement exprimés)

Autres partis parti communiste indien pro-soviétique (C.P.I.): 7 sièges; pourcentage des suffrages obtenus par rapport à l'ensemble des votes valablement exprimés 2,8 %; parti communiste indien marxiste (C.P.I. (M)): 22 sièges, 4.3 %; clivere .58 sièges, 15.5 %.

PAYS-BAS (15 décembre 1977)

Président du consell et ministre des affaires générales. M Andréas Van âgt ; vice-ministre président ministre de l'in-terieur, chargé des affaires antillaises : M Hons Wiegel justice M Johan De Rutter ; affaires étrangères M Christoph Van Der Eleaun; coopération et développement ; M. Jan De Koning ; affaires culturelles, loisire et action

rendsen, défense : M. Roelof Kruisinga affaires économiques : M. Cisbert Van Audenne : Inances : M. Frans Andries sen : sgriculture et pêchs : M. Alphoms Van Der Stes : enseignement et sciences : M. Petinenburg : affaires sociales : M. Wülem Albeda ; transports et travaux publics : M. Daniel Tutinman ; santé publique et environnement : M. Leendert Cinfaar ; logement et aménagement du territoire : M. Pieter Beelaerts Van Bloriand.

Calendrier des fêtes nationales

16-30 JANVIER 26 AUSTRALIE Fête nationale 26 INDE Fête nationale 141-15 FEVRIER

1 SRI-LANKA 6 NOUVELLE ZELANDE Pète de l'indépendance Fête nationale

E les clore

AFRIQUE

1.31

1.1.27.

4: 4:1⁻⁴¹

imes F Para

andication
Manning
Manning
Manning
Male Book
Male Book
Male Lee
Fine Fire
Fine Fire
Lee
Fine Fire
Manning
Mann atine : de a co-

riens Section relate a group N-UNIS TO THE REPORT OF THE PERSON OF T

j i i i i um i ji

NTHEES

trique era to segment de service.

7 des droits
4. Fraser state Carter si loam Chomet, rique la lue rece de service.

— AFRIQUE AUSTRALE : Le projet de parte militaire dans l'Atlantique sud et ses tonséquences dans les relations entre Pretoria et l'Amérique latine, Robert A. Manning (MARS). — Les moyens de changement en Afrique australe, Denis Martin (Etnde bibliographique, JUILLET). — Négociations en vue de l'établissement de colons blancs d'Afrique australe en Amérique du Sud, Armand et Michèle Mattelart (SEPTEMBRE). — Enjeux économiques et luttes de libération en Afrique australe (SEPTEMBRE). e NAMIBIE : Les enjeux écono-miques de l'indépendance de la Namible, Bobert A. Manning (JANVIER).

(JANVIER).

AFRIQUE DU SUD: L'Afrique du Sud sours la dictature et la révolution, Claude Maillassoux; Les réserves Bantoustans-« Homelands » (SEPTEMBRE). — L'Afrique du Sud en sursis un an après Soweto, Howard Schissel (Stude bibliograph 1 q u e. SEPTEMBRES). — La Conscience noire : de la nonviolence à l'interdiction, René Lefort (NOVEMBRE). - CONGO (Rép. pop. du) : Lutte our le pouvoir. Hugues Bertrand

pour le pouvoir. Hugues Bertrand (MAI).

— ETHIOPIE : L'Ethiopie, cler de nouvel équilibre en mer Rouge, Gérard Challand (JUILLET). — La gauche éthiopienne face au pouvoir militaire, Olga Kapellouk (Etude bibliographique, DECEMBRE). - KENYA : Le Kenya, plon ou allié de l'Occident ?. Denis Martin (reportage, FEVRIER).

- MAROC : voir rubrique Sahara occidental.

- MAURITANIE : voir rubrique Sahara occidental.

— NIGEE: Un village du Niger

Deux solutions au problème de la famine en Afrique : la mobilisation des masses paysannes et la formation de cadres ruraux efficaces, Prançois de Ravignan (AOUF). — En Afrique noire : distanciation et œcuménisme à l'égard des autres groupes du monde islamique, Pierre Alexandre (cf. dossiers », AOUT). — Les multinationales et l'Afrique, Denis Martin (Etude bibliographique, OCTOBRE).

devant les experts occidentaux, François de Ravignan (NOVEMBERE).

- NIGERIA: Tournant spectaculaire dans les relations entre washington et Lagos, Suranne Crouje (étade, DECEMBERE).

- RWANDA: Les problèmes d'une Afrique s'différente v au Rwanda, Jacques Chevrier (AVRIL).

- SAHARA OCCIDENTAL: La Mauritanie dans l'engrenage saharien, Howard Schissel (JUIN).

- La stratégie du Front Polisario face à sea advensaires directs et à leurs protecteurs, Raoul Wearsteen (AOUT).

- SENEGAL: Socialisme du verbe dans une économie dépendante, Howard Schissel (MARS).

- TANZANIE: Resserrement des lieus entre le continent et les lies, Denis Martin (MAI).

- ZAIRE: La fiction rairoise: Internationalisation du conflit, Robert A. Manning; Effondrement de l'économie et corruption du ponvoir, Jean Expenann: Impulsance des différentes organisations d'opposition, René Lefort: Bilan diplomatique de l'une dictature, Micheline Paunet (a Zaire, le pouvoir à la portée du peuple n de C. Kamitatu-Massembs); Le cycle infernal de l'endettement; L'attitude des Etats-Unis dans la nouvelle guerre du Shaba; Les organes du popuoir (encadrés, MAI). — Relations difficiles entre le président Sadate et l'armée égyptienne après l'annonce d'une aide militaire du Caire au régime Mobutu. Marie-Christine Aulas (JUIN).

— ZIMBABWE (Rhodésie): De la Rhodésie au Zimbabwe: le rôle des multinationales, Martin Bailey (SEFTEMBER).

REPORTAGES ET ENQUÊTES

• Guerre contre les élites en Amérique latine, Hugo Neira (enquête, JANVIER).

• L'Argentine sous la botte : le rôle des militaires argentins dans la stratègie américaine pour l'Atlantique sud (enquête, JANVIER).

• Eldridge Cleaver : le retour de l'enfant prodigue, T.D. Allman (enquête, FE-VRIER).

• Les églises catholiques et le pouvoir militaire en Amérique latine, Jean-Pierre Clere (étude, FEVRJER).

● Le Kenya, pion ou allié de l'Occident? Denis Martin (FEVRIER). • Le capitalisme contre la Maurice T.

démocratie, Maurice T. Maschino (enquête, MARS). ● Le rôle politique et éco-nomique de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe, Marieistine Aulas (enquête,

AVRIL). • Les Palestiniens dans (AVELL). ● En dépit d'une relance

des négociations, renforce-ment de la partition de fait de Chypre, Marcel Barang; Reconstitution des évêne-ments de 1963, Dimitri Andréou (enquête, JUIN). ● La Martinique : une société morbide et ses pul-sions, Edouard Glissant ;

Choc brutal entre une économie fragile et la métropole.
Jean Crusol; Masques et mécanismes de la dépossession, Roland Suvelor (étude,

● Les rivalités irano-sacudiennes dans le Golfe : une conséquence de la doc-trine stratégique américaine, (enquête, JUILLET).

● La Thailande ou la fragilité de la manière forte, Marcel Barang (AOUT).

● « Socialisme » autoritaire en Roumanie, Maurice T. Maschino et Fadéla

M'Rabet (OCTOBRE). • Le Fonds monétaire « gendarme » du grand capi-tal, Julia Juruna (è t u d e, OCTOBRE).

● M. Carter et la limita-tion des livraisons d'armes à l'étranger, Michael T. Klare (étude, NOVEMBRE). Des lézardes dans la

laçade démocratique en Co-lombie, Bernard Cassen (NO-VEMBRE). Tournant spectaculaire dans les relations entre Washington et Lagos, Su-nance Cronje (étude, DE-CELDE)

CEMBRE). ● La gauche française et les contestataires soviéti-ques, Yves Hardy et Pascal Gabai (enquête, DECEM-BRE).

PROCHE-ORIENT

Nationalisme et révolution dans le monde arabs : bilan d'un échec, Tahar Ben Jelloun (Étude bibliographique, JUILLET). CONFLIT ISRAELO-ARABE, - PALESTINIENS.

CONFILT ISRARIO-ARABE. — PALESTINIERS.

Les Israéilens face à l'O.L.P., Amnon Rapeliouk; Le gouvernement de M. Rabin et la réuniou du Consci national palestinieu du Caire, Amos Renan (encadré, MARS). — Les Palestiniens dans l'étau, T.D. Aliman (réportage, AVRIL). — Le président Carter et le Proche-Orient. Noam Chomaky (AVRIL). — Politique des é faits accompis a dans les territoires occupés et volonté annexionniste d'Israél. Amnon Rapellouk (JUIN). — Nouvelle étape dans la dégradation des relations entre Washington et Jérusalem, Jean Gueyras; Le complot anti-palestiniem du monde arabe. Michel Ramel; accélération de l'implantation israélleune dans les territoires occupés, Amnon Rapellouk (OCTORRE). — Selon la presse américaine : ombre sur les efforts de paix au Proche-Orient (encadré, MOVEMBRE). — Au Proche-Orient : de l'affrontement à la convergence, Amnon Rapellouk (DECEMBRE). Amnon Kapeliour (DECEMBRE).

- EGYPTE: Le retus de l' « apartheid économique » en Egypte, Mohamed Sid-Ahmed (MARS). - Relations difficiles entre le président Sadate et l'armée entre le président Sadate et l'armée égyptienne après l'annonce d'une aide militaire du Caire au régime Mobutu, Marie-Christina Aulas (JUIN). — Le nonvel étan des frères musulmans, Dr Abdel Asim Ramadan (cf. « dossiers », AOUT). — L'Egypte et l'UNESCO. Charles Zorgbibe (Becherches universitaires, SEPTEMER!). — Les effets de la visite du président Sadate à Jérassiem, Marie-Christine Aulas (DE-CEMBRE). — ISRAEL: Crise économique en Israél en raison du poids des dépenses militaires et des emprunts

à l'étranger. Amnon Espellouk (JANVIER). — Concurrence d'Etats clients des Etats-Unis dans le domaine de l'industrie militaire (encadré, PEVRIER). — Montée de la droite et dissensions du partitravailiste. Am non Espellouk (AVRIL). — Avec la victoire de la droite, incertitudes sociales et nouveau risque de guerre, Amnon Espellouk (JUIN). — La crise du mouvement travailliste, Amnon Espellouk (JUILET). — Le gouvernament israélien face aux pressions américaines, Daniel Amit (OCTOBRE) — La nouvelle politique économique du Likond. Meir Merhav (DECEMERE) — C.I.A et le roi Hussein (encadré, MARS).

- ARABIE SACUDITE: Le rôle politique et économique de l'Arabie Sacudite dans le monde arabe, Marie-Christine Aulas (enquête, AVRIL); - Les rivalités francsacudiennes daus le Golfe: une conséquence de la doctrine stratégique américaine, Marc Pellas (enquête, JUILLET).
- BANGLADESH: L'instabilité du Bangladesh. Denzil Peiris (DE-CEMBRE).

- CAMBODGE : Premiers signes d'une timide ouverture au monde extérieur, Nayan Chanda (MAI).

extérieur, Nayan Chanda (MAI).

— CHINE: Le sens de la crise chinoise, Roland Berger (JANVIER).

— L'évolution des rapports entre la Chine et les Etats-Unis, Banning Garrett (JANVIER).

— Comment percevoir la China dans sa complexe réalité, Jean Daubier (MARS).

— L'impératif du redressement économique, Jean Daubier (SEPTEMBRE).

— Durcissement de la lutte contre les a quatre », Jean Daubler (DECEMBES).

— CHINE-URS.S.; voir URS.S.

— CHINE-U.R.S.S.: voir U.R.S.S.-CHINE, page 28.

— COREE (Bép, pop. dém. de) :
La « Kimifaunite » (encadré, MAI). — COREE (Rép. de): Révision de la politique américaine en Corée, Alain Bonc (JUIN).

Transfert gratuit d'équipement militaire américain en Corée du Sud (escadré, NOVEMBRE). - GOLFE : voir rubrique Arable

Saoudite.

INDE: Une équipe mai soudée partagée entre ses engagements sur l'élimination de la peuvreté et les privilèges d'une élite minoritaire, Denzil Peiris (cl. « dossiers », OCTOBRE).

TOBRE).

— INDONESIS: La regue de la terreur, Jean Gulivont (FEVRIER).

— La « développement du sous-développement » en Indonésie, Jean-Jacques Gugenheim (AVRIL). — IRAK : La fiction de l'auto-nomie au Kurdistan trakien. Chris Kutschera (AOUT). — IRAN : Les rivalités irano-

conséquence de la doctrine straté-gique américaine, Marc Pellas (enquête, JUILLET).— Le rôle exceptionnel de la religion en Iran, Nikki Keddie (cf. « dossiers a, - JAPON ; Le malaise de la ganche japonaise, Philippe Pons (AOUT).

— PAKISTAN : Persistance de la popularité de M. Rhutto et aggra-vation des antagonismes ethniques, Egbal Ahmad (cf. z dossiers z, OC-

- SEI-LANKA : Fin d'une stra-tégie de « passage pacifique au socialisme s. Mohan Bam (et « dos-siers », OCTOBRE)

- TIMOR-ORIENTAL: La situa-tion à Timor-Oriental après dix-huit mois de guerre, José Ramos-Horta; Les armes du massacre, Sarge-Christophe Kolm (JUHLET). Serge-Christophe Kolm (JUILLET).

— VIETNAM: Les trois pillers de la lutte contre le sous-développement, Nayan Chanda; Les relations entre Français et Vietnamiens, professeur André Roussel (MARS).

— Priorité à la relance de la production agricole, Nayan Chanda (NOVEMBRE).

OCÉAN INDIEN

-- COMORES : Decentralisation et lutte anti-féodale aux Comores, Philippe Leymarie (NOVEMBRE). - ILE MAURICE : Irruption d'un mouvement populaire militant à l'Ile Maurica, Sélim Turquié (JUILLET).

- THAILANDE : La Thallande ou la fragilité de la manière forte. Marcel Barang (reportage, AOUT).

Numéros non distribués dans certains pays

Au cours de l'année 1977, la mise en vente du Monde diplomatique a été interdite dans les pays suivants:

- MAROC: Comme toutes les publications du Monde à l'exception du Monde des philatelistes, le Monde diplomatique est interdit au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977.

- IRAN: Numéros de mars et avril, dans lesqueis figuralent des articles comportant l'appellation e golfe Arabo-Peralque >

- ZAIRE: Numéro de mai, contanant plusieurs articles sur e La fiction zafroise >:

- REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO: Numéro de mai (article sur e Congo la lutte ,our le pouvoir >).

- ECYPTE: Numèros de juin (article sur e L'aide du Caire au régime Mobutu, le président Sadate et son armée >) et de juillet (probablement pour l'article « Rivalités trano-saouliennes dans le Golfe »).

Hannes dans la Golfe »).

CINÉMA POLITIQUE

 Une semaine de cinéma cuboin, Ignacio Remonet (FE-VRIER).

• « Raid sur Entebbe » et « Victoire à Entebbe », films d'I. Kershner et de M. Chomsky, Ignacio Ramonet (FE-

 Héros américains de télévision, Ignacio Ramonet, Marc Vernet, Armand Mattelart (FE-

● « Le Jardin de pierres », de Parviz Kimiavi, Ignacio Remonet (MARS)

• « Etnocidio », de Paul Leduc, Ignacio Ramonet (MARS). ● Voix de la théorie, Ignacio Ramonet, Marc Vernet, Marc Ferro, Thomas H. Guback

● « Giacomo Matteotti », de Florestano Vancini, Ignacio Ramonet (MARS)

■ La puissance de la presse vue sur le plan cinématographique, Ignacio Ramonet (cf. dossiers >, MAI),

 Documentaristes, Ignacio
Ramonet, Alain Bergala (MAI),

• « Emitaï », de Sembene Ousmane, Ignacio Romonet UUIN).

● « Soleil des hyènes », de Ridha Béhi, Ignacio Romonel UUILLET).

Sanjinės, Igracio Romanet (JUILLET).

● « Hors d'ici », de Jorge

◆ « Vingt-cinq », de Celso Luccas et José-Celso Correa, Ignacio Rumonet (JUILLET).

 e L'histoire m'absoudra ». de Gastana Pagana, Ignacia Romanet UVILLET).

• Images d'enfants, Ignacio Ramonet, Pascal Koné, Michèle Mattelart UUILLET).

 Nucléaire: danger im-médiat », de Serge Poljinsky, Ignacio Romonet (JUILLET). Ecrons arabes, Ignacio

Romonet, Diane de Saint-Mathies (AOUT). Au Festival de La Ro-

chelle : cinémas et sociétés, Ignacio Ramonet (AOUT). Un peuple, un canol »,

de Jean-Louis Berdot, Ignacio Remonet (SEPTEMBRE). Superproductions, Ignacio Ramonet, Noëlle de Chambran

(SEPTEMBRE). Décombres gauchistes, Ignacio Ramonet, Serge Tou-biana, Serge Daney (OCTO-

BRE). Contre les cultures im-périoles, Ignacio Romanet, Pe-ter Limqueco, Luis Nieves-Falcon, Armand Mattelart. (NOVEMBRE).

● « Nous sommes tous des juifs arabes en Israēl », d'Igal Niddam, Elie Elmaleh (DE-CEMBRE).

● « Ceddo », de Sambane Ousmone, I g n a c i o Ramonet (DECEMBRE).

● «La guerre de pacification en Amazonie », d'Yves Billon, Ignacia Ramonet (DE-CEMBRE

 ■ Continuer à vivre », d'Antonio do Cunho Telles, Ignacio Ramonet (DECEMBRE). • Images d'intervention, Ignacio Ramonet et Noëlle de Chambrun (DECEMBRE).

POLITIQUE ET LITTERATURE

● « Clandestine » et pourtant vivante : la droite littéraire, Georges Laffly (FEVRIER).

 Le roman policier Union soviétique, Fédor Tchap-tchakhov (MARS).

 Les romanciers malades la presse, Heari Gibier (MAI).

 Paysans du tiers-monde dans les villes blanches, Mi-cheline Paunet (SEPTEMBRE).

• La dictature dans le roman latino-américain, Ruben Bareiro-Saguier (OCTOBRE),

 Science-fiction et rêve de 'Etat, Yves di Manno (NO-VEMBRE).

PAGE DES LIVRES

COMPTES RENDUS D'YVES FLORENNE

— « Au-delà de la crise »,
d'Alain Touraine (FEVRIER).
— « Plaidoyer pour l'Europe
décadente », de Raymond Aron
(MARS).
— « La résistance sans hé-

- « De la France », de M.-A. Macciocchi (AVRIL). -- « L'Etat-spectacle », de

Boger-Gérard Schwartzenberg — « La frontière et le texte », d'Yves Delahaye (JUIN). — « Seule une écologie socia-liste », de René Dumont (JUILLET)

- « La résistance sans hé-rolsme », de Charles d'Aragon (SEPTEMBRE). - « L'Europe suicidaire », de Léon Poliakov (OCTOBRE).

- a L'avenir est notre affaire s. de Denis de Rougemont (NOVEMBRE) - « L'Europe interdite », de Jean-François Deniau (DE-CEMBRE).

AUX GLOVETTES LA SAISON DURE TOUTE L'ANNEE Mieux qu'une simple rési- Parce que les Glovettes, c'est dence à la neige, un studio dans le Vercors, et à 5 mn ou un appartement aux Glovettes c'est : de Villard-de-Lans, et dans le Vercors le saison dure vettes c'est: Le aki de piste, le ski de fond... En hiver (les téléskis de le Côte 2000 sont aux piede de l'immeube). vettes c'est : pieds de l'immeuble). ou en prêts - La pêche, la spéléo, les person ballades en forêt... Au prin-temps. 80 %. 4 La montagne, la piscine... En été. • Le cheval, le tennis... En

les glovettes

PANORAMA MER IMPRENABLE Appartements inédits, 3 à 5 pièces séjours 30 à 45 m², terrasses avec barbecue LES GRANDS ESPACES

, Corniche Flauria (près 148 evenue Lanterna) - 06200 MICE VOTRE RESIDENCE-CLUB 3ème AGE à NICE Dans le plus beau quartier résidentiel de la ville de Nice, au calme et à l'air pur, à 8 min. de la Promenade des Anglais LES JARDINS FLEURIS DE FABRON

188, avenue de Fabron - 06200 NICE - Tél. (93) 83.93.24 Tous services de ménage, restauration, santé, loisirs parlaitement assuré Rens, à Nice et à Paris : Ste GRECO, 10, rue Trellhard. Tèl. 292.22.11 SUR LA COTE D'AZUR ET EN CORSE 4 VILLES, 4 PROGRAMMES

un promoteur: la S.E.T.F.E.l. à CANNES, dans un parc avec piscine. Résidence-Club Abadie - a services complets (équipe ménagère, restaurant, salons), studios, 2 ou 3 pièces. (93) 47.37.17.

A CAGNES-SUR-MER, "Les Heures Claires " - à 300 m du bord de mer et des plages, des appartements à partir de 3.200 F le m2. (93) 31.00.23.

à VILLEFRANCHE-SUR-MER, dominant l'une des plus belles baies du monde. Las Restangues - appartements de très grand standing, avec jardins et piscine. (93) 55.39.49.

en CORSE (à 31 km de Bastia), " Marina di Fiumalto" - charmantes maisons construites sur une plage de

sable fin. (95) 36.92.95. S.E.T.F.E.I. - 29, rue Pastorelli 06000 NICE - Tél. : (93) 85.28.82 SAINT MANDRIER (Côte Varoise)

Loin de la foule, au coeur d'un parc fleuri de 5 ha avec tennis et aires de jeux pour les enfants. VIV les petits immeubles de la Pinède Saint Georges s'ouvrent largement sur la Méditerranée.

De nombreuses familles ont déjà été séduites. Pourquoi pas yous ? Livraison immédiate. Possibilité de location. 🖁

Rens. sur place (7 jours sur 7) - Tél : (94) 94 97 03 Rens. à Paris, 47 avenue Hoche (8e) - Tél : 924 45 63

En plein cœur de la Côte d'Azur, à Mandelieu lering Gottage votre villa sur la Siagne accès direct à la mer, piscine, sennis, chib house FRANCO-HOLLANDAISE - Bureau de vente sur place : quartier des Termes, bd. des Ecureulls Mandelieu - Tél. (93) 47.62.88

ريخ يوري يونو الانتجاب بوجو بخراكر Je suis sensible au charme de Vence (Côte d'Azur).

au calme de cette cité médiévale, à la douceur du climat, au style provençal et aux collincs boisées qui l'entourent,

envoyez moi votre documentation sur le Domaine des Arts.

A renvoyer à Domaine des Arts 295, Av. Joffre 06140 VENCE Téléphone : (93) 58.11.03

A resource a :

S.C.I. Lee Glovettes, 38263 Villard-de-Lank

161. /78/ 95.10.75 / 95.11.47 LM Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA: 271 32 55

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

affirmative, tout discours constitutif. Impossible de parler, d'écrire, sans être supposé servoir. Le droit d'expression se transforme en devoir d'assertion. On préfère les réponses, même sans questions, aux questions, même sans réponses. Quelle force dans la contrainte sociale qui oblige à se faire marchand de vérités tout un chacun sociale qui oblige à se taire marchand de vérités tout un chacun dont la profession est de penser, et l'oblige à endosser à chaque instant les costumes intellectuels de riguear! A voir certains se hâter de certitude en certitude contradictoires, il vient le désir de proposer, au lieu de dialectiques roublardes et précipitées, une maïeutique naïve et patiente.

Car il n'est pas de réflexion véritable qui ne finisse par poser plus de questions qu'elle n'en résout. Une activité de pensée,

scientifique ou artistique, peu importe, ne prend sens que par les certitudes qu'elle réfute, par les préjugés qu'elle ruine — fussentils caux sur lesquals elle est fondée. Nombre de chercheurs sont, tôt ou tand, confrontés à des interrogations redoutables, souvent anciennes et élémentaires, longtemps tenues pour réglées, qui juillissent à nouveau du cour même de travaux locaux et spéciaiés, pour remettre en cause toute une vision du monde. Métaphysiques ou politiques, il est d'usage de n'avouer ses perplexités qu'à l'abri des réponses, mêmes provisoires, que leur fourait tel ou tel système de prêt-à-penser. Oserons-nous avancer à découvert retrouver le questionnement, avouer l'ignorance et revendiquer

'AI peur des centrales nucléaires beaucoup moins à cause des danbeaucoup moins à cause des dangers d'accident que de leur possible
fonctionnement normal. J'ai peur,
non tant parce qu'elles menacent
de ne pas marcher, mais parce qu'elles
pourraient blen marcher — et que je he
comprends pas pourquoi. Devant des systèmes complexes et gigantesques, intégrant
des tonnes de béton, des myriades de minuscules transistors, des kilomètres de tubulures, échangeant des flux d'électricité, de
vaneur et d'arrent, reposant sur le trayail vapeur et d'argent, reposant sur le travail de milliers d'ouvriers et ingénieurs, les déci-sions de centaines de politiciens et technode milliers d'ouvriers et ingénieurs, les décisions de centaines de politiciens et technocrates, le vertige me prend. Je ne comprends
pas pourquot « ça marche », parce que je ne
comprends pas comment. Physicien, je
connais pourtant les principes de l'énergie
nucléaire, ceux de la thermodynamique,
ceux de l'électricité — l'al le privilège de
possèder presque tout l'arsenai nécessaire
à la compréhension théorique du fonctionnement d'une centrale nucléaire. Théorique seulement : c'est qu'il y a loin des
principes à leur mise en œuvre, des livres
de physique et leurs équations aux réscteurs et leurs barres de contrôle. De la
physique théorique à la physique expèrimentale, déjà un hiatus; de la physique
à la technologie, un gouffre. Que sais-je
de la métallurgie, de l'électronique, de
l'hydrodynamique appliquées — sans parler de la plomberie et de la maçonnerie —
qui se réalisent dans une centrale nucléaire
au même titre que la physique fondamentale? Comment donc parler de compréhension lorsqu'il s'agit d'une prise aussi
unilatérale (du côté de la théorie) et partielle (du point de vue de la physique)
sur la réalité?

Ce qui pourrait n'être qu'anxiété person-nelle, due à l'insuffisance de mes moyens individuels, se transforme en interrogation universelle husque je réalise que personne ne possède cette compréhension qui me manque. Les plus impliqués dans une entreprise de cette ampleur n'ont chacun qu'une prise de cette ampleur n'ont chacun qu'une vue extrèmement limitée: l'ingénieur métallurgiste ne sait rien sur les normes de sécurité du béton, le spécialiste de la radio-protection ne connaît pas les problèmes d'échange de chaleur à haute température, et les administrateurs du projet n'en maîtrisent que l'organigramme de papier. Il n'y a plus de perception globale possible.

tielle (du point de vue de la physique) sur la réalité?

PRINCIPES théoriques, réalisation pra-tique, organisation sociale, autant d'aspects séparés. Rien là qui soit particulier à l'électronucléaire : il ne fait que porter à un degré supplémentaire la socialisation machinale de la technologie naugurée au dix-neuvième siècle par le capitalisme. C'est sans doute avec les voies ferrées, puis les réseaux de distribution de l'électricité qu'apparaissent pour la pre-mière fois des objets techniques d'échelle proprement surhumaine. Les machines à vapeur, les automobiles elles-mêmes (en leurs débuts au moins), restent à portée de main individuelle : leur fonctionnement, entretien, réparation (sinon leur produc-tion), peuvent encore être maîtrisés par l'artisan ou l'amateur isolé. Mais l'étendue spatiale et la complexité organisationnelle du chemin de fer, de l'électricité ou du téléphone, avant même leur sophistication technique, en font des systèmes directetechnique, en iont des systemes directe-ment sociaux. La maîtrise et la connais-sance des processus y échappent au tra-vailleur individuel, sans que personne ne les récupère; à la différence de la manu-facture ou même de l'usine traditionnelle, elles se diluent dans la structure collective et perdent jusqu'à leur signification propre.

La compréhension alors fait place à l'appréhension. On a déjà exprimé autrefois l'appréhension. On a déjà exprime autrefols devant le développement de ces nouvelles technologies, les mêmes craintes, les mêmes refus que devant le nucléaire. En apparence, peur des risques, et des dangers : en réalité peut-être, peur du succès. A cet égard, les partisans du nucléaire n'ont pas tort, qui assimilent leurs adversaires écologiques à ceux, naguère, du chemin de fer. Ils peuvent même avoir raison quand ils affirment que, comme le chemin de fer, le nucléaire saura surmonter ses prohlèmes de sécurité et deveair fiable. Mais on peut accepter cette argumentation pour la retourner : si le chemin de fer n's pas

coupables. Quand le barrage de Malpasset se rompt, on peut déceler une fante pro-fessionneile chez l'architecte, ou quand la vanne d'Ekofisk déverse son pétrole dans ia vanne d'Ekofisk deverse son petrole dans la mer du Nord, impliquer un technicien maladroit. Mais la disproportion entre l'effet et sa cause présumée rend l'imputation proche de la conjuration magique: le bouc émissaire est toujours là pour prendre en charge et concentrer la culpabilité diffuse et confuse du corps social. Autant vaudrait accuser et trainer devant les tribueurs la neulle dens l'acter on la les tribunaux la paille dans l'acier, ou la faille dans le béton. Comment exiger d'une machine humaine un fonctions sans défaillances qu'on n'espère d'aucun

Sans savoir quand comment...

🕶 Par JEAN-MARC LEVY-LEBLOND * 🖛

étouffé les voyageurs dans ses tunnels ni provoqué de pleurésies dans ses wagons, qui oserait affirmer que son coût social fût nul? C'est tout le tissu national qui en a été bouleversé, les relations ville-cam-pagne, le poids économique des régions, l'organisation interne des cités, etc. — sur une échelle certainement imprévue par les plus visionnaires des anôtres du morès plus visionnaires des apôtres du progrès

La distribution généralisée de l'électricité, la circulation automobile, le téléphone indi-viduel, la télévision à domicile : autant d'exemples analogues, où les technologies nouvelles contribuent toujours à accentuer les traits les plus marquants de la société qui les met en œuvre : disjonction de la production et de la consommation, atomiproduction et de la consommation, atomi-sation de la vie sociale en activités dis-jointes (travail, loisir, repos), distension des liens historiques et géographiques, perte de toute autonomie personnelle et aggravation de la dépendance institution-nelle, etc. Il s'agit donc moins de refuser le progrès ou de le nier que de le consi-dérer comme purement tautologique : la roue de l'histoire avance certes, mais dans la direction très particulière déterminée par l'ordre social.

E fonctionnement désormais machi-nique de tout système socio-tech-nique, tel l'électronucléaire, entraîne nique tel l'électronucléaire, entraîne la dissolution de toute notion de responsabilité. Puisqu'il n'y a plus de vue d'ensemble du projet, plus de contrôle global, les décisions ne sont plus que ponctuelles (politiques ou économiques ou techniques, séparément) et deviennent automatiquement irréversibles : chacun peut s'abriter derrière un ordre, ou une inditation, venu de plus haut, ou d'à côté. Les cuvriers obéissent aux ingénieurs, les ingénieurs appliquent les décisions administratives, les politiciens s'en référent aux experts, les experts arguent des nécessités techniques, et il devient impossible de rompre cet enchaînement, de s'opposer à l'inertie d'un système dont l'existence est le seul argument pour sa perpétuation et sa argument pour sa perpetuation et sa croissance.

Dès lors, les accidents inévitables n'ont jamais de responsables, tout au plus des

engin mécanique ? Et voici que l'on est conduit au fatalisme, plus inacceptable encore que l'exorcisme. C'est pourtant bien cette absence de réaction qui est désormais la nôtre, par exemple devant les disaines de militers de victimes annuelles de l'automobile : « personne n'y peut rien ». C'est vrui. Et n'est-ce pas une raison largement suffisante pour refuser toute extension du réseau sociotechnique qui nous enserre ? Chaque innovation technologique que nous acceptons, nous la paierons sans suroir quand, ni comment. Mais ce coût inévitable, nous avons désormais la certitude de son exisavons désormais la certitude de son exis-tence au moins. Devant l'inéluctabilité tence au moins. Devant l'inèluctabilité des accidents, l'attentisme pourrait prendre le pas sur le fatalisme et l'on en viendrait à espérer les catastrophes majeures qui, enfin, révèleralent la vraie nature de ce progrès et le condamneralent. Il faudrait alors se réjouir de la disparition progressive du contrôle social sur la technostructure et de l'accroissement corrélatif de sa vulnérabilité. Plus élevée sa complexité plus nombreuses les causes sa complexité, plus nombreuses les causes de défaillances, plus imprévisible leur nature. Que tel réacteur nucléaire de puissance soit gravement endommagé et puissance soit gravement endommage et demande des mois de réparation à cause d'un incendie provoque par la vulgaire bongie utilisée par un technicien pour vérifier les circuits dans un recoin obscur ne démontre-t-il pas l'inévitable fragilité des monstres techniques, condamnés à mort par leur gigantisme même, comme les grands reptiles de l'ère secondaire? Mais cet optimisme cynique est inacceptable. La politique du pire n'est pas seulement inefficace en pratique, elle est également erronée en théorie. Car les défaillances du système, fautes des hommes ou défauts des machines, si elles provoquent, de temps à autre, la catastrophe, sont aussi et d'abord ce qui en assure le fonctionnement normai. Au niveau de complexité atteint, le respect assure le fonctionnement normal Au niveau de complexité atteint, le respect absolu de toutes les contraintes imposées, limites de tolérance techniques ou normes d'organisation administratives, entrainerait immédiatement le blocage de la ma-

* Maître assistant de physique à l'université de Paris-VII.

EST une caractéristique des systèmes Complexes que leur relative immunité par rapport à leurs déficiences, mieux, la nécessité du rôle qu'elles y jouent. Ce qu'ils perdent, un peu, en fiabilité et en sécurité, ils le gagnent, beaucoup, en souplesse et en adaptabilité. Aucun mécanisme ne peut fonctionner s'il ne dispose d'un certain jeu. Tout système complexe ne fonctionne que par ses écarts à ses normes propres. Nos analyses théoriques n'ont pas encore envisagé dans toute son ampleur cette éfficacité de la déjaillance, cette fonctionnalité du dysonctionnement.

Notre système social dans son ensemble en offre peut-être la meilleure preuve Ainsi, voici quand même plus d'un siècle que Marx l'a démontré : le capitalisme ne peut durer, il est condamné à court terme. Devant l'évidente faillite de la conclusion, on a essentiellement critiqué la démonstration. Et s'il fallait plutôt incriminer sa prémisse, et reconnaître que le système social actuel n'est pas le capitalisme, pas tout à fait ? Plus même qu'aux innovations hétérodoxes que le capital a acceptées pour se maintenir (telle la planification étatique), le pense aux diverses formes sociales extérieures ou antérieures au règne du capital et qui jouent néanmoins un rôle majeur dans sa stabilité, comme, au premier chef, le sa stabilité, comme, au premier chef, le travail domestique non rétribué des femmes. Il faudrait alors reconnaître que, maigré son extension continue, la sphère maigre son extension continue, la sphère du capital n'est pas homogène, mais comprend des lacunes et des failles, nécessaires à sa vitalité. La persistance et la récurrence de composantes archaïques au sein du système capitaliste s'expliqueraient ainsi par la nouvelle fonctionnalité qu'elles y trouvent (on gagnerait sans doute beaucoup à emissager sous cet angle la situacoup à envisager sous cet angle la situa-tion d'un pays comme l'Italie). Inverse-ment, l'échec des tentatives socialistes jusqu'à présent ne serait-il pas dû à leur volontarisme hégémonique, et l'immohi-lisme de leurs sociétés à l'impossibilité d'assurer le contrôle absolu d'une machine cocièle en fonctionnement effecté (1). 2 On d'assurer le controle absolu d'une machine sociale en fonctionnement effectif (1)? On comprendrait alors que le marxisme n'ait d'efficacité que critique. Sur un plan moins théorique, et à titre d'exemple, le refus d'affronter ce problème explique peut-être aussi la résistance des travalleurs devant cette forme suprème de la critique sociale prestique la graite du leurs devant cette forme supreme de la critique sociale pratique, la grève du zèle. C'est que, en démontrant l'impossibilité d'assurer le trafic aérien dans le respect absolu de ses règles de sécurité, les aiguilleurs du ciel subvertissent la notion de contrôle social en général, bien au-delà de l'ordre capitaliste momentanèment mis en cause.

AIS les organisations syndicales ou politiques aspirent moins à la destruction du pouvoir qu'à sa prise. A ce têtre, elles ont besoin de s'appuyer sur un projet i déal de réorganisation sociale : il s'agirait de substituer à l'ordre capitalista capitaliste, mauvais car insuffisamment ordonné. (certains parient volontiers de son « anarchie »), un ordre nouveau, plus rigoureux. Un renforcement des contraintes qui régissent la machine sociale, un meilleur contrôle, seraient nécessaires et possibles. Mais les grèves du zèle réfu-tent par l'absurde cette illusion, d'où la réticence à y recourir. Enfin, la même idée — l'efficace de la faille — ne vaut-elle pas pour les systèmes de pensée ? Plutôt que d'ironiser sur les contradictions et déficiences de telle théorie, on devrait aiors reconnaître qu'elles senies lui assu-rent un fonctionnement productif. On accepterait aussi l'hétérogénéité intrinsèque de toute doctrine, et on éviterait de la critiquer en lui imposant une homogé-néité artificielle, visant ainsi une cible trop facilement atteinte. Nous en sommes là, peut-être. Une nouvelle parole se chercherait. La rhétorique deviendrait (avec l'éthique ?) une forme essentielle de la politique. Il s'agirait de pratiquer une dialectique sans casuistique, une tolérance sans passivité, une pluralité sans éclectisme, une rigueur sans cohé-rence. rence.

(1) Naturellement, la conclusion logique de ces développements est la remise en cause de la notion même de système social, et plus généralement de toute pensée systèmique.

Dans ce numéro :

PAGE 2:

L'eurocommunisme et la crise de la gauche par Lilly Marcou. Suite de l'article de Jean Ziegler sur la social-démocratie.

LA CONVENTION EUROPEENNE POUR LA REPRESSION DU TERRORISME: Recul du droit et « vestiges d'inculture ». - Le glas du droit d'asile? par Héribert Golsong.

PAGE 4:

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine (un livre de Joseph Comblin), par Jean-Pierre Clerc.

L'acteur et le système », ou l'art d'évacuer les rapports de classes,

PAGE 5:

LA JUNTE CHILIENNE EN QUETE DE LEGITIMITE, par Armando

PAGES 6 à 8:

VERS UN NOUVEL ORDRE REGIONAL AU PROCHE-ORIENT Réticences arabes et perspectives de règlement séparé. Les points de vue d'un député israélien : Amnon Rubinstein ; d'un intellectuel égyptien: Mohamed Sid-Ahmed: d'un Palestinien de Cisjordanie: Bachir Barghouti. — L'alliance conflictuelle entre la Syrie et les Palestiniens. par Sálim Turquie.

POLITIQUE ET LITTERATURE : La poésie palestinieme, par Tahar Ben Jellonn

Le Soudan, grenier du monde arabe? par Christophe Batsch. L'intégration économique des pays arabes est-elle possible? par Xaviar Graffe. — Suite de l'article de Patrice de Bear sur les échecs d'une politique antisubversive en Asie.

PAGE 12:

La Guinée-Bissau après le III. congrès du P.A.I.G.C., par Howard L' « internationalisme libéral » à la conquête de l'Afrique australe, par Micheline Pannet.

PAGES 13 à 18:

LA JUSTICE EN QUESTION : Le juge, le marchand et le débiteur, par Yves Dezalay. — Le patron introuvable, ou le règne de l'irrespon-sabilité, par Bernard Rettenbach. — La délinquance, un ordre nécessaire et bien utilisé, par Pierre Lascoumes. — Fétichisme du droit et mode de production, par Michel Miaille. — Le développement de la société bourgeoise et le dépérissement du droit, par Henri Nallet et Claude Sarvolin — La mariage et le travail par Henri Nallet et Claude Servolin. — Le mariage et le travail non rémunére, par Christine Delphy. A quoi, à qui servent les prisons? par Maurice T. Maschino.

PAGE 19:

Les grandes idéologies toujours présentes (recherches universitaires), par Charles Zorgbibe. - Correspondance. - Dans les revues...

PAGE 20:

Les livres du mois. PAGES 21 à 24 :

L'activité des organisations internationales.

Index des articles publiés en 1977.

Le numéro du « Monda diplomatique » de décembre 1977 a été tiré à 115 000 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde », saut « le Monde des philatélistes », « le Monde diplomatique » est interdir au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977.

Janvier 1978



ISCOCO METRO : LOUVRE GOSCISCO

